

A GENÈVE
Suspension « sine die »
des négociations stratégiques
américano-soviétiques
LIRE PAGE 36

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,80 F
Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 280 m. ; Ab-
magne, 1,80 DM ; Autriche, 16 sch. ; Belgique, 28 fr. ;
Canada, 1,70 \$; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark,
8,50 kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 85 c. ; G.-B.,
50 p. ; Grèce, 85 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1.200 L. ;
Liban, 375 P. ; Libye, 0,250 DL ; Luxembourg, 27 L. ;
Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 20 esc. ;
Suisse, 1,40 f. ; Yougoslavie, 130 ml.
Tarif des abonnements page 2
5, RUE DES ITALIENS
75437 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 450072 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

Impasse totale en Namibie

Les récents efforts, notamment du Nigeria, pour tenter de relancer la négociation sur le conflit namibien s'étant soldés par des échecs, M. Claude Cheysson en a tiré la leçon, mercredi 7 décembre, devant l'Assemblée nationale. Il a annoncé que la France n'assisterait plus aux séances du « groupe de contact » (Etats-Unis, Canada, Grande-Bretagne, Allemagne fédérale et France) chargé, depuis 1978, de préparer la mise en application de la résolution de l'ONU sur l'indépendance de l'ancien Sud-Ouest africain. « Faire de pouvoir remplir honnêtement son mandat, le groupe s'est mis en sommeil », a précisé le ministre des relations extérieures, en rappelant que la France avait toujours collaboré aux activités de ce groupe sur la seule instance de ses « amis africains ».

A la veille de la conférence du Commonwealth, réunie à la fin de novembre à New-Delhi, Lagos avait suggéré de remplacer les troupes cubaines stationnées en Angola par une force internationale. Cette proposition, si elle avait été retenue, aurait supprimé le principal obstacle à la relance de la négociation, puisque Washington et Pretoria lient le départ des Cubains à tout règlement namibien.

L'initiative du Nigeria a fait long feu. Les Etats membres du Commonwealth se sont contents de condamner fermement les Etats-Unis et l'Afrique du Sud. L'Assemblée générale des Nations unies en a fait autant quelques jours plus tard en mettant fin à son débat annuel sur la question namibienne.

Il est vrai que cette proposition ne pouvait que se heurter au veto de Luanda, dont les intérêts ont été nettement défendus à New-Delhi par le Zimbabwe. Face à l'extension de la guérilla de l'UNITA de M. Savimbi, qui bénéficie d'un appui logistique sud-africain, le gouvernement angolais a besoin des Cubains, dont le nombre s'est d'ailleurs accru cette année. Il n'a que faire, en revanche, d'une force internationale qui ne se rangeait pas à ses côtés.

Faute d'un règlement angolais - dans lequel l'Afrique du Sud devrait être partie prenante - les troupes cubaines demeureront sur place. Or, dans le climat de tension actuel entre l'Est et l'Ouest, les Etats-Unis ne paraissent pas décidés à renoncer au « lien » entre un règlement namibien et le retrait des troupes cubaines d'Angola. La diplomatie américaine aurait même plutôt tendance à prendre, en ce moment, ses décisions essentiellement en fonction du conflit Est-Ouest, comme l'a montré l'intervention à la Grande.

L'impasse est donc, de nouveau, totale. Il semble que Luanda - où vient de se rendre M. Guy Pénne, conseiller de l'Elysée pour les affaires africaines - va consacrer ses énergies, dans les semaines qui viennent, à tenter de réduire la guérilla de l'UNITA, avec l'appui accru de La Havane et de Moscou. Entre-temps, les Sud-Africains continueront de promouvoir, à Windhoek, un « règlement interne » s'appuyant sur une demi-douzaine de formations politiques locales opposées à la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain), seul mouvement reconnu par l'ONU. Il n'y a rien là qui soit de nature à apaiser les tensions croissantes en Afrique australe.

M. Arafat est prêt à quitter Tripoli

Le dirigeant de l'O.L.P. et ses quatre mille hommes s'embarquent en principe vendredi sur des bateaux grecs battant pavillon de l'ONU

De notre correspondant

Beyrouth. - Tout est prêt pour le départ de chef de l'O.L.P., M. Yasser Arafat, et de ses quatre mille combattants de Tripoli, annoncé pour vendredi : les quatre bateaux grecs, le pavillon de l'ONU sous lequel ils sont autorisés à naviguer, l'accord de principe des belligérants palestiniens, le parrainage syro-soudanais. Tout, sauf deux points essentiels qui restent en suspens : le premier porte sur le maintien des dissidents du Fath, alliés de la Syrie, dans les camps de Nahr-El-Bared et Baddouni, qu'ils ont occupés durant la guerre livrée le mois dernier aux fidèles de M. Arafat. Ce dernier a mis une réserve importante puisqu'il fait valoir qu'un tel maintien équivaldrait à un retrait militaire de ses hommes alors que ses adversaires se contentent d'un repli symbolique des abords de Tripoli.

Le second facteur d'incertitude tient au risque d'un raid israélien, avant ou pendant l'évacuation, qui viserait les loyalistes, les dissidents, les deux à la fois. Le président de l'O.L.P. ne peut ignorer la déclaration du premier ministre M. Shamir, aux termes de laquelle « l'attentat de Jérusalem a montré au monde que Yasser Arafat n'est pas un modéré », et celle de M. Sharon : « Il ne faut pas permettre à Arafat de partir vivant de Tripoli (...). Il n'y a aucun engagement israélien à ce sujet ».

Tout n'était donc pas réglé à Tripoli malgré l'accord de principe des deux parties palestiniennes belligérantes, ainsi que de Damas. L'accord relatif à l'évacuation simultanée de la deuxième ville du Liban prévoit d'ailleurs un délai d'application de quinze jours expirant le 22 décembre. S'il n'est donc pas impossible que l'opération commence dans les vingt-quatre heures, elle pourrait bien traîner en longueur.

A Beyrouth, la situation est tout aussi aléatoire. A long terme, de jour, le canon tonne plus ou moins fort sur les lignes de front de la banlieue et de la montagne toute proche. Dans la ville même, l'insécurité

est maintenue par une vague d'attentats à Beyrouth-Ouest.

Sur le plan politique, le président Gemayel, qui est revenu les mains vides de Washington, se préoccupe de la suite de l'épreuve de force engagée entre les Etats-Unis et la Syrie, et d'une éventuelle intervention d'Israël. En attendant, il se livre à des consultations en vue d'ouvrir la voie à une reprise de la conférence interbanaise de Genève. Le chef de l'Etat, dans l'impossibilité d'envisager la constitution d'un gouvernement d'union nationale, a dû refuser à nouveau, mercredi, la démission du premier ministre, M. Wazzan, qui le lui avait remise le 25 septembre.

LUCIEN GEORGE.
(Lire nos informations page 3.)

L'échec d'Athènes oblige M. Mitterrand à reprendre l'initiative

Selon l'Elysée, le remplacement du premier ministre n'est pas à l'ordre du jour

Le changement dans six mois Du bon usage d'une crise

Fin de règne : tout concourt à créer cette atmosphère autour du premier ministre. Le départ de M. Chardonnat - il quitte le gouvernement pour la Cour des comptes - rend nécessaire un aménagement du gouvernement : on voit mal que, au moment où la France prend la présidence de la Communauté, ce poste puisse être laissé vacant (1). C'est le plus récent épisode de nature à relancer l'idée d'un prochain vaste changement. Il y a pourtant autant d'éléments qui jouent en sens inverse et qui laissent penser que rien ne bougera avant les élections européennes du mois de juin 1984.

Un certain nombre de responsables se comportent comme si le président préparait un vaste mouvement, ou comme si le président lui avait demandé de s'y préparer.

A l'origine de leur démarche, il y a une logique : celle de la « reconquête » de l'opinion. Après avoir mis de l'ordre dans le principal parti de la majorité (au congrès socialiste de Bourg-en-Bresse), puis au sein de la majorité (la « vérification » entre le P.C. et le P.S. du 1^{er} décembre), il reste à remettre en ordre et à relancer le gouvernement.

Alors serait mis place le dispositif de cette « reconquête », jusqu'à l'échéance de 1986.

JEAN-MARIE COLOMBANI.
(Lire la suite page 9.)

(1) Deux hypothèses sont envisagées : soit M. Cheysson s'occupe lui-même et presque exclusivement des affaires européennes soit une personnalité, déjà membre ou non du gouvernement, reçoit les attributions de M. Chardonnat.

La troisième épreuve des Kurdes de Turquie

I. - Ankara contre X...

De notre envoyé spécial
JEAN-PIERRE CLERC

Après trois ans et trois mois de régime militaire, la Turquie est officiellement revenue le mardi 6 décembre à un gouvernement civil, avec la nomination de M. Turgut Ozal, ancien premier ministre. L'armée cependant « veille » ; le général Ersoy est président de la République, les anciens chefs d'Etat-major des trois armées siègent à ses côtés dans un « conseil de la présidence » et la loi martiale reste en vigueur dans tout le pays. Elle s'applique avec une sévérité particulière chez les Kurdes de Turquie.

Diyarbakir. - « Cette ville sera un jour la capitale de notre Kurdistan ». Comme nous marchons au long des rues populeuses et très « orientales » de Diyarbakir, le jeune homme marque une pause, puis ajoute : « Mais ce sera peut-être dans mille ans ».

Tel est le terrible non-dit du pays d'Ataturk - on que l'on pourrait, par un cruel jeu de mots, dénommer « la nouvelle question d'Orient » ! Plus de 10 %, et vraisemblablement près de 20 % des hommes et des femmes vivant à l'est d'une ligne courant d'Erzurum au nord à Gaziantep au sud (1) se voient dénier un droit fondamental : celui de jouir de leur véritable identité, et, en particulier, de parler leur langue, le kurde, sous peine de graves représailles.

La « question kurde » est officiellement niée. Les plus vifs débats dans cette attitude sont sans doute les interlocuteurs se réclamant de la gauche démocratique, dont le jacobinisme (baptisé ici « kemalisme », en mémoire de Kemal Ataturk, père de la République) est un constant sujet d'étonnement.

Voici, par exemple, l'analyse d'un proche collaborateur de M. Ecevit, ancien premier ministre social-démocrate : « Il n'y a pas de problème kurde. Il y a simplement, à l'est, une situation économique plus difficile, en raison de l'absence, là-bas, d'industries. En outre, les mentalités y sont encore imprégnées de... »

féodalisme. La scolarisation y a été insuffisante, de sorte que les kurdes les plus pauvres n'ont pas encore pris conscience de l'exploitation dont ils sont victimes. Or celle-ci est le fait de riches seigneurs locaux, non du gouvernement central. » Ce discours des milieux progressistes turcs est à peine plus élaboré que celui des officiels, pour qui « le problème kurde n'a pas d'existence à la base. Il n'est qu'un levier politique utilisé par les partis ». Ce fonctionnaire des affaires étrangères conclut, cependant : « En eaux troubles, on peut toujours pêcher... »

(Lire la suite page 4.)

(1) Il est fréquemment admis que les Kurdes sont au moins cinq et peut-être huit millions en Turquie - sur une population totale de quarante-huit millions. En comptant leurs « frères » d'Irak, de Syrie, d'U.R.S.S. et du Liban, ils seraient de dix à dix-huit millions au Proche-Orient.

M. Mitterrand a-t-il délibérément bloqué les négociations du sommet d'Athènes en revenant sur les engagements qu'il avait souscrits en juin dernier, au sommet de Stuttgart, à l'égard de la Grande-Bretagne ? Telle est la question que se pose au lendemain de la « débâcle communautaire », à la lecture non seulement de la presse britannique mais aussi de certaines analyses faites en France, et selon lesquelles le président de la République aurait volontairement recherché la crise pour mieux la dénouer lui-même lorsque la France assurera la présidence de la Communauté, à partir du 1^{er} janvier.

Rien de ce qu'on ait des négociations d'Athènes ne permet de parler d'un rejet par M. Mitterrand de ses engagements de Stuttgart à l'égard de M^{me} Thatcher. Les réserves faites par le président de la République sur l'écueil, à la Grande-Bretagne, au titre de compensation budgétaire pour l'année 1983, de 750 millions d'ECU, ne constituent pas une volte-face.

Il suffit de se reporter aux documents de Stuttgart pour constater en effet que l'approbation de ces 750 millions d'ECU par la France était conditionnelle. M. Mauroy avait alors fait préciser au procès-verbal que l'accord français ne serait confirmé que si les autres décisions, en particulier au sujet du financement de la C.E.E., étaient également arrêtées à Athènes (1).

Les Britanniques reprochent aussi à M. Mitterrand d'avoir fait « de la provocation », en proposant à Londres, au titre de la compensation budgétaire, une somme de 500 millions d'ECU pour chacune des années 1984 et 1985. La modicité de la somme avait, il est vrai, de quoi faire bondir les Britanniques qui veulent se voir reconnaître une compensation non limitée dans le temps et représentant grosso modo les deux tiers de leur contribution budgétaire nette.

JACQUES AMALRIC.
(Lire la suite page 6.)

(1) Voir le Monde du 21 juin 1983.

Les idées de l'opposition

Dans la série que nous consacrons aux « idées de l'opposition », après avoir analysé les thèmes développés par les libéraux, les centristes et les radicaux (le Monde des 7 et 8 décembre), nous étudions aujourd'hui la pensée de ceux qui se réclament du gaullisme. Nous publions aussi un tableau comparatif des positions des cinq partis de l'opposition sur quelques grandes questions. (Lire page 8.)

Gaullistes d'aujourd'hui

par ANDRÉ PASSERON

Il est sans doute plus difficile aux gaullistes qu'à d'autres de se rattacher à une doctrine dont les tables immuables feraient toujours la loi. Les fameux « principes fondamentaux du gaullisme » auxquels se sont référés les partisans du général pendant près d'un demi-siècle ne sont certainement pas devenus obsoletes. Ils se sont plutôt banalisés par dilution.

N'entend-on pas, d'ailleurs, maints orateurs de gauche naguère farouchement antibouillistes reconnaître bien volontiers que ceux-ci font désormais partie du patrimoine national commun ? N'a-t-on pas non

plus entendu maints gaullistes leur souhaiter ce destin en affirmant que de Gaulle n'avait pas d'héritier mais seulement des disciples ? Georges Pompidou n'exprimait-il pas cette idée à la mort de de Gaulle : « La France est veuve » ?

La fierté d'avoir été les compagnons d'un homme qui, selon sa propre ambition, « n'appartenait à personne puisqu'il appartenait à tout le monde », a permis aux gaullistes de surmonter leur amertume de devoir partager l'héritage.

(Lire la suite page 9.)

DANS « LE MONDE DES LIVRES »

Un bilan des prix

Le feuilleton de BERTRAND POIROT-DELPECH (page 15)

Le centenaire de la naissance de Louis Massignon

Les articles de TAHAR BEN JELLOUN et de J.-P. PERONCEL-HUGOZ (pages 20 et 21)

L'agonie de l'Autriche et le miracle viennois

Le compte rendu des livres de Carl E. Schorske et de Joseph Roth par ROLAND JACCARD et JEAN-LOUIS DE RAMBURES (page 19)

LE PREMIER GRAND DOSSIER COMPLET SUR LA QUESTION

Michel Iotu
La bataille des euromissiles

« Cette histoire est l'ouvrage de référence pour tous ceux qui s'intéressent à la question des euromissiles »

L'HISTOIRE IMMEDIATE AU SEUL

AU JOUR LE JOUR

Catégories

Eugène Ionesco vient de faire une révélation. Il a déclaré : « 75 % des intellectuels européens sont des imbéciles. » On ne sait pas à partir de quel échantillonnage l'académicien a fait ses calculs.

Que ceux qui ne se sentent pas visés ne se réjouissent pas trop vite. Quand on connaît l'estime que Ionesco porte à ses contemporains, il est à craindre que, pour lui, les 25 % d'intellectuels qui ne sont pas des imbéciles ne soient simplement des crétins. Sauf un.

BRUNO FRAPPAT.

Sur le vif

Parents cancrés

Le roi est soupçonné d'adultère et d'adultère espagnol

la nouvelle

LE ROY

la bataille des euromissiles

Aldebert

Lettres au Monde sur la réforme de l'enseignement supérieur

Préserver les privilèges

Maurice Duverger s'élève contre la notion du collège unique des étudiants dans lequel la catégorie des professeurs serait pratiquement submergée par celle d'électeurs, assistants et maîtres-assistants, deux fois plus nombreux. En revanche, il considère comme normal que les professeurs, qui ne constituent qu'environ 30 % des enseignants, se voient attribuer 50 % au moins des sièges au Conseil scientifique.

En réalité, derrière l'argumentation juridique et sous couvert de défendre la démocratie, se cache la volonté de préserver les privilèges des professeurs, plus que les autres sensibles aux seules exigences de la science et détachés des idéologies (de gauche) qui tendraient à la politiser indûment. Mettre en avant la qualité, c'est épargner la réflexion sur les finalités, c'est masquer une politique conservatrice de la science et de son personnel, au mépris d'une organisation pluraliste et moins hiérarchisée, qui serait fondée sur la reconnaissance du travail en équipe et de l'égalité de valeur de toutes les tâches nécessaires à la production scientifique. Il n'y a pas que dans l'industrie que l'amélioration des conditions de travail est porteuse d'une plus grande efficacité. Est-ce beaucoup demander à ceux qui gèrent le potentiel scientifique de la France de ne pas se comporter, à l'époque de l'enrichissement des tâches, comme l'aile la plus rétrograde du patronat ?

J.-L. BALLAIS, maître-assistant (Caen).

Ni Charybde ni Scylla

Je voudrais exprimer ici mon accord quasi total avec la lettre que cinquante-cinq universitaires ont publiée dans le Monde daté du 15 novembre 1983 et le dire en particulier à mes amis Jacques Le Goff et Pierre Vidal-Naquet.

Pourquoi le « quasi » ? Des historiens se doivent de tenir compte de l'expérience du passé récent, expérience qui est très éclairante. A l'heure actuelle, certains semblent croire que le seul danger qui menace les universités et certaines grandes écoles est une emprise incarnée par les syndicats de gauche (SGEN et SNE-Sup. en particulier).

Mais durant des années, on a très bien vu ce que donnait, notamment aux C.C.U., C.S.P.U., etc., un scrutin uninominal à deux tours où, théoriquement, siégeaient des élus « désignés en leur qualité propre et non en raison de leurs appartenances politiques, économiques, religieuses, idéologiques ou syndicales ». Dans beaucoup de disciplines siégeaient en très large majorité dans le collège A (professeurs) des membres présentés avec l'appui du Syndicat autonome (et, en histoire, le monopole était de facto absolu).

Qui d'entre nous n'a pas reçu, d'une part, du Syndicat autonome la liste des candidats appuyés par lui et, d'autre part, de chacun de ces

candidats une lettre individuelle présentant titres et mérites personnels sans jamais la moindre allusion au soutien syndical dont ils bénéficiaient ?

Alors pourquoi ces candidats étaient-ils souvent ou toujours élus ? Parce qu'il est exact que la majorité des professeurs d'université ont, actuellement, une sensibilité qui les rapproche davantage du Syndicat autonome que du SGEN ou du SNE-Sup. Et ce ne serait pas une solution heureuse que de remplacer un monopole par un autre ; il est certain

que le scrutin de liste au collège unique comporte de graves dangers potentiels.

D'accord donc pour que les universitaires demeurent majoritaires dans les conseils de leurs établissements... qu'ils y soient élus... par le collège de ceux qui appartiennent au même corps.

Mais vive le scrutin de liste par collèges distincts, car, de grâce, pour éviter Charybde, ne retombons pas en Scylla.

MARCEL GILLET, professeur (Lille-III).

Égalité et qualité

L'erreur de cet éminent collègue et de ceux qui, avec lui, viennent de s'adresser directement au président de la République est de toujours confondre le savoir et le pouvoir, de prétendre fonder sur un savoir particulier une hiérarchie de pouvoir. Car, enfin, que se cache-t-il derrière les véhémentes protestations d'un certain nombre d'enseignants contre l'égalisation des charges d'enseignement des différentes catégories d'enseignants du supérieur ? Ceci, et essentiellement ceci : dans l'ancienne définition des charges, les professeurs pouvaient avoir à assurer un service d'enseignement égal à la moitié de celui des autres catégories d'enseignants. Ils se trouvaient de ce fait libérés pour se « dévouer » aux tâches de gestion, c'est-à-dire, en réalité, pour diriger les universités. Maintenant, toutes ces catégories ont les mêmes contraintes d'enseignement, et la compétition pour le pouvoir devra se faire sur d'autres bases. Mettre chacun à égalité dans une compétition électoraliste, n'est-ce pas dénigrer la qualité ? Une longue pratique des conseils d'université m'a permis de constater que les qualités pour diriger une université, c'est-à-dire la capacité d'innover, le courage pour lutter contre les intérêts particuliers, la volonté tenue de privilégier le long terme, n'étaient pas nécessaire-

ment de même nature que celles que sanctionnent, le plus souvent à bon escient, la reconnaissance d'un titre de professeur d'université. Il m'étonnerait que je sois seul à avoir fait ce constat. A qui fera-t-on croire que d'être un éminent spécialiste de tel ou tel secteur pointu de la science donne compétence particulière pour diriger une organisation aussi complexe qu'une université ? A contrario, de quelles réalisations méritiques peuvent se prévaloir les conseils d'université dans lesquels la loi Sauvage a assuré une prépondérance écrasante aux professeurs ?

Sans doute les assistants et les maîtres-assistants n'ont pas non plus, par essence ou fraîcheur d'âme, quelque supériorité sur les professeurs pour diriger l'université. Cela aussi j'ai pu l'observer. Mais pourquoi donner qu'ils sauront désigner ceux qui — quelle que soit leur catégorie d'appartenance — ont dans des circonstances données les compétences les plus grandes ? A priori incapables, n'est-ce pas mépriser ceux qui, de toute façon, nous remplaceront dans quelques années ou avouer que l'on ne soit en mesure d'être élu que soutenu par les béquilles d'un suffrage consistant ?

JACQUES CURIE, professeur (Toulouse-II).

Un corporatisme aveugle

Le professeur Duverger érige une frontière artificielle entre les professeurs et les autres catégories universitaires. Tout en partageant certaines de ses réserves à propos de l'article 37 du projet ministériel, je lui signale qu'il y a beaucoup de maîtres-assistants docteurs d'Etat (Laurent Schwartz le dit avec conviction) dont la qualification scientifique n'a rien à envier à celle des professeurs. Par contre il y a des professeurs dont la compétence ne supporte pas la comparaison avec celle de leurs (maîtres)-assistants (jadis qualifiés par M^{me} Sauzet-Séte d'« étudiants de leurs professeurs »). Dans une situation où de nombreux jeunes chercheurs de très grande qualité se voient écartés d'une carrière universitaire, les propos de M. Duverger ne peuvent apparaître [que] comme une déf-

fense maladroite de privilèges acquis.

Le corporatisme aveugle qui détermine les propos de M. Duverger sévit aussi du côté des syndicats de gauche : établir comme seul critère de promotion à l'université l'ancienneté, cela rejette parfaitement les soucis du mandataire ; rétablir l'immobilité intellectuelle...

GÉRALD STIEG, maître-assistant (Paris-III).

Le pouvoir des notables

Si l'on peut discuter l'orientation générale de la réforme de l'enseignement supérieur, les mesures concernant le personnel tentent d'améliorer son efficacité. Il est curieux que les universitaires les plus brillants cautionnent, par un appel dont l'inspiration n'est nullement démocratique, quoi qu'ils prétendent, un statu quo générateur d'abus, de rancœur et, quelquefois, d'apathie chez ceux qui décrochent, très bonifiée, de déconcompte chez ceux qui sont victimes d'une inégalité, souvent injustifiée, de traitement.

On doit éviter que l'université ne soit dirigée par les seuls syndicats ; elle ne saurait l'être non plus par les notables, de gauche ou de droite. Le scrutin de liste avec panachage permet d'éviter les inconvénients des deux systèmes ; les électeurs prennent en considération à la fois la personne et une option commune aux enseignants-chercheurs qui se présentent sur une liste commune. Rien n'interdit aux non-syndiqués, notamment ceux qui se prétendent seuls garants de la qualité de la science, de présenter une liste commune ; eux, et d'autres, l'ont fait pour l'élection du comité national du C.N.R.S. Le tirage au sort est aussi, quoi qu'en disent notables et syndicats, une bonne solution. Il interdit le maintien des positions acquises et l'immobilité des notables dans les instances de contrôle.

PIERRE LANTZ, professeur (université de Franche-Comté).

Contre tout apartheid

M. Duverger, qui se prend sans doute pour la « Grande mademoiselle » de cette fronde, n'argumente plus mais menace. Le vote par l'Assemblée nationale de l'article 37 du projet Savary déclencherait une avalanche de catastrophes pour le gouvernement : la censure du Conseil constitutionnel, l'agitation permanente dans l'université, le vote sanction des professeurs en 1986 et, *ultima ratio*, l'hégémonie communiste dans les conseils. Curieuse attitude pour un homme de gauche et un démocrate.

Je suis aussi un professeur de gauche dans une université de droite, et ces menaces ne m'impressionnent guère. Ce qui me préoccupe, en revanche, c'est le taux d'échec des étudiants en premier cycle, où l'enseignement principal, l'adaptation des formations universitaires aux besoins réels de la nation, le développement insuffisant de la formation continue. Toutes choses qui ne semblent guère troubler la conscience de mes collègues frondeurs.

Si la loi Savary apporte des remèdes aux maux dont souffre réellement l'université, je ne craindrai pas de mêler mon vote à celui de mes collègues maîtres-assistants et assistants. Le seul d'ailleurs contre tout apartheid et j'estime qu'en réservant aux professeurs 50 % de la représentation des enseignants dans les conseils la loi protège suffisamment la minorité « opprimée » à laquelle j'appartiens.

JACQUES POUMARÉDE, professeur (Toulouse-I).

Des collèges discrets avant 1981

Reprenez vos esprits, chers professeurs, tout le monde a besoin de vous, mais souvenez-vous qu'on ne peut être juge et partie. L'article 37 de la loi de 1981 ne vous empêchera nullement d'élever le niveau scientifique et professionnel de la nation, votre mission. Et, si vous tenez vraiment à l'élection par collèges séparés, pensez plus avant la logique de votre raisonnement, demandez l'instauration d'un collège électoral des professeurs en « classe » exceptionnelle, qu'il ne faudra pas confondre avec celui des professeurs qui ne sont qu'en « première classe », etc. et surtout, pour les élections législatives, exigez une catégorie de députés élus par les seuls chefs d'entreprise, car le « corps » des patrons est écarté par celui des ouvriers.

M. Duverger dit par ailleurs redouter la toute-puissance du SNE-Sup (sans le nommer) et les communistes qui se cacheraient derrière. Ne sait-il pas que le syndicatisme universitaire quelle que soit sa tendance, n'est pas, hélas, en très bonne santé ? La multiplication des corps et des catégories est une des

Cette apparente remise en cause de la hiérarchie universitaire a conduit certains professeurs à exprimer la crainte qu'à travers les assistants et maîtres-assistants les syndicats fassent désormais la loi et, par souci d'égalitarisme, substituent au critère de la compétence celui de l'ancienneté dans le déroulement des carrières.

Cosignataire d'un appel au président de la République, notre collaborateur Maurice Duverger, professeur de sociologie politique à l'université de Paris-I, a précisé dans le Monde du 25 novembre les critiques qu'il adresse au projet Savary. M. Jean-Jacques Payan, directeur général des enseignements supérieurs et de la recherche au ministère de l'éducation nationale, lui a répondu dans le Monde du 1^{er} décembre. Nous donnons aujourd'hui la parole à ceux de nos lecteurs qui nous ont fait connaître leur réaction à l'article de Maurice Duverger et nous publions la réponse de ce dernier.

T. F.

compris et vous remerciant. Les assistants et maîtres-assistants peuvent pourtant tous les jours leurs compétences dans les domaines de l'enseignement, la recherche, la culture et l'administration ; sans eux où en serait l'université ?

MICHEL BAREILLE, maître-assistant (Grenoble-I).

Un corps « submergé »

« Submergé », qu'est-ce à dire, sinon que les assistants et maîtres-assistants ne voteront pas comme le souhaiteraient les professeurs ? Ici, lecteur étranger au sérail, ouvre grands tes yeux. Il est bien vrai que le « collège B », comme on dit, donne toujours la majorité aux syndicats FEN et C.F.D.T., et le « collège A », aux autres listes, pseudo-syndicales ou prétendantment apolitiques. Étrange, n'est-ce pas, puisque les A sont d'anciens B ?

On pourrait s'interroger longuement sur le ressort de cette conversion à droite : comme le fier Sicaire de notre histoire de France, l'universitaire à peine oint du saint chrême professoral adore ce qu'il a brûlé et brûle ce qu'il a adoré — quitte, s'il a des amis dans l'édition, à rédiger trois cents pages d'autocritique sous le titre : *Quand j'étais jeune et bête*. Est-ce l'effet de l'âge, des honneurs, de la lassitude, ou de la colonne du Saint-Esprit ? En tout cas rien de scientifique il-déclara, rien que des rancunes.

PIERRE MOREAU, assistant (Clermont-Ferrand).

Des enseignants actifs ou passifs ?

Monsieur Duverger, vous craignez avec le collège unique de devenir un citoyen passif alors que les maîtres-assistants seraient des citoyens actifs. La situation inverse, qui existe depuis des années vous satisfait sans doute beaucoup mieux, alors dites-le nettement (précisons bien que le maître-assistant que je suis souhaiterait que nous soyons tous des citoyens actifs).

D'ailleurs vous ne trouvez absolument pas choquant que la moitié des sièges des conseils scientifiques appartiennent au corps qui représente le quart des effectifs enseignants, d'une part ; d'autre part, vous ne revendiquez pas la suppression du collège unique dans les autres conseils prévus par la loi, ce qui manque de cohérence et montre bien que seules vous désirez certaines missions de l'université.

Un dernier argument de votre article précède bien que la domination historique d'un corps sur les autres doit être perpétuée : vous suggérez la comparaison (toujours à l'aide d'exemples de collèges électoraux) entre les cadres d'une entreprise et les professeurs. A ce point, monsieur Duverger, les employés vous ont

compris et vous remerciant. Les assistants et maîtres-assistants peuvent pourtant tous les jours leurs compétences dans les domaines de l'enseignement, la recherche, la culture et l'administration ; sans eux où en serait l'université ?

MICHEL BAREILLE, maître-assistant (Grenoble-I).

Un corps « submergé »

« Submergé », qu'est-ce à dire, sinon que les assistants et maîtres-assistants ne voteront pas comme le souhaiteraient les professeurs ? Ici, lecteur étranger au sérail, ouvre grands tes yeux. Il est bien vrai que le « collège B », comme on dit, donne toujours la majorité aux syndicats FEN et C.F.D.T., et le « collège A », aux autres listes, pseudo-syndicales ou prétendantment apolitiques. Étrange, n'est-ce pas, puisque les A sont d'anciens B ?

On pourrait s'interroger longuement sur le ressort de cette conversion à droite : comme le fier Sicaire de notre histoire de France, l'universitaire à peine oint du saint chrême professoral adore ce qu'il a brûlé et brûle ce qu'il a adoré — quitte, s'il a des amis dans l'édition, à rédiger trois cents pages d'autocritique sous le titre : *Quand j'étais jeune et bête*. Est-ce l'effet de l'âge, des honneurs, de la lassitude, ou de la colonne du Saint-Esprit ? En tout cas rien de scientifique il-déclara, rien que des rancunes.

PIERRE MOREAU, assistant (Clermont-Ferrand).

Des enseignants actifs ou passifs ?

Monsieur Duverger, vous craignez avec le collège unique de devenir un citoyen passif alors que les maîtres-assistants seraient des citoyens actifs. La situation inverse, qui existe depuis des années vous satisfait sans doute beaucoup mieux, alors dites-le nettement (précisons bien que le maître-assistant que je suis souhaiterait que nous soyons tous des citoyens actifs).

D'ailleurs vous ne trouvez absolument pas choquant que la moitié des sièges des conseils scientifiques appartiennent au corps qui représente le quart des effectifs enseignants, d'une part ; d'autre part, vous ne revendiquez pas la suppression du collège unique dans les autres conseils prévus par la loi, ce qui manque de cohérence et montre bien que seules vous désirez certaines missions de l'université.

Un dernier argument de votre article précède bien que la domination historique d'un corps sur les autres doit être perpétuée : vous suggérez la comparaison (toujours à l'aide d'exemples de collèges électoraux) entre les cadres d'une entreprise et les professeurs. A ce point, monsieur Duverger, les employés vous ont

compris et vous remerciant. Les assistants et maîtres-assistants peuvent pourtant tous les jours leurs compétences dans les domaines de l'enseignement, la recherche, la culture et l'administration ; sans eux où en serait l'université ?

MICHEL BAREILLE, maître-assistant (Grenoble-I).

Un corps « submergé »

« Submergé », qu'est-ce à dire, sinon que les assistants et maîtres-assistants ne voteront pas comme le souhaiteraient les professeurs ? Ici, lecteur étranger au sérail, ouvre grands tes yeux. Il est bien vrai que le « collège B », comme on dit, donne toujours la majorité aux syndicats FEN et C.F.D.T., et le « collège A », aux autres listes, pseudo-syndicales ou prétendantment apolitiques. Étrange, n'est-ce pas, puisque les A sont d'anciens B ?

On pourrait s'interroger longuement sur le ressort de cette conversion à droite : comme le fier Sicaire de notre histoire de France, l'universitaire à peine oint du saint chrême professoral adore ce qu'il a brûlé et brûle ce qu'il a adoré — quitte, s'il a des amis dans l'édition, à rédiger trois cents pages d'autocritique sous le titre : *Quand j'étais jeune et bête*. Est-ce l'effet de l'âge, des honneurs, de la lassitude, ou de la colonne du Saint-Esprit ? En tout cas rien de scientifique il-déclara, rien que des rancunes.

PIERRE MOREAU, assistant (Clermont-Ferrand).

Des enseignants actifs ou passifs ?

Monsieur Duverger, vous craignez avec le collège unique de devenir un citoyen passif alors que les maîtres-assistants seraient des citoyens actifs. La situation inverse, qui existe depuis des années vous satisfait sans doute beaucoup mieux, alors dites-le nettement (précisons bien que le maître-assistant que je suis souhaiterait que nous soyons tous des citoyens actifs).

D'ailleurs vous ne trouvez absolument pas choquant que la moitié des sièges des conseils scientifiques appartiennent au corps qui représente le quart des effectifs enseignants, d'une part ; d'autre part, vous ne revendiquez pas la suppression du collège unique dans les autres conseils prévus par la loi, ce qui manque de cohérence et montre bien que seules vous désirez certaines missions de l'université.

Un dernier argument de votre article précède bien que la domination historique d'un corps sur les autres doit être perpétuée : vous suggérez la comparaison (toujours à l'aide d'exemples de collèges électoraux) entre les cadres d'une entreprise et les professeurs. A ce point, monsieur Duverger, les employés vous ont

compris et vous remerciant. Les assistants et maîtres-assistants peuvent pourtant tous les jours leurs compétences dans les domaines de l'enseignement, la recherche, la culture et l'administration ; sans eux où en serait l'université ?

MICHEL BAREILLE, maître-assistant (Grenoble-I).

Un corps « submergé »

« Submergé », qu'est-ce à dire, sinon que les assistants et maîtres-assistants ne voteront pas comme le souhaiteraient les professeurs ? Ici, lecteur étranger au sérail, ouvre grands tes yeux. Il est bien vrai que le « collège B », comme on dit, donne toujours la majorité aux syndicats FEN et C.F.D.T., et le « collège A », aux autres listes, pseudo-syndicales ou prétendantment apolitiques. Étrange, n'est-ce pas, puisque les A sont d'anciens B ?

On pourrait s'interroger longuement sur le ressort de cette conversion à droite : comme le fier Sicaire de notre histoire de France, l'universitaire à peine oint du saint chrême professoral adore ce qu'il a brûlé et brûle ce qu'il a adoré — quitte, s'il a des amis dans l'édition, à rédiger trois cents pages d'autocritique sous le titre : *Quand j'étais jeune et bête*. Est-ce l'effet de l'âge, des honneurs, de la lassitude, ou de la colonne du Saint-Esprit ? En tout cas rien de scientifique il-déclara, rien que des rancunes.

PIERRE MOREAU, assistant (Clermont-Ferrand).

Des enseignants actifs ou passifs ?

Monsieur Duverger, vous craignez avec le collège unique de devenir un citoyen passif alors que les maîtres-assistants seraient des citoyens actifs. La situation inverse, qui existe depuis des années vous satisfait sans doute beaucoup mieux, alors dites-le nettement (précisons bien que le maître-assistant que je suis souhaiterait que nous soyons tous des citoyens actifs).

D'ailleurs vous ne trouvez absolument pas choquant que la moitié des sièges des conseils scientifiques appartiennent au corps qui représente le quart des effectifs enseignants, d'une part ; d'autre part, vous ne revendiquez pas la suppression du collège unique dans les autres conseils prévus par la loi, ce qui manque de cohérence et montre bien que seules vous désirez certaines missions de l'université.

Un dernier argument de votre article précède bien que la domination historique d'un corps sur les autres doit être perpétuée : vous suggérez la comparaison (toujours à l'aide d'exemples de collèges électoraux) entre les cadres d'une entreprise et les professeurs. A ce point, monsieur Duverger, les employés vous ont

Le gouvernement de Rome soumet le contingent italien de la

Le gouvernement de Rome soumet le contingent italien de la

Le gouvernement de Rome soumet le contingent italien de la

Le gouvernement de Rome soumet le contingent italien de la

Le gouvernement de Rome soumet le contingent italien de la

Le gouvernement de Rome soumet le contingent italien de la

Le gouvernement de Rome soumet le contingent italien de la

Le gouvernement de Rome soumet le contingent italien de la

Le gouvernement de Rome soumet le contingent italien de la

Le gouvernement de Rome soumet le contingent italien de la

Le gouvernement de Rome soumet le contingent italien de la

Le gouvernement de Rome soumet le contingent italien de la

Le gouvernement de Rome soumet le contingent italien de la

Le gouvernement de Rome soumet le contingent italien de la

Le gouvernement de Rome soumet le contingent italien de la

Le gouvernement de Rome soumet le contingent italien de la

Le gouvernement de Rome soumet le contingent italien de la

Le gouvernement de Rome soumet le contingent italien de la

Le gouvernement de Rome soumet le contingent italien de la

Le gouvernement de Rome soumet le contingent italien de la

étranger

L'ÉVOLUTION DE LA CRISE LIBANAISE

SELON JÉRUSALEM

Le gouvernement de Rome souhaite une réduction progressive du contingent italien de la force multinationale

Après un petit déjeuner de travail avec M. George Shultz, secrétaire d'Etat américain, et avec ses collègues britannique et italien, le ministre français des relations extérieures, M. Claude Cheysson, a déclaré ce jeudi 8 décembre à Bruxelles que la force multinationale d'interposition demeurerait au Liban. « Il n'y a pas de changement qui puisse nous amener d'un coup à changer d'option », a-t-il dit.

A Londres, M. Thatcher avait déclaré mercredi devant la Chambre des communes qu'il n'était pas question de reconsidérer pour le moment la participation d'une centaine de soldats britanniques à cette force d'interposition. Elle répondait ainsi aux parlementaires conservateurs qui, avec l'opposition travailliste, réclamaient le retour immédiat de cette unité.

De notre correspondant

Rome. — « Redéfinir » le rôle de la force multinationale, obtenir un plus grand engagement de l'ONU dans la crise libanaise et réduire progressivement les effectifs et les tâches du contingent italien : telle est la ligne du gouvernement de Rome. Une réunion du cabinet s'est tenue le 7 décembre à la veille de la rencontre à Bruxelles des ministres des affaires étrangères des quatre pays composant la force multinationale. Le communiqué final de cette réunion insiste particulièrement sur la nécessité de « rechercher toutes les possibilités d'un renforcement de la présence de l'ONU » au Liban. Par ailleurs, le président du conseil, M. Bettino Craxi, aurait lui-même évoqué la nécessité d'une « restructuration » de la présence militaire italienne. La position italienne est aujourd'hui plus ferme que celle définie il y a une dizaine de jours sous le coup de l'émotion créée par le raid français sur Baalbek, qui préconisait simplement de fixer pour terme à la présence du contingent militaire italien l'issue des négociations interlibanaises de Genève, quel qu'en soit le résultat.

Si le gouvernement italien veut démontrer sa volonté de concertation avec ses alliés et éviter toute action unilatérale précipitée, il n'en doit pas moins tenir compte des craintes d'une grande majorité de l'opinion et de la quasi-totalité des forces politiques. Le raid français d'abord, puis le raid américain, auront servi de catalyseur.

Seul le P.C.I. demandait depuis plusieurs jours à la fois le retrait du contingent italien et un engagement de l'ONU. Le 6 décembre, il affirmait : « Il faut des actes concrets et rapides qui différencient la position de notre pays des initiatives aventuristes de l'administration américaine ». Maintenant, les partis de la majorité gouvernementale, tout en insistant sur la nécessité de ne pas

seul mort, aurait d'importantes conséquences intérieures : d'autre part, le gouvernement doit non seulement sauver la face et le prestige italien, mais aussi éviter un retour précipité qui mettrait les alliés en difficulté et aurait pour effet d'aggraver la tension au Liban. Le gouvernement de M. Craxi s'est contenté pour le moment de prendre une position de principe qui satisfait au moins en partie l'opinion italienne, sans pour autant rien créer d'irréparable.

D'ores et déjà, la presse ou certains officiels du ministère de la défense présentent les scénarios possibles d'un retrait graduel : non-remplacement des bataillons qui, leur temps de présence écoulé, rentrent au pays, limitations du territoire d'action et des tâches assignées au contingent italien, et remplacement graduel des soldats du contingent par des volontaires spécialisés dans un rôle plus sanitaire ou technique que strictement militaire.

(Interim.)

Cinq personnalités palestiniennes de Cisjordanie condamnent l'attentat de Jérusalem

Fait sans précédent en Cisjordanie, cinq personnalités palestiniennes, dont deux maires destinés par l'administration israélienne, ont publié, le mercredi 7 décembre, un communiqué condamnant sans réserve l'attentat à la bombe perpétré mardi contre un autobus civil israélien à Jérusalem.

« Les attentats contre des objectifs civils en Israël gênent les tentatives visant à obtenir une entente israélo-palestinienne », estime M. Karim Khalaf (maire destitué de Ramallah), Moustapha Natshe (maire destitué de Hebron).

Anwar Nusseibeh (ancien ministre et président de la compagnie d'électricité de Jérusalem-Est), Fouhadj Nouhli (directeur du journal favorable à M. Arafat, *Al Fajr*, et Hana Siniora (journaliste). « Toute action de ce type (...) doit être réprimée et ne peut que constituer un obstacle à la recherche d'une juste solution du problème palestinien », poursuivent les communiqués.

L'O.L.P. et des dissidents du « Fatah », rappelés en outre, chacun de son côté, revendiquent cet attentat.

La Syrie est prête à « ouvrir un dialogue avec les Etats-Unis puisque les Américains le veulent », a déclaré le mercredi 7 décembre M. Farouk El Chareh, ministre d'Etat syrien pour les affaires étrangères. Il a ajouté néanmoins que les forces de Damas continueraient à riposter aux « agressions américaines ». Il a estimé, en outre, que « l'escalade militaire » déclenchée par Washington, ainsi que l'accord de coopération stratégique conclu récemment entre le président Reagan et M. Itzhak

Shamir « font obstacle à la tenue de la conférence de réconciliation nationale libanaise de Genève ».

Abordant le chapitre de la santé du président Assad, M. Chareh a assuré aux journalistes qu'il interrogeait que le chef de l'Etat était « guéri ». Il a précisé : « Le président fait du sport, se porte bien et fait tous les jours 10 kilomètres à pied. Il suit les développements de la situation, signe des décrets et donne ses directives au gouvernement ».

De notre correspondant

M. Gemayel, lors de sa visite à Washington, prendrait aussi nettement la défense de l'accord israélo-libanais du 17 mai. D'autre part, ils ont dû prendre en compte la fermeté américaine.

La dernière donnée du problème est la maladie de M. Assad. A Jérusalem, on assure qu'un neurologue libanais s'est rendu à Damas pour soigner le président syrien. On estime probable, sans pouvoir l'affirmer, que M. Assad a, outre ses soucis cardiaques, souffert d'un caillot de sang au cerveau.

« L'U.R.S.S. est inquiète »

De tout cela, le gouvernement israélien infère que la Syrie n'a plus la haute main sur l'évolution de la crise libanaise. Elle n'est plus en mesure de dicter sa loi à tous les partenaires en présence, la mauvaise santé de M. Assad réduisant en outre un peu plus sa liberté d'action. Ainsi a-t-on vu ces dernières semaines les responsables syriens adoucir nettement leurs propos envers M. Gemayel, qu'ils tenaient, il y a peu, pour quasiment négligeable et à qui ils préféraient imposer leurs conditions. En second lieu, les Etats-Unis, l'Europe, le gouvernement libanais et Israël doivent plus que jamais présenter un « front uni » face à Damas. L'heure est à la fermeté, non aux concessions. Tout retrait européen de la force multinationale serait particulièrement néfaste car il affaiblirait gravement le régime de M. Gemayel à « un moment crucial ». Toute faiblesse, loin de faire fléchir la Syrie lui redonnerait l'initiative qu'elle a perdue.

Pour Jérusalem, l'Occident, en serrant les rangs, facilitera la recherche d'une solution politique au Liban. On se réjouit ici de la modération soviétique dans l'affaire libanaise. « Nous ne croyons pas, ajoute notre interlocuteur, au danger d'un conflit général au Proche-Orient. L'U.R.S.S. est inquiète de la situation. Elle se montre très prudente, d'autant qu'elle ne contrôle pas totalement les agissements de son allié syrien. Israël, pour sa part, ne veut pas la guerre ».

On ne croit pas ici à la prolongation du statu quo au Liban. On prévoit soit un durcissement de Damas et une montée des enchevêtrements, soit un assouplissement de la position syrienne. On penche en faveur de la seconde hypothèse car, estime-t-on, les alliés libanais de Damas, que la perspective d'une longue occupation syrienne n'enthousiasme guère, tempéreront sans doute un peu leur ardeur à combattre sous la bannière de Damas. On reconnaît cependant que le gouvernement libanais, malgré sa détermination, reste le « maillon faible » dans la mise en place d'une stratégie visant à contraindre les ambitions régionales du régime alaouite.

Notre interlocuteur dément, lui aussi, catégoriquement, la conclusion à Washington la semaine dernière, lors du séjour de M. Shamir et Arens, d'un « accord secret » israélo-américain. Quant à la « coopération stratégique » à l'étude entre les deux alliés, elle n'entraîne aucune coordination opérationnelle. « Nous n'avons jamais demandé et ne demandons pas aux Etats-Unis d'établir avec nous une coopération tactique. Notre armée est trop jalouse de son autonomie de décision ».

J.-P. LANGELLIER

A TRAVERS LE MONDE

Argentine

• M. ALFONSIN EST OFFICIELLEMENT PROCLAMÉ PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE. — M. Raúl Alfonsín a été officiellement proclamé trente-troisième président constitutionnel de la République argentine, mercredi 7 décembre, par la nouvelle Assemblée législative issue des élections générales du 30 octobre. Les députés et sénateurs ont ratifié le vote des six cents grands électeurs dont trois cents ont été élus lors des élections générales du 30 octobre. Les députés et sénateurs ont ratifié le vote des six cents grands électeurs dont trois cents ont été élus lors des élections générales du 30 octobre. Les députés et sénateurs ont ratifié le vote des six cents grands électeurs dont trois cents ont été élus lors des élections générales du 30 octobre.

Chine

• PROGRÈS DES NÉGOCIATIONS SUR L'AVENIR DE HONG-KONG. — Pour la première fois depuis l'ouverture des négociations en octobre 1982, la Chine et la Grande-Bretagne ont fait état de « progrès » dans leurs pourparlers sur l'avenir de Hong-Kong, à l'issue des séances de travail tenues les mercredi 7 et jeudi 8 décembre à Pékin. — (Reuters).

Corée du Sud

• BATEAU ESPION COULÉ. — Les forces sud-coréennes ont coulé un bateau espion nord-coréen et fait prisonniers deux Nord-Coréens armés, le samedi 3 décembre, près du port de Pusan, a indiqué dimanche un porte-parole du ministère de la Défense. — (A.P.).

Espagne

• CONdamnATION DE HUIT MILITANTS D'EXTRÊME DROITE. — Huit jeunes militants d'extrême droite ont été condamnés, le mercredi 30 novembre, à Madrid, à des peines allant de cinq mois à neuf ans de prison pour avoir tué, dans un parc de la capitale, un jeune homme dont le seul tort était, de « porter une longue tignasse et une barbe ». Les accusés sont tous fils de militaires. — (A.P.).

Equateur

• UN MORT PENDANT LA CAMPAGNE ÉLECTORALE. — L'enregistrement des candidatures en vue des élections générales du 29 janvier 1984 en Equateur s'est clos mercredi 30 novembre, alors que le gouvernement a lancé des appels au calme après la mort d'un professeur, M. Mario Mazon, tué dimanche au cours d'un affrontement entre les gardes du corps des candidats du Front de la reconstruction nationale (F.R.N., droite) et des manifestants. M. Mazon est la première victime de la violence politique depuis le début de la campagne électorale, le 1^{er} novembre. Quelque 5 millions d'Équatoriens se sont appelés à élire le président et vice-président de la République, 12 députés nationaux et leurs suppléants, 59 députés provinciaux, 20 préfets de province, 25 maires, 75 conseillers provinciaux et 349 conseillers municipaux. — (A.P.).

Gabon

• M. GUY PENNE A LIBREVILLE. — Le conseiller à l'Élysée pour les affaires africaines et malgaches a été reçu, mercredi 7 décembre à Libreville, par le président Bongo, auquel il a remis un message de M. François Mitterrand dont le teneur n'a pas été révélée. Cette visite a coïncidé avec l'interdiction, à Paris, d'une conférence de presse de l'opposition gabonaise (*Le Monde* du 8 décembre), décision accueillie « avec satisfaction » par les milieux autorisés gabonais, qui y voient un « geste concret » accompli par la France pour rétablir avec le Gabon « des relations de confiance mutuelle ». M. Penne, qui est accompagné de M. Jean-Christophe Mitterrand, son adjoint, a quitté Libreville mercredi soir pour Luanda. Il s'était rendu précédemment au Maroc, au Mali et au Bénin. — (A.P.).

Népal

• AUGMENTATION DE L'AIDE OCCIDENTALE. — Le président Reagan a déclaré, mer-

credi 8 décembre, que les Etats-Unis soutenaient le projet népalais visant à faire du royaume himalayen une « zone de paix ». Recevant le roi Birendra à la Maison Blanche, il a également affirmé que Washington poursuivait son effort d'assistance au développement du Népal au cours des cinq prochaines années : celle-ci, qui s'élevait à 13,5 millions de dollars cette année, serait légèrement accrue. Les pays occidentaux et les organismes internationaux de financement du développement se sont engagés à octroyer une assistance d'environ 220 millions de dollars pour l'année fiscale 1983-1984 (contre 175 millions de dollars en 1982-1983) à l'issue d'une réunion, en début de semaine, à Paris.

Ouganda

• MORT ACCIDENTELLE DU CHEF DES FORCES ARMÉES. — Le général David Oyite-Ojok, chef d'état-major des forces armées, a été tué dans un accident d'hélicoptère, a annoncé Radio-Kampala. Cinq autres officiers et trois civils ont également trouvé la mort. La date et le lieu de l'accident n'ont pas été précisés. Le général Oyite-Ojok était considéré comme l'un des personnages les plus puissants du pays et même comme l'un des successeurs possibles du président Obote. (Reuters).

• UN PHOTOGRAPHE FRANÇAIS EXPLUSE. — Un reporter-photographe de France-

Soir Magazine, M. Nicolas Moscar, a été expulsé de Pologne, mercredi 7 décembre. Il avait été appréhendé à Gdansk, le 5 décembre, au moment où il sortait de l'appartement de M. Lech Walesa. M. Moscar, qui était entré en Pologne avec un visa de tourisme, a été interrogé à plusieurs reprises dans un commissariat de Gdansk et ses films lui ont été confisqués. — (A.F.P.).

République Sud-Africaine

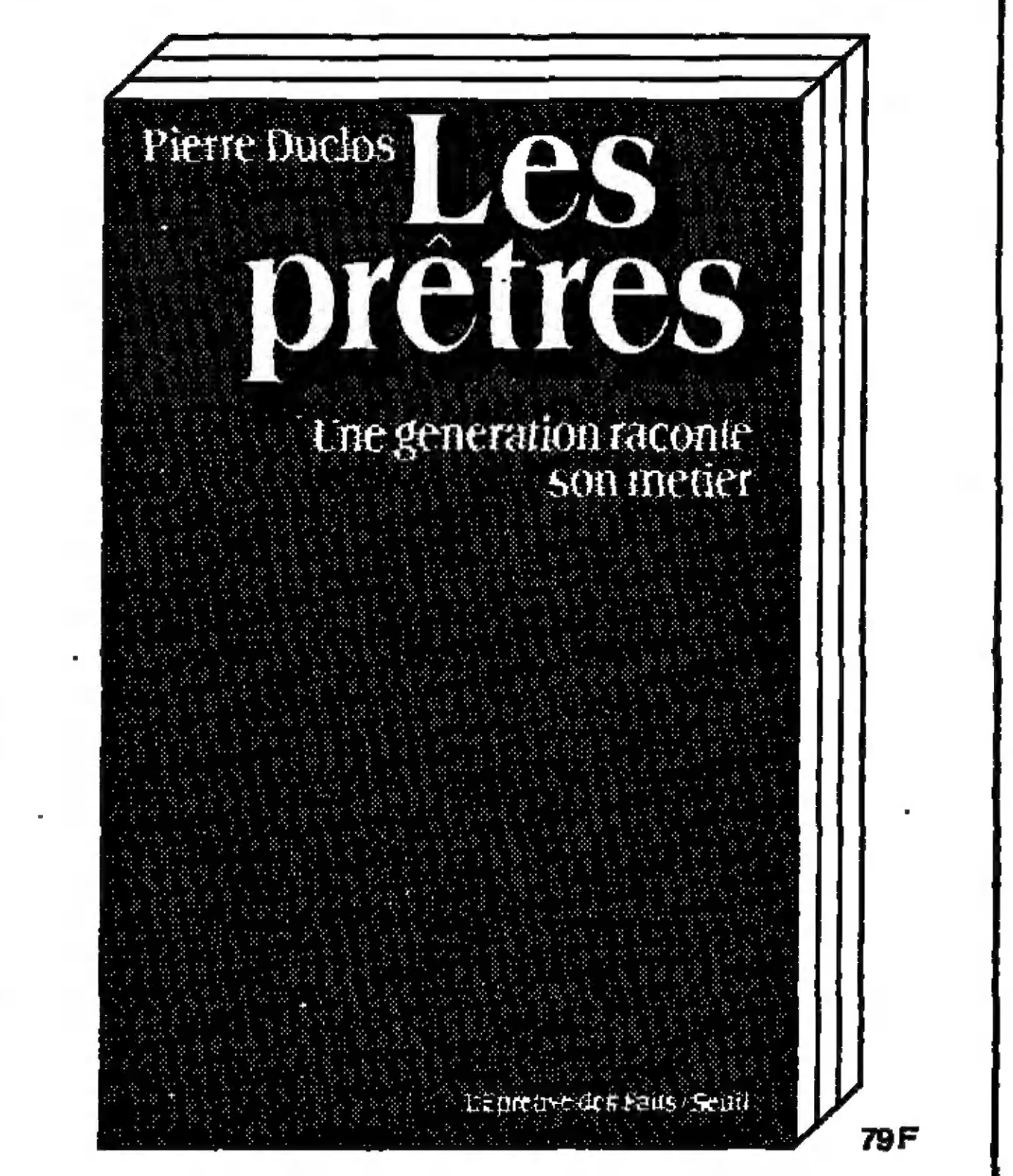
• UNE EXPLOSION a causé, mercredi 7 décembre, des dégâts importants dans un immeuble qui abrite des bureaux du ministère de la coopération et du développement. Un gardien a été blessé. L'attentat visait les locaux du ministère qui s'occupe des affaires noires et qui symbolise la politique d'apartheid en Afrique du Sud. (A.P.).

Tchad

• UNE DÉCLARATION DE M. OUEDDEI. — M. Goukouni Oueddei a affirmé, mercredi 7 décembre, que le gouvernement d'union nationale de transition du Tchad (GUNT), dont il est le président, serait le « seul gouvernement légal et légitime » de son pays lors des négociations de réconciliation nationale prévues à Addis-Abeba, siège de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.). M. Oueddei, qui s'exprimait au micro de la radio du GUNT depuis Bardai, dans le Tibesti, captée à Lomé, a rappelé qu'il considérait le « groupe de Ndjamena » (le gouvernement de M. Hissène Habré, au pouvoir) comme « une tendance des accords de Lagos ». Ces accords, signés en août 1979, avaient provoqué un nombre de la même année la création de GUNT. — (A.F.P.).

[Ces déclarations de M. Oueddei, après une longue période de silence, confirment que ses positions sur la négociation d'un éventuel règlement n'ont pas évolué et que les chances d'une réconciliation entre lui-même et le président Hissène Habré — sont toujours très faibles.]

UNE GÉNÉRATION RACONTE SON MÉTIER



Les prêtres catholiques ont aujourd'hui, en moyenne, soixante ans. Derrière eux, c'est le désert. Une cinquantaine d'entre eux se confessent, livrent leurs journaux intimes, leurs souvenirs inédits, leur mémoire parlée. Pour la première fois on évoque les prêtres comme un corps de métier, sans codes et sans sermons.

L'ÉPREUVE DES FAITS / SEUIL

L'art d'être grand frère.

Hélène Carrère d'Encausse LE GRAND FRÈRE



Flammarion

"L'empire soviétique, qui s'est lourdement abattu sur l'Europe Centrale est-il en pleine gloire ou sur le déclin ? Hélène Carrère d'Encausse apporte son intelligent diagnostic."

Le Point. Jean-François Revel.

"Le grand frère" fait partie d'ores et déjà de ces quelques livres d'histoire contemporaine sans lesquels nous n'aurions en guise d'explication que des pulsions, des fantasmes ou des opinions."

Les Nouvelles. Pierre Lepoqe.

"C'est tout simplement une analyse de la stratégie mondiale de l'URSS que nous propose Hélène Carrère d'Encausse dans son dernier livre "Le grand frère". Même si l'étude porte essentiellement sur l'Europe, elle éclaire de façon remarquable le comportement de l'URSS dans le monde entier."

La Vie française. Bernard Sansen.

"L'auteur - et c'est là sans doute la partie la plus originale de son étude - montre comment "Le grand frère" russe et soviétique a affiné au fil des ans et des crises les moyens de "normaliser" les petits cadets récalcitrants."

Le Monde. Bernard Feron.

"Pas question ici de faire l'histoire de l'Europe socialiste; le but du "grand frère" est de mettre en évidence la logique impériale du communisme russe qui poursuit, inlassable et obstiné, la mise en place et le renforcement d'un deuxième cercle."

Télérama. Michèle Gazier.

"Il est des livres qui viennent à point nommé. Dans la situation actuelle de tensions Est-Ouest, la dernière publication d'Hélène Carrère d'Encausse, "Le grand frère" est de ceux-là."

Les Échos. Paul Cambon.

"Ce livre, très complet et très varié, traite des problèmes essentiels dont dépend notre avenir."

Le Figaro. Jean Laloy, de l'Institut.

"Une analyse claire, documentée et profonde."

L'Expansion. Alfred Grosser.

Le nouveau livre-événement d'Hélène Carrère d'Encausse.

Flammarion

Suisse
CHON DU NOUVEAU CONSEIL FEDERAL
mentaires s'opposent à l'entrée
d'une femme au gouvernement
De notre correspondant

Turquie

**UN PEUPLE
« SOUS LA BOTTE »**

**L'ARTISANAT
DE L'U.R.S.S.
A PARIS**

DIPLOMATIE

MALGRÉ L'ÉCHEC DU CONSEIL EUROPÉEN D'ATHÈNES

M. Cheysson assure qu'un calendrier précis a été arrêté pour le démantèlement des montants compensatoires

L'échec du conseil européen, réuni à Athènes du 4 au 6 décembre, continue de susciter de nombreuses réactions dans les milieux politiques et syndicaux. Le bureau exécutif du P.S. français estime dans un communiqué que ce sommet « n'a pu faire sortir la Communauté de l'indécision où se trouve le maintien des gouvernements conservateurs », et que, pour « tirer le meilleur parti de la crise », il convient notamment de réformer la politique agricole commune, de s'imposer une meilleure discipline budgétaire, de créer un espace social européen et de mettre sur pied de nouvelles politiques communes « susceptibles de permettre à l'Europe d'affronter la troisième révolution industrielle ».

A Bruxelles, la commission des Communautés européennes a publié, mercredi 7 décembre, une déclaration dans laquelle elle assure vouloir « agir pour que la crise se conclue par une relance » de la C.E.E., tout en reconnaissant que « la déception est forte » et que « les difficultés, qui étaient réelles, se trouvent aggravées » par cet échec.

M^{me} Christiane Scrivener, rapporteur général du budget de la Communauté pour 1984, a par ailleurs « dénoncé énergiquement », mercredi, la rumeur selon laquelle l'Assemblée européenne s'apprêtait à rejeter ce budget. « On ne doit pas ajouter une crise à la crise très grave qu'est l'échec du sommet d'Athènes », a-t-elle estimé. Mme Scrivener a précisé que cette position était majoritaire au sein de la commission parlementaire européenne chargée du budget, qui vient de se réunir trois jours à Bruxelles. L'un de ses membres, M. Henri Saby, a ajouté au nom des socialistes français du Parlement européen : « Rejeter ce budget serait irresponsable. » — (A.F.P.)

En lui répondant, M. Claude Cheysson a affirmé qu'« objectivement » il n'était pas possible de « conclure que le sommet d'Athènes n'avait donné aucun résultat ». Le ministre des relations extérieures a justifié cette analyse en expliquant : « Des possibilités de compromis se dessinent. En outre, les délégations ont débattu entre elles de sujets importants, en particulier des montants compensatoires. Nous sommes convenus avec l'Allemagne de supprimer les montants compensatoires selon un calendrier et des chiffres précis. D'autre part, personne ne conteste que notre production de lait ne doit pas diminuer par rapport à son niveau de 1983. Personne ne conteste que les moyens destinés à limiter la croissance de la production de lait seront définis par les Etats et ne comporteront pas d'intervention directe au niveau de chaque producteur, ce que les fédérations agricoles estiment essentiel ».

M. Michel Rocard, interrogé par M. Jean Combarieu (P.C., Corréze) avait, cependant expliqué, au contraire, que le sommet d'Athènes n'avait « pas de conséquence immédiate pour les agriculteurs », précisant que « le statut quo demeure, y compris, hélas, pour les montants compensatoires ».

Th. B.

LES RÉACTIONS SYNDICALES

● LA CONFÉDÉRATION EUROPÉENNE DES SYNDICATS (C.E.S.) s'est déclarée « consternée » par l'échec qu'elle impute « au manque de flexibilité de certains pays européens ». « Les chefs d'Etat et de gouvernement sous prétexte de problèmes budgétaires refusent de s'attaquer aux vrais problèmes : la répartition du chômage et la relance de nos économies », la C.E.S. note aussi que les sommes en cause ne représentent que des montants minimes par rapport aux budgets nationaux.

● FORCE OUVRIÈRE déplore « le manque de volonté politique pour une relance réelle de l'Europe unie ». Le syndicat demande au chef de l'Etat de tout mettre en œuvre « pour tenter de limiter les dégâts ».

● LA CONFÉDÉRATION FRANÇAISE DE L'ENCADREMENT (C.G.C.) a exprimé « avec regret mais sans surprise » l'échec du conseil européen. « Le poids de la crise, la montée du chômage et les mécanismes institutionnels ont amené les Etats à oublier l'élan initial pour mettre en avant leurs intérêts nationaux », la C.G.C. regrette. Le président de la République a lui-même tenu à dire qu'il n'est pas en mesure de « qu'enfin se dessine un projet d'Europe unie, politique, économique, monétaire et sociale (...) ».

DU LAIT FRANÇAIS EN GRANDE-BRETAGNE: L'IMPORTATION EST AUTORISÉE, PAS LA VENTE...

« Ah! Maggie, tu verrais mon bonheur si tu buvais mon lait. » Vingt-quatre heures après l'échec d'Athènes, une centaine de producteurs français de lait ont voulu montrer leur hostilité à la politique agricole britannique en manifestant mercredi 7 décembre devant la résidence de la reine, ce qui est strictement interdit. Quatre d'entre eux ont été interpellés, puis relâchés après avoir été condamnés à des peines symboliques. Cette opération fait suite à l'expédition par l'Union laitière normande (U.L.N.), jeudi 1^{er} décembre, d'une cargaison de 21 600 litres de lait U.H.T. (c'est-à-dire stérilisé à ultra haute température).

Il s'agissait de vérifier si la Grande-Bretagne allait respecter le jugement de la Cour européenne de Luxembourg prononcé en février dernier, selon lequel la Grande-Bretagne ne pouvait plus s'opposer à l'importation de lait en provenance des pays partenaires. Or la cargaison a été retenue par les douanes à Newhaven. Mercredi 7 décembre, les autorités britanniques ont délivré une licence d'importation, mais l'importateur a été prévenu que le lait ne pourrait être vendu. Les services de santé britanniques ont trouvé trop d'eau dans le lait. Les producteurs manifestants ont déclaré que la Grande-Bretagne, pour annuler les possibilités offertes par les règlements communautaires, érigait en barrière douanière des motifs sanitaires contestables.

L'enjeu est en fait de taille. Pour les laitières normandes ou bretonnes, le marché britannique du lait de consommation est considérable (deux fois celui de la France). Le prix du lait britannique y est supérieur à celui du lait importé. Pour la Grande-Bretagne, il s'agit de conserver le monopole de distribution attribué au Milk Marketing Board et de ne pas détenir le système de distribution à domicile, usuel en Grande-Bretagne. Dans la nuit de mardi à mercredi, des éleveurs normands détournèrent un camion chargé de 16 tonnes de viande d'origine britannique...

confiance en la capacité de nos producteurs de tirer partie d'une concurrence loyale (...). Nous étions certains que le développement de la Communauté permettrait à chaque pays de prendre plus nettement conscience des avantages qu'il en tire. M. Mauroy a ajouté : « Athènes a délivré un message clair : c'est la nécessité d'une relance, d'un dépassement. La France s'attachera dans les mois qui viennent à poser à ses partenaires les questions fondamentales pour l'avenir de l'Europe (...). Or bien on reste dans la crise, et c'est grave, ou bien elle est l'occasion d'une prise de conscience collective de tous les pays européens (...). La crise ne doit pas être le début de moins d'Europe, mais donner naissance à une volonté commune de faire plus d'Europe. »

Cette explication n'a pas convaincu l'opposition. M. Jacques Blanc (U.D.F., Lozère), a ainsi déclaré : « Personne ne sera dupe d'une désinformation qui consiste à présenter l'attitude de la France comme un haut fait de résistance alors qu'il s'agit d'une totale incapacité d'agir. » Il a aussi affirmé que « notre pays n'a pas su jouer le rôle moteur qui est traditionnellement le sien », et il a parlé de « l'incapacité de la France à faire avancer l'Europe ».

Du bon usage de la crise

(Suite de la première page.) Mais on ne peut pas dire que M. Mitterrand ait, sur ce point également, renié ses engagements. « C'était une position de départ », fait-on remarquer du côté français, où l'on ajoute : « Les Britanniques ne peuvent pas demander en même temps qu'on reconnaisse la systématicité des compensations et des sommes élevées... »

De même, on nie dans l'entourage du président, avoir « bloqué » le dossier de l'Espagne et du Portugal. « Cette affaire n'a été abordée que le mardi matin, alors que l'échec du sommet était devenu évident, et ne pouvait donc pas être réglée », explique-t-on.

Cela dit, si M. Mitterrand n'a pas recherché la crise, il est exact qu'il n'était pas prêt à souscrire à un compromis boiteux ou trop désavantageux pour la France. Mais tel était aussi l'état d'esprit de la plupart des participants, à l'exception notable du chancelier Kohl que l'on a trouvé, du point de vue français, « trop absent des débats ».

Reste à savoir maintenant quel « bon usage » le président de la République va pouvoir faire de la crise européenne. Malgré l'échec final, certaines possibilités de com-

promis ont été ébauchées à Athènes, notamment en ce qui concerne la réduction des montants compensatoires et la limitation de la production laitière. Mais le plus gros obstacle demeure : celui de la compensation britannique et du refus de M^{me} Thatcher d'envisager sérieusement d'accroître les ressources de la Communauté.

Le pire pour M. Mitterrand serait que la « dame de fer » joue la montre, s'entête dans ses prétentions et attende simplement que les six mois de présidence française s'écoulent. C'est ce qu'elle a laissé entendre mercredi aux Communautés, affirmant que les difficultés financières de la C.E.E. ne deviendraient vraiment inextricables qu'à l'automne 1984. « Ce n'est qu'alors, a-t-elle dit, que nous aurons de bonnes chances d'obtenir la réforme que nous demandons ».

La partie qui s'amorce pour la France est donc plus que délicate. Il n'est pas facile de se poser en médiateur lorsqu'on est aussi partie à un affrontement et que l'opposition pourra toujours, quel que soit le résultat des efforts déployés, lancer l'accusation soit que l'on a bradé les intérêts des paysans français, soit que l'on a été inefficace.

JACQUES AMALRIC.

LE MONDE
diplomatique
DÉCEMBRE 1983
LE DÉCLIN INDUSTRIEL DE L'EUROPE
LE DÉSASTRE PALESTINIEN
EN VENTE 10,50 F
CHEZ LES MARCHANDS DE JOURNAUX ET AU « MONDE »
5, rue des Italiens, 75421 Paris Cedex 09

A BRUXELLES

La réunion du comité des plans de défense de l'OTAN a été marquée par plusieurs controverses

Les ministres de la défense des pays du pacte de Varsovie, dont la réunion s'est achevée mercredi 7 décembre à Sofia, « soutiennent unanimement » la déclaration du 24 novembre dernier de M. Andropov, annonçant des contre-mesures soviétiques après le début du déploiement des premiers euro-missiles de l'OTAN, a indiqué le ministre bulgare de la défense, le général Djourov.

A Moscou, l'agence Tass a évoqué une nouvelle fois, mercredi soir, l'éventualité d'une fusion des

deux négociations de Genève, sur la réduction des armes stratégiques (START) et sur les forces nucléaires intermédiaires (FNI), dont l'échec avait entraîné, en novembre, le début de l'installation des euro-missiles occidentaux et le retrait soviétique des pourparlers.

A Bruxelles, après la réunion du comité des plans de défense de l'OTAN, s'est ouverte, ce jeudi, celle des ministres des affaires étrangères des pays membres de l'alliance.

De notre correspondant

lui, les droits souverains de la Grèce sur certaines îles. Bien entendu, les représentants d'Ankara ont répliqué non moins vigoureusement, bien que, selon M. Luns, ce tournoi se soit déroulé en fin de compte d'une manière « civilisée ». Le débat est d'ailleurs resté sans conclusion. L'OTAN ne se considérant pas comme une cour de justice qui devrait trancher les différends entre Athènes et Ankara.

Une autre controverse a opposé les représentants belges à d'autres membres de l'alliance. Une étude du commandement suprême des forces atlantiques en Europe pouvait en effet être considérée comme une critique visant le gouvernement de Bruxelles, parce que celui-ci refuse de moderniser sans délai ses défenses aériennes en achetant des fusées Patriot, alors que ses systèmes Nike et Hawk ne sont plus d'une extrême jeunesse.

Des « trous » dans la défense aérienne ?

Selon certains membres de l'alliance, les Allemands de l'Ouest notamment, cette attitude aboutirait à créer des « trous » dans la défense aérienne de l'Europe du Nord-Ouest.

Interprétation fermement contestée par le ministre belge de la défense, M. Vervaeke.

En ce qui concerne les euro-missiles, tout le monde — le Danemark et la Grèce exceptés — est d'accord pour s'en tenir au déploiement des Pershing et des missiles de croisière, tout en comptant sur une reprise des négociations avec l'U.R.S.S.

Quant aux armes nouvelles, qui, en renforçant les moyens de défense conventionnels de l'OTAN, repousseront le seuil du recours aux armes nucléaires, chacun s'y déclare favorable. Mais comme personne n'est vraiment prêt à assumer ce nouveau et très lourd fardeau financier, il n'est question, à l'heure actuelle, que de poursuivre les « études » et de définir les « priorités ». Du moins l'accord est-il manifeste sur un point essentiel : l'étude, le développement et la fabrication des armes très complexes que les experts conçoivent aujourd'hui devront donner aux industries européennes les mêmes chances qu'à celles d'outre-Atlantique. Le paradoxe de la situation présente au sein de l'OTAN est donc que, après la grande bataille des euro-missiles, tout le monde estime aujourd'hui qu'il est « particulièrement urgent » de renforcer les moyens de défense conventionnels.

JEAN WETZ.

AFRIQUE

Sénégal

Dakar semble désarmé face à l'agitation indépendantiste en basse Casamance

De notre correspondant

Dakar — Mardi 6 décembre, en fin d'après-midi, une quinzaine de gendarmes qui avaient tenté de disperser une réunion du Mouvement des forces démocratiques de Casamance (M.F.D.C.), qui se tenait dans le bois sacré du petit village de Diabir, proche de l'aéroport de Ziguinchor, capitale de la Casamance, ont été assaillis par les participants en colère, qui ont entrepris de les lyncher. Trois d'entre eux, dont leur chef, le lieutenant Kajou, ont été tués à coups de machette et quatre autres très grièvement blessés (le Monde du 8 décembre). Il n'y aurait pas de victimes — du moins selon les informations disponibles — dans les rangs des militants indépendantistes, qui paraissent avoir tous réussi à s'enfuir avant l'arrivée des premiers renforts.

Cinq cent gardes mobiles ont été aussitôt dépêchés de Dakar pour aider les forces de sécurité locales.

Ces événements coïncident avec la tenue, à Dakar, depuis lundi, devant la Cour de sûreté de l'Etat, du procès de quarante et un militants du M.F.D.C. impliqués dans les émeutes du 26 décembre 1982 à Ziguinchor, durant lesquelles le drapeau sénégalais avait été amené sur plusieurs bâtiments publics et remployé sur le drapeau blanc des indépendantistes.

Tout en niant être directement impliqué — il avait en effet été arrêté préventivement quelques jours plus tôt — le principal chef de file des accusés, l'abbé Diamacoune Senghor, curé du village de Kafourine, a proclamé hautement devant ses juges ses convictions nationalistes : « Nos grand-pères, a-t-il notamment déclaré, nous ont toujours dit que la Casamance ne faisait pas partie du Sénégal. »

Même s'il s'attendait à un regain d'effervescence à l'occasion de ce procès, le gouvernement sénégalais,

qui, selon des sources autorisées, souhaitait voir celui-ci se conclure par un verdict de clémence, a été incontestablement surpris par les violences de mardi. Cette année il s'était attaché à prendre des mesures qui lui paraissent aller dans le sens des aspirations casamançaises, en particulier en ce qui concerne la représentation de cette région à l'Assemblée nationale, au gouvernement, et dans les instances dirigeantes du parti socialiste au pouvoir. Les services de sécurité avaient, de leur côté, le sentiment d'avoir bien « pénétré » le M.F.D.C. Il semble que, à la suite d'une initiative locale, dont les responsables n'avaient pas mesuré la portée, les gendarmes qui furent sauvagement agressés aient été envoyés mardi dans le bois sacré de Diabir en totale méconnaissance des interdits traditionnels et, qui plus est, à un moment peu opportun en raison du procès de Dakar.

Les Diolas de basse Casamance supportent de plus en plus mal la « qualification » imposée progressivement à leur région par des dizaines de milliers de Sénégalais du centre du pays qui, chassés par la sécheresse, cherchent refuge depuis une trentaine d'années dans les forêts de Casamance, les transformant en champs d'archaïsmes après les avoir brûlés, tandis que l'islam supplante peu à peu l'animisme traditionnel et le catholicisme hérité des anciens colons portugais (1). Face à ce nationalisme, les dirigeants sénégalais paraissent singulièrement désarmés.

PIERRE BIARNÈS.

(1) La basse Casamance (région située entre la Gambie, les environs de Ziguinchor, la Guinée-Bissau et l'océan Atlantique), et non pas toute la Casamance (toute la région administrative méridionale du pays), n'avait été rattachée au Sénégal qu'en 1866 par cession du Portugal à la France en contrepartie de droits de pêche à Terre-Neuve.

Mozambique

● **Attentat.** — Deux réfugiés sud-africains ont été grièvement blessés dans un attentat à la bombe, mercredi 7 décembre à l'aube, dans les faubourgs de Maputo, a annoncé l'agence de presse mozambicaine. **Alm.** Les deux hommes ont été grièvement brûlés, mais leurs jours ne sont pas en danger, a précisé Alm. L'explosion s'est produite dans une maison du quartier populaire de Xipemane, souffrant les fenêtres et provoquant des dégâts dans les habitations voisines. Une enquête a été ouverte. — (A.F.P.)

GÉRARD VIRATTELE.

La réponse au drame de la semaine dans le Nord-Est est d'abord politique

Spectaculaires manifestations pour la paix et contre la violence

Les manifestations ont été organisées par le mouvement pour la paix et contre la violence (M.P.C.V.) et ont rassemblé des milliers de personnes dans les rues de la capitale. Les manifestants ont brandi des drapeaux et des pancartes, exigeant le cessez-le-feu immédiat et la mise en œuvre d'un processus de paix. Les autorités ont tenté de disperser la foule à l'aide de charges de police, mais les manifestants ont résisté calmement.

131 Fg ST-HONORÉ
PRÊT À PORTER HOMMAGE
HAUT DE GAIN
LIQUIDATION TOTALE
DE TOUTES NOS COLLECTES
A des prix liquidation
DU LUNDI AU SAMEDI
de 10 h à 19 h sans interruption
CLUB DX 131
131 Fg St-Honoré 75008 Paris 8e
1 Metro St-Philippe du Roule

A BRUXELLES

des plans de défense de l'OTAN

des par plusieurs controverses

Le plan de défense de l'OTAN, qui a été adopté par les membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) à Bruxelles, a suscité de nombreuses controverses. Les pays membres ont exprimé des préoccupations quant à la faisabilité et à l'efficacité de certains aspects du plan, notamment en ce qui concerne la défense des frontières maritimes et la protection des infrastructures critiques.

Le plan de défense de l'OTAN, qui a été adopté par les membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) à Bruxelles, a suscité de nombreuses controverses. Les pays membres ont exprimé des préoccupations quant à la faisabilité et à l'efficacité de certains aspects du plan, notamment en ce qui concerne la défense des frontières maritimes et la protection des infrastructures critiques.

Le plan de défense de l'OTAN, qui a été adopté par les membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) à Bruxelles, a suscité de nombreuses controverses. Les pays membres ont exprimé des préoccupations quant à la faisabilité et à l'efficacité de certains aspects du plan, notamment en ce qui concerne la défense des frontières maritimes et la protection des infrastructures critiques.

Le plan de défense de l'OTAN, qui a été adopté par les membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) à Bruxelles, a suscité de nombreuses controverses. Les pays membres ont exprimé des préoccupations quant à la faisabilité et à l'efficacité de certains aspects du plan, notamment en ce qui concerne la défense des frontières maritimes et la protection des infrastructures critiques.

Le plan de défense de l'OTAN, qui a été adopté par les membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) à Bruxelles, a suscité de nombreuses controverses. Les pays membres ont exprimé des préoccupations quant à la faisabilité et à l'efficacité de certains aspects du plan, notamment en ce qui concerne la défense des frontières maritimes et la protection des infrastructures critiques.

Le plan de défense de l'OTAN, qui a été adopté par les membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) à Bruxelles, a suscité de nombreuses controverses. Les pays membres ont exprimé des préoccupations quant à la faisabilité et à l'efficacité de certains aspects du plan, notamment en ce qui concerne la défense des frontières maritimes et la protection des infrastructures critiques.

Le plan de défense de l'OTAN, qui a été adopté par les membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) à Bruxelles, a suscité de nombreuses controverses. Les pays membres ont exprimé des préoccupations quant à la faisabilité et à l'efficacité de certains aspects du plan, notamment en ce qui concerne la défense des frontières maritimes et la protection des infrastructures critiques.

Brésil

« La réponse au drame de la sécheresse dans le Nordeste est d'abord politique »

nous déclare l'évêque auxiliaire de Recife

« La sécheresse, exceptionnelle qui frappe le Nordeste brésilien depuis cinq ans est dramatique. Des millions d'êtres, peut-être trois millions, sont condamnés à mort cette année. Mais il y a de l'eau dans le sous-sol du Nordeste. Il faut la chercher, l'utiliser au mieux des besoins de la population. Pour cela, point besoin de grands travaux et de projets pharaoniques. Il faut s'orienter vers des œuvres modestes de dimension humaine, suggérées et réalisées par les propres communautés rurales. C'est cela que nous proposons. C'est cela que nous mettons en application avec une aide internationale qui se développe... » (1).

Dom Lamarine ne se paye pas de mots. Précis, concret, soucieux d'efficacité, l'évêque auxiliaire de Recife, capitale du Pernambouc, exprime simplement le point de vue des évêques du Nord et du Nordeste brésiliens, qui se sont réunis à plusieurs reprises, ces dernières semaines, pour alerter les autorités fédérales sur l'ampleur du désastre.

« Le problème est d'abord politique, dit-il. Nous insistons sur la nécessité d'une décision politique. Le Nordeste a toujours été marginalisé, exploité et ignoré par le pouvoir central. Il faut que le Nordeste soit considéré et traité comme une région comme les autres dans la fédération. Il ne faut plus que les gouvernements du Nordeste soient considérés, comme c'est encore le cas, d'aller mendier auprès du gouvernement fédéral, à Brasília, qui centralise et contrôle la répartition des ressources. Entre le nord et le sud du Brésil, il y a encore malheureusement des relations de colonialisme interne... »

Dom Lamarine est à Recife l'adjoint de Dom Helder Camara, qui ne cesse, depuis deux décennies, de dénoncer avec une passion chaleureuse les « conditions de vie infra-humaines d'une grande partie de la population brésilienne ». Le petit homme en soutane noire n'a pas contribué à faire connaître au monde les drames de la faim, de la misère et du sous-développement qui frappent son pays. Mais il doit être touché par la limite d'âge (soixante-quinze ans) en février 1984, Dom Lamarine pourrait lui succéder : tel est, semble-t-il, le vœu

MARCEL NIEDERGANG.

Colombie

Spectaculaires manifestations

« pour la paix et contre la violence »

Bogotá (A.F.P.). - Des manifestations populaires spectaculaires contre la violence, qualifiées d'« historiques », ont eu lieu mercredi 7 décembre en Colombie. La majorité des vingt-cinq millions d'habitants ont observé deux minutes de silence pour la paix, après la libération du frère du président Betancur (le Monde du 8 décembre).

A midi et pendant deux minutes, la plupart des activités des magasins, des usines et des administrations ont été arrêtées. Le trafic a été interrompu par les automobiles, les employés de la plupart des administrations du pays jetaient des milliers de papiers blancs de haut des immeubles.

Amnésité après ces « minutes de silence », toutes les stations de radio de la Colombie ont joué l'hymne national, tandis que son-

naient les cloches de toutes les églises, les sirènes des usines et les avertisseurs des véhicules. Des milliers de manifestants ont défilé dans les rues contre la violence politique et en faveur de la libération de la centaine de personnes encore retenues en otages par des mouvements de guérilla ou enlevées par des « escadrons de la mort ».

Beaucoup de personnes pleuraient d'émotion, d'autres déclaraient qu'elles avaient l'impression que « le temps s'était arrêté », au cours de cette journée d'unité historique. Cette manifestation massive des Colombiens constitue un soutien sans précédent à l'action du président Betancur, qui a plusieurs fois proposé le dialogue, des mesures d'amnistie aux mouvements de guérilla et prôné des solutions pacifiques aux problèmes du pays.

131 Fg ST-HONORÉ

PRÊT-A-PORTER HOMMES

HAUT DE GAMME

LIQUIDATION TOTALE

AVANT TRAVAUX

(par autorisation préfectorale, selon la loi du 30 décembre 1966)

DE TOUTES NOS COLLECTIONS

COSTUMES • IMPERMÉABLES • PARDESSUS • BLAZERS

PANTALONS • BLOUSONS • SPORTSWEAR • PULLS • CHEMISES

CUIRS ET PEaux

A des prix liquidation

DU LUNDI AU SAMEDI

de 10 h à 19 h sans interruption

CLUB DX 131

131 Fg St-Honoré 75008 Paris. Tél. 359 90 39

Métro St-Philippe-du-Roule

Le plan de défense de l'OTAN, qui a été adopté par les membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) à Bruxelles, a suscité de nombreuses controverses. Les pays membres ont exprimé des préoccupations quant à la faisabilité et à l'efficacité de certains aspects du plan, notamment en ce qui concerne la défense des frontières maritimes et la protection des infrastructures critiques.

Canada

LE « DISCOURS DU TRÔNE »

M. Trudeau veut « rétablir la confiance sur la scène internationale »

et instaurer la « prospérité » dans son pays

De notre correspondant

Montréal. - A l'occasion de l'ouverture de la session parlementaire, le premier ministre, M. Pierre Elliott Trudeau, a annoncé mercredi 7 décembre, à Ottawa, un programme de gouvernement dont les objectifs sont pour le moins ambitieux : ramener la paix dans le monde et rétablir la prospérité au Canada.

Conformément à la tradition politique, le discours du Trône, préparé par le premier ministre, a été lu au Sénat par le gouverneur général, M. Edward Schreyer, qui représente la reine d'Angleterre.

Quelques jours à peine après le retour à Ottawa de M. Trudeau, qui a tenté de sensibiliser à son plan de paix les dirigeants chinois et les pays du Commonwealth réunis à New-Delhi, le discours du Trône indique que le premier ministre poursuivra ses efforts pour favoriser l'ouverture d'un dialogue entre les cinq puissances nucléaires. Il s'engagera à tout faire, « en étroite collaboration » avec ses alliés, pour « rétablir la confiance sur la scène internationale ».

Toutes les propositions sur le désarmement et la paix n'empêchent pas le gouvernement canadien de renouveler son engagement en faveur de la « défense collective, conformément à ses obligations à l'égard de l'OTAN ». Le Canada augmentera donc ses dépenses militaires de 3 % par an en termes réels afin de moderniser son armée.

M. Trudeau a, d'autre part, accordé une large place à la « prospérité » et surtout aux moyens d'y parvenir. A l'approche des élections qui doivent avoir lieu au plus tard en février 1985, mais qui pourraient être organisées beaucoup plus tôt, le discours du Trône est un véritable catalogue cherchant à satisfaire tout le

OCÉANIE

Nouvelle-Zélande

MORT

DE SIR KEITH HOLYOAKE

ANCIEN PREMIER MINISTRE

Sir Keith Holyoake, ancien premier ministre (conservateur) et gouverneur général de Nouvelle-Zélande, est mort jeudi 8 décembre à l'âge de soixante-dix-neuf ans. Il était hospitalisé depuis plusieurs semaines.

[Ce fils de paysans, ayant travaillé à la ferme dès l'âge de douze ans, avait des manières simples et directes, dans un pays qui vit essentiellement de son agriculture, mais où la grande majorité de la population est urbanisée. Il s'était lancé jeune dans la politique, au sein du parti national (conservateur). Député de 1932 à 1938, puis de 1943 à 1977, il fut vice-premier ministre et ministre de l'Agriculture de 1949 à 1957 ; il s'attacha à la mise en place d'organismes de commercialisation des produits agricoles. Premier ministre quelques mois en 1957, puis de 1960 à 1972, il dirigea, en même temps, la politique étrangère de son pays. Anticomuniste convaincu, partisan de l'alliance avec les Etats-Unis, il participa à l'effort de guerre américain au Vietnam puis au pacte à cinq qui suivit l'évacuation des forces britanniques de Singapour. M. Holyoake s'est toujours opposé aux expériences nucléaires, en particulier françaises. Battu en 1972 par les travaillistes, il devint en 1975, après la défaite de ces derniers, gouverneur général. Il s'était retiré de la vie publique en 1980.]

Pérou

Des guérilleros du sentier lumineux occupent une localité andine. - Quoque quatre-vingts guérilleros ont occupé, mercredi 30 novembre, la localité d'Andasmarca, à 500 kilomètres au nord-est de Lima, tuant quatre paysans. C'est la première fois qu'un aussi grand nombre de guérilleros est signalé dans cette région. Le poste de police de la localité avait été évacué l'année dernière à la suite d'une attaque de la guérilla. - (A.F.P.)

la technique PICARD

MECANIQUE + ELECTRONIQUE

PROTECTION RENFORCEE

OFFRE EXCEPTIONNELLE

voiture piano de Noël

payable à partir de pâques

A partir de 15.000 F.

Neufs. Occasions. Droits. Queue.

Garantie 10 ans.

Crédit

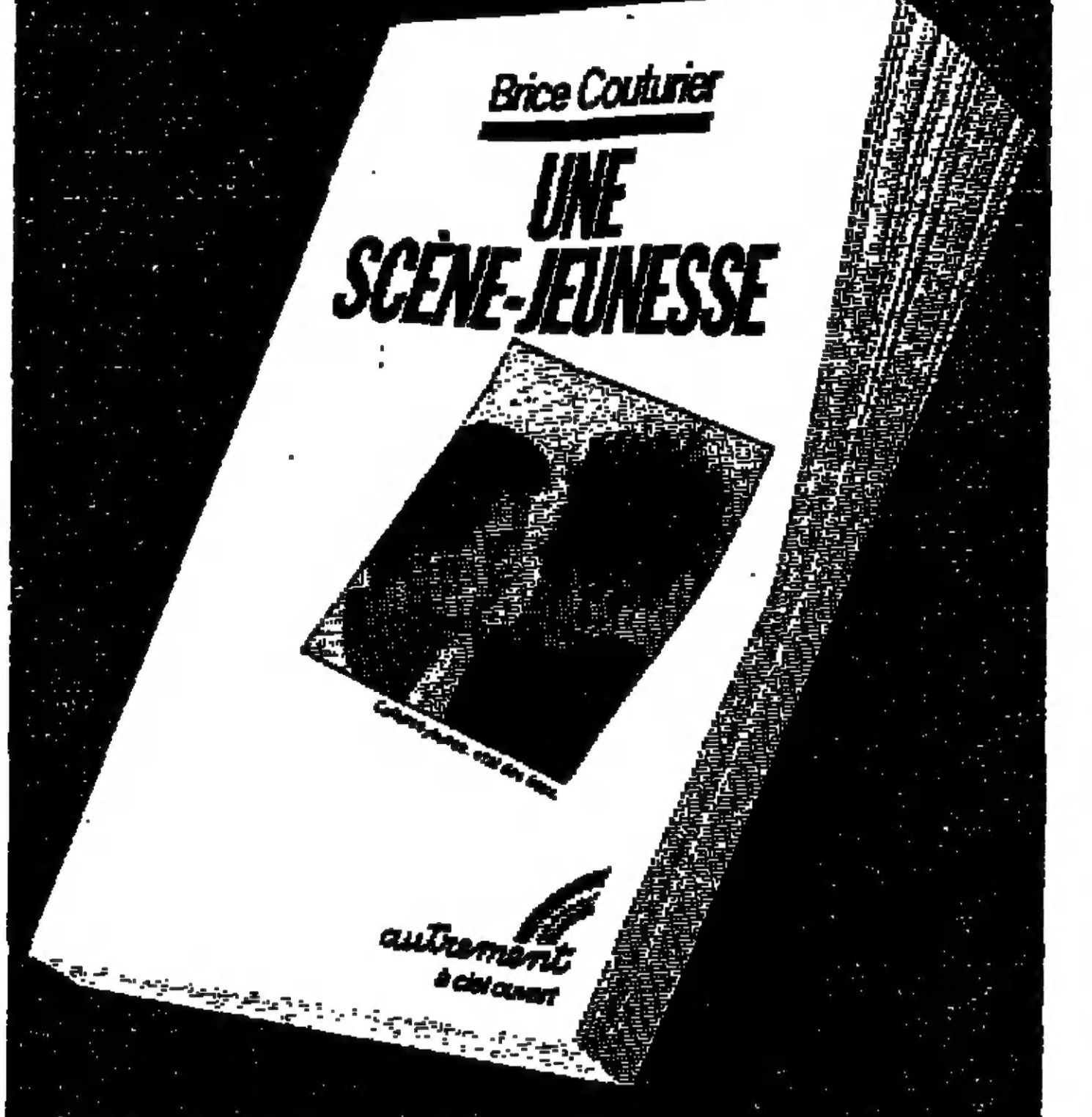
(après acceptation détaillé CREG ou CETELEM)

17 av. R. Poincaré.

M^o Trocadéro.

553-20-60.

GÉANT !



«Un tableau exhaustif de l'évolution des modes, une véritable anthologie des courants de pensée des 20-30 ans.»

Rock and Folk

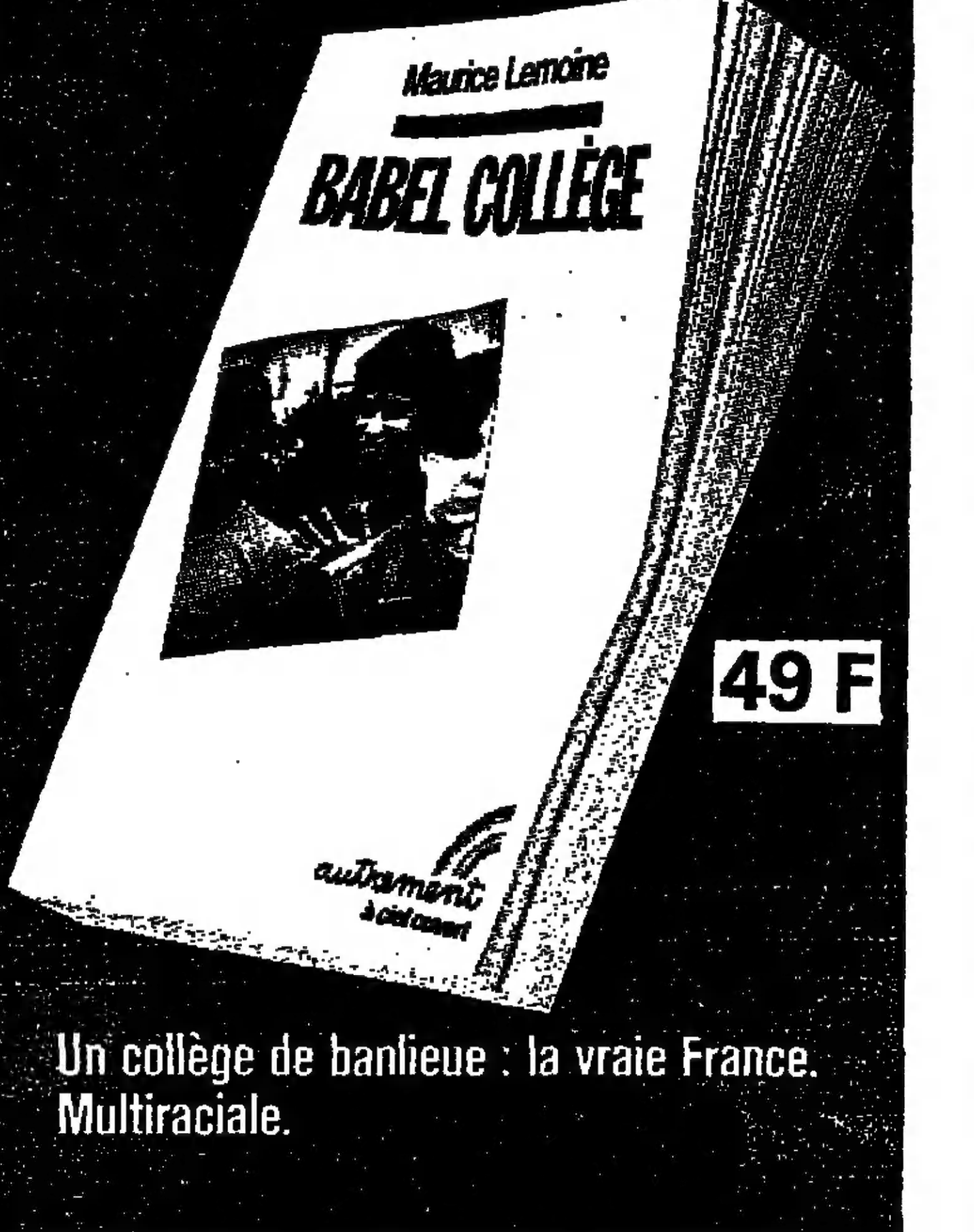
«un livre qui émeut!»

(à suivre)

autrement LES LIVRES

EN LIBRAIRIE

LA FRANCE EST COMME UNE MOBYLETTE... POUR AVANCER, IL FAUT DU MÉLANGE !



Un collège de banlieue : la vraie France. Multiraciale.

Le Monde

politique

LES IDÉES

Thèmes et propositions

Nous avons demandé au R.P.R., aux principales composantes de l'U.D.F. et au C.N.I.P. de nous préciser en quelques lignes quelles sont, aujourd'hui, leurs prises de position sur dix thèmes que nous avons sélectionnés. Le P.R. et le C.D.S. ont manifesté quelques réticences. Le parti républicain ne voulait pas trancher entre les différents points de vue exprimés par ses responsables et craignait que ce tableau n'apparaisse comme une amorce de

programme. Le C.D.S., qui a entrepris un travail de réflexion pour réactualiser l'Autre solution (le Monde du 8 septembre), tient pour sa part à préciser que « les éléments de réponse » qu'il nous a donnés constituent « les bases de discussion et de réflexion sur lesquelles travailleront toutes les fédérations » mais qu'il « ne préjuge pas des positions qu'adoptera le conseil politique du C.D.S. à la fin janvier 1984, sur la base des réponses que lui feront

parvenir les fédérations ». Nous publions ci-dessous les prises de position des différents partis sur six thèmes : les nationalisations, l'emploi et la croissance, la fiscalité, la protection sociale, l'enseignement et la presse. Nous publierons dans nos éditions de demain la suite de ce tableau avec les quatre autres thèmes retenus : la réforme constitutionnelle, le mode de scrutin, la défense européenne et les relations Est-Ouest.

	R.P.R.	P.R.	C.D.S.	RAD.	C.N.I.P.
NATIONALISATIONS	Il faut dénationaliser toutes les entreprises qui ne sont pas un service public à vocation de monopole et transférer entièrement leur capital à une institution financière indépendante. Celle-ci sera, dans un premier temps, chargée de gérer les participations industrielles et bancaires de la nation et de désigner leurs dirigeants, dont elle contrôlera l'action. Elle aura également pour mission d'organiser leur désaffection progressive et la remise de leurs actions au public.	Les nationalisations ne relèvent pas d'une analyse économique mais d'une démarche idéologique. Elles sont pour la plupart condamnables, car elles instaurent une confusion entre le pouvoir politique et le pouvoir économique. Le P.R. souhaite, autant que faire se peut et selon des modalités à définir, la dénationalisation. Cette dernière doit concerner en priorité le secteur bancaire, car par le truchement du crédit le pouvoir politique peut attenter aux libertés fondamentales.	Les nationalisations ont démontré leur nocivité et aggravé les faiblesses du pays. Pour le secteur bancaire, la dénationalisation répond à une exigence de démocratie : il faut éviter la mainmise du pouvoir politique sur l'allocation des ressources financières. Pour le secteur industriel, le retour à l'économie de marché d'un grand nombre d'entreprises publiques est une nécessité d'intérêt général, comme en témoignent toutes les expériences étrangères. Les modalités d'application écarteront tout dogmatisme : l'accès au capital de ces entreprises pour leurs propres salariés sera systématiquement recherché.	Une conception pragmatique : les nationalisations peuvent être un instrument temporaire, elles ne sont jamais une fin en soi, ni le fondement d'une société. Il faudra dénationaliser, sans esprit de système, ni retour au passé. Il faudra inventer de nouvelles formes de diffusion du capital et de la propriété, par une voie mutualiste par exemple. Ce sera l'occasion d'intéresser les salariés de l'entreprise (institution d'un fonds regroupant la participation des salariés) ; d'offrir de nouvelles formes de retraite par capitalisation (fonds de retraite) ; de répartir largement dans le public la possession d'un patrimoine industriel.	Le C.N.I.P. était, dès avant 1981, hostile aux nationalisations, fonctionnant aux frais des contribuables. Il les considère comme insupportables dans les secteurs qui ne doivent pas relever du monopole et du service public, mais de la concurrence : le secteur bancaire, l'information, les entreprises. Il se prononce pour l'introduction dans le secteur nationalisé d'une formule d'actionnariat populaire au profit du personnel français et permanent préconisée par Georges Pompidou.
EMPLOI/CROISSANCE	La priorité est de mettre les entreprises françaises en situation de compétitivité. Il faut réduire le taux des prélèvements obligatoires, réaliser des économies sur le train de vie de l'Etat, alléger les charges des entreprises, éliminer les interventions néfastes de l'Etat dans l'économie, renouveler les relations sociales dans l'entreprise. Enfin il est essentiel que le comportement du pouvoir rende confiance aux Français dans leur avenir.	La croissance ne se décrète pas. Le rôle de l'Etat est de créer les conditions favorables pour permettre aux entreprises de déployer les ressources financières suffisantes pour investir en fonction du marché. Il faudra s'engager dans un processus d'allègement des charges fiscales et sociales. Une politique d'investissement d'une part, une monnaie stable d'autre part, sont les éléments nécessaires à la création d'emplois productifs.	Il n'y a pas de croissance sans confiance : nous rétablirons la confiance. Il n'y a pas de croissance et d'amélioration de l'emploi possibles sans restauration de la capacité financière des entreprises et sans allègement des entraves et des carcans multiples qui empêchent leur adaptation. La revalorisation de la formation professionnelle et une plus large diffusion du capital permettront aux hommes d'être plus responsables.	La création d'emplois et la croissance passent par la revalorisation de l'esprit d'entreprise, la libération des initiatives et la promotion des entreprises performantes. Les moyens à mettre en œuvre : la liberté des prix, la baisse des taux d'intérêt, une fiscalité simplifiée pour les P.M.E., des charges patronales réduites progressivement dans le cadre d'accords contractuels avec les partenaires sociaux. Il faudra reprendre la maîtrise des finances publiques (économies grâce aux dénationalisations et au non-remplacement momentané des fonctionnaires partant à la retraite).	L'emploi productif, seul à même de relancer la croissance, ne peut résulter que de la restauration de la liberté de l'entreprise. Liberté d'embauche et de licenciement, allègement des contrôles bureaucratiques et de la dictature de l'inspection du travail. Politique familiale privilégiée comportant un statut social de la mère de famille lui permettant un choix réel à l'égard de l'emploi. Aide au reclassement dans leur pays d'origine, au titre du budget de la coopération, par création de petites entreprises agricoles, artisanales, industrielles, d'un nombre significatif d'immigrés.
FISCALITÉ	Suppression progressive de la taxe professionnelle remplacée par une nouvelle modulation de la T.V.A. Abrogation de la taxe sur les plus-values et de l'impôt sur les grandes fortunes. Révision du barème de l'impôt sur le revenu. Réforme des dispositions comptables et fiscales relatives à l'amortissement. Institution du régime du bénéfice consolidé et du bénéfice mondial.	La fiscalité est le reflet des activités de l'Etat. Le P.R., défavorable à l'Etat-providence, souhaite que cette fiscalité soit pour le moins supportable, pour le mieux initiative d'initiatives.	L'augmentation du rythme des dépenses publiques devra être, pendant cinq ans, inférieure au rythme de la croissance économique. Ainsi sera-t-il possible de stopper puis de diminuer le niveau des prélèvements publics. La fiscalité devra favoriser l'initiative, l'investissement et l'épargne.	Il faut réconcilier les Français avec leurs impôts : par priorité, en simplifiant la fiscalité pour encourager l'initiative individuelle et amoindrir l'évasion fiscale. Mieux répartir la fiscalité entre un plus grand nombre de Français, l'impôt devant bien sûr rester très léger pour les plus démunis. Baisser de façon impérative le prélèvement fiscal pour redonner le goût de l'effort aux Français et pour compenser l'accroissement prévisible des dépenses que les Français devront supporter obligatoirement pour leur protection sociale.	Les prélèvements obligatoires doivent être ramencés progressivement à 40% par une série de mesures : Allègement sensible et étendu de la suppression de l'impôt sur le revenu investi et augmentation corrélatrice de la T.V.A. Déplacement successif de l'instrument de travail, y compris le cheptel, avec liberté de tester. Modification des bases de calcul de la taxe professionnelle, réévaluation des bilans. Liberté des changes et du crédit, ouverture d'un second emprunt Finay.
PROTECTION SOCIALE	Mise à jour des méthodes de gestion de la Sécurité sociale en les soumettant à un contrôle préalable du Parlement. Obligation de suspendre toute prestation nouvelle à la création de ressources nouvelles. Définir le champ de la solidarité et celui de la protection personnelle volontaire en favorisant, en fonction des risques, le recours aux régimes complémentaires de mutuelles et d'assurances privées.	L'Etat se doit de garantir une protection sociale minimale pour tous les Français, mais n'a pas à assurer obligatoirement cette protection. Le P.R. souhaite un développement et une diversification de systèmes autonomes de protection. Il affirme son attachement à la liberté du choix du médecin par le patient et à la liberté de prescription.	Sauvegarder la Sécurité sociale en responsabilisant les assurés sociaux. Compléter les régimes obligatoires par de nouvelles solidarités volontaires. Garantir la qualité d'un système de soins pluraliste et libéral. Garantir aux familles la compensation de leurs charges familiales et faciliter l'exercice des responsabilités parentales. Favoriser le développement du travail à temps partiel.	Il faut préserver la coexistence et la complémentarité du système public et privé. Réguler l'offre de soins là où elle risque de devenir excessive (démographie médicale ou lits hospitaliers). Dénoncer les fausses économies du court terme, qui risquent de remettre en cause le niveau de notre système de soins. Etudier le recours à l'assurance individuelle pour le petit risque. Maintenir un équilibre entre la solidarité collective et la participation responsable de chaque citoyen. Préserver et approfondir les rapports contractuels entre les professionnels de la santé, les pouvoirs publics et les organismes de la Sécurité sociale, au niveau desquels des économies de gestion sont à réaliser.	Equilibre de la Sécurité sociale par une responsabilisation de l'assuré à partir de la vérité des feuilles de paie. Evolution vers une garantie à deux niveaux : régime de base géré par la Sécurité sociale - après des élections libres - et régimes complémentaires mutualistes ou d'assurance volontaire.
ENSEIGNEMENT	Respect absolu du pluralisme de l'enseignement et du libre choix de l'école - sans contrainte financière - par les parents. Décentralisation de la gestion, non seulement des budgets mais aussi du corps d'enseignants. Accroître les responsabilités des établissements. Supprimer la carte scolaire. Etablir des liens contractuels entre les établissements et les collectivités pour assurer le respect des règles de service public mais aussi sanctionner la gestion.	Le rôle de l'Etat est de garantir un enseignement de qualité accessible à tous les Français, étant entendu que les parents auront la liberté de choisir l'établissement scolaire, public ou privé, de leurs enfants.	Respect de la personne humaine, de la volonté de la famille : donc pluralisme. Eduquer, pas seulement enseigner, c'est-à-dire rétablir certaines valeurs fondamentales. Donner plus de responsabilités aux enseignants et aux chefs d'établissements et, par là même, décharger l'administration centrale des rôles autres que ceux de coordination, d'élaboration, de répartition du budget. Le système éducatif ne s'adapte pas aux exigences de l'avenir que s'il est plus décentralisé, plus souple, plus proche des utilisateurs.	Pour retrouver un enseignement public de rigueur et de qualité, tout en acceptant sa coexistence avec l'enseignement privé, il faut : Mettre en place un dispositif de formation, de recrutement et de carrière des enseignants qui privilégie compétences et efforts personnels. Recréer une école primaire qui permette véritablement l'acquisition de bases pouvant servir de référence : des collèges et des lycées offrant une pluralité de cursus ; des universités acceptant la sélection sans être séparées de la recherche. Déléguer réellement responsabilités et initiatives par une décentralisation graduée et différenciée selon les échelons. Etablir des relations étroites entre le système éducatif et les divers acteurs de la vie économique et professionnelle.	Liberté et égalité dans l'enseignement par ouverture d'un chèque enseignement permettant aux familles de choisir librement. Réforme de l'enseignement public par introduction de la concurrence, de l'autonomie financière des établissements ou universités. Suppression de la carte scolaire et donc des établissements ou universités non concurrentiels.
PRESSE	Rendre à la nation la propriété et le libre usage de l'espace herzien par la suppression totale du monopole. Organisation de la diffusion hors contrôle de l'Etat. Respect de la liberté d'entreprendre dans la presse et de la politique contractuelle au sein des entreprises de presse.	Le rôle de l'Etat doit se limiter à garantir la liberté d'expression et d'information. Il doit se décharger de toutes ses participations dans les organes de presse télévisée, radio-diffusée ou écrite. Toute loi portant statut de la presse ou de la T.V. est scélérate.	Dans le domaine de la communication, l'Etat ne doit avoir qu'un seul rôle : être le garant du pluralisme et de la liberté de l'information. Il doit donc se décharger des participations financières qu'il détient dans ces secteurs et faire une plus large place à la télévision privée. Le développement des nouveaux médias, notamment des réseaux câblés, doit être libre. Le projet du gouvernement visant à créer une Haute Autorité de la presse écrite paraît nocif à bien des égards.	Méfiance à l'égard de toute législation d'exception ou de pure circonstance, et à l'égard de l'idée même d'un statut de la presse. Vigilance sur la défense et le respect d'une liberté républicaine essentielle. Inquiétude devant une affectation prioritaire des moyens matériels à l'information audiovisuelle qui risque de menacer le pluralisme et la qualité de la presse écrite.	Suppression de tout monopole d'Etat, avec liberté d'accès à toutes les familles d'expression. Liberté de l'information. Suppression du privilège des « périphériques » et de leur contrôle direct ou indirect par l'Etat. Maintien d'une chaîne T.V. de niveau culturel élevé et d'orientation éducative, financée par la redevance. Financement des autres chaînes par la publicité. Introduction dans le secteur de l'information - comme dans l'industrie - d'une législation antitrust du type américain garantissant le maintien de la concurrence.

DE L'OPPOSITION
Gaullistes d'aujourd'hui

Le gaullisme d'aujourd'hui est-il encore le même ? C'est la question que se posent de nombreux observateurs. Les idées de Charles de Gaulle, qui ont marqué une époque, restent-elles d'actualité ? Les gaullistes d'aujourd'hui ont-ils encore la même vision du monde ? Ces questions sont au cœur de l'opposition gaulliste actuelle. Les gaullistes d'aujourd'hui sont-ils encore des gaullistes ? C'est la question que se posent de nombreux observateurs. Les idées de Charles de Gaulle, qui ont marqué une époque, restent-elles d'actualité ? Les gaullistes d'aujourd'hui ont-ils encore la même vision du monde ? Ces questions sont au cœur de l'opposition gaulliste actuelle.

Le changement

Le changement est une nécessité. C'est la seule façon de progresser. C'est la seule façon de s'adapter à un monde en constante évolution. C'est la seule façon de rester à la pointe de la technologie. C'est la seule façon de rester à la pointe de la pensée. C'est la seule façon de rester à la pointe de la vie. C'est la seule façon de rester à la pointe de l'humanité. C'est la seule façon de rester à la pointe de l'univers. C'est la seule façon de rester à la pointe de tout.

PEYREFITTE ET CHEVÈNEMENT A
Vieilleseries

Les vieilleseries sont une véritable œuvre d'art. Elles sont le fruit de l'expérience et de la sagesse. Elles sont le fruit de la tradition et de l'innovation. Elles sont le fruit de la passion et de la persévérance. Elles sont le fruit de la confiance et de la coopération. Elles sont le fruit de la solidarité et de l'entraide. Elles sont le fruit de la fraternité et de l'amour. Elles sont le fruit de la vie et de la mort. Elles sont le fruit de tout.

LEROIY & FILS OPTICIENS
l'Optique d'aujourd'hui

104, Champs-Élysées
11, bd du Palais
158, rue de Lyon
147, rue de Rennes
5, place des Ternes
27, bd Saint-Michel
127, Fg Saint-Antoine
30, bd Barbès
à votre service toute la semaine

Les chemises
Arrow
JOCKEY-CLUB
240 bis, bd Saint-Germain, 10^e arr.
167, rue de la Pompe
Prix avenue Eugène

Édité par la S.A.R.L. Le Monde
Gérant :
André Laurent, directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beauvillier (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimé
à Paris
5, rue de la Harpe
PARIS-13^e
Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437.
ISSN : 0395 - 2037

Le Monde
RÉALISE CHAQUE SEMAINE

UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE

spécialement destinée à ses lecteurs
résidant à l'étranger

Exemplaire spécimen sur demande

150

INDISPENSABLE L'ATLAS STRATEGIQUE

Géopolitique
des rapports de forces
dans le monde

Gérard Chaliand
Jean-Pierre Ragueau



Cet atlas géopolitique et
géostratégique, unique en son genre,
comble un vide insupportable.

Général Georges BUIS

Un instrument indispensable
à la compréhension des phénomènes
de notre temps.

Hélène CARRÈRE D'ENCAUSSE

Indispensable pour réfléchir aux
tensions du monde, connaître leurs
origines, prévoir leurs résultats.

Général Pierre GALLOIS

Des cartes suggestives, un
commentaire intelligent, une vision
nouvelle. Un très utile outil de travail
pour mieux comprendre l'histoire
de 1939 à 1983.

Yves LACOSTE

La parution de cet instrument de
travail incomparable est un
événement.

Jean MALAURIE

A NOUVEAU DISPONIBLE

Ouvrage cartonné
comprenant 235 cartes couleurs
150F
FAYARD

L'U.D.F. ET LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

Dissonances

Depuis qu'il a annoncé, le 3 décembre, que l'U.D.F. s'en remettrait à un sondage pour déterminer quelle sera sa stratégie pour les élections européennes de juin 1984 (une liste avec le R.P.R. ou deux listes de l'opposition), M. Lecanuet supporte seul le poids des critiques.

M. François Léotard, secrétaire général du R.P.R., M. Pierre Méhaignerie, président du C.D.S., et M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe U.D.F. de l'Assemblée nationale, ont tenu, depuis, à réaffirmer que leur ordre s'alignait vers une liste U.D.F. et que les résultats d'un sondage ne pouvaient être qu'un des éléments de réflexion dans la discussion; la décision finale devant revenir aux instances du mouvement.

M. Léotard a fait valoir, mardi soir d'une réunion à Evron (Mayenne), qu'une liste unique « ne dépasserait pas, selon lui, les 47-48 % des suffrages exprimés ». M. Pierre Méhaignerie affirme, lui, qu'une liste unique de l'opposition « pourrait faire perdre de 6 à 8 % à l'opposition, R.P.R. et U.D.F. confondus ».

Il précise dans un entretien accordé à l'hebdomadaire Paris-Match (daté 16 décembre) qu'« il est à craindre que 3 à 4 % des électeurs de droite refusent de voter pour [une] liste [unique] conduite par M. Veil — certains parce qu'ils lui reprochent sa récente prise de position à Dreu, d'autres parce qu'ils continuent à lui faire grief de la politique familiale et de la politique de santé qu'elle a menée ». « Ils iront alors, dit-il, grossir le potentiel de l'extrême droite ou des abstentionnistes ». « A l'inverse, ajoute-t-il, un certain nombre d'électeurs du centre peuvent ne pas se résoudre à donner leurs suffrages à une liste unique et risquent au contraire de favoriser l'émergence de ce que souhaitent le pouvoir d'aujourd'hui : une liste de centre gauche qui puisse dans les voix de l'opposition ».

Sau M. Rossinot, président du parti radical, qui a toujours marqué sa préférence pour une liste unique de l'opposition, soutient « la stratégie approuvée en commun entre Simone Veil et l'U.D.F. et qui sera proposée au R.P.R. avec lequel, précise-t-il, cependant, une liste commune n'est possible que s'il y a des objectifs communs ».

M. Emmanuel Hamel, député (U.D.F.-P.R.) du Rhône, qui a toujours manifesté une certaine indépendance, pense que, « si sous la pression de quelques dirigeants du P.R. du C.D.S., l'U.D.F. refusait la proposition R.P.R. d'une union loyale et équilibrée de l'opposition aux élections européennes, le devoir serait alors de quitter l'U.D.F. ».

L'attitude adoptée par MM. Léotard et Méhaignerie, tous deux vice-présidents de l'U.D.F., suscite quelques questions. S'ils considéraient que M. Lecanuet, en prenant position samedi, n'a pas tenu compte de leur opinion et qu'il ne les a pas associés à sa décision, ils devraient, si ce n'est démissionner de leurs fonctions de vice-présidents, tout au moins porter le débat devant le bureau politique.

Si, au contraire, ils devaient reconnaître qu'ils ont été associés à cette décision de M. Lecanuet — ce qui paraît vraisemblable puisqu'ils ont assisté au récent déjeuner avec M. Simone Veil — ils ne pourraient que manifester leur solidarité à l'égard de leur président. N'ont-ils pas été placés à ses côtés pour l'« épauler » ? Dans un cas comme dans l'autre l'U.D.F. aurait à nouveau donné la preuve que ses structures récemment mises en place ne fonctionnent pas ou bien mal.

C'est M. Jean-Pierre Soisson, député (U.D.F.-P.R.) de l'Yonne, qui remarque que « les dissonances de ces derniers jours donnent la preuve qu'à l'heure actuelle l'U.D.F. n'est pas vraiment unie et n'est pas prête à affronter les législatives de 1986 ». Il a, pour ces raisons, décidé notamment de s'inscrire à l'Annuaire parlementaire des adhérents directs de l'U.D.F. De même, la fédération U.D.F. de l'Yonne qu'il préside a choisi de rallier les adhérents directs qu'annoncent MM. Michel Pinton, ancien secrétaire général de l'U.D.F., et Philippe Mestre, député (U.D.F.) de la Vendée. On en revient ainsi à la case départ : comment l'U.D.F. peut-elle s'organiser pour favoriser une meilleure expression commune et affronter les futures échéances électorales, qu'il s'agisse des européennes de 1984 ou des législatives de 1986 ?

Ch. FAUVET-MYCIA.

DE L'OPPOSITION

Gaullistes d'aujourd'hui

(Suite de la première page.)

« C'est beau, c'est grand, c'est généreux, la France. » « Si grand que soit le verre que l'on nous tend du dehors, nous préférons boire dans le nôtre, tout en trinquant aux alentours. » « La France a épousé son siècle. » « La conduite de la France appartient à ceux qu'elle en a chargés. » « Il n'y a de France que grâce à l'Etat. » « Il est essentiel que la France soit la France. »

Combien de souverainement encore de ces quelques aphorismes — et d'innombrables autres — par lesquels de Gaulle a affirmé l'autorité de l'Etat, l'indépendance nationale, la stabilité politique, le respect des institutions, la participation des travailleurs. Admis dans le langage courant, entrés dans le domaine public, devenus évidences, ils n'allaient pourtant pas tous de soi lorsqu'ils furent formulés après 1958. C'est dire qu'ils ne peuvent plus maintenant être l'apanage exclusif d'un parti.

Sans doute les mouvements néogaullistes d'aujourd'hui tentent-ils encore d'être les garants les plus scrupuleux de cet héritage dispersé. Mais la contestation de leur monopole donne de moins en moins lieu à des disputes théologiques. Sous parfois quelques groupuscules de gaullistes qui se disent de gauche revendiquent encore l'authenticité et l'exclusivité dans l'exigence.

Il est vrai que la liberté de traduction des textes sacrés est facilitée non seulement par l'abondance et la variété de ceux-ci, mais aussi par le recours à une clé qui permet toutes les adaptations, voire toutes les licences : le pragmatisme de de Gaulle.

Il est en conséquence bien téméraire de vouloir faire parler de Gaulle et d'imaginer ce que seraient ses réactions face aux situations contemporaines.

Georges Pompidou l'avait bien compris lorsqu'il affirmait que « le gaullisme n'est pas une doctrine mais un comportement ». C'est donc surtout en fonction de l'idée que l'on se fait de la « doctrine » gaulliste que l'on peut apprécier si les comportements des disciples sont fidèles ou déviants.

Ainsi, en politique étrangère, M. Jacques Chirac refuse toujours l'intégration de la défense française dans le commandement militaire de l'OTAN, tout en affirmant comme de Gaulle sa fidélité à l'alliance atlantique. Certes le général de Gaulle voulait que la France préserve dans cette alliance « sa personnalité, sa figure, son âme », tout en lui assignant une « stratégie tous azimuts ». Quant au rôle de la défense française en Europe, de Gaulle — alors même que la question du déséquilibre nucléaire entre les Etats-Unis et l'Union soviétique ne se posait pas — avait exhorté à Trèves, le 26 mai 1964, « la solidarité des Gaulois et des Germains ». Il ajoutait le 22 novembre de la même année à Strasbourg : « Il n'y a pas, pour assurer éventuellement la sauvegarde intégrale de l'ancien continent et, par conséquent, pour justifier l'alliance atlantique, d'autre voie que l'organisation d'une Europe qui soit elle-même, notamment pour se défendre. »

Les propositions faites à Bonn par M. Chirac (le Monde du 28 octobre 1983) se réfèrent à ces principes et le maire de Paris affirme que ses suggestions ne sont nullement contradictoires avec la notion d'indépendance nationale. Quant à l'organisation même de l'Europe, elle s'inspire aussi pour le R.P.R. du principe de l'indépendance nationale assorti de celui de la coopération. Tout comme de Gaulle, M. Jacques Chirac refuse le concept de supranationalité dont des penseurs étaient qualifiés de « jean-foutre » par le général le 10 juin 1965. L'ancien

chef de l'Etat souhaitait cependant « une coopération organisée des nations libres de l'Ancien Continent ». Mais c'est surtout en se référant à une déclaration du 19 avril 1983 : « Tout système qui consisterait à transmettre notre souveraineté à des entités internationales serait incompatible avec les droits et les devoirs de la République française », que les gaullistes ont ensuite donné l'impression de construire « un front de refus » contre la construction européenne. Ce sentiment a été accentué par la campagne lancée par M. Michel Debré avec son Comité pour l'indépendance et l'unité de la France en Europe, et par la tonalité que M. Chirac a, en conséquence, dû imprimer à la liste DIFE (Défense des intérêts de la France en Europe) lors des élections européennes de 1979.

Conduite conjointement par MM. Chirac et Debré, cette liste n'a obtenu à la première élection à l'Assemblée de Strasbourg que 18,3 % contre 27,6 % à celle de l'U.D.F. conduite par M. Simone Veil, tant elle apparaissait aux yeux de l'électorat comme restrictive à l'égard de l'Europe.

Il n'est donc fallu que M. Chirac — qui pour l'opinion avait été le seul véritable responsable politique de cette campagne — renonce à une sérieuse pente pour en arriver, le 12 juin 1983, à présenter devant le comité central du R.P.R. un document au titre explicite : « Rapport sur l'état de l'Europe et sur les mesures d'une indispensable relance de la construction européenne ». Le maire de Paris propose ainsi de « consolider l'acquis communautaire », c'est-à-dire l'union douanière, la politique agricole et le système monétaire européen. Mais il demande aussi une plus étroite concertation diplomatique, une démarche commune en matière de défense, des actions conjointes pour l'industrie, les technologies avancées et les armements. Cette marche à grands pas vise également à réduire l'écart qui sépare les chiraquiens et les giscardiens et qui avait déjà été partiellement comblé en 1972 par Georges Pompidou entre les gaullistes et les centristes. Fort de ce rapprochement et encouragé par des sondages d'opinion, le président du R.P.R. s'est alors senti capable de proposer à ses alliés de l'U.D.F. la constitution sous la conduite de M. Veil d'une liste unique de l'opposition pour l'élection européenne du 17 juin (le Monde du 7 décembre).

On connaît les remous que cette offre a provoqué dans les rangs de la fédération giscardienne, dont les dirigeants refusent d'accorder au chef du mouvement le libellé sur le papier et à l'ancien premier ministre

l'image du parangon de l'union de l'opposition.

A l'égard de M. Mitterrand, les premières déclarations du nouveau président de la République ont assez vite levé les préventions que le R.P.R. nourrissait envers le candidat de la gauche.

Au début du septennat, M. Chirac a bien volontiers pris acte de prises de position allant dans le « bon sens ». Le respect par M. Mitterrand des alliances conclues par ses prédécesseurs, son attachement récent mais affirmé à la discussion nucléaire autonome, son souci de l'indépendance et de la fierté nationales, des attitudes parfois gaulliennes, ont tout d'abord conduit le maire de Paris à mettre en quelque sorte entre parenthèses la diplomatie de l'Elysée dans ses attaques contre « le pouvoir socialo-communiste ». Mais la majorité mettant en exergue cette approche implicite, M. Chirac, afin d'éviter de laisser croire à un quelconque consensus, a dû « habiller » différemment son accord. Il a donc peu à peu développé une critique oblique et il a déplacé la cible de ses attaques. L'accusé a ainsi été mis davantage sur les contradictions de la politique étrangère du chef de l'Etat. Comment s'expliquer en même temps l'allié privilégié des Etats-Unis et encourageur en Amérique centrale, les mouvements révolutionnaires qui leur sont hostiles ? De Gaulle, pourtant, n'avait-il pas fait de même à leur égard en Asie avec son discours de Phnom-Penh, en septembre 1966 ? Comment critiquer les communistes de Moscou et prendre ceux de Paris dans le gouvernement, objectent encore les néogaullistes ? Comment donner des leçons à l'Europe alors que la France est économiquement faible ? Comment rassembler l'Afrique avec une monnaie dévaluée ? Pourquoi intervenir au Tchad avec tant de retard ? Comment jouer l'interposition au Proche-Orient en restant cantonné dans des casernes ? Pourquoi aller au Liban sans mission précise ? Telles sont quelques-unes des subtilités dialectiques utilisées par l'opposition pour découvrir la faille dans le dispositif diplomatique de l'Elysée.

Ce qui n'empêche pas d'approuver au passage, mais sans restriction, le discours du Bundestag comme un acte fondamental ou encore l'aide militaire à l'Irak.

Au total, le R.P.R. de M. Chirac demeure fidèle aux principes généraux mais vagues posés en son temps par de Gaulle, mais tout comme celui-ci, il a su évoluer avec le temps et adapter son comportement à l'opportunité politique.

ANDRÉ PASSERON.

Le changement dans six mois

(Suite de la première page.)

Pour celle-ci, il y a des volontaires : MM. Fabius et Mermaz, par exemple, dont les dernières prestations (à l'Europe) pour le premier, à l'Assemblée 2 pour le deuxième) ont été sans ambiguïté.

Tous deux ont également en commun de se « positionner » par rapport à un autre « premier ministre », par M. Jacques Delors : M. Fabius en se montrant, vis-à-vis du patronat notamment, plus libéral que le ministre de l'économie et des finances ; M. Mermaz, en se montrant, tout simplement, en compagnie de M. Delors, à « l'heure de la vérité », inébranlable sur l'Antenne 2, et en faisant référence, pour le soutenir, à son action. Le ministre de l'économie et des finances a sans doute voulu indiquer par sa présence à la télévision, derrière M. Mermaz, que, de tous les « premiers ministres », celui qui lui conviendrait le mieux c'est le

président de l'Assemblée nationale. Mais celui qu'il préfère, c'est lui : M. Delors considère qu'il a encore quelques boutons à serrer, et qu'il peut être utilement le premier ministre de la transition, entre M. Mauroy et celui qui mènera la campagne législative, afin d'achever la phase d'assainissement de l'économie aussi complètement que possible. La discrétion de M. Pierre Bérégovoy ne doit pas faire oublier qu'il est, lui aussi, sur les rangs.

Si l'on se tourne maintenant vers M. Pierre Joxe, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, il semble clair, même s'il s'en défend, qu'il se facilite en rien la tâche de premier ministre.

A ce petit jeu, que l'on peut observer avec délectation, tant les acteurs s'y livrent avec un plaisir gourmand, le déficit d'autorité du premier ministre augmente.

M. Pierre Mauroy, pourtant, ne manque pas d'arguments qui plaident pour son maintien, au moins jusqu'à l'échéance européenne du mois de juin. Il se comporte, d'ailleurs, lui-même comme s'il était assuré d'aller jusqu'à ce terme : en témoignent son offensive sur la presse — il a le soutien de l'Elysée — et ses déclarations sur l'enseignement privé (lire page 12).

Mais il y a aussi la présidence de la Communauté européenne qui joue en faveur de la stabilité. Surtout, attendre six mois, c'est éviter d'user prématurément un nouveau premier ministre dans une campagne électorale difficile pour la majorité et dans une négociation salariale où ne peut plus déléguer.

C'est sans doute pourquoi on se montre, à l'Elysée, convaincu que l'agitation qui a éssé les cercles du pouvoir n'est guère fondée et l'on indique qu'un changement de gouvernement n'est pas l'ordre du jour. Si tel est le cas, un acte symbolique du président confortant son premier ministre serait le bienvenu.

Si le schéma de la stabilité prévaut, cela implique que le président continue d'être en première ligne, et qu'il se prive, pour pousser son avantage, du bénéfice que lui procure sa remontée dans l'opinion.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

PEYREFITTE ET CHEVÈNEMENT A TF 1

Vieilleseries

Il n'y a pas trente-six façons d'organiser un face-à-face télévisé. Il y en a deux ou trois. Simple question de ponctuation. Ou c'est la presse ou c'est au public, ou c'est aux deux d'aligner les points d'interrogation. « Politiques », la nouvelle émission de TF 1, mobilisait mercredi tout l'arsenal du genre : chronomètre, journalistes, arbitres, sondages... Ça fait un peu beaucoup. Surtout si on y ajoute, au départ, des citations prétendument embarrassantes : vous avez dit en 1972 à Breton-les-Bretelles...

Loin de se sentir piégés, Peyrefitte et Chevènement se sont engouffrés, ravis, dans cet interminable tunnel remontant aux calendes pompéiennes. Ils se sont expliqués, justifiés. Ils ont profité pour remâcher des griefs mangés aux mites et s'en-

voyer à la tête des accusations — courtes compères du chômage, respect des institutions — complètement ringardes.

On les voyait s'inscrire tour à tour à l'antenne. Droite, gauche. On les écoutait l'oreille cassée par la langue de bois de la politique politicienne, l'œil aux aguets. Peyrefitte a un problème : ses paupières en forme de stores à lamelles lui dégingolent sur les yeux, obscurcissant et son regard et son message. Et Chevènement arbore, plaqué aux lèvres, le petit sourire supérieur dont le mode a été lancé par les amis de Georges Marchais. Il a tort. Ça n'amuse plus, ça agace.

Le mois prochain, soyez gentils, invitez deux personnes sincères, lucides, soucieuses du bien public, à examiner avec nous le présent et l'avenir de la France. Si tant est que vous puissiez les trouver.

CLAUDE SARRAUTE.

LES IDÉES

Journal des idées. Les idées politiques, les idées de gestion, les idées de culture, les idées de philosophie, les idées de littérature, les idées de science, les idées de sport, les idées de religion, les idées de morale, les idées de droit, les idées de médecine, les idées de technologie, les idées de commerce, les idées de finance, les idées de politique, les idées de diplomatie, les idées de guerre, les idées de paix, les idées de justice, les idées de liberté, les idées d'égalité, les idées de fraternité, les idées de solidarité, les idées de coopération, les idées de développement, les idées de progrès, les idées de civilisation, les idées de culture, les idées de religion, les idées de morale, les idées de droit, les idées de médecine, les idées de technologie, les idées de commerce, les idées de finance, les idées de politique, les idées de diplomatie, les idées de guerre, les idées de paix, les idées de justice, les idées de liberté, les idées d'égalité, les idées de fraternité, les idées de solidarité, les idées de coopération, les idées de développement, les idées de progrès, les idées de civilisation, les idées de culture, les idées de religion, les idées de morale, les idées de droit, les idées de médecine, les idées de technologie, les idées de commerce, les idées de finance, les idées de politique, les idées de diplomatie, les idées de guerre, les idées de paix, les idées de justice, les idées de liberté, les idées d'égalité, les idées de fraternité, les idées de solidarité, les idées de coopération, les idées de développement, les idées de progrès, les idées de civilisation, les idées de culture, les idées de religion, les idées de morale, les idées de droit, les idées de médecine, les idées de technologie, les idées de commerce, les idées de finance, les idées de politique, les idées de diplomatie, les idées de guerre, les idées de paix, les idées de justice, les idées de liberté, les idées d'égalité, les idées de fraternité, les idées de solidarité, les idées de coopération, les idées de développement, les idées de progrès, les idées de civilisation, les idées de culture, les idées de religion, les idées de morale, les idées de droit, les idées de médecine, les idées de technologie, les idées de commerce, les idées de finance, les idées de politique, les idées de diplomatie, les idées de guerre, les idées de paix, les idées de justice, les idées de liberté, les idées d'égalité, les idées de fraternité, les idées de solidarité, les idées de coopération, les idées de développement, les idées de progrès, les idées de civilisation, les idées de culture, les idées de religion, les idées de morale, les idées de droit, les idées de médecine, les idées de technologie, les idées de commerce, les idées de finance, les idées de politique, les idées de diplomatie, les idées de guerre, les idées de paix, les idées de justice, les idées de liberté, les idées d'égalité, les idées de fraternité, les idées de solidarité, les idées de coopération, les idées de développement, les idées de progrès, les idées de civilisation, les idées de culture, les idées de religion, les idées de morale, les idées de droit, les idées de médecine, les idées de technologie, les idées de commerce, les idées de finance, les idées de politique, les idées de diplomatie, les idées de guerre, les idées de paix, les idées de justice, les idées de liberté, les idées d'égalité, les idées de fraternité, les idées de solidarité, les idées de coopération, les idées de développement, les idées de progrès, les idées de civilisation, les idées de culture, les idées de religion, les idées de morale, les idées de droit, les idées de médecine, les idées de technologie, les idées de commerce, les idées de finance, les idées de politique, les idées de diplomatie, les idées de guerre, les idées de paix, les idées de justice, les idées de liberté, les idées d'égalité, les idées de fraternité, les idées de solidarité, les idées de coopération, les idées de développement, les idées de progrès, les idées de civilisation, les idées de culture, les idées de religion, les idées de morale, les idées de droit, les idées de médecine, les idées de technologie, les idées de commerce, les idées de finance, les idées de politique, les idées de diplomatie, les idées de guerre, les idées de paix, les idées de justice, les idées de liberté, les idées d'égalité, les idées de fraternité, les idées de solidarité, les idées de coopération, les idées de développement, les idées de progrès, les idées de civilisation, les idées de culture, les idées de religion, les idées de morale, les idées de droit, les idées de médecine, les idées de technologie, les idées de commerce, les idées de finance, les idées de politique, les idées de diplomatie, les idées de guerre, les idées de paix, les idées de justice, les idées de liberté, les idées d'égalité, les idées de fraternité, les idées de solidarité, les idées de coopération, les idées de développement, les idées de progrès, les idées de civilisation, les idées de culture, les idées de religion, les idées de morale, les idées de droit, les idées de médecine, les idées de technologie, les idées de commerce, les idées de finance, les idées de politique, les idées de diplomatie, les idées de guerre, les idées de paix, les idées de justice, les idées de liberté, les idées d'égalité, les idées de fraternité, les idées de solidarité, les idées de coopération, les idées de développement, les idées de progrès, les idées de civilisation, les idées de culture, les idées de religion, les idées de morale, les idées de droit, les idées de médecine, les idées de technologie, les idées de commerce, les idées de finance, les idées de politique, les idées de diplomatie, les idées de guerre, les idées de paix, les idées de justice, les idées de liberté, les idées d'égalité, les idées de fraternité, les idées de solidarité, les idées de coopération, les idées de développement, les idées de progrès, les idées de civilisation, les idées de culture, les idées de religion, les idées de morale, les idées de droit, les idées de médecine, les idées de technologie, les idées de commerce, les idées de finance, les idées de politique, les idées de diplomatie, les idées de guerre, les idées de paix, les idées de justice, les idées de liberté, les idées d'égalité, les idées de fraternité, les idées de solidarité, les idées de coopération, les idées de développement, les idées de progrès, les idées de civilisation, les idées de culture, les idées de religion, les idées de morale, les idées de droit, les idées de médecine, les idées de technologie, les idées de commerce, les idées de finance, les idées de politique, les idées de diplomatie, les idées de guerre, les idées de paix, les idées de justice, les idées de liberté, les idées d'égalité, les idées de fraternité, les idées de solidarité, les idées de coopération, les idées de développement, les idées de progrès, les idées de civilisation, les idées de culture, les idées de religion, les idées de morale, les idées de droit, les idées de médecine, les idées de technologie, les idées de commerce, les idées de finance, les idées de politique, les idées de diplomatie, les idées de guerre, les idées de paix, les idées de justice, les idées de liberté, les idées d'égalité, les idées de fraternité, les idées de solidarité, les idées de coopération, les idées de développement, les idées de progrès, les idées de civilisation, les idées de culture, les idées de religion, les idées de morale, les idées de droit, les idées de médecine, les idées de technologie, les idées de commerce, les idées de finance, les idées de politique, les idées de diplomatie, les idées de guerre, les idées de paix, les idées de justice, les idées de liberté, les idées d'égalité, les idées de fraternité, les idées de solidarité, les idées de coopération, les idées de développement, les idées de progrès, les idées de civilisation, les idées de culture, les idées de religion, les idées de morale, les idées de droit, les idées de médecine, les idées de technologie, les idées de commerce, les idées de finance, les idées de politique, les idées de diplomatie, les idées de guerre, les idées de paix, les idées de justice, les idées de liberté, les idées d'égalité, les idées de fraternité, les idées de solidarité, les idées de coopération, les idées de développement, les idées de progrès, les idées de civilisation, les idées de culture, les idées de religion, les idées de morale, les idées de droit, les idées de médecine, les idées de technologie, les idées de commerce, les idées de finance, les idées de politique, les idées de diplomatie, les idées de guerre, les idées de paix, les idées de justice, les idées de liberté, les idées d'égalité, les idées de fraternité, les idées de solidarité, les idées de coopération, les idées de développement, les idées de progrès, les idées de civilisation, les idées de culture, les idées de religion, les idées de morale, les idées de droit, les idées de médecine, les idées de technologie, les idées de commerce, les idées de finance, les idées de politique, les idées de diplomatie, les idées de guerre, les idées de paix, les idées de justice, les idées de liberté, les idées d'égalité, les idées de fraternité, les idées de solidarité, les idées de coopération, les idées de développement, les idées de progrès, les idées de civilisation, les idées de culture, les idées de religion, les idées de morale, les idées de droit, les idées de médecine, les idées de technologie, les idées de commerce, les idées de finance, les idées de politique, les idées de diplomatie, les idées de guerre, les idées de paix, les idées de justice, les idées de liberté, les idées d'égalité, les idées de fraternité, les idées de solidarité, les idées de coopération, les idées de développement, les idées de progrès, les idées de civilisation, les idées de culture, les idées de religion, les idées de morale, les idées de droit, les idées de médecine, les idées de technologie, les idées de commerce, les idées de finance, les idées de politique, les idées de diplomatie, les idées de guerre, les idées de paix, les idées de justice, les idées de liberté, les idées d'égalité, les idées de fraternité, les idées de solidarité, les idées de coopération, les idées de développement, les idées de progrès, les idées de civilisation, les idées de culture, les idées de religion, les idées de morale, les idées de droit, les idées de médecine, les idées de technologie, les idées de commerce, les idées de finance, les idées de politique, les idées de diplomatie, les idées de guerre, les idées de paix, les idées de justice, les idées de liberté, les idées d'égalité, les idées de fraternité, les idées de solidarité, les idées de coopération, les idées de développement, les idées de progrès, les idées de civilisation, les idées de culture, les idées de religion, les idées de morale, les idées de droit, les idées de médecine, les idées de technologie, les idées de commerce, les idées de finance, les idées de politique, les idées de diplomatie, les idées de guerre, les idées de paix, les idées de justice, les idées de liberté, les idées d'égalité, les idées de fraternité, les idées de solidarité, les idées de coopération, les idées de développement, les idées de progrès, les idées de civilisation, les idées de culture, les idées de religion, les idées de morale, les idées de droit, les idées de médecine, les idées de technologie, les idées de commerce, les idées de finance, les idées de politique, les idées de diplomatie, les idées de guerre, les idées de paix, les idées de justice, les idées de liberté, les idées d'égalité, les idées de fraternité, les idées de solidarité, les idées de coopération, les idées de développement, les idées de progrès, les idées de civilisation, les idées de culture, les idées de religion, les idées de morale, les idées de droit, les idées de médecine, les idées de technologie, les idées de commerce, les idées de finance, les idées de politique, les idées de diplomatie, les idées de guerre, les idées de paix, les idées de justice, les idées de liberté, les idées d'égalité, les idées de fraternité, les idées de solidarité, les idées de coopération, les idées de développement, les idées de progrès, les idées de civilisation, les idées de culture, les idées de religion, les idées de morale, les idées de droit, les idées de médecine, les idées de technologie, les idées de commerce, les idées de finance, les idées de politique, les idées de diplomatie, les idées de guerre, les idées de paix, les idées de justice, les idées de liberté, les idées d'égalité, les idées de fraternité, les idées de solidarité, les idées de coopération, les idées de développement, les idées de progrès, les idées de civilisation, les idées de culture, les idées de religion, les idées de morale, les idées de droit, les idées de médecine, les idées de technologie, les idées de commerce, les idées de finance, les idées de politique, les idées de diplomatie, les idées de guerre, les idées de paix, les idées de justice, les idées de liberté, les idées d'égalité, les idées de fraternité, les idées de solidarité, les idées de coopération, les idées de développement, les idées de progrès, les idées de civilisation, les idées de culture, les idées de religion, les idées de morale, les idées de droit, les idées de médecine, les idées de technologie, les idées de commerce, les idées de finance, les idées de politique, les idées de diplomatie, les idées de guerre, les idées de paix, les idées de justice, les idées de liberté, les idées d'égalité, les idées de fraternité, les idées de solidarité, les idées de coopération, les idées de développement, les idées de progrès, les idées de civilisation, les idées de culture, les idées de religion, les idées de morale, les idées de droit, les idées de médecine, les idées de technologie, les idées de commerce, les idées de finance, les idées de politique, les idées de diplomatie, les idées de guerre, les idées de paix, les idées de justice, les idées de liberté, les idées d'égalité, les idées de fraternité, les idées de solidarité, les idées de coopération, les idées de développement, les idées de progrès, les idées de civilisation, les idées de culture, les idées de religion, les idées de morale, les idées de droit, les idées de médecine, les idées de technologie, les idées de commerce, les idées de finance, les idées de politique, les idées de diplomatie, les idées de guerre, les idées de paix, les idées de justice, les idées de liberté, les idées d'égalité, les idées de fraternité, les idées de solidarité, les idées de coopération, les idées de développement, les idées de progrès, les idées de civilisation, les idées de culture, les idées de religion, les idées de morale, les idées de droit, les idées de médecine, les idées de technologie, les idées de commerce, les idées de finance, les idées de politique, les idées de diplomatie, les idées de guerre, les idées de paix, les idées de justice, les idées de liberté, les idées d'égalité, les idées de fraternité, les idées de solidarité, les idées de coopération, les idées de développement, les idées de progrès, les idées de civilisation, les idées de culture, les idées de religion, les idées de morale, les idées de droit, les idées de médecine, les idées de technologie, les idées de commerce, les idées de finance, les idées de politique, les idées de diplomatie, les idées de guerre, les idées de paix, les idées de justice, les idées de liberté, les idées d'égalité, les idées de fraternité, les idées de solidarité, les idées de coopération, les idées de développement, les idées de progrès, les idées de civilisation, les idées de culture, les idées de religion, les idées de morale, les idées de droit, les idées de médecine, les idées de technologie, les idées de commerce, les idées de finance, les idées de politique, les idées de diplomatie, les idées de guerre, les idées de paix, les idées de justice, les idées de liberté, les idées d'égalité, les idées de fraternité, les idées de solidarité, les idées de coopération, les idées de développement, les idées de progrès, les idées de civilisation, les idées de culture, les idées de religion, les idées de morale, les idées de droit, les idées de médecine, les idées de technologie, les idées de commerce, les idées de finance, les idées de politique, les idées de diplomatie, les idées de guerre, les idées de paix, les idées de justice, les idées de liberté, les idées d'égalité, les idées de fraternité, les idées de solidarité, les idées de coopération, les idées de développement, les idées de progrès, les idées de civilisation, les idées de culture, les idées de religion, les idées de morale, les idées de droit, les idées de médecine, les idées de technologie, les idées de commerce, les idées de finance, les idées de politique, les idées de diplomatie, les idées de guerre, les idées de paix, les idées de justice, les idées de liberté, les idées d'égalité, les idées de fraternité, les idées de solidarité, les idées de coopération, les idées de développement, les idées de progrès, les idées de civilisation, les idées de culture, les idées de religion, les idées de morale, les idées de droit, les idées de médecine, les idées de technologie, les idées de commerce, les idées de finance, les idées de politique, les idées de diplomatie, les idées de guerre, les idées de paix, les idées de justice, les idées de liberté, les idées d'égalité, les idées de fraternité, les idées de solidarité, les idées de coopération, les idées de développement, les idées de progrès, les idées de civilisation, les idées de culture, les idées de religion, les idées de morale, les idées de droit, les idées de médecine, les idées de technologie, les idées de commerce, les idées de finance, les idées de politique, les idées de diplomatie, les idées de guerre, les idées de paix, les idées de justice, les idées de liberté, les idées d'égalité, les idées de fraternité, les idées de solidarité, les idées de coopération, les idées de développement, les idées de progrès, les idées de civilisation, les idées de culture, les idées de religion, les idées de morale, les idées de droit, les idées de médecine, les idées de technologie, les idées de commerce, les idées de finance, les idées de politique, les idées de diplomatie, les idées de guerre, les idées de paix, les idées de justice, les idées de liberté, les idées d'égalité, les idées de fraternité, les idées de solidarité, les idées de coopération, les idées de développement, les idées de progrès, les idées de civilisation, les idées de culture, les idées de religion, les idées de morale, les idées de droit, les idées de médecine, les idées de technologie, les idées de commerce, les idées de finance, les idées de politique, les idées de diplomatie, les idées de guerre, les idées de paix, les idées de justice, les idées de liberté, les idées d'égalité, les idées de fraternité, les idées de solidarité, les idées de coopération, les idées de développement, les idées de progrès, les idées de civilisation, les idées de culture, les idées de religion, les idées de morale, les idées de droit, les idées de médecine, les idées de technologie, les idées de commerce, les idées de finance, les idées de politique, les idées de diplomatie, les idées de guerre, les idées de paix, les idées de justice, les idées de liberté, les idées d'égalité, les idées de fraternité, les idées de solidarité, les idées de coopération, les idées de développement, les idées de progrès, les idées de civilisation, les idées de culture, les idées de religion, les idées de morale, les idées de droit, les idées de médecine, les idées de technologie, les idées de commerce, les idées de finance, les idées de politique, les idées de diplomatie, les idées de guerre, les idées de paix, les idées de justice, les idées de liberté, les idées d'égalité, les idées de fraternité, les idées de solidarité, les idées de coopération, les idées de développement, les idées de progrès, les idées de civilisation, les idées de culture, les idées de religion, les idées de morale, les idées de droit, les idées de médecine, les idées de technologie, les idées de commerce, les idées de finance, les idées de politique, les idées de diplomatie, les idées de guerre, les idées de paix, les idées de justice, les idées de liberté, les idées d'égalité, les idées de fraternité, les idées de solidarité, les idées de coopération, les idées de développement, les idées de progrès, les idées de civilisation, les idées de culture, les idées de religion, les idées de morale, les idées de droit, les idées de médecine, les idées de technologie, les idées de commerce, les idées de finance, les idées de politique, les idées de diplomatie, les idées de guerre, les idées de paix, les idées de justice, les idées de liberté, les idées d'égalité, les idées de fraternité, les idées de solidarité, les idées de coopération, les idées de développement, les idées de progrès, les idées de civilisation, les idées de culture, les idées de religion, les idées de morale, les idées de droit, les idées de médecine, les idées de technologie, les idées de commerce, les idées de finance, les idées de politique, les idées de diplomatie, les idées de guerre, les idées de paix, les idées de justice, les idées de liberté, les idées d'égalité, les idées de fraternité, les idées de solidarité, les idées de coopération, les idées de développement, les idées de progrès, les idées de civilisation, les idées de culture, les idées de religion, les idées de morale, les idées de droit, les idées de médecine, les idées de technologie, les idées de commerce, les idées de finance, les idées de politique, les idées de diplomatie, les idées de guerre, les idées de paix, les idées de justice, les idées de liberté, les idées d'égalité, les idées de fraternité, les idées de solidarité, les idées de coopération, les idées de développement, les idées de progrès, les idées de civilisation, les idées de culture, les idées de religion, les idées de morale, les idées de droit, les idées de médecine, les idées de technologie, les idées de commerce, les idées de finance, les idées de politique, les idées de diplomatie, les idées de guerre, les idées de paix, les idées de justice, les idées de liberté, les idées d'égalité, les idées de fraternité, les idées de solidarité, les idées de coopération, les idées de développement, les idées de progrès, les idées de civilisation, les idées de culture, les idées de religion, les idées de morale, les idées de droit, les idées de médecine, les idées de technologie, les idées de commerce, les idées de finance, les idées de politique, les idées de diplomatie, les idées de guerre, les idées de paix, les idées de justice, les idées de liberté, les idées d'égalité, les idées de fraternité, les idées de solidarité, les idées de coopération, les idées de développement, les idées de progrès, les idées de civilisation, les idées de culture, les idées de religion, les idées de morale, les idées de droit, les idées de médecine, les idées de technologie, les idées de commerce, les idées de finance, les idées de politique, les idées de diplomatie, les idées de guerre, les idées de paix, les idées de justice

"Ilya une actualité éternelle de l'affaire Dreyfus"



"Bredin clôt son travail monumental par une leçon de nuance et de scrupule, bien précieuse en nos temps d'intolérance et de partisaneries renaissantes."

BERTRAND POIROT-DELPECH
"LE MONDE"

"Par son courage à tenir la balance exacte, à refuser l'aveuglement partial, à ne prôner que le respect de l'autre et la vertu de fraternité, le livre de Bredin ajoute la noblesse morale à la réussite littéraire."

JEAN-CLAUDE SOYER
"LE FIGARO"

"Bredin, c'est tout à la fois Reinach et Clemenceau, Zola et Jaurès, Labori et Waldeck-Rousseau, une plume, un souffle qui décuple l'effet de la démonstration savante, un ton qui force l'histoire à la vertu civique. Son livre est plus qu'un récit, mieux qu'une somme : un retour aux sources, un hymne au bien public."

JEAN-PIERRE RIOUX
"LA CROIX"

"Un document très soigné, très honnête, des plus utiles car il n'y en a pas de cette qualité, en circulation depuis des années."

JEAN CLEMENTIN
"LE CANARD ENCHAÎNÉ"

"Une véritable et immense fresque. Un monument une encyclopédie, un livre définitif terriblement humain."

"LE SOIR DE MARSEILLE"

"Nous ne savions pas que le grand livre sur l'affaire Dreyfus était encore à écrire. Le voici."

JEAN DAVID "V.S.D."

"Un livre époustouflant à l'érudition hors de pair, Jean-Denis Bredin est le dramaturge de cette sombre histoire. Incomparablement, il nous la fait vivre, il en rend les frénésies et les acteurs, il en réanime la scène."

JEAN-PAUL ARON "LE MATIN"

"L'originalité de Jean-Denis Bredin est d'avoir écrit ce qui est à ce jour la meilleure synthèse générale de l'affaire Dreyfus. Non pas une synthèse vite faite, pour durer une saison, mais du travail sérieux et vrai, qui comporte de vastes lectures, le recours aux pièces d'archives."

FRANÇOIS FURET
"LE NOUVEL OBSERVATEUR"

"Un tel ouvrage ne se borne pas à explorer tous les arrières-plans et toutes les conséquences du scandale après en avoir fait revivre superbement les coups de théâtre, les acteurs et les coulisses. Il élargit la réflexion, il suggère bien des choses."

ANGELO RINALDI "L'EXPRESS"

"Chaque page flambe dans une extraordinaire lucidité, hérissée de réflexions profondes."

RENE VIGO "L'EST ECLAIR"

JULLIARD

POLITIQUE

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Début de l'étude du projet de loi bancaire

Rénovation ou mainmise politique ?

Une simple « rénovation du cadre juridique et institutionnel » dans lequel s'inscrit l'activité bancaire, comme l'a assuré M. Raymond Dourère (P.S. Sarthe), rapporteur de la commission des finances ? « Un outil qui permettra au gouvernement de mener à bien et de développer la politique ambitieuse poursuivie depuis deux ans », comme il l'a ajouté ? Un « moment particulier d'une réflexion collective sur l'amélioration de notre système bancaire », selon la formule de M. Jacques Delors, ministre de l'économie, des finances et du budget ?

L'opposition voit bien autre chose dans le projet de loi relatif « à l'activité et au contrôle des établissements de crédit », dont l'examen a commencé, mercredi 7 décembre, à l'Assemblée nationale. Déjà, au Sénat, où ce texte avait été discuté, après déclaration d'urgence (le Monde daté 5, et 6-7 novembre), le débat sur le thème « projet technique ou non », avait divisé le R.P.R. et l'U.D.F., le premier refusant de voter le projet qu'approuvaient tous les autres groupes.

Rompant « l'équilibre institutionnel entre le Trésor et la Banque de France », mettant fin à une tradition des pouvoirs du gouvernement de cette dernière, ce texte, estime M. Michel Noir (R.P.R., Rhône) vise à « assurer la mainmise politique sur le système bancaire ». De son côté, M. Edmond Alphandery (U.D.F., Maine-et-Loire) juge que, « pas aussi anodin qu'il n'y paraît », le projet accroît les pouvoirs du ministère au détriment de la Banque de France.

Sur les relations entre gouverneur de la Banque de France et ministre, M. Delors a souligné que l'actuel gouverneur (M. Renaud de la Genière) était en poste avant 1981, qu'il est consulté, qu'il prend part aux affaires nationales et internationales. Il a ajouté : « Je crains que certains ne cherchent à donner l'impression qu'il n'en est pas ainsi et que seuls des textes juridiques permettraient de parvenir à un équilibre des pouvoirs ».

Dès sa première intervention, M. Delors a déclaré que le comité de réglementation bancaire sera présidé par le ministre et, en son absence, par le gouverneur de la Banque de France, les députés socialistes soulignant, eux, que ce soit le directeur du Trésor qui préside ce comité en l'absence du

ministre (le Monde du 3 décembre). M. Michel Berson (P.S., Essonne) a exprimé aussi le souhait que le gouvernement fasse connaître ses intentions pour rapprocher, « par la régionalisation, le système bancaire de ses usagers ». Il a rappelé que le groupe socialiste demeure favorable à l'application de la loi de démocratisation à la Banque de France. Pour M. Berson, le texte proposé est « un commencement » et non « un aboutissement ».

C'est aussi l'avis de M. Parfait Jans (P.C., Hauts-de-Seine), selon lequel le texte proposé n'est pas de nature à « mettre fin au comportement antinational de certains détenteurs de capitaux, et n'introduit pas de distinction entre l'épargne à fruit et à travail, et les bénéfices, fruit de la spéculation ».

Pour l'opposition, le fait d'augmenter les activités des établissements de crédit qu'elles soient ou non connexes, est, en soi, limitatif et comporte le risque d'empêcher ces établissements d'innover. Les

amendements qu'elle a déposés n'ont pas été adoptés, le ministre estimant que le texte donne suffisamment de latitude aux établissements.

L'opposition n'a pas en plus de succès dans ses demandes d'inscrire les services financiers de la poste et la Caisse des dépôts et consignations dans le champ d'application de la loi. M. Delors estime que les premiers sont une administration, ne pouvant juridiquement être soumise aux mêmes dispositions que les banques, et que la caisse d'administration de la seconde est soumise au contrôle parlementaire.

Bien que la commission et M. Delors aient relevé que le droit actuel satisfait déjà cette préoccupation, l'Assemblée a adopté, à l'unanimité, un amendement du R.P.R., qui prévoit que, « pour les banques étrangères s'installant en France, l'agrément est accordé après examen des règles de réciprocité existant dans le pays du requérant ».

A. Ch.

LE BUDGET DE LA CULTURE AU SÉNAT

M. Lang estime que l'effort de l'Etat à Paris demeure trop élevé

La quatrième chaîne de télévision et l'avenir du cinéma français ; le poids des grands projets d'urbanisme à Paris ; la politique de décentralisation : ces deux thèmes ont été au centre des préoccupations des membres de la majorité sénatoriale, qui ont adopté les crédits du ministère de la culture, dans la nuit du mercredi 7 au jeudi 8 décembre, seul le R.P.R. se prononçant contre. Les sénateurs de la gauche, pour leur part, ont assuré M. Jack Lang de leur appui sans faille. M. Jean Béanger (Gauche dém., Yvelines), notamment, a lancé à M. Lang : « Depuis que vous êtes ministre de la culture, certaines réalisations ne sont plus hors de portée des communes ». Il a affirmé, aussi, que les grandes réalisations parisiennes contribueraient à la permanence du « rayonnement » de la France. Toutefois, les sénateurs de gauche ne sont pas indifférents aux questions que posent le rôle de Canal-Plus ou le coût des grands projets. A ce propos, le Sénat, sous l'impulsion de M. Maurice Schumann (R.P.R., Nord), rapporteur de la commission des finances, a adopté quelques amendements visant à contraindre l'Etat à préciser les implications financières de ces travaux.

Paris a été aussi au centre d'un échange entre le ministre et M. Michel Caldeguas (R.P.R.). Le sénateur de Paris avait évoqué la polémique entre M. Lang et M. Jacques Chirac, à propos de la politique culturelle de la mairie de Paris (le Monde du 30 novembre). Le ministre est longuement revenu sur ce point. Il a affirmé que « l'effort de

l'Etat à Paris demeure encore trop élevé » et « sans commune mesure » avec celui consenti dans des grandes villes de province. « A Paris », a ajouté le ministre, « c'est le monde à l'envers ». Habituellement, a-t-il expliqué, les municipalités financent l'essentiel des investissements culturels, alors que l'effort de l'Etat pour le théâtre à Paris « hors théâtres nationaux » est de 110 millions de francs, contre 60 millions de francs consentis par la Ville. M. Lang a avancé, à l'appui de sa thèse, plusieurs exemples. Il a rappelé que l'Etat, « sans la Ville de Paris », avait sauvé la Cité de la Vierge. Il a affirmé que Paris est la seule ville importante démunie d'une école municipale d'art. Il a reproché à la Ville de participer deux fois moins que l'Etat au fonds de soutien aux théâtres privés, institutions pourtant « typiquement parisiennes ».

M. Lang a affirmé qu'il souhaite seulement que la Ville de Paris puisse « remplir son devoir » en matière culturelle vis-à-vis de ses habitants, tout en reconnaissant qu'il s'agit d'un problème ancien et que la situation s'était améliorée depuis 1977. Le ministre, qui n'a jamais cité nommément le maire de Paris, indiquait, après la séance, dans les couloirs du Sénat, qu'il ne souhaitait pas donner à ce débat une dimension politique.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI

• Commerce et artisanat. - Le Sénat a adopté, mercredi 7 décembre, les crédits du ministère du commerce et de l'artisanat.

GOLDEN, LE MAGAZINE QUI VOUS AIDE A DÉVORER VOTRE APPLE.



Vous êtes plus de 100 000 à utiliser les 60 000 ordinateurs personnels Apple® installés en France. Voici Golden, un grand magazine indépendant qui vous est entièrement consacré, à vous, et à votre Apple®. Logiciels, périphériques, matériels mais aussi reportages, interviews, dossiers, dans Golden, chaque mois, 100 pages pour mieux créer et vivre avec votre Apple®.

Et découvrez dans le N° 1 comment gagner un logiciel de jeu inédit.

N° 1 EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX.

Le communiqué

Le communiqué de presse du 7 décembre 1983, relatif à la loi bancaire, a été publié par le ministère de l'économie, des finances et du budget. Le communiqué souligne que le projet de loi vise à « assurer la mainmise politique sur le système bancaire » et que le gouvernement s'oppose à l'application de la loi de démocratisation à la Banque de France. Le communiqué mentionne également que le projet de loi a été adopté par l'Assemblée nationale le 7 décembre 1983.

GOLDEN, LE MAGAZINE QUI VA DROIT AU CŒUR DE VOTRE APPLE.



Vous êtes plus de 100 000 à utiliser les 60 000 ordinateurs personnels Apple® installés en France. Voici Golden, un grand magazine indépendant qui vous est entièrement consacré, à vous, et à votre Apple®. Logiciels, périphériques, matériels mais aussi reportages, interviews, dossiers, dans Golden, chaque mois, 100 pages pour mieux créer et vivre avec votre Apple®.

Et découvrez dans le N° 1 comment gagner un logiciel de jeu inédit.

N° 1 EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX.

POLITIQUE

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni mercredi 7 décembre sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme de ses travaux, le communiqué suivant a été publié :

LE STATUT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

Le secrétaire d'Etat chargé des départements et des territoires d'outre-mer a présenté un projet de loi portant statut du territoire de la Polynésie française.

Ce texte a été élaboré en étroite concertation avec les élus locaux. Il est destiné à remplacer le statut qui résultait de la loi du 12 juillet 1977. Il réforme les institutions et renforce les compétences du territoire.

L'Assemblée territoriale est élue au suffrage universel direct. Elle élit le président du gouvernement du territoire. Elle peut mettre en cause la responsabilité du gouvernement du territoire en votant une motion de censure.

Le président du gouvernement du territoire choisit, nomme et révoque les ministres du territoire. Il fixe leurs attributions. Il représente le territoire et dispose de l'administration locale.

Le haut commissaire représente le gouvernement de la République. Dépositaire des pouvoirs de l'Etat, il assure l'ordre public et le respect des libertés. Il veille à la légalité du fonctionnement des institutions territoriales, sous le contrôle de la Cour des comptes et d'un tribunal administratif institué à cet effet.

Le nouveau statut reprend le principe de répartition déjà retenu en 1977 : les compétences de l'Etat sont fixées limitativement ; c'est le territoire qui bénéficie des compétences de droit commun.

Les compétences du territoire seront accrues, notamment en ce qui concerne les relations extérieures dans le Pacifique sud, l'exploitation de la zone maritime de 188 milles entourant le territoire, les investissements étrangers inférieurs à 55 millions de francs et le premier cycle de l'enseignement du second degré.

Le territoire sera plus étroitement associé aux affaires et aux décisions qui le concernent : une procédure de consultation de participation obligatoire du territoire est prévue pour les accords de pêche, la déserte scientifique et maritime internationale, les visas délivrés aux étrangers ou la carte scolaire.

L'Etat conservera ses attributions en matière de relations extérieures, de défense, de maintien de l'ordre, de justice, de monnaie, de crédit, de change, de nationalité, de droit civil, de droit pénal, de commerce extérieur, ainsi qu'en ce qui concerne la recherche, l'enseignement supérieur et, provisoirement, le deuxième cycle de l'enseignement du second degré.

Cette réforme ne constitue pas seulement l'application, en Polynésie, des principes de décentralisation mis en œuvre dans l'ensemble du pays. Affirmant l'identité de la

Polynésie, elle confère aussi aux institutions et aux élus du territoire, conformément à l'article 74 de la Constitution, une plus large autonomie dans le cadre de la République.

EXERCICE DES PROFESSIONS MÉDICALES ET D'AUXILIAIRES MÉDICAUX

Le secrétaire d'Etat chargé de la santé a présenté un projet de loi abrogeant la loi n° 263 du 17 mai 1943 et modifiant certaines dispositions du code de la santé publique relatives aux professions médicales et auxiliaires médicaux.

Ce projet a notamment pour objet de :

- Rendre applicable en France les dispositions de la directive du conseil des communautés européennes visant à faciliter l'exercice du droit d'établissement et de libre prestation de services pour la profession de sage-femme ;

- Autoriser les citoyens andorrais, les réfugiés politiques et les apatrides à préparer les diplômes d'Etat de masseur-kinésithérapeute et de pédicure et à exercer ces deux professions au même titre que les Français.

BILAN DE L'ABAISSEMENT DE L'ÂGE DE LA RETRAITE

Le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale a présenté au conseil des ministres une communication sur le bilan de l'abaissement de l'âge de la retraite.

La retraite à soixante ans est entrée dans les faits depuis le 1^{er} avril 1983. La forte augmentation des demandes de liquidation déposées auprès du régime général (552 000 demandes, soit 190 000 de plus qu'en 1982, pour les dix premiers mois de l'année) confirme que cette réforme correspond à une aspiration profonde des salariés qui ont commencé à travailler jeunes.

L'ampleur de la réforme a entraîné une charge importante pour le personnel des caisses vieillesse, dont les efforts de productivité et la qualité du travail ont été soulignés. Des moyens supplémentaires seront déployés en 1984 pour aider les caisses à faire face à cet alourdissement des tâches.

L'accent a été mis également sur la nécessité de simplifier l'instruction des dossiers et de faciliter les relations de l'usager avec les caisses. Les expériences de « centres d'information retraite » seront encouragées, ainsi que le développement de systèmes informatiques conversationnels permettant une meilleure utilisation des dossiers. L'amélioration des liaisons entre les régimes sera poursuivie.

Un échantillon permanent de la population des retraités sera constitué prochainement. Il permettra de mieux connaître la situation des retraités et de mieux appréhender leurs besoins.

LA REVALORISATION DES DIPLOMES DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

Le ministre de l'éducation nationale a présenté une communication sur l'action menée en vue de revaloriser les diplômes de l'enseignement technique.

Cette action a abouti à des résultats importants puisque, depuis 1981, trente-quatre diplômes ont été créés, soixant-neuf ont été supprimés, tandis que cent soixante-seize voyaient leur contenu modifié. Au total, plus de la moitié des diplômes ont été actualisés pour introduire dans les programmes les technologies nouvelles et adapter les contenus des formations à l'évolution des qualifications demandées par les entreprises.

Le programme de rénovation de l'enseignement technique adopté par le conseil des ministres du 13 janvier 1982 sera poursuivi. Il sera complété en amont, dans le cadre de la réforme des collèges, par l'introduction d'un enseignement technologique nouveau pour tous les élèves, de la sixième à la troisième.

Diverses améliorations seront apportées aux formations du niveau du certificat d'aptitude professionnelle, qui pourront être organisées pendant les deux premières années autour de familles de métiers, et du niveau de technicien, en vue de faciliter leurs débouchés vers les enseignements technologiques supérieurs.

Pour mieux associer les partenaires sociaux à la mise en œuvre de cette politique, un comité permanent tripartite - patronat, syndicats, administrations - a été mis en place auprès du ministre.

Le Centre d'études et de recherches sur les qualifications, qui est chargé notamment des travaux de prospective sur l'évolution des qualifications, sera transformé en établissement public placé sous la tutelle conjointe du ministre de l'éducation nationale et du ministre chargé de l'emploi.

LA MAÎTRISE D'OUVRAGE PUBLIC

Le ministre de l'urbanisme et du logement a présenté au conseil des ministres une communication sur les conditions de réalisation de bâtiments, d'infrastructures ou d'équipements qui constituent des ouvrages publics ou d'intérêt public.

Un projet de loi est en préparation à cet effet. Il fera l'objet, avant sa mise au point définitive, d'une large consultation des divers acteurs concernés. Il devrait comporter deux grands types de dispositions :

- Une définition des rôles respectifs du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre ;

- La fixation des critères de rémunération des missions de maîtrise d'œuvre.

LE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

Le secrétaire d'Etat auprès du premier ministre a présenté au conseil des ministres une communication relative au développement de l'économie sociale.

1) De nouvelles dispositions fiscales, soumises au Parlement dès la présente session, faciliteront la transformation d'entreprises classées en sociétés coopératives ouvrières de production. Ces dispositions permettront d'assurer la pérennité d'entreprises saines qui seraient menacées de disparition à l'occasion de la retraite ou du décès du chef d'entreprise.

2) La création d'un titre associatif sera mise à l'étude. Analogique au titre participatif, il sera destiné à faciliter l'intervention des associations dans le domaine de l'économie sociale.

3) Des mesures seront préparées en vue d'encourager le développement des structures d'économie sociale : levée des restrictions à l'exercice coopératif de certaines professions libérales ; formules nouvelles de coopération répondant à certains aspects de l'organisation du travail, tels que la pluriaffectivité, le travail saisonnier ou l'offre dispersée de travail.

Mesures individuelles

Le conseil des ministres du mercredi 7 décembre a adopté les mesures individuelles suivantes :

M. Jacques Mazel, préfet, commissaire de la République du département du Vaucluse, a été admis, sur sa demande, au bénéfice du congé spécial.

M. Claude Arnaud, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire en U.R.S.S., M. Bernard Verrier-Palliez, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire aux États-Unis, M. Emmanuel Jacquin de Merveilles, ambassadeur extraordinaire en Grande-Bretagne, et M. Henri Froment-Meurice, ministre plénipotentiaire en congé spécial, ont été élevés à la dignité d'ambassadeur de France.

M. Jacques Séniard, ministre plénipotentiaire, a été maintenu dans ses fonctions de conseiller diplomatique du gouvernement.

M. Chandernagor quitte le gouvernement

M. Max Gallo, porte-parole du gouvernement, a annoncé, mercredi 7 décembre, au terme du conseil des ministres, réuni à l'Élysée, que M. André Chandernagor avait été nommé premier président de la Cour des comptes. Un décret a été signé par le président de la République qui met fin aux fonctions de M. Chandernagor en tant que ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé des affaires européennes.

Le président de la République, le premier ministre et le ministre des relations extérieures ont rendu hommage, au cours de la réunion du conseil, à M. Chandernagor, qui, selon les propos rapportés par M. Max Gallo, « bien que pressenti depuis longtemps pour être premier président de la Cour des comptes, a tenu à assurer ses fonctions jusqu'au sommet d'Athènes ».

M. Mitterrand a souligné que « peu d'hommes ont consacré autant d'intelligence, autant de travail à la défense de la position française » lors des négociations. M. Mauroy a déclaré pour sa part : « M. Chandernagor a manifesté une très grande rigueur, une grande compétence, une opiniâtreté remarquable ».

Quant à M. Cheysson, il a salué « l'énergie et la fermeté » dont a fait preuve, selon lui, M. Chandernagor.

Le chef de l'Etat a commenté les résultats du sommet d'Athènes. Le « document » qui en est sorti pré-

sente, selon lui, « un aspect positif » : « On a toujours à gagner, et il y a la prise de conscience et la lucidité. Les problèmes sont désormais posés. Ce qui est décisif, c'est la volonté politique. On veut ou on ne veut pas. Il y a un bon usage de la crise. Si on domine la crise, un progrès est possible. La France s'emploiera, durant sa présidence qui commence, à tous faire pour que ce progrès se manifeste, que l'on domine la crise dans la conscience et la lucidité ». M. Mitterrand a souligné qu'il ne veut « pas croire à l'autodestruction de l'Europe ».

[M. André Chandernagor était entré dans le premier gouvernement de M. Pierre Mauroy, formé le 22 mai 1981, comme ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé des affaires européennes, poste qu'il avait conservé dans les deuxième (23 juin 1981) et troisième (24 mars 1983) gouvernements Mauroy. Né le 19 septembre 1921 à Ciry (Vienne), M. Chandernagor avait appartenu aux cabinets de Guy Mollet et de Gérard Jaquet (1956-1958) avant d'être élu, en novembre 1958, député (S.F.I.O.) de la Creuse.

Constantin réitéré député de ce département (dans la deuxième circonscription, celle d'Anthonay) ; M. Chandernagor, maître de Mortoux de 1953 à 1983, conseiller général du canton de Bourgnafont depuis 1961, préside le conseil général de la Creuse depuis 1973. Il avait présidé le conseil régional du Limousin jusqu'à son entrée au gouvernement.]

Réveillons « avec l'accent »

TROIS Noël, trois terroirs : Georges Blanc, Michel Guérard et Raymond Thuillier ont préparé, pour les lecteurs de Gault-Millau, des réveillons qui ne ressemblent à aucun autre et sont faciles à préparer. Gault-Millau « Spécial Fêtes », chez votre marchand de journaux.

FORMATION PERMANENTE :

La réussite et la compétitivité de votre entreprise.

ISG F.P. propose

3 spécialisations :

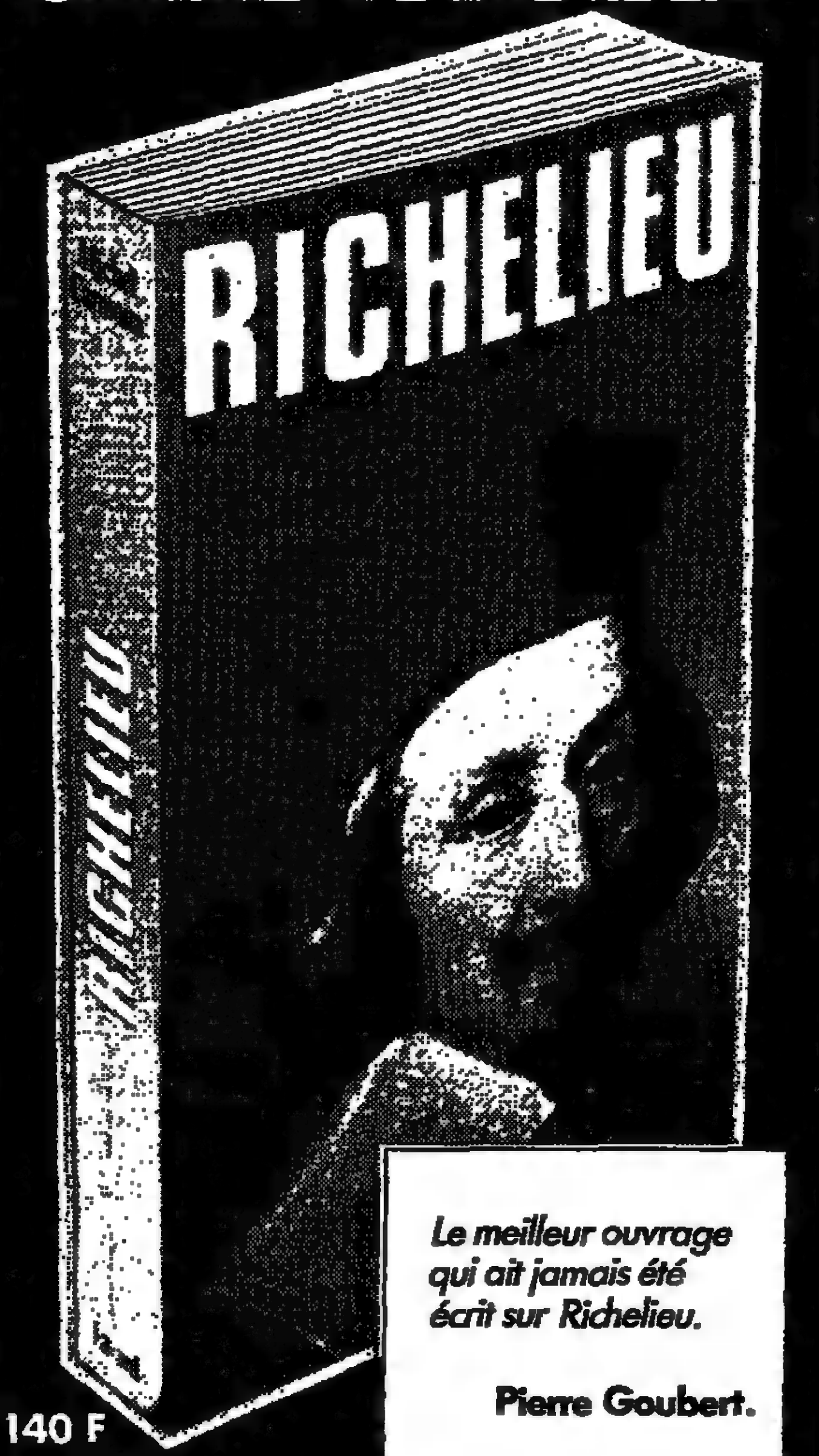
- Finance
- Gestion
- Informatique

(Des sessions se déroulent en fin d'après-midi, de 18 h à 20 h).

ISG F.P.
Association loi 1901
147 av. Victor Hugo
75116 Paris
Tél. : (1) 553.11.06 Poste 20



L'HISTOIRE CHEZ FAYARD

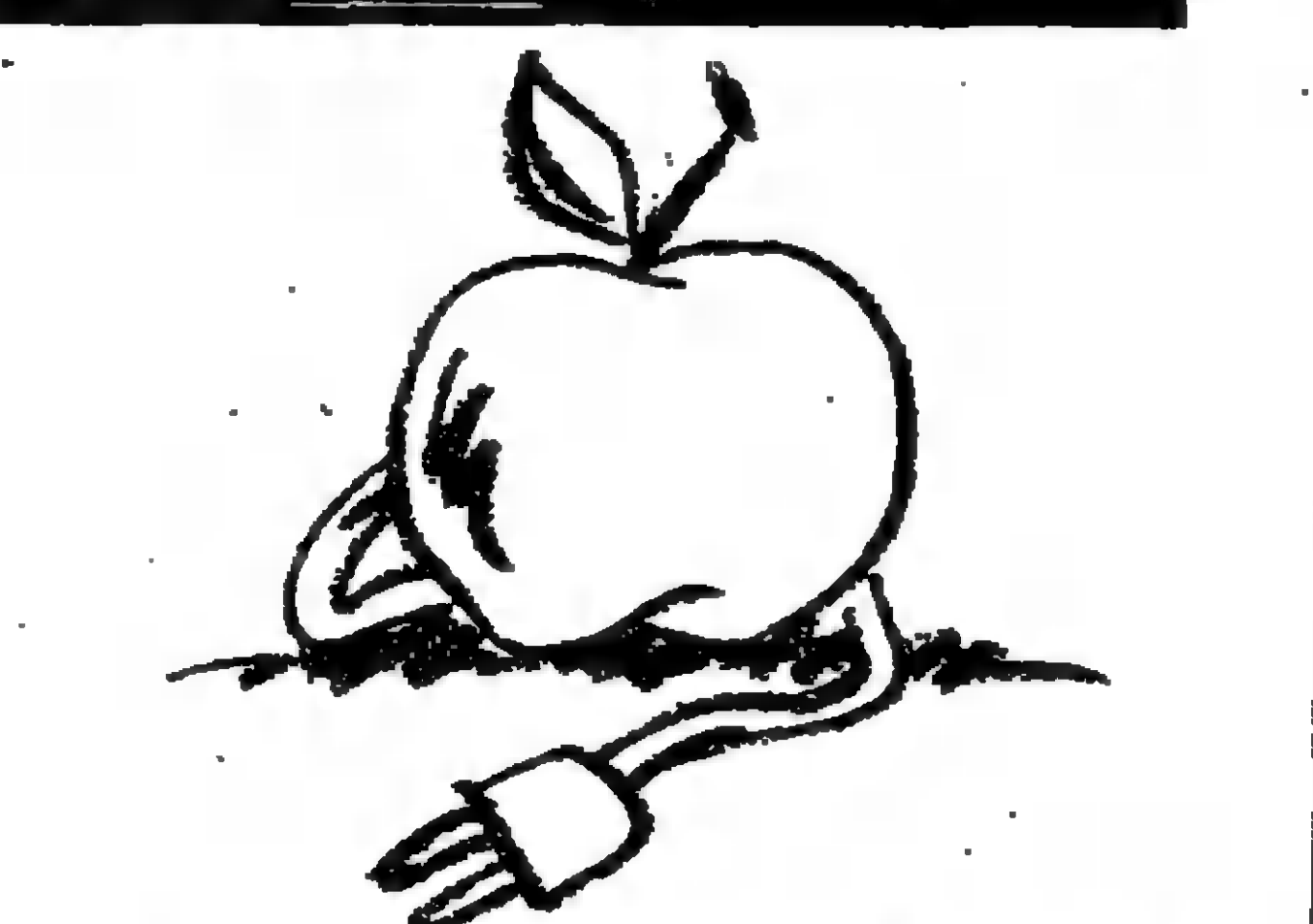


Le meilleur ouvrage qui ait jamais été écrit sur Richelieu.

Pierre Goubert.

140 F
784 pages

GOLDEN, LE MAGAZINE QUI DONNE DU JUS A VOTRE APPLE.



Vous êtes plus de 100 000 à utiliser les 60 000 ordinateurs personnels Apple® installés en France. Voici Golden, un grand magazine indépendant qui vous est entièrement consacré, à vous, et à votre Apple®. Logiciels, périphériques, matériels mais aussi reportages, interviews, dossiers, dans Golden, chaque mois, 100 pages pour mieux créer et vivre avec votre Apple®.

Et découvrez dans le N°1 comment gagner un logiciel de jeu inédit.



N°1 EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX.

ASSEMBLÉE NATIONALE

Le projet de loi bancaire ou mainmise politique ?

Le projet de loi bancaire, présenté par M. Michel Rocard, ministre de l'économie, a été adopté par l'Assemblée nationale. Ce projet vise à renforcer le contrôle de l'Etat sur le système bancaire et à améliorer la protection des déposants.

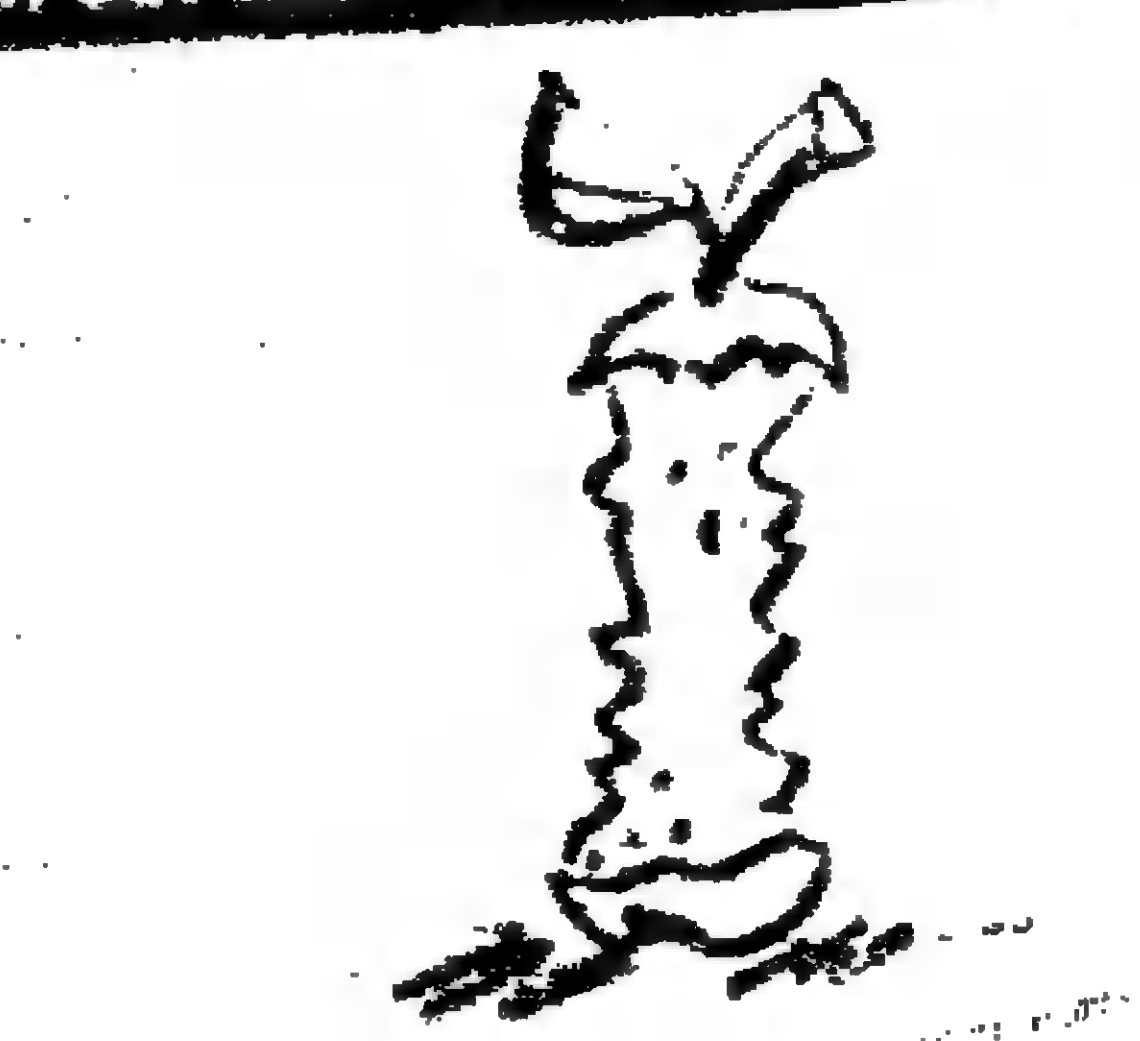
Le projet de loi prévoit notamment la création d'un conseil de surveillance des banques, chargé de veiller à la stabilité et à la solvabilité des établissements bancaires. Il prévoit également la mise en place d'un système de garantie des dépôts, destiné à protéger les épargnants en cas de faillite d'une banque.

LE BUDGET DE LA CULTURE AUSS

M. Lang estime que l'« effort de la culture à Paris demeure trop élevé »

M. Lang, ministre de la culture, a déclaré que l'effort de la culture à Paris demeure trop élevé. Il a souligné la nécessité de réduire les dépenses et d'optimiser l'utilisation des ressources. Il a également mentionné les efforts réalisés pour développer la culture dans les régions et les villes de province.

GOLDEN, LE MAGAZINE QUI VOUS AIDE A DÉVORER VOTRE APPLE.



Vous êtes plus de 100 000 à utiliser les 60 000 ordinateurs personnels Apple® installés en France. Voici Golden, un grand magazine indépendant qui vous est entièrement consacré, à vous, et à votre Apple®. Logiciels, périphériques, matériels mais aussi reportages, interviews, dossiers, dans Golden, chaque mois, 100 pages pour mieux créer et vivre avec votre Apple®.

Et découvrez dans le N°1 comment gagner un logiciel de jeu inédit.



N°1 EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX.

LE DÉVELOPPEMENT DES DISCIPLINES AÉROSPATIALES

Une académie pour l'air et pour l'espace

par HUBERT CURIEN (*)

Le 21 novembre 1983, jour du deux centième anniversaire du premier vol humain, une nouvelle académie, celle de l'air et de l'espace, a été installée à Toulouse. Une académie pas tout à fait comme les autres.

D'abord parce qu'elle siège à Toulouse, capitale de fait, en France, des activités aéronautiques. C'est là que sont groupés et que continuent à s'implanter de nombreux établissements techniques, industriels et éducatifs consacrés à l'air et à l'espace. On peut citer d'autres régions françaises où les activités aéronautiques forment un pôle important, mais Toulouse est, sans conteste, le pôle principal. S'il fallait créer une académie, c'était bien là qu'il était naturel de l'installer, d'autant plus, d'ailleurs, que la municipalité toulousaine met à sa disposition des locaux bien situés et fort élégamment rénovés : ceux de l'ancien observatoire, à Jolimont.

La proximité entre l'académie et le monde de l'action et de la production ne sera pas seulement géographique, mais aussi organique. Les nouveaux académiciens, dont le nombre maximum est fixé à soixante, seront recrutés parmi les chercheurs, les producteurs et les praticiens. Le choix des premiers vice-présidents affirme cette vocation trilinguistique : Pierre Contentou, membre de l'Académie des sciences et directeur général honoraire de l'Office national d'études et de recherches aéronautiques ; Roger Chevalier, vice-président de la SNIAS, et André Turcat, qui fut directeur des essais en vol dans cette même société aérospatiale. André Turcat a d'ailleurs été l'initiateur et le promoteur de cette académie naissante.

Concevoir puis développer, fabriquer et mettre au point, et enfin présenter et vendre, chacune de ces démarches est également fondamentale et noble. En grouper les acteurs dans une même académie : tel est le programme que nous nous sommes assigné. Mais nous aurions eu bien tort de ne pas associer aussi à cette académie, moderne-les-anciens, Maurice Bellin, qui le premier a traversé l'Atlantique vers l'ouest, Armand Lott, premier Français qui fit le même trajet, mais en sens inverse, figurent dans la liste des membres d'honneur, aux côtés d'Henri Fabre, plus que centenaire, qui construisit le premier hydravion, de Robert Grandpierre qui fut le premier à s'intéresser à l'air et à l'espace, d'Eugène Pépin, premier juriste aéronautique, d'Henri Ziegler qui a marqué de sa personnalité tous les domaines de l'aéronautique, et de quelques autres encore qui, dans la science, dans l'industrie et dans

l'économie, ont valu à notre pays des succès remarquables.

L'incursion de l'activité académique dans la réalité industrielle et économique n'est pas pour déplaire aux institutions les mieux établies. L'académie des sciences a encouragé cette démarche. N'a-t-elle pas, elle-même, fait déjà un grand pas dans la même direction en créant, au début de cette année, un Comité académique des applications de la science, le CADAS, qui s'intéresse à toutes les questions touchant au développement technologique et qui pourrait préfigurer la mise en place, dans un futur plus ou moins proche, d'une « académie technique ». En Suède, et dans une bonne mesure aussi aux Etats-Unis, de telles institutions connaissent un réel succès et exercent une autorité morale qui est souvent loin d'être inutile.

Foyer d'expertise et lieu d'animation

Les membres de l'académie de l'air et de l'espace seront répartis en cinq sections : connaissance scientifique ; science appliquée ; présence de l'homme ; morale, droit, sociologie, économie ; art, histoire, lettres. Ainsi les hommes de laboratoire, les enseignants, les ingénieurs, les pilotes, les astronautes, les médecins, les juristes, les politologues et les historiens pourront y être accueillis et y trouver l'occasion de s'informer mutuellement et de débattre de leurs intérêts communs.

L'académie a aussi l'ambition d'être à la fois un foyer d'expertise et un lieu d'animation. Expertise, pour répondre aux questions scientifiques, techniques ou éthiques qu'elle sollicitera ou qu'elle pourra elle-même se poser si elles sont latentes. Animation, en organisant des rencontres nationales ou internationales, en assurant aussi aux découvertes ou aux réalisations françaises un supplément de notoriété, j'allais dire, et pourquoi pas, de publicité. Les disciplines aéronautiques sont fort justement dites porteuses d'avenir, un avenir qu'il faut assurer de vivre et ne pas garder seulement devant soi. Notre nouvelle académie a l'ambition d'aider à cette entreprise sur le futur. Nationale, mais installée en province, académique non classique, cette institution créée en marge de l'Institut mais avec son accord, tendra, méritant d'être présentée aux Français, qui savent bien, d'ailleurs, que l'air et l'espace sont des champs où nous avons de bons jardiniers.

(*) Président du Centre national d'études spatiales et de l'académie de l'air et de l'espace.

La recherche française en Antarctique

L'Assemblée générale des Nations unies a demandé, le 30 novembre, au secrétaire général de faire préparer une étude sur tous les aspects de l'Antarctique (le Monde date 4-5 décembre). Cette demande, présentée par huit pays en voie de développement, est la première manifestation concrète du souhait de nombreux pays membres de l'ONU que l'Antarctique devienne « patrimoine commun de l'humanité », comme le sont les grands fonds marins depuis 1970.

Faut-il abandonner la Terre-Adélie ?

par PAUL-ÉMILE VICTOR (*)

Oui ou non, la France veut-elle assurer sa présence dans l'Antarctique ? Oui ou non, la France veut-elle honorer ses engagements internationaux (I.A.G.P., I.A.G.O., etc.) ? (1) ? Oui ou non, la France veut-elle continuer les recherches scientifiques en Terre-Adélie et sur le désert de glace ? Oui ou non, la France veut-elle conserver le bénéfice de trente-cinq années d'expéditions polaires qui lui ont donné la troisième place dans le domaine polaire mondial ? Oui ou non, la France est-elle prête à mener à bien le projet dont la mise en route a commencé au cours de l'été austral 1982-1983, dans lequel il a été d'ores et déjà investi environ 15 millions de francs, sans compter l'investissement important d'études et de travail. On pourrait ajouter : la France veut-elle, une fois de plus, ne pas tenir compte de l'expérience du passé, celle des « quelques arpents de neige du Canada » et celle des « marais insulaires de la Louisiane » ?

Telles sont les questions essentielles - et rien d'autre... Quelques jeunes biologistes, tout feu tout flamme, bien intentionnés, certes, mais avec une vision à court terme, et sans tenir compte des questions fondamentales, ont, depuis quelque temps, présenté les faits de façon tendancieuse, abusant ainsi des scientifiques de haute responsabilité. Je n'y reviendrai pas, car la question ne se pose pas sur ce plan.

Un choix

Elle se résume, en ce qui les concerne, en ceci : oui, ou non veulent-ils continuer les recherches de biologie animale commencées en Terre-Adélie il y a plus de trente ans ?

Si la réponse à ces questions était « non », il faudrait arrêter immédiatement, et de façon définitive, toute activité française dans l'Antarctique et dans les îles subantarctiques (Kerguelen, Saint-Paul, Amsterdam, Crozet). Ce serait une « économie » financière bienvenue pour notre gouvernement qui, aujourd'hui, cherche par tous les moyens à « dépenser moins ». Ce serait, à tout autre point de vue, une stupidité et une catastrophe, qui seraient interprétées comme une démission de la France, bientôt suivie d'autres, dans d'autres domaines.

Si la réponse était « oui », il ne peut y avoir qu'une seule solution en Terre-Adélie : continuer une piste pour avions permettant des relèves

rapides, d'un coût raisonnable (pour 60 %, le budget actuel passe dans l'affrètement du navire), des campagnes d'été dont le temps serait doublé et des expéditions sur le plateau antarctique (qui deviennent de plus en plus importantes) indépendantes et plus efficaces. Tout le monde est d'accord là-dessus, y compris les biologistes.

Reste à savoir quelle piste. Beaucoup de bêtises ont été écrites à ce propos. Le choix se présente comme suit : 1) piste d'atterrissage sur neige, sur le plateau de glace, à une vingtaine de kilomètres de la base Dumont-d'Urville ; 2) piste d'atterrissage de 600 mètres sur une île (île du Gouverneur) à 3 kilomètres environ de la base ; 3) piste de 1 100 mètres à proximité de la base, accessible à pied ; 4) j'ajouterais, pour mémoire, qu'une piste sur les nunataks Lacroix a été mentionnée. Elle est à exclure sans discussion, car, étant à 60 kilomètres de la base environ, elle perd tout intérêt (sans parler des difficultés de construction presque insurmontables).

Les expéditions polaires françaises (E.P.F.), conscientes des problèmes qui allaient se poser (disparition des navires polaires destinés à des expéditions polaires, nécessité de prolonger les campagnes d'été, amélioration des moyens de transport et de communication, développement des recherches sur le plateau de glace, etc.) ont commencé, dès avant 1970, l'étude de la construction d'une piste pour avions et de son impact sur l'environnement. Après plus de quinze années d'études, il ressort que la troisième possibilité est à retenir, quel que soit l'angle auquel on se place.

Dans les conditions de vol et de navigation aérienne qui sont celles des trajets jusqu'à l'Antarctique, toute piste nécessite une infrastructure complète et complexe.

Une décision rapide

Dans le cas d'une piste de neige sur le plateau antarctique, viennent s'ajouter des problèmes complexes d'installation, d'entretien permanent et de précarité de cette infrastructure ainsi que de transport et de communication avec la base. Enfin elle ne peut être utilisée que par des avions à skis, qui n'existent pas en France, les seuls avions étant des Hercules C-130 américains déjà en nombre insuffisant pour les opérations antarctiques de la National Science Foundation des Etats-Unis.

La piste de 600 mètres pose également, mais à un moindre degré, des problèmes de transport et de communication avec la base. De plus, elle ne pourrait être empruntée que par de petits avions à utilisation locale.

Ces divers problèmes et difficultés ne se posent pas pour la piste de 1 100 mètres proche de la base (les seuls problèmes, de taille, certes, sont des problèmes de construction).

Conclusion : toutes les possibilités d'implantation d'une piste pour

La France et les quinze autres Etats, parties au traité sur l'Antarctique, ont intérêt à développer les recherches qu'ils mènent sur le continent austral. En dépit de cet impératif, la construction d'une piste d'atterrissage à Dumont-d'Urville, la base française, a encore des détracteurs, et le budget 1984 des Terres australes et antarctiques françaises sera en diminution par rapport à celui de 1983.

Y. R.

Beaucoup de bêtises ont été écrites à ce propos. Le choix se présente comme suit : 1) piste d'atterrissage sur neige, sur le plateau de glace, à une vingtaine de kilomètres de la base Dumont-d'Urville ; 2) piste d'atterrissage de 600 mètres sur une île (île du Gouverneur) à 3 kilomètres environ de la base ; 3) piste de 1 100 mètres à proximité de la base, accessible à pied ; 4) j'ajouterais, pour mémoire, qu'une piste sur les nunataks Lacroix a été mentionnée. Elle est à exclure sans discussion, car, étant à 60 kilomètres de la base environ, elle perd tout intérêt (sans parler des difficultés de construction presque insurmontables).

(*) Fondateur et ancien directeur des expéditions polaires françaises.

Une décision rapide et définitive est nécessaire, entre l'abandon pur et simple et ses séquelles, dont le moins qu'on puisse dire est qu'elles seraient regrettables (arrêt plus ou moins proche de toute présence et de toute activité dans l'Antarctique et en particulier en Terre-Adélie) et la continuation et la menée à bon port du projet choisi par les E.P.F.

(1) International Antarctic Geological Project (I.A.G.P.) : Interaction Atmosphère-Glace-Océan (I.A.G.O.)

Un budget limité

Le budget du territoire d'outre-mer des Terres australes et antarctiques françaises (T.A.A.F.), pour 1984, ne sera pas très important :

● Recettes ordinaires : 119 593 400 francs, dont 72 768 605 francs de subvention de fonctionnement, données par le secrétariat d'Etat aux DOM-TOM ; 24 313 295 francs de subvention de fonctionnement données par le ministère de la recherche et 17 511 500 francs de ressources propres. Soit en tout une augmentation de 6,38 % par rapport aux recettes ordinaires de 1983.

● Recettes extraordinaires : 5 millions de francs (comme en 1983) donnés par le Fonds d'intervention et de développement économique et social des TOM.

● Subventions pour la recherche scientifique venant du ministère de la recherche : 12,969 millions de francs en crédits de paiement (contre 14,334 millions de francs en 1983, soit 11,3 % en moins), 13,029 millions de francs en autorisations de programmes (16 millions en 1983, soit 18,6 % de moins).

Le budget étant limité, les programmes seront réduits à l'essentiel dans chacun des quatre districts des T.A.A.F., étant entendu que les observations de routine seront poursuivies tout au long de 1984.

En terre Adélie, la préparation de la piste d'avion continuera mais avec des moyens réduits. Aux Kerguelen démarra, avec l'aide d'amateurs, une unité-

piète d'exploitation de saumons. Les œufs sont importés cette année du Canada. Vers la fin de 1984, lorsque les saumons seront au stade de « smolts », c'est-à-dire de juvéniles prêts à émigrer en haute mer, leur départ sera empêché pendant plusieurs semaines, si bien qu'une fois libérés les smolts, ayant perdu toute envie de migration lointaine, resteront au alentours des Kerguelen et pourront, après deux ou trois ans de croissance « gratuite », revenir dans leur rivière ou bassin d'origine grâce à un conditionnement olfactif. On appelle ce type d'élevage en semi-liberté : pacage marin (sea-ranching en anglais). Toujours aux Kerguelen aura lieu une importante campagne de géologie.

A Amsterdam se développe une étude de physico-chimie de l'atmosphère avec l'aide du ministère de l'environnement et du Programme interdisciplinaire de recherche en environnement. Aux Crozet, les activités scientifiques reprendront : elles avaient été presque interrompues l'année dernière en raison de la construction impérative d'une route reliant le rivage et la base (la téléphérique assurant les transports s'était cassé en 1982 au cours d'une tempête).

Enfin, les TAAF participeront à un programme de glaciologie au pôle Sud mené par huit spécialistes du Laboratoire de glaciologie de Grenoble avec l'aide des Américains et de la campagne de géophysique et de biologie du Marion-Dufresne dans le sud-ouest de l'océan Indien. — Y. R.

Vrai luxe contre faux luxe

Et si le vrai luxe, c'était un adorable bistro de campagne, un hôtel de famille et des haricots verts du jardin ? Avec Jean-Paul Aron, Christian Millau est parti à la recherche du vrai luxe. Une quête qui met l'eau à la bouche. **Gault-Millau** de décembre. « Spécial Fêtes », chez votre marchand de journaux.

(Publicité)

« ABERRATIONS »

Associations, public RÉAGISSONS

Rendez-vous à l'UNESCO le 10 décembre 1983

Pour invitations, téléphonez au : 527-78-76

de 9 h à 10 h ou après 19 h 30

U.M.P.S., 15, rue Erlanger, 75014 Paris

LES PREMIERES ANNEES DE LA VIE

Avant de naître, le bébé mémorise la musique et la voix. Dès la naissance, sa vision s'étend sur 60°. Il reconnaît sa mère à l'odeur de son corps. Il sait, de lui-même, doser sa nourriture. Son premier babil est un langage universel, commun aux Français, aux Arabes ou aux Chinois. Et quand plus tard, il apprendra à lire, les pédagogues découvriront l'absurdité des vieilles méthodes d'enseignement.

« Les premières années de la vie ». Un hors série de Science et Vie. En vente partout : 15 F.

UN HORS SERIE

SCIENCE VIE

Les premières années de la vie

STERN

GRAVEUR

Pour votre Société papiers à lettres et imprimés de haute qualité

Le prestige d'une gravure traditionnelle

Ateliers et Bureaux : 47, Passage des Panoramas 75002 PARIS

Tél. : 236.94.48 - 504.86.45

Vous cherchez un CABRIOLET SAMBA une 205 GR, SR ou GT ! une 505 TURBO ! INJECTION ! une 604 GT !

Tous ces véhicules sont disponibles dans le stock de 500 voitures neuves PEUGEOT-TALBOT

Le bon prix - le bon service

NEUBAUER

M. GERARD 821.60.21

Des idées pour ses cadeaux

signés...

MADÉLIOS

Place de la Madeleine, Paris

Pour ceux qui savent choisir

LE CARNET DU Monde

Réceptions

L'ambassadeur de Côte d'Ivoire en France et M^{me} Eugène Aidara ont offert une réception, le mercredi 7 décembre, à l'occasion de la fête nationale.

Naissances

— Anne-Marie et Paul-Laurent ASSOUN, David et Anna-Deborah, ont la joie d'annoncer la naissance de

Elise,

le 6 décembre 1983.

25, rue Ruhlmann, 75017 Paris.

Mariages

— Liliane PODEANU et Nicolas BARDAUNE

font part de leur mariage, le 6 décembre 1983 à Paris.

Wien, Paris.

Décès

MARCEL AVEL

Nous apprenons le décès, survenu le mardi 6 décembre 1983, de **MARCEL AVEL**, dont les obsèques auront lieu le vendredi 9 décembre 1983, à 10 heures, en l'église Sainte-Geneviève à Bordeaux.

[Agé de quatre-vingt-quatre ans, Marcel Avel était correspondant de l'Académie des sciences depuis 1968, section zoologie. Cet ancien professeur de l'université de Bordeaux, qui fut directeur de laboratoire au Centre national de la recherche scientifique, doit son nom à ses travaux d'embryologie expérimentale et ses études sur les vers de terre. Il fut lauréat d'un des grands prix de l'Académie des sciences.]

ROBERT GARDELLINI

— Rungis.
Le conseil d'administration, le directeur général et le personnel de l'Institut de formation aux techniques d'implantation et de maintenance (IFTIM), ont la douleur de faire part du décès de leur président,

M. Robert GARDELLINI, commandeur de la Légion d'honneur.

Ses obsèques auront lieu le vendredi 9 décembre, à 10 h 45, en l'église Saint-Jean-Baptiste au Perreux (94170), 19, allée de Stalingrad.

[Né le 18 mai 1908 à Paris, Robert Gardellini]

a suivi une longue carrière administrative accompagnée de fonctions dans les cabinets ministériels. Il fut notamment directeur du cabinet de M. Maurice Bokanowski de 1960 à 1966, quand celui-ci fut successivement ministre des postes et des télécommunications, et ministre de l'industrie. Il fut, en outre, de 1962 à 1968, président de l'Association française pour l'accroissement de la productivité. Depuis 1980, il était président d'honneur de l'Institut français de gestion.

— M^{me} Gaetan Bourdain, son épouse, M. et M^{me} Robert Deutsch et leurs enfants, M^{me} Edith Bourdain, M. et M^{me} Christian Bourdain, M. et M^{me} Noël Jacob, ont la douleur de faire part du décès de

M. Gaetan BOURDAIN,

ancien élève des Hautes Etudes commerciales,

survenu le lundi 5 décembre 1983.

La cérémonie religieuse aura lieu vendredi 9 décembre 1983, à 9 heures, en l'église Saint-Jean-Baptiste, 158, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly.

Cet avis tient lieu de faire-part.

18, rue de la Ferme, 92200 Neuilly.

— Le président, la direction et le personnel de la société D.B.A.

ont la tristesse d'annoncer le décès de

M. Gaetan BOURDAIN,

ancien élève des Hautes Etudes commerciales,

directeur général de la société FAS,

membre du conseil de la société FEG,

directeur des filiales commerciales de la division

rechange équipement automobile du groupe D.B.A.,

survenu le lundi 5 décembre 1983.

GALERIE LAMBERT

14, rue Saint-Louis-en-l'Île (4^e)

Exposition-vente

TABLEAUX CHOISIS

de la collection de la galerie

Tél. : 325-14-21

— M^{me} Henri Finelle, M. et M^{me} Claude Finelle et leur fille, M. et M^{me} Laurent Finelle, M. et M^{me} Richard Sclari et leur fille, M. et M^{me} Charles Finelle et leurs enfants, M^{me} Henri Engel et ses enfants, M^{me} Esther Erenget et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de leur très cher et regretté

Henri FINELLE,

survenu à l'âge de soixante-trois ans, le 7 décembre 1983, en son domicile.

Les obsèques auront lieu le vendredi 9 décembre. On se réunira à la porte principale du cimetière de Bagneux-Parisien, à 10 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

144, avenue de Paris, 94300 Vincennes.

— M^{me} Roger Hummel, son épouse,

Les docteurs Claude et Lucien Sigal, sa fille et son gendre, Hervé, Alain, Marina Sigal, ses petits-enfants, Denise et Maurice Gross, sa sœur, son beau-frère et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès survenu subitement le 22 novembre 1983, à l'âge de quatre-vingt-trois ans, de

M. Roger HUMMEL,

architecte en chef honoraire des bâtiments civils et palais nationaux, grand prix de Rome, officier de la Légion d'honneur, officier des Palmes académiques, chevalier des Arts et Lettres.

Les obsèques ont eu lieu le 6 décembre dans la plus stricte intimité au crématorium du Père-Lachaise.

[Né le 28 janvier 1900 à Paris, Roger Hummel était ancien élève de l'École nationale des beaux-arts. Grand prix de Rome, il fut architecte de l'Office public d'habitations de la Seine en 1930, puis architecte des bâtiments civils et palais nationaux de 1945 à 1980. Membre de

l'Académie d'architecture depuis 1964, Roger Hummel a consacré des années de son œuvre à l'architecture et à l'urbanisme, dans des groupes scolaires et des lycées en banlieue, les écoles de la marine marchande du Havre, de Nantes, de Saint-Malo, de Brest, de Boulogne et d'Amiens, les facultés de droit, de médecine et de lettres de Strasbourg, et de nombreux équipements publics.]

— M. Jacques Poirier et ses enfants Catherine et Sylvain, M. et M^{me} André Wicker, ses frère et belle-sœur et leurs enfants, ont la profonde tristesse de faire part du décès de

M^{me} Jacques POIRIER,

née Germaine Wicker,

le 24 août 1926 à Strasbourg,

survenue le 3 décembre 1983, à l'hôpital à Paris.

L'inhumation a eu lieu au cimetière de la porte de Beauregard, 91330 Yerres.

— M^{me} Jacques Ravet-Chomont, son épouse,

M. et M^{me} Jean Ravet et leurs enfants, Pierre et Serge Ravet, ses enfants, Les familles Roussel, Ledresseur, Muller, Ravet, Bessède, Chomont, Dominguez, Sautereau, Outin, Verges, Couvret, Et ses amis, ont la douleur de faire part de la disparition de leur très cher

Jacques RAVET,

inspecteur général de l'aviation civile, inspecteur général honoraire de la Météorologie nationale, officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'ordre national du Mérite, rosette de la Résistance, croix de guerre 1939-1945, chevalier de l'ordre de l'empire britannique, lieutenant-colonel de réserve de l'armée de l'air.

Il a rejoint l'Inconnu le lundi 5 décembre 1983.

L'inhumation aura lieu le mardi 13 décembre, à 9 h 30, au Père-Lachaise, où l'on se réunira.

Ceux qui le désirent peuvent adresser leur don au Quart-Monde, 107, avenue du Général-Leclerc, 95480 Pierrelaye.

M^{me} Jacques Ravet-Chomont, 15, avenue Franco-Russe, 75007 Paris.

— M. Gaetan Toutou, M^{me} veuve William Toutou, Le docteur et M^{me} Pierre Toutou, M. et M^{me} Jean Toutou, Le professeur et M^{me} Yvan Toutou, Le docteur Léon Dadoun et M^{me}, Et ses petits-enfants, Denise, Jean-Gabriel, Fabienne, Philippe, David, Raphaëlle et Liane, Les familles Sultan, Walczak, Boyer, ont la grande douleur de faire part du décès de

M^{me} Gaetan TOUTOU,

née Augustine Sultan,

survenue le 6 décembre 1983.

Les obsèques ont eu lieu jeudi 8 décembre à Cannes.

Biskra, Cannes, 6, rue Marius-Auzé.

Anniversaires

— Pour le quarantième anniversaire du décès de

Eric TRUSSON,

une pensée affectueuse est demandée à tous ceux qui l'ont connu et aimé, en union avec la messe qui sera célébrée en l'église Notre-Dame de Versailles, le lundi 12 décembre 1983, à 9 heures, chapelle du Saint-Sacrement.

Avis de messes

— Une messe sera célébrée à l'intention de

M. Raymond LE CLERE,

chevalier de la Légion d'honneur, décédé le 1^{er} novembre 1983,

le lundi 19 décembre 1983, à 18 heures, en l'église Saint-Philippe du Roule, 154, faubourg Saint-Honoré à Paris.

Soutenances de thèses

DOCTORAT D'ÉTAT

— Université de Bordeaux-III, mardi 13 décembre, à 14 h 30, salle des Actes, M. Jean-Claude Maillard : « Le marché international de la banane, étude géographique d'un système commercial ».

— RECTIFICATIF. — C'est le 14 janvier (et non le 7 comme nous l'avons annoncé le 8 décembre) que M^{me} Jasna Samic soutiendra, à l'université de Paris-III, à 14 heures, salle Gréard, sa thèse : « Le divan de Kaimi ».

CORRESPONDANCE

La carrière de M. Peyrouton

Un de nos lecteurs parisiens nous écrit :

A en croire *le Monde* du 17 novembre, la longue existence de Marcel Peyrouton, décédé à quatre-vingt-seize ans, semble s'être déroulée sans à-coups, dans une France asseptisée telle qu'elle apparaît dans les annuaires administratifs. Et pourtant...

Si Marcel Peyrouton — né par son mariage à la famille de l'un des chefs les plus influents du radicalisme, J.-L. Malvy — est nommé en 1936 ambassadeur dans la capitale argentine, c'est que le Front populaire vient de mettre fin à une carrière de proconsul qui l'a mené à Tunis — où il a fait poursuivre les néo-doustouriens — et à Rabat. S'il devient en septembre 1940 ministre de l'Intérieur, c'est qu'entre-temps son parcours des « événements » : défaite, occupation, appel à Pétain. S'il peut se maintenir à ce poste à Vichy jusqu'en février 1941, c'est qu'il participe à l'épuration administrative, à la mise en œuvre des lois frappant ses anciens amis de la franc-maçonnerie et portant sur les juifs, à la livraison de réfugiés allemands aux nazis, tout en jouant un rôle de premier plan dans l'élimination de Pierre Laval, vice-président du conseil, le 13 décembre 1940.

S'il se retrouve à Alger en janvier 1943 — après avoir dénoncé la politique de collaboration, — c'est que les alliés ont débarqué et que le général Giraud lui confie les fonctions de gouverneur général. S'il doit les abandonner six mois plus tard, c'est que, de Gaulle ayant supplanté Giraud, Marcel Peyrouton est fortement contesté par les Français libres. Et s'il s'occupe plus de poste dans l'administration, c'est qu'il a été arrêté en décembre 1943, envoyé en Haute-Corse après la libération de la métropole et finalement, selon l'*Encyclopédie de la deuxième guerre mondiale* publiée chez Larousse, acquitté en décembre 1948, après cinq ans de détention préventive.

Aux ouvrages cités par *le Monde*, il convient d'ajouter ses souvenirs, publiés en 1950 sous un titre très explicite : *Du service public à la prison commune*.

GALERIE DE CHARTRES
DIMANCHE 11 DÉCEMBRE À 14 H
TABLEAUX 19^e : Hermann-Léon, etc.
VIOLONS : Albert, Brocas, Charvet, etc.
Carnet corse verte 18^e, rappe à l'aise
Ivoire 18^e, bronzes, etc.
Séances et meubles 18^e et 19^e.
Tapisseries et tapis.
Flandres, Anjou, etc.
A 18 HEURES, BLOUX ANCIENS.
M^{me} J.-P. LELIEVE.
1, BAILEY-POMMEY - C.P. (37) 36-64-33

Pour Séoul, pouvez-vous vraiment bénéficier d'un confort 1^{ère} classe à un prix de classe affaires ?

Oui : Korean Air Lines a conçu sa nouvelle classe affaires, Prestige, sur des standards de confort de 1^{ère} classe.

1^{ère} classe, les fauteuils de cuir, leur largeur et leur moelleux.

1^{ère} classe, les 24 sièges de Prestige à l'avant (là où sont situées habituellement les 1^{ères} classes).

1^{ère} classe, les deux films projetés avec son par-écouteurs enveloppants.

1^{ère} classe, l'enregistrement et le retrait prioritaires des bagages.

Avec, aussi, 1,04 m pour allonger ses jambes, les repas superbes, le bar particulier, la classe Prestige, c'est le fin du fin du confort pour les voyageurs d'affaires qui veulent faire des économies... de 1^{ère} classe.

4 vols par semaine pour Séoul : vols directs de Paris, chaque jeudi et samedi, à 13 h 00 ; vols de Zurich, par Jeddah et Bahrein, chaque mercredi et dimanche, à 12 h 20.



KOREAN AIR LINES
Nous sommes honorés de vous servir autour du monde.

السعودية العربية

John Upd

John Updike

LES RÊVERIES DE GÉRARD MACÉ

« La messe basse des mots »

C'est qui ne frappe dans les visages, c'est d'abord leur lumière, quand ils en ont une. Il en est de même avec le style des écrivains. Les roses pâles des beaux soirs d'hiver ou les clartés triomphales et mélancoliques de certaines journées d'automne traversent le langage de Gérard Macé. Langage baigné de lumière, qui nous attire aussitôt. Certes, l'auteur nous entraîne dans le monde de la mémoire obscure, mais nous en gardons une impression comparable à celle que donne ce tableau de Magritte où nous voyons une prairie ensablée sous un ciel nocturne.

Le livre de Gérard Macé commence précisément par le mot prairie : « On tourne la page, et derrière une lettre glisse, on aperçoit les prairies du souvenir où l'auteur endormi s'est mis à traduire en songe, avant d'être éveillé par l'écho de prophéties à faire peur. » Gérard Macé est un fou de littérature. Il dit, avec volupté, « la messe basse des mots », considérant chacun d'entre eux comme une énigme, comme un hiéroglyphe. « Enfants de plusieurs lisa, dit-il, nous avons volé nos noms sur les livres des morts. » Nous ne savons pas assez que nous parlons un langage étrange qui appartient aux profondeurs du temps.

Dans ce recueil de récits, ou plutôt de poèmes en prose, Gérard Macé laisse entrer les « mots oubliés qui cognent à la vitre après minuit ». Il évoque le « paysage de l'enfance en tablier noir » et il s'abandonne à l'alchimie des songes. C'est ainsi que dans sa mémoire se mêlent des fantômes qui furent, un jour, réels et d'autres qui ne furent jamais que des chimères, comme « la silhouette du roi Lear », semblable à celle d'un journaliste cherchant asile pour la nuit », au fond d'une province.

FRANÇOIS BOTT.

★ BOIS DORMANT, de Gérard Macé. Gallimard, collection « Le chemin », 74 pages, 50 F. Cette œuvre, Gérard Macé a publié sous un pseudonyme à Rome du le firmament, Fata morgana.

« J'écris pour me surprendre »

La torse de pierre photographié par Segalen, en Chine, une toile de Jean Clareboudt - éblouissante de peinture et trouée par une branche d'arbre - des vues de Rome... l'appartement de Gérard Macé est à l'image de son œuvre, ardente et raffinée. Il rend visible ce qui tisse ses livres, un « jardin des langues » qu'il est en train de visiter. Après Michaux, de Mandiargues et des Forts, familiers de ce lieu étrange, le lecteur découvre Bois dormant, qui vient de paraître, entrera dans un univers recueilli, où « traitent les outils oubliés de la prose » et que hante la poésie.

Avec les traits abrupts d'un Breton du Moyen Âge et l'allure d'un lettré chinois, Macé est habité par les paysages - des forêts, des lieux d'herbe et d'eau - où il a passé son enfance. « Ce bois qui dort, dit-il doucement, c'est celui de Chauvry, entre Saint-Léon et Montmorency, où mon grand-père maternel était « treillager ». Il vivait sur les coupes de châtaigniers, dans des cabanes faites par lui. Il coupait les arbres, les émondaient, et le bois servait à clôturer les jardins. Sa femme, « l'atèle illettrée », à qui j'ai dédié les Balcons de Babel, parlait une langue dont j'ai gardé le souvenir. Je voudrais établir un glossaire des expressions assez rares, inconnues des dictionnaires, qu'on employait alors dans ce coin de l'Île-de-France. Mes deux premiers livres, qui sont des amas de mots, sans ponctuation, furent peut-être l'écho d'une parole plus ancienne, celle de mon arrière-grand-père, un ouvrier agricole d'origine flamande.

Mon père, lui, est né en Bretagne, à Rieux. Chaque canton de ce pays « gallo » avait son patois français. On disait encore, par exemple, la « vesprée ». L'île coule près du village. C'est une rivière bousculée, remonte, parfois, le mascat. Mon père fit-trente-six métiers, carrier, valet de chambre, soudeur... Dans mes livres, j'ai transfiguré la légende familiale. Mes parents y relèvent des petits faits que j'ai enregistrés « à leur tour ». Je les ai connus en romancier du fait même. J'ai été fils de Nerval dans la forêt de mon grand-père. Segalen et Corbière me sont proches, trop proches, parce que, comme moi, ils ont tourné le dos à la Bretagne. Ils ont fui, chimériquement, en songe et en bateau, pour rejoindre la Chine ou aller au-delà de l'horizon. Ma famille a aussi son « secret », une affaire de filiation, ce qui m'a rapproché d'Umberto Eco, dont j'ai traduit des récits. Il a été tourmenté

par une figure paternelle et tuteur. Macé a trente-sept ans. Il enseigne dans un lycée technique à des élèves qui parlent un « français cabossé ». Chez lui, on répétait souvent que l'on n'était pas né « du côté du manche » ; le savoir et les livres représentaient une forme de salut. Mais il a vécu cette conquête, l'apprentissage des lettres et des lettres, comme un isolement. D'où son intérêt pour la « culture des humbles », celle des fous littéraires et des « peintres sans avoir appris ». Pensionnaire de la Villa Médicis (1975-1977), il a également pu débiter avec la Rome baroque du Bernin et de Borromini, qui donne « l'illusion d'un port pétrifié, qui frappe une foule revenue de tout ». « A la Villa, j'avais emporté quelques livres, les Œuvres com-

plètes de Rimbaud dans « la Pléiade ». J'ai lu ça comme un roman, sans sauter une ligne. Ses lettres du Harar m'ont troublé. Rome aussi était un désert. Je souffrais de la maladie singulière dont parle Joubert, l'« hydromélanophobie » ou « invincible horreur de l'eau noire ». Elle interdit l'emploi de l'encre, donc l'écriture. Rimbaud m'a illuminé. Il m'a fallu six mois pour achever l'essai qui figure dans Ex libris. J'y pensais tous les jours, machant mes phrases jusqu'à ce qu'elles soient parfaites. Je travaillais d'habitude ainsi, attentif aux pleurs, aux délits, aux creux, à la verdure ou à la sécheresse des mots, comme Cingria.

RAPHAËL SORIN.

(Lire la suite page 21.)



Dessin de BÉRENICE CLEEVE.

John Updike retrouve Rabbit

Auteur de plus de vingt romans (1), John Updike retrouve Rabbit, le héros de sa jeunesse. Tous deux ont fait fortune, pris du ventre, mais l'âge les a dotés d'un second souffle, qui donne des ailes au premier, fouette les sangs du second et laisse le lecteur pantelant.

force de se pencher sur l'Amérique profonde, John Updike est tombé dedans. Un naufrage ? Non, un enlèvement voluptueux. L'auteur fait corps avec son roman. Pas une idée qui surnage. Tant mieux, dirait Nabokov, qui plaçait Updike en tête de la littérature américaine. Pour le style, Rabbit est riche vous éblouit, même si la traduction de Maurice Rambaud évoque parfois un dialogue doublé. Ce langage ébouriffant habille une réalité sordide, la vie quotidienne d'un Américain bien tranquille ou qui ne demande qu'à l'être. Mais, s'il évite de penser, Harry Angstrom, dit Rabbit (héros des deux romans précédents), n'en refuse que plus fidèlement l'univers qui l'entoure. Chacun y consomme, désire ou regrette les biens de ce monde. Et que les intellectuels aillent spéculer ailleurs ! Ici, à Brewster (Pennsylvanie), chacun mène sa petite baraque avec les moyens du bord. Cela pose déjà de sacrés problèmes, croyez-moi. S'il fallait en plus interroger le destin, on n'en sortirait pas.

Harry-Rabbit chemine donc, le nez dans son ornière, du foyer au boulot, avec parfois un crochet à la banque ou au club sportif. Il dirige une agence de voitures japonaises et ne s'en tire pas mal au golf. Ajoutons que, « après vingt-trois ans de vie conjugale, il n'arrive pas à trouver son épouse antipathique ». C'est dire s'il aborde d'un pas vaillant les approches de la cinquantaine (il est né, comme Updike, en 1932). D'où vient que quelque chose le gêne aux

entourures ? Qu'il s'étonne parfois d'être « lui-même et non pas quelqu'un d'autre », qu'il se sente chargé d'une obscure mission dont la signification lui échappe ?

Harry s'emploie à évaluer ces questions auxquelles nul ne peut répondre. « Quand il était enfant, Dieu s'était dans le noir au-dessus de son lit. Il s'est retiré en gratifiant Harry du respect qu'un adulte est en droit d'attendre d'un autre, à un détail près, une carte de visite oubliée au creux de l'estomac, un morceau de métal qui entraîne déjà Harry vers tous ces morts enfouis dans la terre creuse. »

Raison de plus pour profiter de la vie. La société moderne a balayé les interdits, et les quelques récents calvinistes qui s'attardaient dans l'air protégent les plaisirs contre l'usage. Ce serait trop bête de se priver. En a-t-on seulement le droit ? Ne risquez-vous pas d'entraver le système en boudant ce qu'il vous offre ? Harry cède donc systématiquement aux tentations qui se présentent. Il ne les provoque pas, mais se précipite au signal, quitte à ressentir ensuite un léger vague à l'âme. C'était bon, mais ce n'était pas ça.

« Le regard du gosse tapi en soi »

A qui se fier si le Bulletin du consommateur (qui a remplacé la Bible familiale), les spots publicitaires de la télévision, l'exemple d'amis « connaisseurs », ne tiennent pas toutes leurs promesses ? A quoi s'accrocher quand l'économie se porte mal ? Harry, frileux, rentre la tête dans le cou et se demande si « la liberté qu'il avait toujours prise pour en faire une exécution ne serait pas une sorte de rabougrissement intérieur ». Tant pis, il faut se rabattre sur ce qu'on a : le golf, les affaires, les femmes (dans un or-

dre qui varie selon les circonstances). On n'a encore rien inventé de mieux comme remède à l'angoisse. Il convient aussi d'éviter, dans la glace, « le regard du gosse, tapi en soi, déguisé dans la grosse la calvitie et le frot comme dans un smoking de carton pour la fête du lycée. Aller donc respecter le monde quand on voit qu'il est aux mains d'une bande de vieux gamins ! ».

« Pour les réclamations, adressez-vous à Dieu »

Plus il avance en âge, plus Harry s'endurcit et s'enferme dans l'égoïsme. Il en a besoin pour se défendre contre son fils, parfait exemple d'une génération de mollesques « rien dans le ventre, rien de solide pour les aider à distinguer les faits des phantasmes. Satanisme, marijuana, drogues, végétarisme... Pour eux, la vie, c'est une grosse tèle pleine de fantômes ». Mais le fils s'incruste. Quels plus sûrs refuges que le foyer, que la vente de voitures pour échapper au vertige qui le guette ?

Sans doute ces hommes si vulnérables, si mous, feraient-ils naufrage si les femmes ne les soutenaient. Épouses, amantes, mères, elles ont de la volonté pour deux, de dynamisme pour trois, et elles s'entendent comme larvons en foire dans le dos des pauvres mâles. « Que feront-ils, le jour où ils se trouveront à court de femmes pour leur dire quel faire ? L'absurde question ! Ce jour marquerait la fin de l'espèce humaine, dont elle assure la survie. »

A l'arrière-plan de Rabbit et des siens, l'histoire produit ses événements qui servent de points de repère au commun des mortels. Adultères, naissances, accidents, coïncident avec la conquête de la

Lune ou la visite du dala-lama. Mais le monde glisse sur ses rails, les gens sur les leurs, et les vaches de Pennsylvanie sont bien gardées.

Solidaire, voire complice de ses personnages, John Updike chemine avec eux, pénètre leur plus stricte intimité, explore les consciences, s'aventure même dans le clair-obscur de l'inconscient. Il aligne des milliers de mots, dont chacun capte un reflet de vérité. Parfois, cette surabondance effare le lecteur, qui se voit la face devant l'obscurité de certaines scènes. On voudrait crier grâce, mais on n'a plus de voix (2). Updike peut à loisir nous rouler dans sa farine multicolore et nous écraser sous le luxe du style. Comme Rabbit le bécotier, qui jamais ne lira ce livre (Rabbit, lui aussi, mourut sans savoir que Sinclair Lewis l'avait immortalisé), on encaisse les coups et l'on repart. La frousse décochée le rire, la cruauté rafraîchit, et la vulgarité en habits de gala rejoint la poésie.

L'auteur a gagné. Lui reprocherait-on d'avoir refusé l'intelligence à sa création ? « Pour les réclamations, adressez-vous à Dieu », répond Updike.

GABRIELLE ROLIN.

★ RABBIT EST RICHE, de John Updike, traduit de l'américain par Maurice Rambaud. Gallimard, 586 pages.

(1) Après *Cœur de lièvre*, le premier Rabbit, les éditions du Seuil ont publié quatre traductions de romans d'Updike. Les éditions Gallimard en ont fait paraître neuf. Regrettons que Gallimard ne mentionne pas les œuvres du même auteur publiées par ailleurs.

(2) On relira l'entretien de John Updike avec Henri Pierre, à l'époque de la parution de *Rabbit Is Rich* aux États-Unis. « Vous savez, disant, le sexe et la religion représentent une forme de résistance à la peur de la mort... » (Le Monde du 25 mai 1982.)

le feuilleton

LAURIERS D'AUTOMNE

Prix sans mépris

GLOBALLEMENT positifs, ces prix 1983 Dans le détail, on peut toujours chiper, mais la tendance est bonne en ce qui touche une des plaies de l'époque, la mise en ghetto des livres exigeants.

Sous la double influence du nouveau roman, qui rebat le grand public, et de la télévision, qui incite à flatter la paresse, deux secteurs se sont créés en littérature : l'un, pour agrégés, le seul réputé respectable parce que difficile (à vendre, en tout cas) ; l'autre pour ploucs bernaïques à mord.

Certains auteurs surdoués se sont même coupés en deux - Laurent, Carvin, Léger, d'autres - pour s'adapter à cette dichotomie. (Je n'ai jamais bien su ce que signifie ce mot ; j'ai cherché dans le dictionnaire, parce que, après tout ce qu'on fait pour jouer au Scrabble, on peut bien le faire pour se maubler la tête. Une chance : c'est tout à fait ce que je voulais dire, division en deux, trop nette, artificielle.)

Dans les jurys, dans l'ensemble, ont négligé et fait reculer l'absurde dichotomie qui amène à mépriser ensemble le populo et

par Bertrand Poirot-Delpech

les écrivains « difficiles », alors qu'ils pouvaient parfaitement se rencontrer - hier, Simonon, Nabokov ; aujourd'hui, Eco, auteur sans concessions qui est en train de devenir un best-seller américain et mondial. L'édition pour tous dont rêve Vitez serait-il en marche ?

VOYEZ le Goncourt. Cui il récompense enfin un « petit » éditeur, et sympathique en plus, une bonne bête de copain de régime, le contraire de l'éditeur torve ou pénétré, ce n'est pas le principal. Même si on trouve les *Egarés* un peu bavard (ne retenez que l'article de Jacqueline Pfiester, le Monde du 30 septembre 1983), Frédéric Tristram a le mérite, devenu rare, de prendre son lecteur pour un adulte assis. Il l'entraîne de la dichotomie (voir plus haut) entre la création et sa mise en spectacle, des fins dernières de l'homme, de sa vocation au bonheur ; bref, il parle sur l'esprit de sérieux, au lieu de l'assimiler à l'ennui. En désignant Tristram à un public élargi, les Goncourts ont fait leur respect du lecteur.

On a cherché une signification politique actuelle au Renaudot (à quoi n'en cherche-t-on pas, de nos jours ?). Avant-guerre, de Rouart, ne fût-ce que par son titre proche de celui de Brasillach, aurait tendu à réhabiliter les chics jeunes gens de la droite des années 30-40.

Une banalisation des erreurs commises à cette époque est effectivement en cours. Rééditant *Notre avant-guerre*, Plon présente l'auteur comme un exemple pour les jeunes de maintenant et une victime de ses seules « opinions politiques », alors que le livre préfigure, à propos de Blum et de son entourage (p. 190 et sq.), un antisémitisme qui ne fera que grandir sous l'occupant nazi. Mais l'intérêt d'*Avant-guerre*, qui fait plutôt songer à Pierre Pucheu, dépasse celui d'une nostalgie accusante. Né après coup (1943), Rouart montre bien le partage éternel de certains garçons (1943), entre les jolies filles du monde un peu vaines et cette vieille catin sans pitie avec qui la trompe ou se trompe : l'histoire.

ES jurys Femina et Médicis passent pour refuser l'argument facile de... l'exces de difficulté. Ils ont honoré plus que jamais cette réputation.

« Les gens ne vont rien comprendre, ils veulent savoir qui est qui et fait quoi », ai-je entendu dire, à propos du Femina, par des lecteurs visiblement fiers de transcender le besoin de réalisme et de logique prêtés à ces pauvres « gens ». Il faut croire ces snobs du type débinaire (les pires !) : c'est vrai, on ne comprend à peu près rien à l'« histoire » de Riche et Léger. Mais pourquoi son charme, qui est ailleurs, le fait d'être du Monde du 7 octobre 1983), serait-il interdit aux « masses » ? Pourquoi faudrait-il étudier en Sorbonne ou dîner en ville pour avoir le droit d'enrichir, grâce à l'art subtil d'un écrivain de race, la connaissance des autres et de soi ?

(Lire la suite page 18.)

vraiment asse à un prix ?



PRIX MÉDICIS ÉTRANGER

Kenneth White
La Route bleue
roman
traduit de l'anglais par Marie-Claude White

GRASSET

Du bon usage de la B.N.

Le bon usage de la Bibliothèque nationale, c'est un peu comme le bon usage de la langue. C'est un art, un savoir-faire, une maîtrise. C'est aussi une responsabilité. Car la B.N. n'est pas seulement un lieu de stockage de livres, c'est un lieu de vie, un lieu de rencontre, un lieu de dialogue. C'est un lieu où l'on peut trouver tout ce qui est écrit, tout ce qui est dit, tout ce qui est pensé. C'est un lieu où l'on peut apprendre, où l'on peut se cultiver, où l'on peut s'élever. C'est un lieu où l'on peut trouver le bonheur.

Le bon usage de la B.N., c'est aussi un acte de résistance. C'est un acte de révolte contre la médiocrité, contre l'ignorance, contre le conformisme. C'est un acte de courage, de conviction, de passion. C'est un acte de foi, de confiance, d'espérance. C'est un acte d'amour, de respect, de solidarité. C'est un acte de vie, de joie, de liberté.

Le bon usage de la B.N., c'est aussi un acte de création. C'est un acte d'innovation, d'originalité, d'audace. C'est un acte de découverte, d'exploration, d'aventure. C'est un acte de conquête, de victoire, de triomphe. C'est un acte de gloire, de honneur, de prestige. C'est un acte de grandeur, de noblesse, de dignité.

Le bon usage de la B.N., c'est aussi un acte de service. C'est un acte de dévouement, de sacrifice, de générosité. C'est un acte de bienveillance, de compassion, de pitié. C'est un acte de fraternité, de solidarité, de coopération. C'est un acte de paix, d'harmonie, d'unité. C'est un acte de progrès, de développement, de prospérité.

Le bon usage de la B.N., c'est aussi un acte de réconciliation. C'est un acte de pardon, de pardonner, de se pardonner. C'est un acte de réconciliation avec soi-même, avec les autres, avec le monde. C'est un acte de réconciliation avec l'histoire, avec la culture, avec la civilisation. C'est un acte de réconciliation avec la vie, avec la mort, avec l'éternité.

Le bon usage de la B.N., c'est aussi un acte de rédemption. C'est un acte de purification, de nettoyage, de rédemption. C'est un acte de rédemption de l'âme, du corps, du monde. C'est un acte de rédemption de l'humanité, de la civilisation, de la culture. C'est un acte de rédemption de la vie, de la mort, de l'éternité.

Société

« L'école est finie »

Pour avoir passé toute sa carrière dans l'enseignement, comme inspecteur départemental de l'éducation nationale, et dans la recherche pédagogique, Pierre Barley sait de quoi il parle. Et après avoir longtemps pesé sur le terrain « contre les absurdités et les incertitudes du système », il a décidé, maintenant qu'il est à la retraite, de chercher le bonheur dans un petit livre intitulé qui se veut « désarmant ». Pour Pierre Barley, la science est devenue : « *Médecine au féminin* ». C'est une « médecine ». Pour s'être contenté de grogner, depuis cent ans, sans tenir compte des innombrables transformations sociales et culturelles du siècle, elle a perdu sa raison d'être, elle est passée à côté de son époque.

S'il est sévère, le constat est incisif et en grande partie convaincant. Pierre Barley montre bien en particulier l'insuffisance d'un système uniformisé et monolithique, à qui l'on demande de former des individus, par définition tous différents. Pour l'auteur, c'est le concept même d'enseignement collectif qui est contradictoire et dont il faut se débarrasser. La formation ne peut être qu'individuelle.

C'est pourquoi Pierre Barley attend beaucoup de la révolution informatique, qui devrait permettre d'adapter les programmes et les rythmes d'acquisition aux capacités de chaque élève. Ce recours à la technologie éducative devrait s'accompagner d'un processus de « dés-automatisation », la formation devant échapper au monopole de l'institution scolaire.

On peut rétorquer à l'auteur que cette croyance dans les vertus salvatrices de la technologie est un peu naïvement optimiste. Le problème vient en tout cas d'être posé. Après tout, l'école telle que nous la connaissons depuis cent ans n'est pas forcément éternelle. Peut-être des changements décisifs sont-ils à notre portée, sans que nous en ayons pris nettement conscience. Ce petit livre peut aider à en percevoir les enjeux.

Histoire

Noirs et Blancs dans l'Afrique noire française

Pendant quelque soixante-quinze ans, la France administrative a imposé ses conceptions d'Afrique noire avec peu de fonctionnaires et encore moins de soldats. Femmes et enfants compris, trente mille métropolitains, à peine assurés en 1959 de leur souveraineté sur l'ancienne A.O.F., d'une étrange présence plus ou moins permanente à la sienne. Dans cette époque de communications lentes, où les épaves de fibres jamaïcaines défilent périodiquement les Européens, la Troisième République n'eut pas le pouvoir qu'avait le concours d'innombrables auxiliaires indigènes.

Directeur à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, M. Henri Brunschwig étudie en détail ce monde mal connu des interprètes, planteurs, serveurs, commis, travailleurs, écrivains publics, secrétaires. Sans eux, les conquérants perdus en pleine brousse, puis leurs successeurs concentrés dans les villes côtières, n'auraient disposé d'aucun contact avec les populations. Imprégnés par les mœurs occidentales, ces intermédiaires contribuèrent puissamment à la colonisation de leurs compatriotes.

au fil des lectures

Les femmes rouges et la « petite ouvrière du Nord »

Presque mois par mois l'histoire des femmes communistes de 1940 à 1956. De la Résistance à cette année qui fut celle du rapport Khrouchtchev et d'un étrange combat contre le contrôle des naissances, René Rousseau s'est aventuré hors des chemins de l'histoire officielle.

jeunesse

Grands écrivains pour les petits

« Si j'avais su que c'était si bête, j'aurais erronné les enfants... » Cette phrase, on n'ose plus la prononcer, car, pas plus que les autres, la racine à l'égard des enfants ne s'efface aujourd'hui. Mais le mot a laissé des séquelles, et l'on a vu trop souvent des écrivains d'un certain renom signer des histoires de sorcière, de voleur ou de prince charmant sans autre nécessité que de répondre à la commande d'un éditeur. Et en croyant que, puisque c'était pour des enfants, cela avait moins d'importance ! Or, en matière de lecture pour la jeunesse, il n'y a pas de recette.

Fred Uhlman, par exemple, l'auteur de *L'ami retrouvé* (1) — publié pour la première fois en 1971, alors que l'auteur avait soixante-dix ans — ne s'est certainement jamais douté qu'il serait édité un jour dans une collection pour la jeunesse ! Son livre, qui conte l'amitié entre deux jeunes Allemands de seize ans en 1932 — un juif et un aristocrate — et la fin de leur amitié, est pourtant un des plus beaux romans qu'on puisse recommander à partir de onze ans. Sans hésitation.

En écrivant les Grands (2) pour la collection « Imaginaire », Daniel Boulanger, lui, ne s'est pas vraiment transformé : cette histoire de père et de mère infirmes des tatouages et des punitions-brimades au petit orphelin qu'ils ont adopté n'est pas celle de « braves gens ». On dit dans le quartier que le jeune Alexandre avait bien de la chance d'avoir eu les *Quentin* pour le recueillir », écrit Daniel Boulanger, qui narra par le menu l'enfer feutré, caché, secret, vécu par Alexandre. C'est une histoire épouvantable, qui grince, grince, et qui n'a pas de fin heureuse, d'ouverture vers l'avenir, mais qui pose des questions, sans en avoir l'air. *Mon garçon, nous allons t'aider, me femme et moi*, lui dit le père qui l'adopte après la mort de ses parents adoptifs. « Nous passerons même bientôt tout notre temps sans te quitter d'une semelle, puisque tu vas être à la retraite », ajoute-t-il ! Combien de temps encore Alexandre gardera-t-il son petit sourire ? (Les illustrations de Christian Vicini sont remarquables.) Les adultes peuvent être des gens abominables, prévient Daniel Boulanger dans cette nouvelle concise et grave qui ne plaira pas forcément aux parents.

Pierre Gripari, lui, est maintenant plus connu par les enfants que par les adultes, qui continuent à ignorer une œuvre polymorphe et riche, si déconcertante, qu'elle est impossible à cerner. Mais même si seulement pensés aux jeunes lecteurs en écrivant les *Contes de la rue Broca* (un best-seller jeunesse et vieux) ? De même qu'il faisait vivre Dieu et Diable dans ses « Contes de mensonge », de même il a fait descendre dans notre vie quotidienne ses sorcières et ses marchands de l'essence. A sa nouvelle adresse, rue de la Folle-Mémoire, il a démenagé tout ce qu'il avait dans la tête et nous donne cette année ses *Contes de la Folle-Mémoire* (3), trois histoires qu'on ne se lasse pas de lire et d'écouter. On pourra aussi constater quel contour extraordinaire est Pierre Gripari grâce aux deux cassettes qu'il a enregistrées pour la nouvelle collection de Gallimard (4). Rue Broca, rue Mouffetard, rue de la Folle-Mémoire, le rencontrer est toujours un plaisir, d'autant plus que Claude Lapointe l'illustre en artiste.

A signaler que ce n'est pas dans une collection jeunesse qu'a paru le dernier Gripari, *Pastouille du conte* (5), l'histoire d'une pastouille de huit enfants, conduite par un faune, et recueillie par un capitaine, qui repart pour mission d'aller faire la police dans le Royaume du Conte... Voilà le façon la plus désopilante qui soit d'aborder le problème de la censure. S'adresse à toutes les classes d'âge.

Enfin, si vous voulez savoir ce qu'était l'enfance d'un petit juif de Jérusalem avant la création de l'Etat d'Israël, vous ne regretterez pas la lecture de *Mon vélo et autres aventures* (6), d'Amos Oz. Derrière cette histoire de vélo, on sent l'œil et la plume d'un grand romancier. Allez, vite ! fauchez donc les livres de vos enfants !

- NICOLE ZAND.
- (1) Fred Uhlman, *L'ami retrouvé*, 1000 Soles, et « Folio », Gallimard (voir la critique de Michel Contat, dans *Le Monde* du 16 septembre 1983).
 - (2) Daniel Boulanger, les Grands. Illustrations de Christian Vicini. Collection « Imaginaire », Castelnau, 46 pages, 42 F.
 - (3) Pierre Gripari, *Contes de la rue Broca*, 80 pages, 120 F.
 - (4) Pierre Gripari lit la sorcière de la rue Mouffetard et d'autres contes de la rue Broca. Un livre à écouter. « Folio-Junior », Gallimard, 122 pages, 85 F (livre + cassette).
 - (5) Pierre Gripari, *Pastouille du conte*. « L'âge d'homme », 160 p., 68 F.
 - (6) Amos Oz, *Mon vélo et autres aventures*, traduit de l'hébreu par Jacques Pinto, Stock, 96 p., 45 F.

Les femmes rouges et la « petite ouvrière du Nord »

Presque mois par mois l'histoire des femmes communistes de 1940 à 1956. De la Résistance à cette année qui fut celle du rapport Khrouchtchev et d'un étrange combat contre le contrôle des naissances, René Rousseau s'est aventuré hors des chemins de l'histoire officielle.

Les « femmes rouges » dont elle retrace ici le destin sont des dirigeantes, « internes », ou responsables des organisations féminines créées

par le parti communiste. Elles s'appellent Marie-Claude Vaillant-Couturier, Claudine Chomat, Maria Rabat, Lise Ricot-London, Blanchette Gilet, Nicole de Barry... Plus tard viendront Madeleine Vincent, Christiane Gilles. Il y a celles qui vont rompre, et celles qui seront fidèles jusqu'au bout. Parmi elles, une figure quasi légendaire, celle de Jeanette Vermeersch, la « petite ouvrière du Nord », stalinienne parmi les stalinienne. Au fil des époques, des « tournants », on voit s'effriter le grand élan de la Résistance : c'est la guerre froide, l'ère des « complots », et, à chaque fois, des mots d'ordre à « faire passer » dans les organisations féminines, en toute indépendance.

Renée Rousseau n'a pas voulu faire de la théorie : elle tient la chronique de ces années et fait surgir, à travers situations et portraits, les paradoxes et les contradictions. Elle montre des femmes constamment déçues qui sont là pour changer le monde, mais qui aiment des hommes et des organisations où elles ont la maîtrise jusqu'au bout. Parmi elles, une figure quasi légendaire, celle de Jeanette Vermeersch, la « petite ouvrière du Nord », stalinienne parmi les stalinienne. Au fil des époques, des « tournants », on voit s'effriter le grand élan de la Résistance : c'est la guerre froide, l'ère des « complots », et, à chaque fois, des mots d'ordre à « faire passer » dans les organisations féminines, en toute indépendance.

Pour l'auteur, cette histoire oubliée est l'histoire d'une déception. « La réalité de l'expérience des femmes n'a jamais été réfléchie au sein du P.C.F. Pour que cela finisse, elles avaient besoin d'autonomie : elles ont adhéré au stalinisme. Il fallait imposer le droit à la différence : elles n'avaient ni pouvoir réel ni droit de revendiquer à l'intérieur du parti. Elles avaient participé activement à l'histoire : elles en ont été déçues. »

G. B.

★ LES FEMMES ROUGES - CHRONIQUE DES ANNÉES VERMEERSCH, de Renée Rousseau. Albin Michel, 293 p., 85 F.

Poésie

L'éternelle jeunesse des mots

Une dizaine d'ouvrages ont, en un peu plus de dix ans, marqué les esprits et les déchirures de Gérard Lemaire. *Flammes et Hommes*, son dernier recueil, est dédié au « grand docteur de 1984 ».

On y retrouve, sans surprise, un poète s'agrippant à ses chimères. Face à un monde ridé d'ennui, cet écrivain vagabond cherche à « épandre la nuit sans signification, avec des gestes de noyé ». Gérard Lemaire a fait de la logique une ennemie intime et chacune de ses collines se veut un défi aux autres réalités de l'existence. En attendant de pouvoir « faire de l'Océan une résidence secondaire », ce poète rêve à contre-courant de l'air du temps.

Tragique par le désespoir, il y échappe grâce à son amour immortel des mots. Il voit en eux l'éternelle jeunesse qui ne renoncera jamais à se dresser dans les incendies et croit que « le destin des pierres et des mots se ressemble car, incompréhensibles et inutiles, ils peuplent le désert ».

Gérard Lemaire a gardé les qualités et les défauts de l'adolescence. Il appartient, à jamais, à cette cohorte d'individus qui peuplent de gestes d'amour les déserts d'Occident.

PIERRE DRACHLINE.

★ FLAMMES ET HOMMES, de Gérard Lemaire. Éditions Caractères (7, rue de l'Arbalète, 75005 Paris), 51 p., 40 F.

Avec la parution du dernier volume, l'œuvre majeure de l'un des plus grands théologiens actuels enfin disponible en français dans sa totalité.

Hans Urs von Balthasar

« Cet homme est le plus cultivé de son temps, et s'il existe quelque part une culture chrétienne, elle est là. »

Cardinal de Lubac

La Gloire et la Croix

4. Le domaine de la métaphysique

— Les héritages

Le volume 95 F

Un coffret regroupant les huit volumes est disponible chez votre libraire ou, à défaut, chez l'éditeur, au prix de 940 F.

Aubier

13, QUAI DE CONTI, 75006 PARIS

Marieke et Pierre Aucante

Les Braconniers

Mille ans de chasse clandestine

La « chasse sur autrui » à travers l'histoire et la littérature : mais aussi de nombreux récits et témoignages recueillis dans la France entière auprès des braconniers d'aujourd'hui.

« Un livre documenté, riche d'anecdotes et de gravures anciennes. »

Télérama

Collection Floral - 69 F

Aubier

Marguerite YOURCENAR

de l'Académie française

Le temps, ce grand sculpteur

essais

« L'auteur médite sur cette profondeur du temps qui séduit et mène à son œuvre son imagination. »

François BOLL - Le Monde

GALLIMARD nrf

Geneviève Gennari

Les Portes du Palais

« Comme un reflet du Grand Meaulnes »

SOLANGE PASQUELLE

LE MAGAZINE LITTÉRAIRE

« Ainsi Geneviève Gennari écrit-elle, en douce, des chefs-d'œuvre. »

GABRIELLE ROLIN - LE MATIN

Julliard

SOUSCRIPTION

HISTOIRE DES FRANÇAIS

XIX-XX^e siècles

sous la direction d'Yves Lequin

- Un peuple et son pays
- La société
- Les citoyens et la démocratie

Chaque volume 500 pages environ. Nombreuses illustrations en noir et en couleurs, reliure toile.

Vous pouvez retenir les 3 volumes de cet ouvrage remarquable au prix de souscription de 765 F, valable jusqu'au 31 Mars 84.

Le tome « La société » est disponible. Les deux autres parviendront à leurs destinataires courant Avril 84.

Chez votre libraire

Documentation sur demande à **ARMAND COLIN** 103, bd St-Michel 75005 Paris

PH **PIERRE HORAY** PH

Le nombril centre érotique

Au lieu de regarder le vôtre, regardez celui des autres

40 F

EDITIONS PIERRE HORAY 22 rue de la Chapelle 75009 Paris, tel. 354 11 90

DIFFUSION FLAMMARION

Geneviève Gennari

Les Portes du Palais

« Comme un reflet du Grand Meaulnes »

SOLANGE PASQUELLE

LE MAGAZINE LITTÉRAIRE

« Ainsi Geneviève Gennari écrit-elle, en douce, des chefs-d'œuvre. »

GABRIELLE ROLIN - LE MATIN

Julliard

chez
Jean Guenot
85, rue des Tennerolles
92210 Saint-Cloud

le
CATALOGUE
est envoyé gratuitement sur
simple demande
il présente

LA MAIN COUSUE
224 pages 65 francs

Dix-sept récits dont le premier
raconte comment, en brochant
soi-même ses livres, on peut se
coudre accidentellement la main.

le catalogue permet d'acheter
aussi directement par la poste
des livres en première parution
qu'on peut faire adresser
selon son choix

à une dame gourmande
COMESTIBLES
224 pages 65 francs

Conçu comme un menu de repas
où chaque nouvelle comprend au
moins un personnage comestible.

à celles qui hument vite
LE CHIEN BLEU
224 pages 65 francs

Une île déserte, une Américaine,
un écrivain français et un chien
bleu. Insolite et pas toujours
chaste.

à ceux qui aiment le polar
LA TOUR DE PAPIER
240 pages 65 francs

Sur la façon dont on écrit
les romans policiers.

à ceux qui s'intéressent à l'édition
JALMINCE
320 pages 80 francs

Le petit griffon Népomucène
serait-il le premier lauréat d'un
prix littéraire attribué à un
lauréat par un chien ?

pour les gourmets
LE GOUTEUR D'ENCRE
320 pages 80 francs

L'écriture littéraire se déguise-
t-elle comme un vin de qualité ?
Qui goûte vraiment ? Les valeurs
d'étiquette cachent-elles le goût
des encres ?

à ceux qui rêvent d'écrire
ÉCRIRE
528 pages 190 francs

Guide pratique de l'écrivain avec
des exercices, des conseils et
des mises en garde.

un chèque du montant de votre
commande
et vous recevrez les livres par
la poste sous emballage
cartonné

chez
Jean Guenot
85, rue des Tennerolles
92210 Saint-Cloud

romans

Les petits magiciens d'Hervé Guibert

ARTHUR a dans la poche
une fronde. Il tue les
petits oiseaux. Puis il
essaie de les faire voler de nou-
veau. Ou il les vend au tas de
mises. Avec lui, il a Bichon, « un
acolyte d'une tendresse déses-
traire ». Bichon est orphelin,
même sa grand-mère est morte,
ce qui n'est pas bien grave parce
que « ce n'était pas une vraie
grand-mère, mais une bonne
femme » : de surcroît, il est
sourd-muet, enclin aux cauche-
mars et aux grossesses inten-
pestives. Arthur a l'apparence
d'une grande personne et le sens
des responsabilités. C'est lui qui
décide, qui met Bichon à l'école,
puis l'en retire. Lui qui dit, quand
Bichon tombe encaint, « cette
fois on le garde, on se dépatou-
lera ».

Arthur et Bichon connaissent
de multiples aventures. Ils des-
sinent un sigle, ce qui n'est pas un
travail, et surtout ils entre-
prennent un voyage. A bord de la
barque pourrie qu'ils ont pu enfin
s'acheter, ils vivent les rencon-
tres fabuleuses qui peuplent
l'imaginaire de tous les en-
fants : un sous-marin luxueux et
fantomatique, d'étranges des-
tins, des îles aux noms délecta-
bles : l'île aux Couleuvres, qui est
surtout infestée de pécaris, l'île
des Gros Lobes d'oreille et l'île
des Sacrifices, l'île des Trêtres
où on leur donne à manger un
pâté de foin, l'île des Mou-
ches et celle de la Récréation.

Comme on ne peut passer sa vie
sur l'eau, Arthur et Bichon, qui
errant de par le vaste monde,
trouvent la barque contre une
voiture, « qui a cette particularité
de suer comme un escargot dans
les descentes, mais de filer
comme un aéro dans les mon-
tées ». Ils rencontrent un mé-
dium, inventeront longuement
les trésors des malles d'un magi-
cien : des cornets et des gobe-
lets escamoteurs, des œufs et
des cigares truffés de cartes à
jour, de minuscules sacs de sa-
ble, une puce vivante, mais qui
ne parle pas, un guéridon, les
feuilles d'un paravent démonta-
ble, une guillotine réduite, un
manchon en acier peint couleur
chair, la momie d'un enfant, un
petit carnet rempli de sentences
inquietantes, de la poudre d'éc-
toplasme et même, perdu dans
un double-fond de hotte, un
vieux, Carambar, « sans doute
abandonné par un enfant esca-
moté qui s'était ennuyé ».

Les deux héros vont en tour-
nées dans tous les lieux désor-
dés et propices au rêve où l'on
souffrait, tant vécu, tant travaillé
aussi, qu'ils font merveille, ont
six doigts à leur main, « font ap-
paraître sur des bouts de papier
les noms des disparus célèbres
et la syntaxe des grands écri-
vains persans du XII^e siècle ».

Et puis tout tourne mal ; mal-
gré les mots d'amour d'Arthur,
Bichon meurt. Les sorbilles vi-
vront à l'honneur. Arthur devient
l'homme à la paume fermée et au
masque de singe. Il n'y a plus de
quête, juste des soubresauts de
résistance au poids du monde.
Les lumières se sont éteintes ;
les mêmes gestes qui produi-
saient de la magie ont des airs de
fétichisme laborieux et absurdes.

On retrouve dans les *Lutins*
d'Arthur ce qui faisait le charme
du *Voyage avec deux enfants* :
cette manière de traiter les mots
comme des choses, de les collec-
tionner avec amour, d'en remplir
des tiroirs secrets, de croire à
leur chimie. Mais il y a dans ce
nouveau roman davantage parce
qu'Hervé Guibert a pris de la dis-
tance, et que maintenant il nous
fait rire, de ses poisons piteux,
de ses étoiles de mer épiées, de
ses passioires à suif, de ses bar-
quettes de mûres, de ses chœurs
médicinaux de cabri préhistori-
que, et de toutes ses autres in-
ventions.

Et puis le récit s'est fait moins
personnel, et souvent l'on pense
aux impressions d'Afrique, de
Roussel, ou à *Macaire le Copte*,
de François Weyergans : une
écriture et une filiation ici s'affir-
ment du côté du travail serré et
méticuleux. Sur une voie étroite,
puisque il s'agit bien de faire des
miracles avec des mots, sans ja-
mais oublier la peur de devenir un
charlatan.

C'est ce que dit Arthur lors de
son premier miracle : « Il disait
qu'il ne voulait pas guérir des
étrangers, des inconnus, il avait
mieux à faire avec sa barque et
ses oiseaux ; un jour peut-être,
lorsqu'il serait complètement
vieux et misérable, il accepterait
ce gagne-pain, mais alors le don
l'aurait abandonné, il le savait. »
N'est-on pas ici au cœur du para-
doxe de l'écrivain ?

GENEVIEVE BRISAC.
★ LES LUTINS D'ARTHUR,
d'Hervé Guibert, éditions de Mi-
nuit, 117 p., 40 F.

enquête

Quels sont les critères des jurés ?

Rumeurs de corruption, « ma-
gouilles », dénégations, calomnie :
images répétitives des rentrées litté-
raires. Du bruit pour biaiser avec
une réalité qui tient en deux chif-
fres : près de cent quatre-vingts ro-
mans à chaque automne pour cinq
grands prix : le Goncourt, le Renau-
dot, le Femina, le Médicis et l'Inter-
allié. Dans une course qui se termine
par ce godelus d'écroulement et qui
comporte des enjeux économiques —
même si l'on a parfois tendance à les
majorer, — les pressions, les tenta-
tives de manipulations sont inévitables.

Certains jurés font mine de l'igno-
rer, d'autres se reconnaissent cour-
tisés. Tous se réclament au mot de cor-
ruption et si, entre eux, la
confraternité n'est pas parfaite —
d'un jury à l'autre, et à l'intérieur
d'un même jury, — la loi du silence
l'est. Mais où s'arrête la cour et où
commence l'achat ? A quelle
promesse, à quelle récompense ? Au
nombre de zéros sur le chiffre des
chèques d'avances que signent les
éditeurs ? A la signature d'un
comité pour entrer dans une collec-
tion prestigieuse ?

S'il n'est pas bonhôte de nier les
jeux d'influences, les pouvoirs des
lobbies éditoriaux, il ne le serait pas
plus de prétendre que tout est réglé
d'avance, que les jurés ne sont que
les prête-noms ou les porte-voix des
éditeurs. Et si les prix font tant
parler, c'est que tout y est beaucoup
plus subtil et qu'on y défend aussi
son plaisir de lecteur, ses passions et
parfois même une idée de la litté-
rature.

Sur ce dernier point, il est des
jurés sans illusions excessives, que
leurs confrères jugent « réalistes »,
« pessimistes », voire « démago-
gues ». Roger Vignery (Renaudot)
estime qu'il serait « idiot » de pré-
tendre « couronner le meilleur livre
de l'année. Et si l'on a remarqué
un écrivain que l'on a remarqué.
Nul ne peut tout lire. Et quand on
compare les palmarès et l'histoire
littéraire contemporaine, on voit à
côté de quoi on est passé ». Robert
Sabatier, membre de l'Académie
Goncourt depuis treize ans, ne croit
pas « que les prix soient nécessaires
à la littérature. Ils attirent les lec-
teurs vers les ouvrages choisis.
Mais la littérature avance par d'au-
tres moyens, dans le secret ».

Parmi les optimistes, certains se
prennent suffisamment au sérieux
pour croire — sans le dire de ma-
nière explicite — qu'ils distinguent
le meilleur livre de l'année, en tout
cas celui qui convient le mieux au
« profil » de leur jury. Il reste cepen-
dant impossible de bâtir des
portraits-robots à partir des profils
qui sont décrits.

Seul Michel Tournier se montre
précis sur les critères d'identification
d'un « gagnable ». « Nous sommes
les descendants du réalisme et du naturalisme, dit-il. Il
faut juger en fonction de cet héritage.
On est évidemment confronté à l'écueil
de l'académisme et on ne
l'évite pas toujours. C'est parce
qu'ils rompent avec l'héritage que
des chefs-d'œuvre sont parfois re-
jetés. Ce fut le cas de la Vie mode

PRIX LITTÉRAIRES

Quels sont les critères des jurés ?

d'emploi, de Péguy et, bien avant, de
Céline. » Si elle a le mérite de la
clarté, cette conception est jugée
trop étroite, voire triste, par d'autres
Goncourts.

Le Renaudot a été fondé par des
journalistes pour « corriger les er-
reurs » des Goncourts. Ainsi, en
1937, alors que ceux-ci écartaient
Céline, les Renaudots ont choisi
Voyage au bout de la nuit. Dans ce
jury, les débats sont moins feutrés,
et le conflit est permanent entre
ceux qui prônent l'équilibre — à un
livre « difficile » devrait succéder
un livre accessible de forts tirages
— et ceux qui, comme l'affirme Ro-
ger Vignery, « préfèrent toujours un
dérivé qui aura sa place dans la
littérature ».

« Des gens qui se font plaisir »

Le Médicis, jugé par les membres
des autres jurys comme « un prix de
recherche et de découverte », semble
être aussi, selon la définition d'un de
ses fondateurs, Alain Robbe-Grillet,
« un prix d'amateurs de litté-
rature », « un prix de gens qui se font
plaisir, ajoutent Dominique Fernan-
dez, qui aime lire, s'amuser, et
n'ont pas une conception funèbre et
scolaire de la littérature ». Les jurés
du Médicis ont une idée très libre,
judicieuse de leur rôle. Elle ne tient
pas seulement aux conséquences
économiques, souvent plus mo-
destes, de leur choix.

Chez les dames du Femina, où
l'existence d'un lobby Gallimard est
devenu le secret de polichinelle, on
estime que, sans aller vers les best-
sellers, il faut éviter de récompenser
un ouvrage qui aura un tirage limité.
Suzanne Prou dit rechercher « un
beau livre accessible, donc pas trop
absorbant », et Benoît Grovis estime
que « vendre dix mille exemplaires
d'un Femina ne rend service à per-
sonne et ne fera que diminuer les
ventes du prochain ».

L'Interallié a la chance d'avoir au
moins un critère objectif — le lau-
réat est nécessairement journaliste
— et d'être le jury le plus cohérent
dans sa composition. Non seulement
tous les membres doivent être jour-
nalistes (c'est aussi le cas du Renau-
dot), mais ils sont obligatoirement
choisis parmi les anciens lauréats.
L'Interallié paraît vouloir écarter,
lui aussi, les livres de pure recherche
littéraire, « sans être pour autant in-
sensible à l'écriture », pense Paul
Guimard. « Moi, un livre sans écrit-
ture, je ne le lis pas. Je ne m'inté-
resse pas aux histoires. Pas plus
que je n'achèterais un Cézanne
parce qu'il représente des pommes ».

Le mal que les jurés ont à définir
leurs critères de choix, leur image
du candidat idéal n'a d'égal que leur
difficulté à se définir eux-mêmes, à

donner un « profil de juré » et une
méthode de lecture. Les exemples
extrêmes sont certainement Michel
Tournier qui parle de professionna-
lisme — « un lecteur professionnel
doit être capable de dupliquer, de
dire du bien d'un livre qu'il déteste,
en fonction de ses qualités objec-
tives » — et Alain Robbe-Grillet, qui
revendique son seul plaisir — « les
contacts avec la littérature sont per-
sonnels, subjectifs, charnels ». D'autres
se veulent plus soucieux
d'équilibre, pondérant le coup de
cœur par le sérieux, prenant des
notes, faisant des fiches, comme Ro-
bert Sabatier, Suzanne Prou ou
Christine de Rivoyre (Médicis), ce
qui leur permet d'aider les
« pressés » ou les « trop occupés »,
ceux qui avouent se fier aux autres
jurés pour guider dans leur élection.
Beaucoup affirment « flâner » —
le mot revient souvent — tous les
livres de la rentrée, ne seraient-ce
qu'en regardant la quatrième de
couverture, avant de procéder par
« éliminations » successives pour se
retrouver le jour du vote avec un la-
vort et deux autres noms sur lesquels
un « ralliement » serait possible.

Tout et son contraire

En fait, à l'intérieur de chaque
jury, sauf peut-être au Médicis, on
prône tout et son contraire pour dé-
terminer un choix qu'on sait hasar-
deux. Aussitôt énoncé, tout principe
est contredit. « On porte beaucoup
d'attention à l'écriture », disent les
uns, « un livre sans écriture vient
d'être couronné », leur répond-on.
Certains ne seraient « pas gênés
d'attribuer le prix trois années de
suite à un même éditeur », d'autres
adoptent l'attitude inverse (au vi-
des palmarès, ils ne doivent pas être
les plus puissants). Quelques-uns af-
firmant « voter souvent » contre leur
propre éditeur et voient certains de
leurs collègues « rouler manifesta-
ment » pour le leur ; quand cela
existe, selon François Nourissier,
cela peut se dire, de façon feutrée,
courtoise, mais parfaitement
audible.

En fin de compte, il faudrait pen-
ser à rattacher au fatalisme de Chris-
tine de Rivoyre : « Je n'ai jamais de
remords. Si on a couronné
quelqu'un, c'est qu'il y avait un
concours de circonstances en sa fa-
veur. » Voilà de quoi rassurer les
perdants et ramener les gagnants à
une certaine humilité. Sans doute
aussi ce jugement est-il plus proche
de la vérité que les critères de sé-
rieux ou de plaisir souvent mis en
avant, et qui semblent davantage
une nostalgie qu'une réalité, tant les
prix littéraires sont le résultat de dé-
saccords et d'accords fragiles, au
confluent des luttes d'intérêt et des
désirs.

JOSYANE SAVIGNEAU.

Lauriers d'automne

(Suite de la page 15.)

La remarque vaut pour Echenoz (Médicis). Je vous mets au défi
de résumer ce qui arrive aux trains-avantes de Cherokee. Et pour-
tant, leurs silhouettes émergent, après deux mois de lecture inten-
sive. Dès son deuxième livre, l'auteur est de ceux qu'on reconnaît
tout de suite, à une fantaisie dont la saison aura été avare. Si vous
aimez lire tout seul en lisant, c'est celui-là, des prix, qui vous ira le
mieux. Les Médicis ont eu le bon réflexe : quand on trouve un petit
Queens dans son fillet, on ne le rejette pas à la mer.

On attendait Rouart au Prix de l'Académie, c'est Liliane Gui-
gnabole qui l'obtient. Encore un choix qui fait fond sur la
qualité d'attention et le goût du public. C'est en effet par
leurs étrangetés proprement littéraires que s'imposent les sou-
venirs slaves de la frêle et forte Natalia.

Les malins observeront que l'Interallié va, une fois de plus, à un
roman de chez Grasset. Il paraît plus utile de noter que Marie Van-
damme tranche, avec Cherokee, sur la production primée, par son
intérêt pour des gens simples (le Nord des pauvres au siècle der-
nier). Deux appétitions de « pros » sur cinq galeries de per-
sonnages sans problème de fins de mois : la proportion, rapportée à la
moyenne nationale, est honnête !

PAS d'examen de palmarès sans évoquer les oubliés. Ils ont
légion cette année, car le cru 1983 a été riche, très riche.
Parmi les auteurs qui figuraient dans les présélections, les
quelles, soit dit en passant, font sans doute plus de tort que de
bien, il y a ceux qui n'ont plus besoin de récompenses : Raymond
Abellio, et ses plans sur la comète (*Visages immobiles*), Bourgoise,
Rezvani et Wieser, penchés sur le difficile pardon des crimes de
guerre (*Les Serpents*, la *Loi humaine*, le *Cinquième fils*).

D'autres écrivains, moins chargés d'ans, de titres et de tirages,
auraient bien mérité le précieux coup de projecteur d'un prix. Je
pense à Daniel Depland, dont l'Homme vêtu de lin (Calmann-Lévy)
confirme un don volubile, aventureux, libre de toute mode ; à Lau-
rence Cassé, dont le *Premier Pas de l'amarante* vers une Inde peu
galante est mieux qu'un premier pas ; à Catherine Lépront, authen-
tique et musicale conteuse (*Le Tour du domaine*).

Reste, sur son *Radeau de la Méduse* trop bien nommé, le res-
capé Weyergans, agreste sans ruse au milieu des nombreux
clowns blancs à poignées que compte le cirque littéraire. Les am-
ateurs de littérature aérienne n'oublieront pas Antoine, personnage
digne de Godard, malhabile à « gérer » (on dit ce maintenant) ses
amours et son envie de créer, au-dessus du néant, sans filer.

BERTRAND POIROT-DELPECH.

L'amour, l'argent, la mort, au siècle de Louis XIV

CATHERINE
HERMARY-VIEILLE

LA MARQUISE DES OMBRES

ou
la vie de Marie-Madeleine d'Aubray
marquise de Brinvilliers

OLIVIER ORBAN



150

[illegible]

portraits

Louis Massignon, le « cheikh admirable »

L'homme qui devait donner un nouveau visage, à la fois plus passionné et plus attentif, à l'orientalisme intellectuel, naquit, il y a cent ans, le 25 juillet 1883, à Nogent-sur-Marne. Elève de Louis-Grégoire, puis licencié en lettres, diplômé d'arabe littéraire et dialectal aux Langues O, Louis Massignon devint, jusqu'à sa mort à Paris, le 31 octobre 1962, parcourant sans relâche le monde arabe, tout en ne perdant jamais le contact avec ses premières racines culturelles. Professeur à l'université du Caire, il le fut aussi au Collège de France. Homme d'action également, il fut envoyé, à sa demande, sur les fronts d'Orient (Balkans, Dardanelles, Palestine) durant la première guerre mondiale, et il participa, après le conflit, à l'installation de l'éphémère royaume de Syrie.

Marié en 1914 avec sa cousine Marcelle Dansart-Tastelin, dont il eut deux garçons et une fille, il devint ensuite prêtre melkite, dans cette Église orientale de rite byzantin, unie à Rome et qui admet comme ministres de son culte les hommes mariés. Son attrait pour l'Orient valut un jour à Massignon d'être accusé par le pape Pie XI avec cette exclamation teintée d'amical ironie : « Ah ! C'est vous le chrétien musulman ! »

L'ampleur et le nombre des manifestations qui ont marqué et vont marquer, cette année, le centenaire de la naissance de Massignon témoignent de l'audience que conserve l'auteur de la *Passion de Hallaj*.

Des symposiums ou des rencontres commémoratives ont été ou vont être organisés au Caire (à

l'université de cette ville et au centre culturel français), à Francfort, à Londres (à la Société asiatique royale), à Abu-Dhabi - où le lycée franco-arabe porte le nom de Louis Massignon - à Copenhague, à Naples, à Milan, aux États-Unis et au Maroc. Des cérémonies se sont déroulées à Montmartre, où Massignon rencontra le Père de Foucauld, et à Poitiers, en Bretagne, où Massignon est inhumé. La Bretagne est, avec la Turquie, le lieu où la tradition chrétienne-musulmane des Sept dormants d'Éphèse s'est épanouie. François Jourdan vient de publier chez Maisonneuve et Larose un ouvrage de référence consacré à la Tradition des Sept dormants (203 p., 90 F).

L'association Centenaire de Louis Massignon (27, rue Jacob, Paris-6^e, tél. : 329-12-15), organise les 9 et 10 décembre, au Collège de France, un collo-

que sur l'actualité de la pensée de Massignon. Interviendront, notamment, Ibrahim Madkour, président de l'Académie de langue arabe du Caire, le Père Georges Anoussi, directeur de l'Institut dominicain d'études orientales du Caire, Jacques Berque, professeur honoraire au Collège de France, Mohamed el Fassi, président de la Ligue des universités arabes, et Georges Makdissi, professeur à l'université de Philadelphie.

L'UNESCO tiendra le 9 décembre une séance solennelle en hommage à Massignon. Le Monde a déjà publié, le 30 juillet 1983, un article sur Massignon, du Père Michel Hayek, écrivain libanais, qui fut l'un des interlocuteurs orientaux du « cheikh admirable ».

J.-P. P.-H.

Une passion heureuse

● Homme d'absolu et témoin inlassable.

La vie de Louis Massignon fut une passion heureuse. C'était une destinée de pèlerin et de témoin inlassable, une marche vers les repères célestes guidée par « cette lumière qui passe par le sombre avant de venir à paraître », selon le mot de Heidegger. Très tôt, Massignon reçut l'appel de l'Orient, une sorte de révélation qui le mit dans une situation d'attente et lui fit éprouver la « terreur d'être choisi ». Ce jeune savant quittera son pays à l'âge de vingt ans, prendra la tête de sa propre caravane et ira jusqu'à Fès, la ville des labyrinthes et du savoir, petit empire du secret et de la foi. C'était en 1904. Ce premier voyage sera décisif : les traces de Léon l'Africain, qui vivait là au Moyen Âge, mèneront Massignon à la langue arabe, à l'islam, à ses poètes et à ses martyrs. Il définira ainsi les trois religions : « Si Israël est enraciné dans l'espérance, la chrétienté vouée à la charité, l'islam est centré sur la foi ».

Deux ans plus tard, il partira pour l'Égypte, puis pour Bagdad, où il fera une halte auprès d'une tombe peu négligée, celle du grand mystique musulman Hallaj, qui fut supplicié en l'an 922 par le pouvoir abbasside pour avoir entretenu la passion de Dieu et de la Vérité. Massignon apprendra chez cet homme comment l'âme musulmane peut aller jusqu'au bout de la foi par l'amour et la mort. A partir de là, toute la vie du savant sera consacrée à l'étude d'Hallaj, dont il traduira les textes et auquel il consacra une œuvre monumentale (1).

« Ce combattant héroïque, dit-il, que Dieu finit par tuer en combat singulier, à la guerre sainte, s'engageait la vie avec le sang qui goutte de ses membres mutilés pour ne pas sembler pâlir. Et le cri suprême : « Je suis la Vérité ! », qu'il avait proféré, se répand hors de lui avec son sang qui coule, ruisselle sur le monde où tous les éléments libérés se déchinent et entrent en tumulte, déchire le voile des idées, ressuscite les morts, et « carde l'univers » comme à la venue du Jugement dernier. »

Le Christ coranique

D'emblée Massignon plaçait ce témoin au-dessus d'autres maîtres tels que Huisman. Il revint plusieurs fois sur les traces d'Hallaj, parce qu'il souhaitait avoir « une expérience vitale du sacré », et parce qu'il était fasciné et bouleversé par l'hospitalité des Arabes et de l'islam. Il pensait qu'on « s'accède à la mystique que par l'hospitalité par-



Louis Massignon vu par Cagnat.

faite, le droit d'asile, l'ikram al-dayf (...), l'amitié divine n'est pas le fruit de l'observance littérale, mais de l'hospitalité inconditionnelle où l'âme accueille le passant, l'étranger, au nom de Dieu invisible, qui le lui envoie ».

Foi musulmane et hospitalité sont ainsi liées. Massignon fut sauvé en 1908 par des savants irakiens qui se portèrent garants de lui au moment où il fut accusé d'espionnage. « J'étais l'hôte et j'ai été sauvé. » Il croyait à un pacte d'honneur entre les hommes, en tout cas ceux du désert qui laissent toujours une place vide sous la tente pour recevoir le pèlerin de passage. Ce pacte est celui de la parole donnée. Massignon considérait la parole humaine comme « un appel destiné à nous faire sortir de nous-mêmes, de notre pays, de notre parenté ».

Il fut, d'après la formule de Roger Arnould, « converti au christianisme par le témoignage de Dieu qu'implique la foi musulmane ». Il aurait ainsi vécu les vertus islamiques avec un cœur chrétien. C'est

peut-être pour cela qu'il considérait l'islam comme « une religion naturelle rouverte par une révélation prophétique ». L'interprétation qu'il fait du martyre d'Hallaj est chrétienne : « Et, au centre, suspendu et hors de soi, Hallaj lui-même, mortifère à tous (...), dans une extase prolongée de son corps surpassant la mort, l'immortelle personnalité du Christ coranique (...). »

Louis Massignon a réussi incontestablement à changer la manière de comprendre l'islam. Il a su montrer la présence, dans cette religion, d'un mysticisme actif, nourri de souffrance, de poésie et de compassion. Il n'était pas neutre ; il marquait ses choix. Il n'a pas admis, par exemple, comme le fait remarquer Henri Corbin, grand connaisseur de l'islam iranien, le chiisme en général. Homme d'absolu, témoin pur d'une vérité une, Louis Massignon s'engageait aussi dans la lutte contre l'injustice. En 1953, il fit un jeûne pour obtenir l'égalité de traitement entre les musulmans d'Afrique du Nord et les Français, et pour protester contre la déposition et l'exil du roi du Maroc, Mohammed V. En avril-mai 1960, il alla s'asseoir avec les non-violents aux Champs-Élysées pour dénoncer les camps de « suspects » algériens non jugés.

Il donna des cours du soir aux travailleurs immigrés à Gennevilliers, visita souvent les détenus algériens de Fresnes, aida les réfugiés palestiniens. Il fut ce « cheikh admirable », dit Jacques Berque, fidèle à la « parole donnée », toujours à l'écoute des gens humiliés par cette « violence qui opprime la vérité » (Pascal).

En cette époque où l'islam, à cause du détournement politique iranien, apparaît comme une idéologie fanatique et totalitaire, il est utile de lire ou de relire cette *Parole donnée*, sorte de géographie spirituelle de la passion que Louis Massignon a nourrie pendant soixante ans pour la foi islamique, ses saints, ses martyrs et ses peuples (2).

TAHAR BEN JELLOUN.

(1) *La Passion de Hallaj*, martyre mystique de l'islam. Quatre volumes, Gallimard.

(2) *Parole donnée*, de Louis Massignon, vient d'être réédité au Seuil. 450 pages, 95 francs.

La dame de Marrakech

● L'itinéraire de Denise Masson, traductrice du Coran, dont la vocation fut inspirée par « monsieur Massignon ».

Singulier et captivant itinéraire que celui de cette fille de famille qui a passé une bonne partie de sa vie en terre d'islam à traduire et à étudier les textes sacrés des musulmans. Ce labeur accompli dans une discrétion monastique, au fond d'une maison de Marrakech, à l'ombre de l'éternel d'érudit, n'est encore connu que d'un cercle restreint d'orientalistes, au rang pas toujours bienveillant. D'aucuns se souviennent de certains sarcasmes lorsque Gallimard, en 1967, choisit la traduction de Denise Masson pour son Coran de la « Pléiade ».

Mais les théologiens musulmans francophones firent à Denise Masson, dix ans plus tard, le plus bel hommage jamais rendu par des docteurs de l'islam à un coraniste non musulman, qui plus est n'appartenant pas au sexe fort : le cheikh sunnite (orthodoxe) Sobhi Saleh, vice-président du Conseil supérieur islamique du Liban, et l'université cathédrale d'El-Azhar, au Caire, la plus haute autorité morale de l'islam sunnite, donnèrent, après mûre réflexion, leur imprimatur à la traduction en français du Coran de « mademoiselle Masson ».

Ce ne fut pas une mince affaire. Car le Coran, qui pour les mahométans véhicule en arabe la parole même de Dieu, est réputé intraduisible - ce qui n'empêche pas l'islam de compter aujourd'hui 80 % de non-arabophones parmi ses fidèles. Cependant la demande d'un Coran en français venait surtout de... musulmans : diplomates, universitaires, prêtres, journalistes, qui

étaient lassés, chaque fois qu'ils citaient le Coran en français, de se voir répondre par des interlocuteurs musulmans : « Ce n'est pas valable ! », alors qu'il existait une version anglaise reconnue du Livre de Mahomet.

Grâce au travail de Denise Masson, on disposa donc désormais d'un « essai d'interprétation en français du Coran inimitable » (1), puisqu'on n'a pas eu l'audace d'employer le mot, en l'espèce sulfureux, de traduction. De même, les éditeurs n'ont pas osé révéler que cette « interprétation » était due à une femme, créature qui, aux yeux d'un certain islam, continue de ne valoir que la moitié d'un homme : sur la couverture du Coran en français, ils n'ont fait précéder le nom de la traductrice que de l'initiale de son prénom.

« Les Trois Voies de l'Unique »

Outre cette tâche unique en son genre, la dame de Marrakech (elle rectifiait pudiquement : « la vieille demoiselle ») a publié *Monothéisme coranique et monothéisme biblique* (Desclee de Brouwer) et, cette année, chez le même éditeur, un de ses ouvrages qui ne sont petits que par le format : *Les Trois Voies de l'Unique*. Ce livre est placé sous l'invocation de « monsieur Massignon », qui fut l'inspirateur premier de la vocation de Denise Masson, et qui restera le plus grand orientaliste du siècle, tous pays confondus.

En deux cents et quelques pages, Denise Masson a eu l'ambition de montrer à un large public « ce qui revient en propre à chaque religion monothéiste (judaïsme, christi-

nisme, islamisme), ce qu'elle a de commun avec telle autre, en respectant le caractère particulier à chacune ».

Ce « petit » grand livre s'adresse avant tout à « certains chrétiens, sans doute un peu hostiles de leur religion apparentement réduite à l'état d'une « idéologie » humanitaire (et professant) une admiration sans mélange pour les musulmans, sans croire au sens de la transcendance divine, celle-ci étant méconnue, l'absence de côté par beaucoup de personnes qui se disent encore chrétiennes ». Denise Masson rappelle à ces « désemparés » que leur propre religion est spirituellement au moins aussi riche que l'islam ou le judaïsme.

Loin des béats espoirs, pas toujours sincères, des habitués du dialogue entre juifs, chrétiens et musulmans, la conclusion lucide de Denise Masson est que si « les points de convergence (entre les trois) sont nombreux, les différences (sont) profondes [et] portent sur des points fondamentaux ». Croyance, l'auteur, qui contrairement à une mode actuelle ne cède pas que certains versets coraniques placent les chrétiens parmi les « polythéistes », met ses espérances dans l'adoration commune en un « Dieu Un ».

Nota : on regrettera de trouver dans un ouvrage de cette qualité la fréquente petite erreur qui veut qu'en dehors des Lieux saints d'Arabie et des mosquées marocaines depuis l'isthme, les sanctuaires islamiques ne soient pas interdits aux non-musulmans : pour ne citer que deux exemples, c'était déjà le cas dans la plupart des mosquées d'Iran avant même la révolution islamique, c'est toujours le cas dans l'Irak laïcisé du Baas, etc.

J.-P. PERONCEL-HUGOZ.

* LES TROIS VOIES DE L'UNIQUE, de Denise Masson. Desclee de Brouwer, 230 p., 76 francs.

LIVRES
POLONAIS
et livres français
sur la Pologne
et
l'Europe de l'Est
Catalogues sur demande
LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4^e
Tél : 328-51-09

Collection Islam d'Hier et d'Aujourd'hui dirigée par A.M. TURKI
Joseph SCHACHT
INTRODUCTION AU DROIT MUSULMAN
Histoire et doctrine 256 pages : 120 F
Chez tous les bons libraires et chez l'éditeur
MAISONNEUVE ET LAROSE
15, rue Victor Cousin - 75005 Paris - Tél. : 354-32-70

De l'Égypte pharaonique à l'O.N.U...

ATLAS historique
Pierre Seignin et René Blasselle
Agrégés d'histoire et de géographie

« Cet ouvrage est un véritable dictionnaire de l'histoire. Un système cosmique de savoir, conçu en haut de chaque page, établit la liaison entre le texte et la cartographie. »

88 pages (dont 40 pages de cartes en couleur) format 25 x 32,7, index, relié, cartonné : 25 F

Les Atlas Bordas
une réputation fondée sur la précision et la richesse documentaire

Bordas

LE FOU PARLE

N° 26 - 24 F



(Couverture : LYDIE ARICCO)

UNE JOURNÉE ORDINAIRE

BALLAND

Je désire recevoir une documentation sur LE FOU PARLE.

NOM :

ADRESSE :

A retourner aux Éditions BALLAND, 33, rue Saint-André-des-Arts, 75006 Paris.

ARCHEOL préhistoire et art

MARS-DECEMBRE 1982 20 F

TOUTES GRANDES CIVILISATIONS DE L'HUMANITÉ

L'ART DES CYCLODES

LES CELTES EN GAULE

LES CÉLÈBRES FOSSILES DU CANAL

DES MILLIERS DE STELES PREHISTORIQUES

GRAVÉES DE SIGNES ENIGMATIQUES

EN ETHIOPIE

DOSSIER D'ACTUALITÉ

LA VILLA D'HADRIEN A TIVOLI

ACTUALITÉ ARCHÉOLOGIQUE

LES DÉCOUVERTES EN ÉGYPTE

LES DÉCOUVERTES EN ÉGYPTE

LES DÉCOUVERTES EN ÉGYPTE

LES DÉCOUVERTES EN ÉGYPTE

LES DÉCOUVERTES EN ÉGYPTE

LES DÉCOUVERTES EN ÉGYPTE

LES DÉCOUVERTES EN ÉGYPTE

LES DÉCOUVERTES EN ÉGYPTE

LES DÉCOUVERTES EN ÉGYPTE

LES DÉCOUVERTES EN ÉGYPTE

LES DÉCOUVERTES EN ÉGYPTE

LES DÉCOUVERTES EN ÉGYPTE

LES DÉCOUVERTES EN ÉGYPTE

LES DÉCOUVERTES EN ÉGYPTE

LES DÉCOUVERTES EN ÉGYPTE

LES DÉCOUVERTES EN ÉGYPTE

LES DÉCOUVERTES EN ÉGYPTE

LES DÉCOUVERTES EN ÉGYPTE

LES DÉCOUVERTES EN ÉGYPTE

LES DÉCOUVERTES EN ÉGYPTE

LES DÉCOUVERTES EN ÉGYPTE

LES DÉCOUVERTES EN ÉGYPTE

LES DÉCOUVERTES EN ÉGYPTE

LES DÉCOUVERTES EN ÉGYPTE

LES DÉCOUVERTES EN ÉGYPTE

LES DÉCOUVERTES EN ÉGYPTE

LES DÉCOUVERTES EN ÉGYPTE

LES DÉCOUVERTES EN ÉGYPTE

LES DÉCOUVERTES EN ÉGYPTE

LES DÉCOUVERTES EN ÉGYPTE

LES DÉCOUVERTES EN ÉGYPTE

LES DÉCOUVERTES EN ÉGYPTE

LES DÉCOUVERTES EN ÉGYPTE

LES DÉCOUVERTES EN ÉGYPTE

LES DÉCOUVERTES EN ÉGYPTE

La fascination

irable »

sur l'actualité de la pensée de...
L'Édition de la Bibliothèque de la Sorbonne...
1983, 120 p., 15 F.

ne de Marrakech

Le livre de Marrakech...
L'Édition de la Bibliothèque de la Sorbonne...
1983, 120 p., 15 F.

Les Trois Villes

Le livre de Marrakech...
L'Édition de la Bibliothèque de la Sorbonne...
1983, 120 p., 15 F.

INTRODUCTION AU DROIT MUSULMAN

haraonique à l'O.N.U.

ATLAS historique

Atlas historique de l'Afrique du Nord

de l'Orient

« Lascaris d'Arabie », ou les petites des grandes aventures

Un premier roman, qui mélange avec une grande habileté l'histoire véritable et la fiction pour ressusciter un lointain précurseur de T. E. Lawrence.

Jean Soublin a le goût du luge et de l'ironie : ses personnages, celui de l'Orient et de la domination. Son livre est en quelque sorte la réussite de cette rencontre. L'auteur met en scène, sous forme de lettres et d'écrits intimes, les destins d'âme de quelques orientalistes douteux, avec une égale et brillante maîtrise de la fiction et de la réalité. La vraisemblance des propos est troublante dès les premières lignes. Ainsi, sous la dictée de Jean Soublin, Drovetti, consul à Alexandrie de triste renommée, note dans ses Mémoires en août 1809 : « Débarquer en Syrie tandis que les Russes dévalent le Caucase. Partager une fois pour toutes l'Empire ottoman. De là, attaquer l'Inde. Systématiquement, le vieux rêve du général en chef devenu, grâce à moi, projet de l'Empereur. Mais pour cela il faut l'alliance des bédouins... Il nous faut un homme, dit Silvestre, mais quel ? Et comment s'appelle-t-il ?... Ce percepteur lunaire que nous avions au Caire en l'an VIII et qui savait si bien l'arabe ? »

Drovetti et Silvestre de Sacy (père inconnu de l'orientalisme) apprennent ici, aussi préoccupés l'un et l'autre par le grand projet de l'Empire que par leurs collections d'antiquités. Ce dont on est sûr, c'est que les projets et la correspondance que leur prête l'auteur sont totalement inventés. Il n'en demeure pas moins que Lascaris de Vismille a bien existé et qu'il fut sans aucun doute cet aventurier du désert syrien, parti pour une sombre mission et finalement trompé par les intrigues du pouvoir et par sa propre exaltation.

« La calme certitude de la vanité des choses »

Cet homme bénéficiait à la fois de la connaissance de l'arabe et de l'expérience de l'échec. Lui qui vivait dans l'ombre, oublié de tous et de sa propre femme, condamné à dispenser quelques cours de violon pour survivre à l'ingratitude. Nul n'était mieux préparé aux intempéries de la gloire et aux petites des grandes aventures. Il prit en 1811 le chemin du désert en compagnie d'un guide nommé Fathallah, serviteur tout à tour ironique et subjugué par les ambitions de son maître. L'auteur est mis à l'épreuve par la reconstruction des propos et de la mentalité de Fathallah, qu'il cherche à saisir dans un style hésitant et laborieux. C'est peut-être la seule faiblesse du livre.

A la tête des secrets de l'Empire et d'une collection de tribus

société

Un moraliste amusé et désabusé

Il y a des livres qui font penser à ces tableaux que l'on peut lire de deux façons simultanées. A première vue, cela représente un paysage marin ou une corbeille de fruits. Puis, soudain, tout bascule et l'on voit un visage de femme ou deux personnages de profil. D'Ambition à Zinzin, de Gérard Vincent, est de ces ouvrages. Au premier abord, ce dictionnaire, publié aux Éditions Presses de la Fondation nationale des sciences politiques par un universitaire connu pour ses études sur les lycéens (1) et sur la société française contemporaine, est un instrument de travail destiné aux étudiants et aux citoyens responsables. Mais en même temps, les illustrations de Tim, le titre un peu farfou du livre, nous disent qu'il s'agit peut-être d'une parodie d'ouvrage académique.

Et c'est bien cette lecture paradoxale qui fait le charme de ce livre. Côté face (sérieux), on y trouve des articles de sciences économiques, de sociologie, de démographie, de science politique. Côté pile (facétieux), on relève des portraits impertinents d'hommes politiques (Berre, Giscard...), des réflexions caustiques sur la psychologie (l'ambition, le mégalomanisme...), les mœurs (la télévision, le Monde...), les usages (le bridge, les voyages...).

Un théâtre de marionnettes

Mais, bien sûr, la juxtaposition de ces deux séries d'images n'est pas fortuite : elle symbolise la philosophie de l'auteur, faite d'un scepticisme ironique et acide. Son but est de montrer la discordance presque tragique entre la logique froide des mécanismes économiques et politiques, et la vanité des comportements humains : ceux des simples citoyens qui ne sont

poésie

Les rêveries de Gérard Macé

(Suite de la page 15.) Dans Bois sec, bois vert, il a d'ailleurs magnifiquement décrit Rome. Ses références, si nombreuses, à Carver, Liné et Livré sont des fausses pistes. L'invité des lecteurs de ces spectacles minuscules où ils peuvent venir les mains dans les poches, sans préparation... Traducteur de Saba, mais aussi de Sergio Solmi (1), Macé a publié trois volumes d'indis de Saint-Pol-Roux (2). Devant sa bibliothèque, où voisinent Queneau, Perros, Robin, de Boschère, etc., on devine le canton littéraire qu'il s'est attribué.

Dominique Eddé

* LASCARIS D'ARABIE, de Jean Soublin, Le Seuil, 256 p., 65 F.

EDITIONS DE LA BUTTE AUX CAILLES

MARC STEPHANE

CEUX DU TRIMARD

Préface d'Alphonse Boudard

1 vol. 56 F

DIFFUSION auprès de messieurs les libraires CASTERMAN

un chef d'œuvre oublié

LE MONDE DES

Tsiganes



Un vol. 100 F

François de Vaux de Foletier

"ESPACE DES HOMMES" BERGER-LEVRULT

EDITIONS DE LA BUTTE AUX CAILLES

LEO MALET

POEMES SURREALISTES

1 vol. 70 F

DIFFUSION auprès de messieurs les libraires CASTERMAN

Nestor Burma poète

Alvin Toffler

L'auteur du "choc du futur" définit ici des perspectives et propose des solutions originales pour sortir de la crise. "Les cartes du futur", parce qu'elles touchent aussi bien au travail qu'à la famille, au sexe qu'à la politique, à la fiscalité qu'au racisme, sont entre les mains de chacun de nous.

Les cartes du futur

DENOËL

EDITIONS DE LA BUTTE AUX CAILLES

MICHEL LEBRUN

L'ALMANACH DU CRIME 1984

1 vol. 65 F

DIFFUSION auprès de messieurs les libraires CASTERMAN

tout le monde l'attend

TÉLEX PARTAGÉ

ETRAVE SERVICE TÉLEX PARIS 345.21.62

ARCHEOLOGIA

préhistoire et archéologie

N° 105 DÉCEMBRE 1983/20 F

TROIS GRANDES EXPOSITIONS À PARIS :
L'ART DES CYCLADES
LES CELES EN GAULE
LES CÉLÈBRES FOSSILES DU CANJERS

DES MILLIERS DE STÈLES PRÉHISTORIQUES GRAVÉES DE SIGNES ÉNIGMATIQUES EN ÉTHIOPIE

DOSSIER D'INITIATION :
LA VILLA D'HADRIEN À TIVOLI

ACTUALITÉ ARCHÉOLOGIQUE : La sauvegarde de Mohenjo-Daro en Inde. RICHES TECHNIQUES DÉTACHABLES : Trois grandes cultures préhistoriques : l'Achéuléen, le Moustérien et le Périgordien.

Économisez 105 F en recevant en plus de votre abonnement annuel d'ARCHEOLOGIA, trois numéros des DOSSIERS D'HISTOIRE et ARCHÉOLOGIE.

NOM et Prénom : _____

Adresse : _____

Souscrit un abonnement de 12 numéros d'ARCHEOLOGIA. Désire recevoir en plus et sans supplément, trois N° des DOSSIERS D'HISTOIRE et ARCHÉOLOGIE. Ch. joint 210 F pour 12 N° d'ARCHEOLOGIA + 3 N° DOSSIERS D'HISTOIRE et ARCHÉOLOGIE.

☐ Chèque ☐ Mandat ☐ C.C.P.

Bon à envoyer à ARCHEOLOGIA BP 28 - 21121 Fontaine-Ms-Dijon

Belgique : Ed. Soumillion - 28 av. Marnett - 1100 Bruxelles

- (1) Méditations sur le scorpion, à paraître aux Éditions Verdier.
- (2) Le Trésor de l'homme, Cinéma vivant et Vitesse, aux Éditions Rougerie.
- (3) Presses orientalistes de France, 1977.
- (4) Dans la terre d'Irène des vents, n° 9-10.
- BIBLIOGRAPHIE**
- Aux Éditions Gallimard : Le Jardin des Images, 1974 ; Les balcons de Babyl, 1977 ; Ex libris, 1980.
- Aux Éditions Fata Morgana : Logos de chimie, 1981.
- Traduction : Comme un vieillard qui rêve, d'Umberto Saba, Vrin Médicis/L'Alphée, 1983.

ARTS ET LITTÉRATURE

albums

Voyage au bout de l'Enfer...

Sous l'invocation de Georges Bataille, Bernard Noël nous entraîne dans un « enfer » supérieur : celui qui, entre 1919 et 1939, du Grand Verre de Duchamp à la Poupée de Belmer, consacre l'apparition d'un « nouvel Eros ».

Les plus grands peintres sont là, Dali, Kupka, Masson, Matisse, Picabia ou Picasso, mais aussi des petits maîtres, Verriès, Dignimont, Lesepe, Luc-Albert Moreau, Bernard Noël, en marge des reproductions, pour une sorte d'essai et de roman. Il nous fait partager ses émois, ses doutes.

Récit érotique, collection de fantasmes, sa dérive s'éclaircit à mesure. Une ingénue, des personnages, Eros, K., se préparent à des paroxysmes, ou les rêvent ; on sort un fœtus, un porte-jarretelles noir. Les actes et la réflexion marchent ensemble, les images défilent.

Un dessin de Lhote pour *Escapes* de Cocteau, des Marquet de l'Académie des Dames, une lithographie de Bonnard pour *Parallèlement* de Verlain, des bois de Maillol pour *Art d'aimer*, tous ces trésors, réservés aux amateurs ou enfermés dans « l'enfer » de la B.N., nous arrivent avec la fraîcheur de ce qui n'est pas galvaudé.

Des « Propos d'un collectionneur sur l'édition clandestine » complètent utilement l'ouvrage. Ils nous rappellent le rôle que jouèrent, entre les deux guerres, ces éditeurs secrets, André Malraux, Louis Perceau, Simon Kra, les frères Briffaut.

Pascal Pia et René Bonnel. Mais les *Rouilles enragées* de Benjamin Péret et le *Con d'Irène* de Louis Aragon, deux livres publiés dans l'ombre, sont désormais à la portée des demoiselles.

R. S.

* L'ENFER, DIT-ON... DES SENS SECRETS, 1919-1939, de Bernard Noël. Format 25 X 31, 106 illustrations couleur et noir, 144 pages, Ed. Herscher, relié sous jaquette illustrée avec état, 500 F.



Dessin de Pierre Bonnard extrait de l'ouvrage de Bernard Noël.

« L'art rêveur », de Victor Hugo

A ses dessins à la plume, Hugo mêlait « du crayon, du fusain, de la sépia, du charbon, de la suie et toutes sortes de mixtures bizarres ». Il représentait ses visions. Son « art rêveur », Jacqueline Lafargue, conservateur à la Maison Victor Hugo, le résume dans un beau choix de dessins et de lavés. En face de chaque reproduction, quelques lignes du poème, vers ou prose, établissent des correspondances parlantes.

Un burin, plume et lavés d'encre brune, « donne une sensation de lointain extraordinaire ». Le *Bateau-vision*, de 1865, pose « le mystère de l'étrange onde laborieuse ». *Torquemada*, exécuté en exil, ex-

plote un « monde de spectres ». *L'intestin de Leviathan*, s'ouvre, « entre fosse, souffre percé de rues, tapinrière titanique », l'appareil digestif de *Babylone*.

Hugo fait sortir des paysages imaginaires d'un peu d'encre et de gousache. Il invoque le vent, les arbres, les rocs, des spectres et des fantômes de ville. Avec les 73 dessins réunis ici, sa production graphique (entre 1830 et 1876) s'étend à tout l'univers.

R. S.

* VICTOR HUGO, DESSINS ET LAVÉS, de Jacqueline Lafargue, format 30 X 24, illustrations en couleurs, 156 p., Editions Hermann, Weber diffusion, 260 F.

Le « phénomène » surréaliste

José Pierre, qui participe au mouvement de 1952 à 1969, publie *L'univers surréaliste*, une « vue synthétique » : les écrits, les tableaux, les prises de position sociales et politiques de Breton et de ses amis, puisque rien ne manque à ce panorama didactique.

De la « préhistoire du surréalisme » et de ses « précurseurs immédiats » (Apollinaire, Chirico) à son « occultation et désoccultation », José Pierre évoque les activités, les disputes et les tendances d'une nébuleuse difficile à saisir. « Inflation automatique », « humour objectif », « beauté convulsive », il découpe la chronologie d'après les grandes intuitions et les projets.

Il voyage aussi, en Amérique du Nord et du Sud, en Allemagne, aux Antilles, en Grande-Bretagne, pour parler d'artistes souvent méconnus : David Hare, Joseph Cornell, Frida Kahlo, etc. Des notices biographiques, un peu sommaires, ferment l'ouvrage.

Trois agrégés de lettres modernes ont eu l'imprudence de se lancer dans une anthologie de la littérature française du vingtième siècle. Visiblement, ils débloquent. Ils ont

R. S.

* L'UNIVERS SURRÉALISTE, de José Pierre, format 23 X 29, 356 pages, nombreuses illustrations couleur et noir, Sonzogno, 295 F.

* XX^e SIÈCLE, de C. Biet, J.-P. Biguet et J.-L. Rigault, format 18 X 26, 928 pages, illustrations couleur et noir, « Textes et contextes », Editions Magnard, 120 F.

DÉRIVES

Tiers-monde et dernières voiles

L'essor de la plaisance a conduit ces dernières années à offrir pour les fêtes des livres de luxe spécialement illustrés sur la voile et les voiliers en tout genre.

Tandis que Voiles-Gallimard publie un album retraçant la carrière et les routes victorieuses du catamaran *Charente-Maritime* (149 F), les éditions du Pen-Duick font de même avec son homologue *Elif-Aquitaine* (100 F).

De leur côté, les Editions maritimes et d'outre-mer proposent, sous le titre *Dernières voiles*, un répertoire somptueusement illustré des embarcations qui utilisent encore le seul vent pour se mouvoir.

C'est essentiellement dans les pays pauvres qu'on continue de recourir à l'énergie douce des vents. A comparer les coques et gréments de pêche en Inde, au Brésil, en Egypte,

en Chili, en Chine, au Bangladesh, on constate des ressemblances d'un continent à l'autre, car il y a une infinité de façons d'associer la toile, la corde et le bois, mais aussi des singularités dues à la nature locale des vents, de la mer, aux techniques artisanales de construction, aux traditions, au génie du lieu.

Une constante : l'harmonie de formes et de couleurs qui inspirent la propulsion sans moteur et les travaux de la mer. Où que ce soit, étraves ornées et fous délavés parlent de sagesse. Et d'avenir, car la voile reste une alternative sérieuse à la crise de l'énergie.

R. P.-D.

* DERNIÈRES VOILES, de N. Hollander et H. Mertes, préface de Th. Heyerdahl, traduction de D. Maillon, Editions maritimes et d'outre-mer, 242 p., 430 F.

* ENCYCLOPÉDIE DES AVIONS CIVILS DU MONDE, des origines à nos jours, de E. Angelucci, format 26,4 X 31, relié sous jaquette couleur, 420 pages, Ed. Nathan, 495 F.

* ENCYCLOPÉDIE DE L'AVIATION, de David Mearns, un volume 23 X 30,5, 300 pages, 1 000 reproductions photos dont 50 en couleur. Relié sous jaquette Septimus-Weber diffusion, 265 F.

* HISTOIRE DE L'AVIATION NAVALE, de Jean-Jacques Anté, 265 pages, format 24 X 28, 300 photos noir et blanc et couleur. Editions de la Cité, 57, rue de Siam, Brest, 295 F.

Les belles « vapeurs » d'antan

Les locomotives à vapeur appartiennent au royaume de l'imaginaire. Nous avons, un jour, pris le Transsibérien avec Blaise Cendrars, participé à la conquête de l'Ouest avec Gary Cooper et vu de belles danses à vapeur promettre leur dévouement dans les compartiments d'un train en partance pour l'aventure.

Brian Hollingsworth a écrit un hymne pour « cet être passionnant, vibrant, merveilleux, prodigieux, irremplaçable » qui symbolisait l'évasion et les grands espaces. Il présente, avec un enthousiasme non dissimulé, près de 150 machines à vapeur du monde entier. Il parle d'elles comme de personnes humaines, d'amies lointaines et un peu démodées que la nostalgie pare de toutes les qualités.

La documentation rassemblée dans ce volume laisse pantois et, dans certaines pages, on a l'impression d'assister à un défilé de mode. Comment choisir entre la *Fairlie* du Mexique à l'élégance distante et la *Lion* qui imposait sa loi, en 1838, sur le Liverpool & Manchester Railway ?

La guerre des Malouines en 1982 et, plus récemment, les événements au Proche-Orient ont montré que le porte-avions occupe une place privilégiée au sein des flottes de combat. C'est cette histoire à deux personnages - l'avion et le navire - que Jean-Jacques Anté, qui a déjà publié une vingtaine de livres consacrés à la mer, nous raconte ici de façon très vivante, avec l'appui d'une iconographie remarquable.

CHRISTIAN BATIFOULIER.

* L'ATLAS INTERNATIONAL DES CHEMINS DE FER, de Lucien Maurin Villain, 488 pages, 21 X 27 cm, plusieurs centaines de photos et de dessins en noir. Editions Tardy-Langelé, collection « Art et Industrie », Arvillat, 6, rue Milleau, 75009 Paris, 390 F.

* UN SIÈCLE DE MATÉRIEL ET TRACTION SUR LE RÉSEAU ORLÉANS (1938-1940), de Lucien Maurin Villain, 488 pages, 21 X 27 cm, plusieurs centaines de photos et de dessins en noir. Editions Tardy-Langelé, collection « Art et Industrie », Arvillat, 6, rue Milleau, 75009 Paris, 390 F.

Important Editeur Parisien recherche pour ses différentes collections manuscrits inédits de romans, poésie, essai, théâtre. Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision.

Adressez manuscrit et C.V. à la Pensée Universelle 4 rue Charlemagne, 75004 Paris - Tél. 887.08.21. Conditions fixées par contrat. Notre contact habituel est défini par l'article 49 de la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire.

la pensée universelle

Trait

Les croquis de « Claire »

En marge des « frustres », Claire Bretécher dessine. Coups de crayon, pastel, ses carnets de croquis « plus vrais que nature » sont remplis de portraits. Elle en a choisis certains. Enfants, « même », groupes familiaux, amis, chaque dessin est un pas vers un truc technique différent. On est dans le laboratoire de « Claire », multipliée par ses autoportraits. - R. S.

* PORTRAITS, de Claire Bretécher, avant-propos d'Umberto Eco, commentaires de Daniel Arasse, nombreuses illustrations couleur et noir, format 21 X 29 cm, 96 pages, Denoël, 145 F.



Illustration de couverture de « Portraits » de Claire Bretécher (Denoël).

Le monde en dessins

Il faut consacrer les cent douze pages de cet album, les faire macérer dans un litre de jus de citron remuant tous les dix ans, puis laisser décanter un bon siècle. Il faut enfin presser fortement le résidu, et contempler la chose noire qui en sort, en se bouchant le nez si l'on n'a pas un rhume. La chose noire, c'est le monde d'aujourd'hui tel que l'a conçu le Monde Dimanche sous le trait de ses dessinateurs. Une chose noire pire que l'humour de la même couleur, quoique cet ingrédient y entre à bonne dose, une chose agitée d'humour chaudes et malignes qui ont nom désespoir, solitude, violence, hypocrisie, cauchemar. Cauchemar du mot qui se perd et du monde mécanique. Et si l'on presse encore un peu, il en sort un petit honneur, doux et apaisé, qui se sauve en zigzaguant.

C'est la vertu du dessin de révéler immédiatement le temps, l'époque, sous des crayons, des plumes, des styles les plus différents. Mais ce qui caractérise cet album, c'est, à quelques dessins près, la cohérence de son ton : un cynisme douloureux.

LE MONDE DIMANCHE-DESSINS, 112 pages, 48 F.



Dessin de A. Letort extrait de l'album « Dessins » publié par le Monde.

A LA VITRINE DU LIBRAIRE

Des avions par milliers

Quatre vingt ans seulement après le premier vol des frères Wright, près d'un milliard de passagers ont été transportés sur des lignes aériennes en 1983 - ils n'étaient que cent millions en 1960. C'est cette fantastique histoire que retrace l'Encyclopédie des avions civils du monde.

Plus de quatre cents types d'appareils de tous pays, sont passés en revue. Leur histoire, leurs caractéristiques et leurs performances sont illustrées par de nombreuses et très fines planches en couleurs.

Des tableaux comparatifs - sur la capacité en passagers, l'autonomie, la vitesse, l'altitude, - des cartes, des chronologies - sur les vols transatlantiques, les tours du monde, les grandes compétitions, - permettent de bien suivre l'évolution des progrès techniques. Mais surtout des panoramas synoptiques présentent tous les appareils à la même échelle.

Avec son frère jumeau, l'Encyclopédie des avions militaires, paru il y a juste un an chez le même éditeur, il constitue l'un des meilleurs ouvrages généraux disponibles en langue française.

Le nom de David Mondey, collaborateur de la revue *Jane's All the World Aircraft* - la bible en la matière, - laissait supposer que cette Encyclopédie de l'aviation était un ouvrage sérieux. La première partie, un cinquième de l'ouvrage, est une compilation honnête de l'histoire de l'aviation. La deuxième, intitulée « les avions de A à Z », a la prétention de présenter les productions de quelque 1 500 firmes aéronautiques. Là, tout se gâte, les coquilles se mêlent aux fautes de français, aux erreurs et aux bavardages de la traduction. Ainsi, le biplanneur d'entraînement technique L-39 (page 71) « possède un simulateur spécial d'éjection et une batterie de tests automatiques ». Comprenez qui pourra !

La guerre des Malouines en 1982 et, plus récemment, les événements au Proche-Orient ont montré que le porte-avions occupe une place privilégiée au sein des flottes de combat. C'est cette histoire à deux personnages - l'avion et le navire - que Jean-Jacques Anté, qui a déjà publié une vingtaine de livres consacrés à la mer, nous raconte ici de façon très vivante, avec l'appui d'une iconographie remarquable.

CHRISTIAN BATIFOULIER.

* L'ATLAS INTERNATIONAL DES CHEMINS DE FER, de Lucien Maurin Villain, 488 pages, 21 X 27 cm, plusieurs centaines de photos et de dessins en noir. Editions Tardy-Langelé, collection « Art et Industrie », Arvillat, 6, rue Milleau, 75009 Paris, 390 F.

* UN SIÈCLE DE MATÉRIEL ET TRACTION SUR LE RÉSEAU ORLÉANS (1938-1940), de Lucien Maurin Villain, 488 pages, 21 X 27 cm, plusieurs centaines de photos et de dessins en noir. Editions Tardy-Langelé, collection « Art et Industrie », Arvillat, 6, rue Milleau, 75009 Paris, 390 F.

* ENCYCLOPÉDIE DES AVIONS CIVILS DU MONDE, des origines à nos jours, de E. Angelucci, format 26,4 X 31, relié sous jaquette couleur, 420 pages, Ed. Nathan, 495 F.

* ENCYCLOPÉDIE DE L'AVIATION, de David Mearns, un volume 23 X 30,5, 300 pages, 1 000 reproductions photos dont 50 en couleur. Relié sous jaquette Septimus-Weber diffusion, 265 F.

* HISTOIRE DE L'AVIATION NAVALE, de Jean-Jacques Anté, 265 pages, format 24 X 28, 300 photos noir et blanc et couleur. Editions de la Cité, 57, rue de Siam, Brest, 295 F.

Les belles « vapeurs » d'antan

Les locomotives à vapeur appartiennent au royaume de l'imaginaire. Nous avons, un jour, pris le Transsibérien avec Blaise Cendrars, participé à la conquête de l'Ouest avec Gary Cooper et vu de belles danses à vapeur promettre leur dévouement dans les compartiments d'un train en partance pour l'aventure.

Brian Hollingsworth a écrit un hymne pour « cet être passionnant, vibrant, merveilleux, prodigieux, irremplaçable » qui symbolisait l'évasion et les grands espaces. Il présente, avec un enthousiasme non dissimulé, près de 150 machines à vapeur du monde entier. Il parle d'elles comme de personnes humaines, d'amies lointaines et un peu démodées que la nostalgie pare de toutes les qualités.

La documentation rassemblée dans ce volume laisse pantois et, dans certaines pages, on a l'impression d'assister à un défilé de mode. Comment choisir entre la *Fairlie* du Mexique à l'élégance distante et la *Lion* qui imposait sa loi, en 1838, sur le Liverpool & Manchester Railway ?

La guerre des Malouines en 1982 et, plus récemment, les événements au Proche-Orient ont montré que le porte-avions occupe une place privilégiée au sein des flottes de combat. C'est cette histoire à deux personnages - l'avion et le navire - que Jean-Jacques Anté, qui a déjà publié une vingtaine de livres consacrés à la mer, nous raconte ici de façon très vivante, avec l'appui d'une iconographie remarquable.

CHRISTIAN BATIFOULIER.

* L'ATLAS INTERNATIONAL DES CHEMINS DE FER, de Lucien Maurin Villain, 488 pages, 21 X 27 cm, plusieurs centaines de photos et de dessins en noir. Editions Tardy-Langelé, collection « Art et Industrie », Arvillat, 6, rue Milleau, 75009 Paris, 390 F.

* UN SIÈCLE DE MATÉRIEL ET TRACTION SUR LE RÉSEAU ORLÉANS (1938-1940), de Lucien Maurin Villain, 488 pages, 21 X 27 cm, plusieurs centaines de photos et de dessins en noir. Editions Tardy-Langelé, collection « Art et Industrie », Arvillat, 6, rue Milleau, 75009 Paris, 390 F.

Important Editeur Parisien recherche pour ses différentes collections manuscrits inédits de romans, poésie, essai, théâtre. Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision.

Adressez manuscrit et C.V. à la Pensée Universelle 4 rue Charlemagne, 75004 Paris - Tél. 887.08.21. Conditions fixées par contrat. Notre contact habituel est défini par l'article 49 de la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire.

la pensée universelle

« Le Livre de la pêche »

La pêche à la ligne est un sujet inépuisable. Chaque année qui passe voit une floraison d'ouvrages paraître. Pour la plupart d'entre eux, ils ne révèlent rien au pêcheur averti, mais traduisent techniquement ou sentimentalement ce que l'auteur a découvert ou appris dans les moments de joie, de tension ou de paix qui suit donner l'un des plus vieux « sports » du monde.

Aussi, quand un livre fait le tour de la question avec une grande simplicité de vocabulaire, sans pour autant succomber à la vulgarisation à outrance, et réunit en 360 pages l'essentiel de ce qu'il faut savoir ou se rappeler sur les poissons, le matériel et la façon dont il convient d'agir au bord de l'eau, on ne peut que s'en réjouir.

René Rougeron signe en cette fin d'année un livre qui répond à l'attente. C'est un ouvrage très riche en illustrations de couleurs (1) et qui - les porteurs de ligne nous comprendront - comporte de courts textes délicieux du regretté Jérôme Favard, Bernard Breton, Edmond-Gabriel Despret, Jacques Centelles, Jean Delaplanche (le « préface pêcheur »), Luc Bodin et Roland Truissat (les dessinateurs) ont participé à l'aventure. C'est très bien fait, complet, et l'on peut à travers ces pages pêcher l'abileté des bords de Marne et l'espoir de voir au large de Dakar. - CLAUDE LAMOTTE.

* LE LIVRE DE LA PÊCHE. Solair éditeur, 356 pages, 139 F.

(1) Dans la même collection, signalons le *Livre de la chasse* qui signe Emile Lejeune. Sélections de l'auteur et richesse de l'iconographie sont à noter. (Solair, 372 pages, 130 F.)

L'Instant perpétuel publie Autretres

GUILLEVIC

200 av. main, sur Chiffon.

50 F. France.

5, rue de la Concorde.

78000 ROUEN.



ENKI BILAL ET PIERRE CHRISTIN

PARTIE DE CHASSE

Le Monde. L'émergence de la bande dessinée comme mode d'expression à part entière est un phénomène culturel majeur de ces dernières années. Avec leur « Partie de Chasse », Pierre Christin et Enki Bilal en font une démonstration éclatante.

V.S.D. Ni le roman ni le cinéma n'ont comme cette bande dessinée rendu le côté shakespearien des autorités suprêmes du clan soviétique.

Le *Nouvel Observateur*. Une B.D. superbe, un authentique roman qui dissimule un sacré coup de pied au cul.

DARGAUD

DARGAUD

DARGAUD

DARGAUD

DARGAUD

DARGAUD

DARGAUD

DARGAUD

DARGAUD

DARGAUD

DARGAUD

DARGAUD

DARGAUD

DARGAUD

DARGAUD

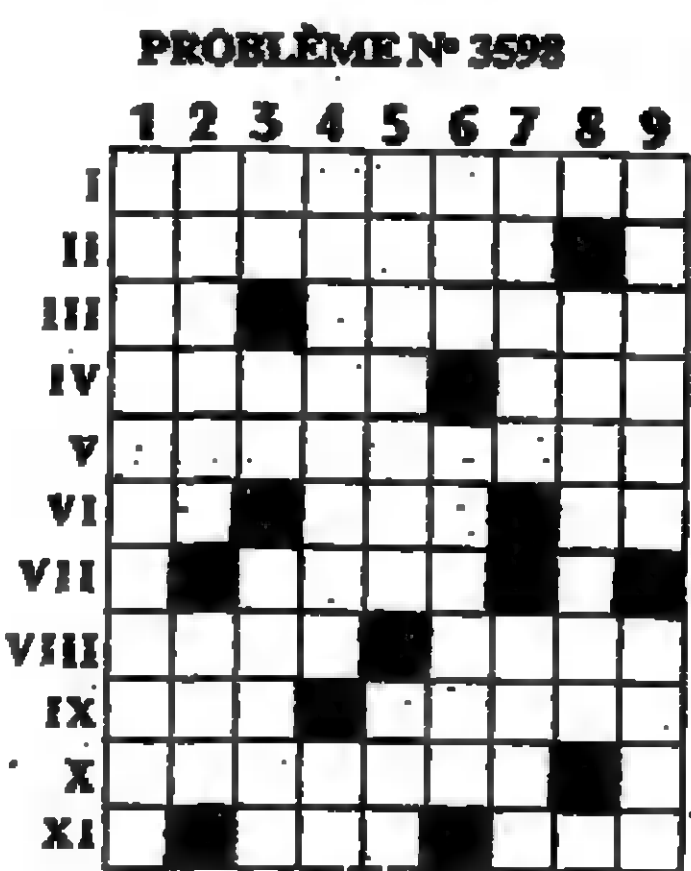
DARGAUD

DARGAUD

DARGAUD

INFORMATIONS « SERVICES »

MOTS CROISÉS



PROBLÈME N° 3598

HORIZONTALEMENT
 1. Souvent gagnés à coups de canons. — 2. Qui a le caractère de la peste. — 3. Terme de médecine. Une dignité de ministre. — 4. Qui a le caractère d'un vain. Oblige à choisir. — 5. Qui a donc suivi. — 6. Mère de grands enfants. Gardé pour lui. Qui a donc été déclaré. — 7. Ville du Japon où l'on travaille à la chaîne. — 8. Fournit une certaine teinture. Son ours renforce la ligne Siegfried. — 9. Devient très coulant. Tout à fait dégonflé. — 10. Quand elles sont fausses, il ne faut pas en faire un plat. — 11. Évoque une bonne façon de parler. Endroit où l'on peut taper.

VERTICALEMENT
 1. Emploi du temps plus ou moins chargé. — 2. A laquelle on ne peut rien reprocher. Lieu de naissance d'un patriote. — 3. La moitié de rien. La fin de tout. On y passait des concours. — 4. Peut être mis dans le même panier qu'une duchesse. Quartier de Rennes. — 5. Les bras nous en tombent quand on lui casse la tête. Rester dans l'obscureté (épée). — 6. Ent une amine andalouse. Ses habitants auraient pu concurrencer Guillaume Tell. — 7. Ce n'est pas le droit chemin. Mot pour chasser les mouches. — 8. Nom donné à certains marbres. — 9. Pour s'attaquer aux vices. Habille parfois une bergère.

Solution du problème n° 3597

Horizontalement
 1. Commerce. — 2. OEA. Viole. — 3. SMIC. — 4. UV. Uvule. — 5. R. Mord. — 6. Testateur. — 7. Épis. — 8. É. S. S. — 9. Résistant. — 10. In. Refuge. — 11. Bites. (cf. « Autres »). R.É.
Verticalement
 1. Coquette. — 2. Gavre. Sent. — 3. Mousse. — 4. L. TP. Ir. — 5. EV. Émilles. — 6. R. O. O. Ir. — 7. Compresseur. — 8. E. H. (le). D. A. Ange. — 9. Secouriste.

GUY BROUTY.

ÉCHECS

Le Tournoi des prétendants

SMYSLOV MAINTIENT SON AVANTAGE

Tous les efforts de Zoltan Ribli pour réduire l'écart de deux points qui le sépare de Vassili Smyslov ont été vains dans la huitième partie de leur demi-finale du Tournoi des prétendants à Londres, et le jeune grand maître hongrois, à quatre parties de la fin, se trouve mené par 5 à 3.

Pourtant, dans une défense alave, variante Schlechter, où Smyslov innova avec T68 au neuvième coup, Ribli réussit à avoir un pion passé, mais isolé, en d5. Dans une finale dame-tour, aucune des manœuvres de Ribli ne lui permit d'avancer plus loin ce pion, et c'est dans une position qui ne lui était plus défavorable que Smyslov proposa la nulle. Pour lui, chaque demi-point est maintenant une victoire.

Ce jeudi, Victor Kortchnoï, mené 4 à 3 après deux défaites successives, devait jouer avec les Blancs la huitième partie de sa demi-finale contre Kasparov.

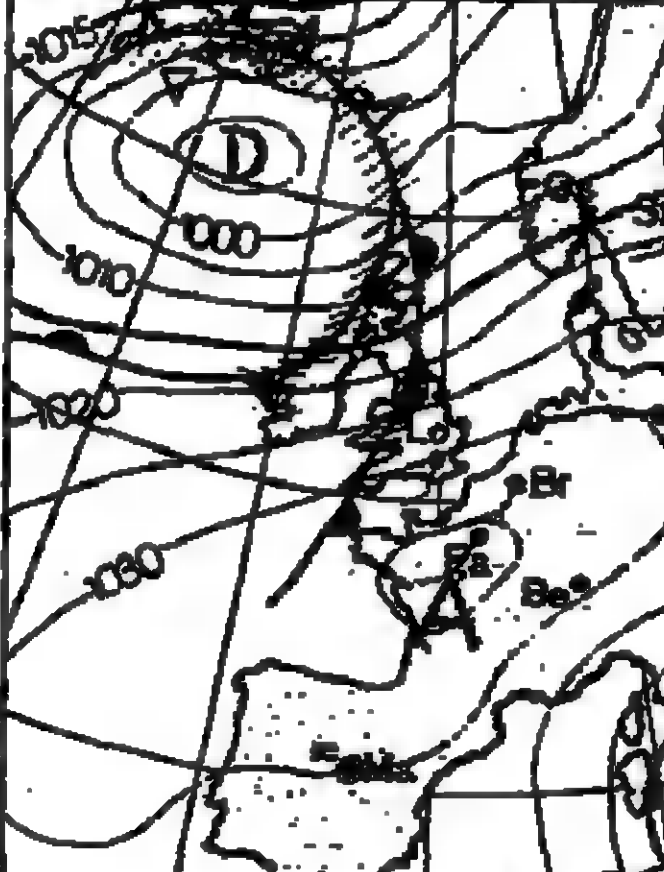
Blancs : RIBLI
Noirs : SMYSLOV
(8^e partie)

Défense alave, variante Schlechter

1. d4	2. d5	3. Td5	4. Dd4
5. c4	6. c5	7. Td5	8. Cg7
9. Cg3	10. Cb5	11. Td5	12. Cb5
13. Cb3	14. Fg7	15. Cxd5	16. Cxd5
17. 0-0	18. Fg4	19. Td5	20. Dd6
21. d3	22. Fxg3	23. Dd3	24. gxd3
25. Dxd3	26. Td3	27. Dd3	28. Rb6
29. Td1	30. Dd4	31. Dd3	32. Td7
33. Dd4	34. Cb7	35. Dd3	36. Td7
37. a3	38. Cxh4	39. Dd3	40. Rg7
41. Cxh4	42. Dd3	43. Dd3	44. Tg7
45. b3	46. b5	47. b5	48. Tg7
49. Dxd3	50. Dd3	51. Dd3	52. Dd3
53. Fh4	54. Cb6	55. Dd4	56. Dd4
57. Td1	58. Td3	59. Dd4	60. Dd4
61. Fg5	62. Fxg5	63. Dd4	64. Dd4

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 8-12-83 À 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 9 DÉCEMBRE À 0 HEURE (G.M.T.)

La dépression qui se centre vendredi matin sur le sud de la Scandinavie dirige la circulation d'une perturbation active. Celle-ci chassera lentement l'air froid antérieur couvrant encore le pays jeudi.

Vendredi, seules les régions méditerranéennes bénéficieront d'un temps agréable, ensoleillé le matin avec des températures minimales de 2 à 5 degrés, le ciel devenant nuageux l'après-midi avec des températures atteignant 10 à 13 degrés. De plus, le mistral s'atténuera puis cessera. Partout ailleurs, le temps sera très nuageux et humide. En fin de nuit et début de journée, en liaison avec le front chaud de la perturbation, du verglas sera présent des Ardennes à la Lorraine et aux Vosges. D'autre part, sur la moitié sud, des bruyères de vents pourront parfois les routes glissantes. Au passage du front froid de la perturbation se produiront des pluies modérées à assez fortes, le matin de la Bretagne à la Picardie, aux environs de la mi-journée des Pays de Loire au Bassin parisien et aux Ardennes, pour la soirée des Pyrénées au Massif Central, à la Franco-Comté et au nord des Alpes. Le temps tombera à moyenne altitude. Le vent de sud-ouest sera fort près des côtes.

Après ce passage frontal, le ciel sera variable avec des averse, fréquentes sur le Nord-Ouest. Le vent s'orientera alors au nord-ouest, puis au nord en fin de journée en étant fort en Manche.

Les températures minimales de la nuit seront de l'ordre de 9 degrés près de la Manche, 0 à -3 degrés dans le Sud-Ouest, -2 à -4 degrés du Nord-Est aux Alpes et au Massif Central, -7 degrés ailleurs.

Les maxima de l'après-midi seront de l'ordre de 6 degrés près de la Manche et dans le Nord-Est, 10 degrés dans le Sud-Ouest, 8 degrés ailleurs.

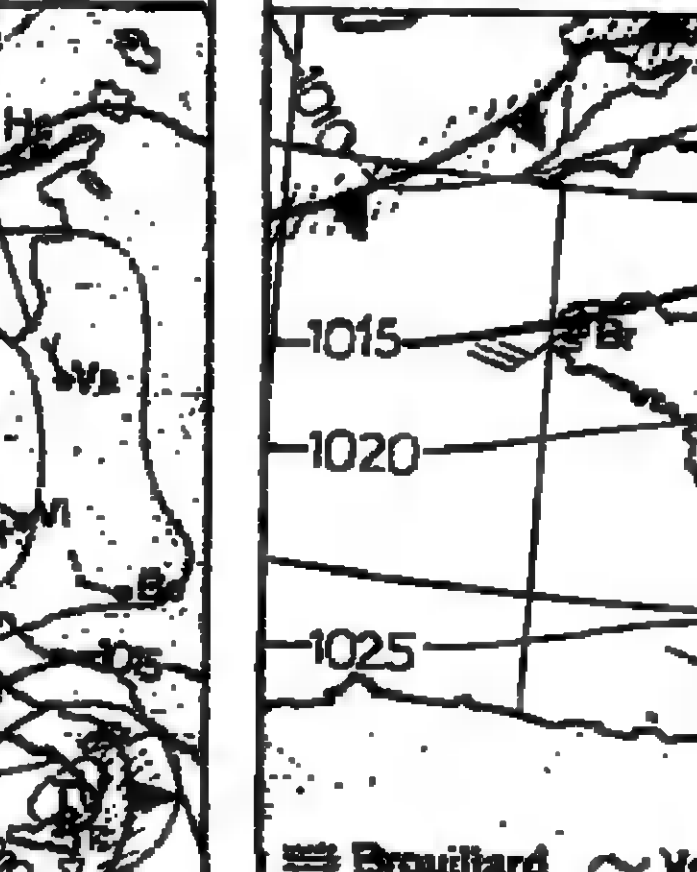
PARIS EN VISITES

SAMEDI 10 DÉCEMBRE
 - Exposition Turner, 11 heures, Grand Palais, M^{re} Lemaire.
 - L'Opéra, 13 h 15, entrée, M^{re} Lemaire.
 - Hôtel de Sully, 15 heures, 62, rue Saint-Antoine, M^{re} Zojovic (Caisse nationale des monuments historiques).
 - Raphaël, 11 heures, métro Champs-Élysées (Arco).
 - L'Académie-Française, 15 heures, 23, quai Conti (Commissariat d'ici et d'ailleurs).
 - Hôtel Thiers, 15 heures, 29, rue Napoléon-de-Lorraine (M^{re} Ferrand).
 - Raphaël, 15 h 30, Grand Palais (Tourisme culturel).

CONFÉRENCES

15 heures, 36, rue des Mathurins, M. M. Carmona - « Richelieu » : M. J. Yanowski - « Andriusel, éducation, culture et société » (Le Nouveau Faubourg).

PRÉVISIONS POUR LE 9 DÉCEMBRE À 0 HEURE (G.M.T.)



PRÉVISIONS POUR LE 9 DÉCEMBRE À 0 HEURE (G.M.T.)

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris le 8 décembre à 7 heures de 1033,2 millibars, soit 775 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 7 décembre; le second, le minimum de la nuit du 7 décembre au 8 décembre): Ajaccio, 13 et -2 degrés; Biarritz, 3 et -1; Bordeaux, 7 et -5; Bourges, 4 et -4; Brest, 8 et 4; Caen, 7 et -2; Cherbourg, 8 et 1; Clermont-Ferrand, 3 et -4; Dijon, 4 et -3; Grenoble, 6 et -2; Lille, 6 et 0; Lyon, 3 et 1; Marseille-Marseille, 8 et -3; Nancy, 2 et 0; Nantes, 2 et -1; Nice-Côte d'Azur, 15 et 3; Paris-Le Bourget, 6 et 0; Paris-Montsouris, 6 et -1; Pau, 3 et -3; Perpignan, 10 et 6; Rennes, 1 et -2; Strasbourg, 2 et -3; Tours, 1 et -1; Toulouse, 6 et -4; Pointe-à-Pitre, 28 et 20.

Températures relevées à l'étranger: Alger, 18 et 9; Amsterdam, 7 et 1; Athènes, 14 et 9; Berlin, 2 et -4; Bonn, 4 et 1; Bruxelles, 6 et 2; Le Caire, 24; Les Canaries, 24 et 18; Copenhague, 3 et -4; Dakar, 28 et 25; Djibouti, 17 et 11; Genève, 5 et 0; Jérusalem, 17 et 7; Lisbonne, 10 et 5; Londres, 5 et 3; Luxembourg, 2 et -2; Madrid, 6 et -2; Moscou, 2 et 0; Nairobi, 24; New York, 5 et 1; Palma-de-Majorque, 17 et 3; Rome, 12 et 5; Stockholm, 0 et -6; Téhéran, 15; Tunis, 15 et 8.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

FORMATION

CONSEIL EN P.M.I. - L'Association pour la promotion et le développement industriel (Aprodi) organise une session de formation pour dirigeants et cadres d'entreprise - demandeurs d'emploi ou en congé formation - désirant s'orienter vers le conseil en P.M.I. ou la reprise d'entreprise, saine ou en difficulté. Une expérience de plusieurs années en entreprise est requise. Possibilité de rémunération de l'état. Une réunion d'information, sur convocation, aura lieu le 15 décembre.

TROISIÈME ÂGE

SOUTIEN À DOMICILE. - A Paris, le 9 décembre, l'U.N.I.O.P.S.S. (Union nationale inter-fédérale des

œuvres et organismes privés sanitaires et sociaux) organise une journée d'étude sur le thème « Les limites du dispositif de soutien à domicile des personnes âgées ».

* U.N.I.O.P.S.S., 103, rue de Flandre-Saint-Honoré, 75008 Paris, tél.: 225-16-76.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du 9 décembre:

UN ARRÊTÉ

* Relatif à certaines modalités d'application du décret du 24 novembre 1968 réglementant les relations financières avec l'étranger.

UNE CIRCULAIRE

* Relative aux frais de voyage à l'étranger et au contrôle douanier des moyens de paiement transportés par les voyageurs.

SPORTS

LA COUPE DU MONDE DE FOOTBALL 1986

Trois pays de l'Est sur le chemin des Français

Le tirage au sort de la phase éliminatoire de la Coupe du monde, qui doit avoir lieu entre le mois de mai 1984 et le mois de novembre 1985, a été effectué, mercredi 7 décembre, à Zurich, siège de la Fédération internationale de football.

L'équipe de France jouera dans le groupe 4 de la zone européenne en compagnie de la Yougoslavie, de la République démocratique allemande, de la Bulgarie et du Luxembourg. Parmi ces cinq équipes, seules les deux premières seront qualifiées pour la phase finale de la compétition qui sera disputée du 31 mai au 29 juin 1986 au Mexique.

Groupe 1 : Pologne, Belgique, Grèce, Albanie.

Groupe 2 : R.F.A., Tchécoslovaquie, Suède, Portugal, Malte.

Groupe 3 : Angleterre, Irlande du Nord, Roumanie, Turquie, Finlande.

Groupe 4 : France, Yougoslavie, R.D.A., Bulgarie, Luxembourg.

Groupe 5 : Autriche, Hongrie, Pays-Bas, Chypre.

Groupe 6 : U.R.S.S., Danemark, Eire, Suisse, Norvège.

Groupe 7 : Espagne, Ecosse, Pays de Galles, Islande.

Sur les cent vingt et une équipes engagées, vingt-quatre participeront au tour final. Deux sont qualifiées d'office: le Mexique, pays organisateur, et l'Italie, championne du monde en titre.

MALGRÉ LEUR DÉFAITE A ANDERLECHT (0-1)

Les footballeurs de Lens ont réussi leur baptême du feu

De notre envoyé spécial

Le Racing-Club de Lens, qui avait dû se contenter d'un match nul (1-1) sur son terrain, le 23 novembre, a été battu (1-0) et éliminé, mercredi 7 décembre, par le Royal Sporting Club d'Anderlecht, en huitièmes de finale de la Coupe européenne de l'U.E.F.A.

Bruxelles. - A l'époque où il était l'un des meilleurs footballeurs européens, Van Hinst, l'entraîneur d'Anderlecht, avait toujours bien réussi contre les Français. En six matches entre les deux sélections nationales de 1961 à 1974, il avait connu six victoires et marqué personnellement cinq buts. Si le football a beaucoup évolué depuis, le caractère des oppositions franco-belges n'a pas changé. Pour rivaliser avec une équipe d'Anderlecht impressionnante par sa masse athlétique et son jeu très direct, les Lenois devaient miser sur leur vivacité et leur inspiration.

Face aux Lenois qui découpaient cette saison la Coupe d'Europe, à l'exception de leur arrière Hervé Flak et de leur gardien de but Jean-Pierre Tempet, les footballeurs d'Anderlecht disposaient de surcroît, d'un atout non négligeable: l'expérience de vingt participations consécutives et de cent vingt-cinq matches dans ces épreuves qu'ils ont remportées trois fois en 1976, 1978 (Coupe des vainqueurs de Coupe), puis en 1983 (Coupe de l'U.E.F.A.).

Cette expérience explique leur début de match très serein face à un adversaire désireux de frapper d'entrée. Comme à Lens, Anderlecht avait choisi de laisser deux attaquants en pointe, Erwin Vandenberg et Alex Czerniatynski, de disposer au milieu du terrain un double rideau de joueurs couverts par deux éléments libres, le Danois Morten Olsen et le grand blond Walter de Greef.

Sous l'impulsion de leur capitaine Philippe Pierre, de Philippe Verbruyse et de François Brissone, beaucoup moins contractés qu'au match aller, les Lenois enchaînaient de belles combinaisons au centre du terrain, sans toutefois parvenir en position de tir. Leur plus belle occasion s'est située à la vingtième minute, où, sur une attaque de

Ski alpin à Val-d'Isère

De notre envoyé spécial.

LES SUISSES SONT LES ADVERSAIRES LES PLUS REDOUTABLES DES FRANÇAIS

(De notre envoyé spécial.)

Val-d'Isère. - Depuis Jacqueline Rouvier en 1974, aucune Française n'était montée sur le podium de la descente du Critérium de la première neige, disputé sur les pentes de la Daille. Pourtant, la troisième place obtenue, mercredi 7 décembre, par Caroline Attia n'a pas vraiment satisfait Michel Boyer, l'entraîneur des descendues nationales. Un mauvais départ et une faute à mi-parcours ont coûté la victoire à la Parisienne, âgée de vingt-trois ans, qui a néanmoins confirmé, d'entrée de jeu, ses bonnes performances de la saison passée.

Les responsables de l'équipe féminine de ski alpin attendaient une revanche, ce jeudi 8 décembre, à l'occasion de la descente inscrite en supplément au programme. Ils estimaient en effet que non seulement Attia, mais aussi Claudine Emonet, douzième, Catherine Quittet, treizième, et Elisabeth Chaud, quatorzième, qui sont restées sur la réserve dans la seconde partie du parcours bosselé avec une mauvaise visibilité, devaient pouvoir faire mieux. Elles auront néanmoins une rude tâche, car les ambitions sont aigües dans la perspective des Jeux olympiques de Sarajevo.

A cet égard, l'Allemande de l'Ouest Irène Epple, qui s'était imposée dans les slaloms géants de 1980 et 1981, a fait forte impression en devançant l'espéro helvétique Ariane Ehrat, deuxième, Maria Walliser, huitième, et Michaela Figini, neuvième. Les Suissesses se présentent d'ailleurs comme les plus redoutables rivales pour les Françaises.

A. G.

loterie nationale

LISTE OFFICIELLE DES SOMMES À PAYER
TOUTS COTISÉS COMPTES, AUX BILLETTS ENTIERS

TRANCHE DE LA SAINT-NICOLAS

Tirage n° 77 du 7 décembre 1983

TERMINAISON	FINALES ET NUMÉROS	SOMMES À PAYER	TERMINAISON	FINALES ET NUMÉROS	SOMMES À PAYER
1	2 71 411 501 8 771	100 300 600 2 300	7	387 7 947	500 2 000
2	062 182 472 562 972 97 542	500 500 500 500 500 10 000	8	8 438 3 038 5 708	100 600 2 100 2 100
3	373 67 493 96 773 003 063	500 10 000 10 000 4 000 000	9	69 569 889 969 0 339 5 339 48 819	200 700 500 700 2 000 2 000 10 000
4	664	500	0	00 460 560 9 570 30 510 65 360 73 120 93 830 97 040 062 410	200 200 500 2 000 10 200 10 000 10 000 10 000 10 000 1 000 200
5	375 3 955 4 715 71 505	500 2 000 2 000 10 000	0	00 460 560 9 570 30 510 65 360 73 120 93 830 97 040 062 410	200 200 500 2 000 10 200 10 000 10 000 10 000 10 000 1 000 200
6	664	500	0	00 460 560 9 570 30 510 65 360 73 120 93 830 97 040 062 410	200 200 500 2 000 10 200 10 000 10 000 10 000 10 000 1 000 200

PROCHAIN TIRAGE LE 14 DÉCEMBRE 1983

TRANCHE DE DÉCEMBRE DES STIGES DU BODIAGE À HALAROFF (Hauts-de-Seine)

LOTO 16 27 37 43 44 47

Tirage n° 48

NUMÉRO COMPLÉMENTAIRE 42

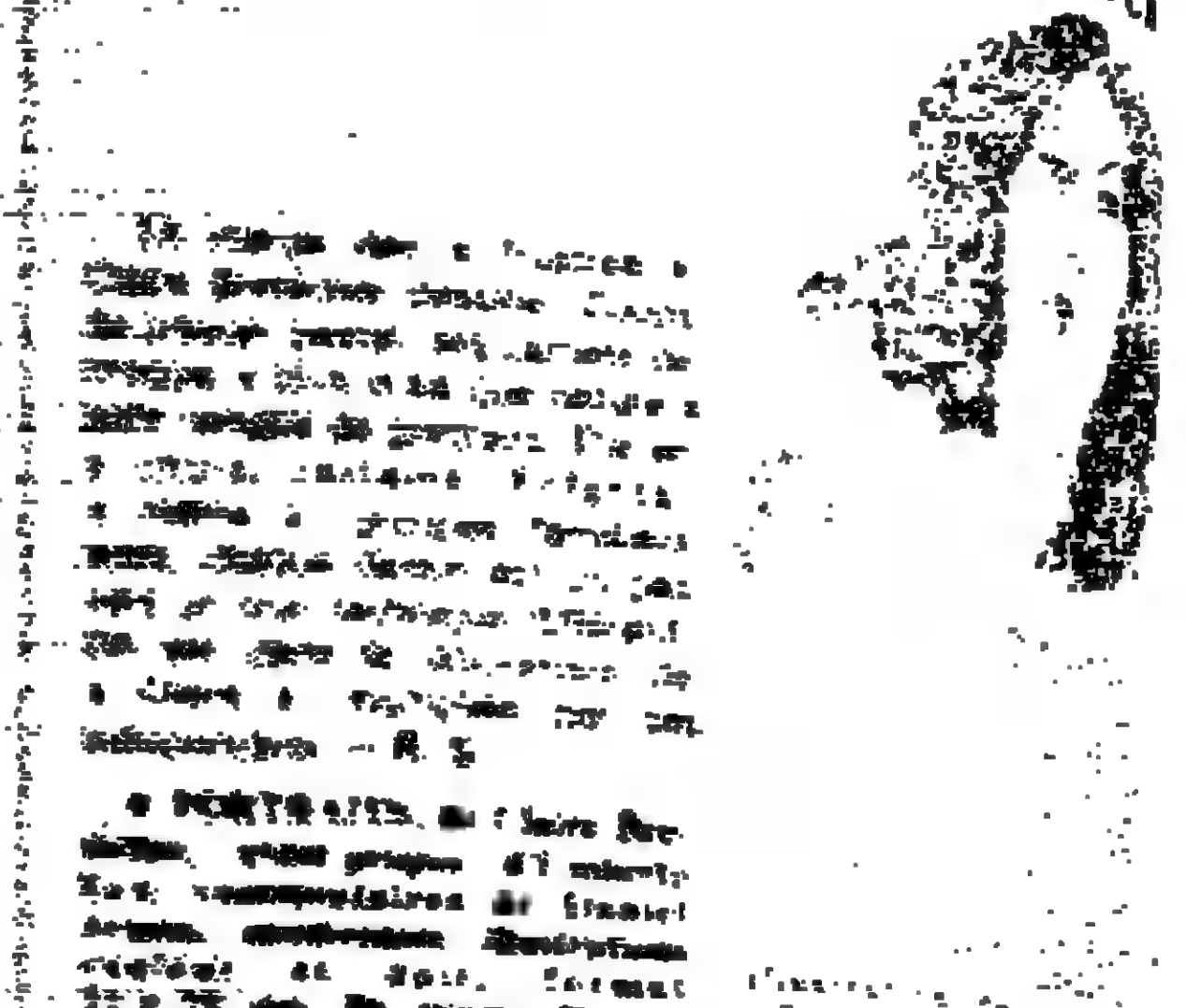
PROCHAIN TIRAGE LE 14 DÉCEMBRE 1983 VALIDATION JUSQU'AU 13 APRÈS-MIDI

LOTTERIE NATIONALE - TRANCHE DE LA SAINT-NICOLAS 1983 - N° 77

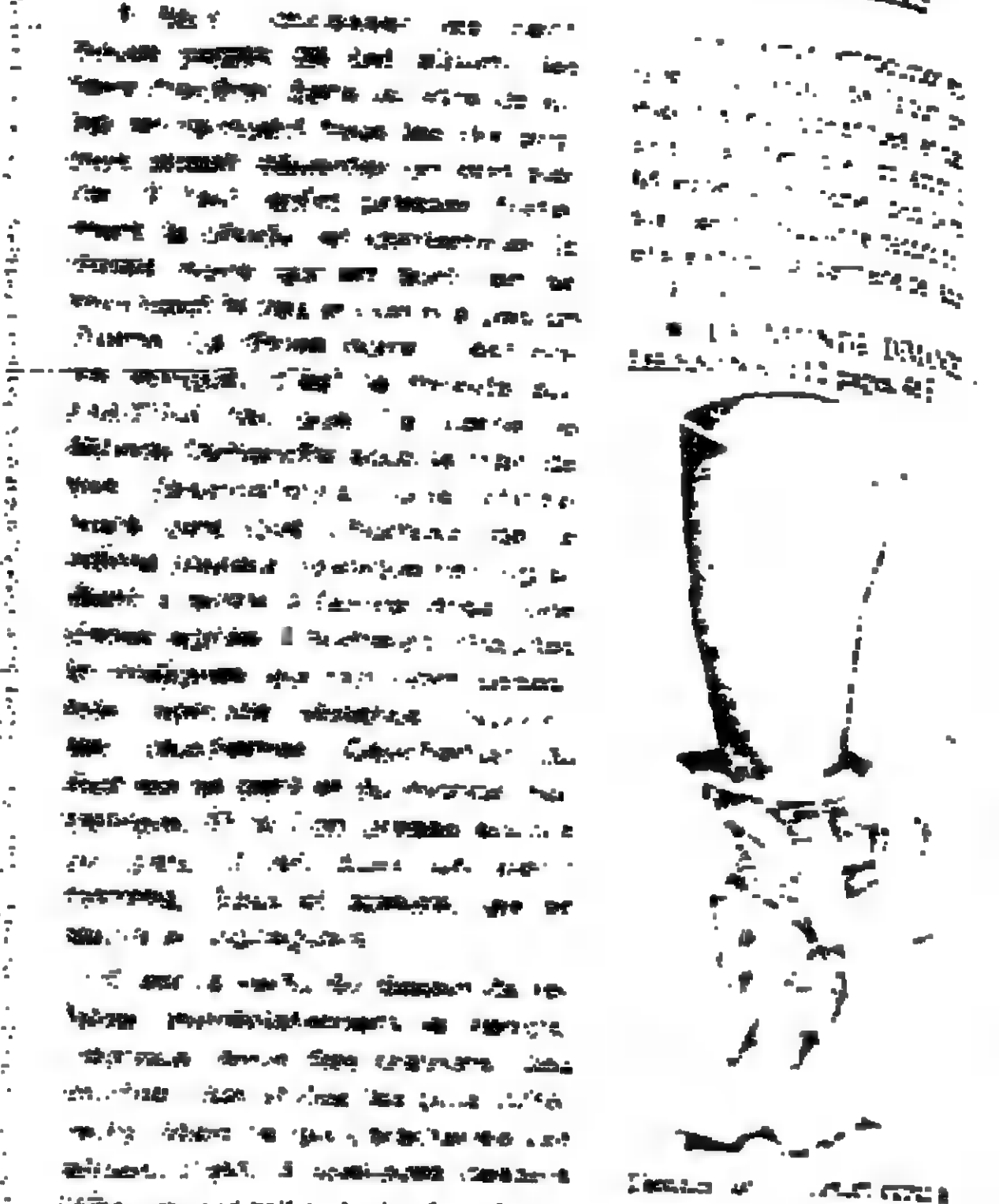
ARLEQUIN RESULTATS OFFICIELS DU TIRAGE N° 76 DU 7 DÉCEMBRE 1983

Finale et numéros	Les sommes à payer sont indiquées sous chaque numéro pour un billet entier
3	Tous les billets terminés par 3 gagnent 70 F dans toutes les séries
92	Tous les billets terminés par 29 gagnent 300 F dans toutes les séries Tous les billets terminés par 92 gagnent 300 F dans toutes les séries
523	Numéros gagnants dans toutes les séries
352	Numéros gagnants dans toutes les séries
0468	Numéros gagnants dans toutes les séries

Trait Les croquis de « Claire »



Le monde en dessins



Le Livre de la pêche

Le Livre de la pêche est un ouvrage qui vous guide dans le monde de la pêche. Il contient des conseils pratiques, des illustrations et des cartes pour vous aider à trouver les meilleurs endroits pour pêcher. C'est un livre indispensable pour tous les amateurs de pêche.

Le Tournoi des prétendants

Le Tournoi des prétendants est une compétition de football qui se déroule à Londres. Elle réunit les meilleurs joueurs de la ligue anglaise pour déterminer le meilleur joueur de la saison. C'est un événement très attendu par les fans de football.

Le Tournoi des prétendants

Le Tournoi des prétendants est une compétition de football qui se déroule à Londres. Elle réunit les meilleurs joueurs de la ligue anglaise pour déterminer le meilleur joueur de la saison. C'est un événement très attendu par les fans de football.

BECS FINS

Paniers gourmands

Le plaisir de recevoir de bonnes choses pour les fêtes sera accru lorsqu'elles sont présentées dans une vannerie dont on fera toujours bon usage.

Pascal Brion, de la Maison des foies gras, propose deux nouvelles recettes originales. Sa pomme fruit, débarrassée de sa peau et confite au foie gras, en bocal de verre, accompagnée de deux boîtes de pâté et de bombons, est disposée sur un plateau circulaire en vannerie (134 F). Un amusant panier en forme de canard contient une boîte de ses pruneaux farcis au foie gras avec jus de truffe et vin blanc de Sauternes, plus un bloc de foie gras de canard et une bouteille de sauternes (235 F).

Préparées dans le Gers, les spécialités des Ducs de Gascogne sont vendues par correspondance ou dans leurs boutiques de Paris et de province. Dans une panetière en osier verni sont réunies : outre un bloc de foie gras de canard - des produits de goût rustique pour deux personnes : jambonneau, pâtés paysans et gascons, terrine à l'oie et à la gâche aux noisettes et aux noix ; le tout arrosé d'une bouteille de fronton-château-belleuve-la-forêt et d'un petit flacon d'armagnac (la panetière gourmande, 199 F).

Autre suggestion des Ducs de Gascogne, pour un réveillon en tête à tête : une mallette en osier garnie de quelques-uns des mêmes produits (foie gras de canard, jambonneau, terrine à l'oie, gâcheux et vin), auxquelles s'ajoutent des quenelles de foie gras, de la ga-

lantine de dinde à l'armagnac, des gâteaux de canards confits et de la poule à la crème et aux morilles (la mallette de réveillon, 245 F).

Pour ceux qui sont sensibles à la griffe d'une maison renommée, les nouveaux paniers de Hédiard sont composés sur des thèmes. Les ingrédients pour confectionner des vinaigrettes peu banales sont groupés dans une corbeille : huile d'olive vierge, vinaigre de poire, montardes aux truffes, aux fruits rouges et à l'estragon, carottes à l'anillaise, gingembre et oignons grillés (310 F). Le panier « café gourmand » (355 F) contient 500 grammes de café, une demi-bouteille de calvados et de très fines plaquettes de chocolat noir découpées en forme de feuilles.

Comme des rayons de soleil au cœur de l'hiver, Jany Dumont de Chassart propose - dans sa boutique Les Jardins de Grimaud - des paniers aux saveurs provençales. Présentés en petits bocaux, de la pulpe d'aïl, du basilic, une base de persil, du fenouil, de l'estragon à l'huile, de la crème d'anchoise, de la persillade et de l'anchoïade (83,50 F). Au même prix, un assortiment de trois bouteilles d'huile d'olive : grand cru, parfumée aux trois et aux cinq herbes. Côté douceurs, un panier de miel de Provence et de miel de tilleul (44 F) ou un panier de trois pots de confitures, aux arnelles, aux pêches-framboises et aux groseilles, 62 F.

JANY AULIAME.

Les douceurs de Madame

FÊTES égales douceurs. La bûche de Noël (la « crosse de Nau », comme on dit en Berry) fut d'abord de bois brûlant dans l'âtre, souvent enfumant une potée de châtaignes. Elle donna lieu à des rites ; en Bourgogne, elle devait durer plusieurs jours et le grand-père avait rôle de la tisonner ; en Provence, où elle était d'olivier, le maître, après avoir bu une coupe de son meilleur vin, faisait boire sa maisonnette puis aspergeait la bûche, par trois fois. Aujourd'hui, la bûche est en moka ! Elle et les autres gâteaux, achetez-les chez un bon pâtissier : un pâtissier qui affiche d'abord que toute sa production est « au beurre ».

Les macarons glacés, pour première qualité, doivent avoir la fraîcheur. Le « papa » Chintard, autrefois, avait un fourneau qui les livrait, le matin, préparés de la nuit, incompréhensibles ! Je crois qu'il en a confié le secret à Christian Constant (26, rue du Bac, tél. : 296-53-53), dont les chocolats sont également de qualité.

Sans être, comme Martine Jolly, ma « passion dévorante », le chocolat me paraît être de circonstance. Et je continuerai à proclamer que le « number one » reste Bernadon (42, cours F.-Roosevelt, à Lyon, tél. : 52-20-98). Il livre les gourmands du monde entier, alors, pourquoi pas vous ?

Si non, vous trouverez toujours, en province, un artisan de qualité (comme par exemple M. Arostéguy, 5, avenue Victor-Hugo, à Biarritz, tél. : 24-00-52). Comme Lecestre (2, place Abbé-de-Porcario, à Saint-Germain, et son chocolat amer aux noisettes) ou Courvoisier (42 bis, quai Sadi-Carnot, à Meaux). Là encore, il faut choisir du chocolat le moins sucré possible, et Debeaux et Gallais (30, rue des Saints-Pères), qui fournissent déjà Balzac, en proposent un assez remarquable. Bon chocolat aussi chez Fouquet, à la Marquise de Sévigné (qui vient d'installer une an-

tenne place de la Madeleine, sur les ruines de feu le Comptoir gourmand de Guérard !), Tanrade (18, rue Vignon, tél. : 742-26-99), qui ne fait pas que les confitures, rendues célèbres par Grimod de la Reynière et quelques autres. Le chocolat belge Neuhaus a pour chanteur la Maison des Foies gras (place Victor-Hugo).

Et puis il ne faut pas oublier Claude Marie (57, rue de Concorde) et ses bombons de chocolat, et surtout Jansen (6, rue de Chaligny, tél. : 344-48-80), probe artisan.

Les « douceurs » comportent les spécialités de nos provinces. Mais il n'y a pas de fruits confits qui valent ceux de Provence, et un lecteur m'a signalé la Confiserie Saint-Denis (tél. : 74-07-35, à Apt-Gargas en Vaucluse).

Madame fait du « lèche-vitrines » en passant devant chez Faguais (30, rue de la Trémolle, tél. : 720-80-91), où elle sait pouvoir commander son mélange personnel de cafés (arabica, bien sûr, torréfié à la commande - et elle trouve là aussi les produits de Fortunus and Masson, de Londres). En passant et en entrant chez le cher Paul Corcellet (46, rue des Petits-Champs, tél. : 296-51-82), toujours en train d'inventer - un punch aux fruits de la passion, une moutarde à la menthe, un vinaigre au casis, des schalots de mangues, etc. Sans oublier ses terrines pilées roulées dans le chocolat !

Et puis Madame voudra, avec ses invités, briser la glace. Elle connaît le chemin de Berthillon (31, rue Saint-Louis-en-l'Île, tél. : 354-31-61), celui des Délices (39, avenue de Villiers, tél. : 763-71-36) ou de Dalloyau (101, faubourg Saint-Honoré, tél. : 359-18-10, mais aussi au Centre Beaugrenelle et 69, rue de la Convention).

ROBERT J.-COURTINE.

Art grec traditionnel
Formes actuelles

Collection or 18 carats
Dessins de
Katerini LALAOUNIS



ilias LALAOUNIS
364, RUE SAINT-HONORÉ 75001 PARIS - TÉL. 261.55.65

JACQUES GAUTIER
25 ans
de créations contemporaines

Pendentif : perles de culture
encadrées dans l'émail noir et le
cristal sur argent... 3.800 F
Clique d'oreilles assorties... 850 F

OMNI :
Eau de parfum originale
35, rue Jacob, Paris-6
260-84-33.

**BIBLIOGRAPHIE
DÉCOUVERTES
DE L'HOMME**

« Les innovations qui ont changé le monde » : sous ce titre et dans leur manière, les éditions du Reader's Digest présentent par ordre alphabétique les découvertes, nobles ou vulgaires, qui, depuis les débuts de l'humanité, ont modifié lentement, parfois brusquement, nos façons de travailler, vivre, penser. S'y ajoutent des portraits de quelques grands inventeurs.

Chaque notice est rédigée par un spécialiste : les explications sont claires, les illustrations (en couleurs) bien venues. De quoi nourrir nos curiosités et nos réflexions. L'ouvrage est, bien entendu, à mettre entre toutes les mains.

* Reader's Digest, 212, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris, 368 p., 209 F.

**MAGNETOSCOPES
MULTI-STANDARD
JVC**

DISPONIBLES SUR STOCK
AUDIO VIDEO

53, av. de Suffren-75007 Paris
Tél. : 734-47-72
TELEX : 201.519 F.

vincara

Solitaire or
saphir
serti brillants
115 F

63, Champs-Élysées
Place de l'Opéra - C.I.P. Porte Maillot
33, rue de Sévres - 4 Temps, La Défense
LYON La Part Dieu - MARSEILLE Bourse

POUR LES FÊTES, PENSEZ A MINOLTA

Minolta X-700, un appareil reflex 24 x 36
entièrement programmé à exposition automatique

EN VENTE CHEZ
SHOP PHOTO monpamasse

33, rue du Cdt-Mouchotte, 26, rue Verdongtorix 75014 Paris - Tél. 325.15.35. Métros : Monpamasse - Gollé (ouvert exceptionnellement les lundis 12 et 19 décembre de 10 h à 19 heures). Un rouleau de pellicule sera remis gratuitement à tout acheteur, contre présentation de cette publicité.

LA BAGAGERIE®

Attaché-case
en porc véritable, doublé cuir,
compartimenté : 550 F
Le vide-poches en veau : 199 F

Paris : 12, rue Tronchet
41, rue du Four
74, rue de Passy
Tour Maine-Montparnasse

ARAX

Joyaux d'hier et d'aujourd'hui
JOAILLIER FABRICANT - ACHAT VENTE
10 RUE LA BOETIE - 75008 PARIS
TELEPHONE 263.25.60

LA BAGAGERIE®

Fantastique choix
de maroquinerie
de poche,
en 20
teintes.

Paris : 12, rue Tronchet
41, rue du Four - 74, rue de Passy
Tour Maine-Montparnasse

OFFRE SPECIALE (Stock limité)

Du 1^{er} au 15 décembre
Bijoux or 18 carats et alliances-brillants
à des prix exceptionnels.

Exemples :
- Tour de cou, or 18,80 g : 5 000 F net
- Alliance, brillant 1/2 tour, 0,30 carat : 4 600 F net
- Alliance, brillant tour complet, 0,60 carat : 8 100 F net

Francis Javitt
Centre Commercial - Tour Maine Montparnasse - 75015 PARIS
Tél. : 538.66.52 - Ouvert le lundi - Parking

LE COMPTOIR D'ITALIE
Francis Javitt
13, av. de Fontainebleau - 94270 LE KREMLIN-BICÊTRE
Tél. : 658.81.55 - Ouvert le dimanche - Parking

LA BAGAGERIE®

Vive la fantaisie !
495 F

Paris : 12, rue Tronchet
41, rue du Four
74, rue de Passy
Tour Maine-Montparnasse

L'Éducation
Le Monde
DÉCEMBRE 1983

**QUOI DE NEUF
SUR
LES BÉBÉS ?**

MILITANTS, PITIÉ
POUR VOS ENFANTS !

DES LIVRES, DES DISQUES,
DES JOUETS POUR NOËL

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX
10,50 F

aux fêtes

THUS LES PRIX

à temps qui passe

LES ZEISS
LES CARRELLI
LES CARRERA
LES MEYROWITZ

LES ZEISS
LES CARRELLI
LES CARRERA
LES MEYROWITZ

Le Monde

culture

THÉÂTRE MUSICAL

« LE PLUS HEUREUX DES TROIS », de Lucien Rosengart

La suprématie du « cavalier seul »

Une femme et un homme se rencontrent, peu importe comment. Tout juste pourrait-on se demander, si l'on songe à tout ce monde qui peuple le monde, pourquoi les inconnus se rencontrent si peu.

Ces deux-là se rencontrent, ils ont des choses à se dire, ils vont passer samedi-dimanche à Juan-les-Pins (l'histoire, qui est nous dit-on de Patricia Hingsmith, ne dit pas pourquoi Juan-les-Pins, si c'est par masochisme ou par étourderie).

Ils rentrent, sans doute à Paris, et la femme, qui n'est pas d'ici, regagne son chez-soi, de l'autre côté d'une étendue liquide.

L'homme ressent un manque douloureux. Il envoie, à cette absence, une lettre.

La « scène de musique », œuvre de Lucien Rosengart, intitulée *Le Plus Heureux des trois*, invite le spectateur à considérer, à caresser, à sonder, cet état de choses : l'homme attend la réponse, qui n'arrive pas.

Il a donné à la femme une adresse postale restante. Au moins deux fois par jour, il va ouvrir sa petite boîte, à la poste : pas de réponse. Les jours passent.

L'entreprise opérée par Lucien Rosengart (l'auscultation de cette attente d'une réponse) procède par trois conduites distinctes.

Devant nous, spectateurs, la scène du théâtre, assez large, est partagée en trois zones distinctes, qui n'apparaissent jamais ensemble : c'est tantôt l'une, tantôt l'autre.

Illusion d'optique et d'écoute

À gauche, c'est le décor d'un couloir, qui s'en va vers le fond. Trois, quatre mètres d'un couloir, vide, brun-marron, dans une pénombre. Décor remarquable, qui donne le sentiment d'une illusion d'optique, et même d'écoute, qui a la charge émotive d'une belle sculpture ou d'une belle peinture (il fait penser aux aquarelles de Paul Klee appelées *Chambres de l'esprit*).

Quand ce couloir apparaît, nous entendons conserver une femme et un homme. L'homme raconte à la femme l'histoire des deux inconnus, les voyageurs de Juan-les-Pins, l'attente de la réponse, que nous avons dite. Conversation informelle, hésitante, comme si nous l'écutions par hasard ou par indiscretion à travers l'une des portes du couloir (mais le couloir pourrait être aussi bien le vestibule de l'oreille).

Le couloir s'étend, et à droite de la scène apparaît un écran de cinéma, un mètre de large à peu près, pas trop lumineux, comme un écran de mémoire sur qui défilent des images muettes, soit de l'homme qui vient ouvrir sa petite boîte, soit de la femme, chez elle, derrière sa fenêtre, qui va et vient, sans penser à grand-chose, à ce qu'il semble.

Troisième « temps » de ce théâtre : le couloir et l'écran sont invisibles, seul le centre de la scène est éclairé, et là il y a un trio de musiciens, violon, contrebasse, clarinette, en pleine action (1).

C'est une musique de Lucien Rosengart, qui est surtout connue comme musicien en effet, mais qui travaille souvent avec Philippe Adrien, Jean-Claude Fall, pas seulement comme compositeur, mais aussi comme acteur ou comme coauteur, codramaturge, qui coopère ainsi à des œuvres singulières qui « fouillent » l'essence du théâtre, qui tentent une approche sensible des mystères de cet art-là, de la présence de l'acteur, des interférences des voix et des images.

La plupart du temps, la musique de Lucien Rosengart, très personnelle, pourrait faire songer à des plaintes, des appels, mais de loin dans une forêt, la nuit, appelle d'un être ni homme ni bête, un climat de conte de fées, plutôt sauvage car il y a une note de blessure. Musique intemporelle, mais plutôt « baroque » tout de même, si l'on peut dire. Une musique de Lucien Rosengart se reconnaît immédiatement, il y a en elle une raucité, une brûlure, un éclat métallique, une intensité de poésie de légende projetée par de longues bourrasques de douleur sonore, tout cela néanmoins très tenu, presque cérémoniel.

Pour cette œuvre-ci, Lucien Rosengart a écrit une musique moins souterraine, plus agile. L'aspect « grondements modérés d'un lion fabuleux solitaire dans les forêts du roi Arthur » demeure, mais les trois instruments dialoguent avec allant ; dans une introspection rêveuse, on pense un peu aux *Lettres intimes* de Jancsó, mais c'est peut-être par contagion du propos : l'attente de la réponse de la jeune femme.

Cette « scène de musique », comme l'appelle Lucien Rosengart, est tout à fait envoiement, parce que la décomposition de l'événement de théâtre en trois substances isolées, la

dissociation de la parole seule à gauche, des images de mémoire seules à droite, et des ondes sonores non figuratives seules au milieu, qui font « cavalier seul », déterminent, chez le spectateur, une démarche plus active, plus « sentie ». Gardées telles quelles à l'état brut, la parole, l'image, la musique, se rejoignent, mordent l'une sur l'autre, « jouent », il y a une liberté des données immédiates de la conscience, une pratique plus agnée des facultés perceptives, réflexives.

La lettre sans réponse

Ce qui est pervers, de la part de Rosengart, c'est que la musique est tout de même privilégiée, puisque les trois musiciens, au centre, ce sont eux seuls que nous voyons vivre et écouter nous-mêmes en même temps, d'eux seuls nous avons un « spectacle » entier, alors que justement ce qu'ils donnent — ces ondes musicales — apporte des informations en principe bien moins « causantes » que l'image et la parole.

Au point que l'on se demande, par moments, si le son d'une note sonore de violon ne serait pas la transsubstantiation, la métépsychose d'une parole et d'une image qui se sont fondus dans l'absence. Mais Rosengart fait en sorte que la musique, en même temps, « contredise » le mot et l'image, par une démarche moins évasive, moins hasardeuse. Dans l'histoire de la lettre sans réponse, racontée derrière la porte du couloir, comme dans la conduite de l'homme à la poste et de la femme à sa fenêtre, domine une indétermination, une absence, presque une irréalité, tout à fait contraire aux attaques nettes de l'archet sur les cordes de l'instrument.

La réponse de la femme arrivera enfin. Ce n'est pas une réponse. C'est ni oui ni non. Elle retournera bien un dimanche à Juan-les-Pins, pourquoi pas. Ce sera sans suite. La « scène de musique » s'en va comme elle était venue. Pour le spectateur, une heure d'aventure fiévreuse des sens et de la conscience, conduite de main de maître, avec un sens très fin du mystère et de l'humour, par Lucien Rosengart.

MICHEL CURNOT.

(1) Les trois musiciens sont Ghislain Hervet, Marc Marder, Eric Shumski.
* Théâtre de la Bastille, jusqu'au 11 décembre, à 20 h 30. Les 13 et 14 décembre au Studio d'Ivry, du 16 au 18 décembre à l'ATEM-Bagnolet.

CINÉMA

AU CINQUIÈME FESTIVAL DE NICE

Les préférés du public italien

Le cinéma italien de qualité n'a plus de secret pour le public français : Fellini, Comencini, Scola, Risi, Antonioni, s'exportent bien. Au cinquième Festival du cinéma italien de Nice, entre une série d'hommages du 29 novembre au 4 décembre, on a pu voir les derniers films de Pupi Avati, Massimo Troisi, Carlo Verdone et autres Giacomo Batisto, cinéastes inconnus en France, mais qui arrivent en tête du box-office dans leur pays.

Finis les problèmes existentialistes, les conflits régionaux, la Mafia, les Brigades rouges, le fascisme. *Longue de dove* (Loin de), de Stefania Casini et Francesca Marciano, présente les Italiens « branchés » vivant à New-York. *Una gita scolastica* (Une excursion scolaire), de Pupi Avati, raconte à grands coups de travellings et d'images bouillonnantes une excursion de lycéens en pleine Belle Époque. Giacomo Batisto, avec *I Paladini* (Les Paladins), réalise un film propre et joli sur la loyauté des chevaliers du Moyen Âge.

Issu du café-théâtre, scénariste, acteur et réalisateur de *Ricomincio da tre* (Je repars à trois), le plus grand succès en Italie pour l'année 1982, Massimo Troisi fait son numéro de comique napolitain sur fond de vie sentimentale. Son film est une succession de sketches, tournés en plans fixes. Aldo Lado,

confia, traite de la fidélité avec *la Città di Miriam* (la Ville de Myriam), prenant le contre-pied de l'image du couple transmise par la comédie italienne.

Scénarios légers et performances d'acteurs : telle semble être la principale caractéristique du jeune cinéma italien. Le jury l'a reconnu, couronnant pour la première fois une actrice et non un film. Carlotta Wittig a obtenu le Grand Prix de la ville de Nice pour le film de Gianni Bongioanni, *Mia figlia* (Ma fille). Mais c'est aussi la faiblesse de la compétition que le jury a voulu souligner.

Mia figlia est en réalité une dramma-tique télévisée, produite par la RAI, où Gianni Bongioanni a fait ses classes. Un cas d'anorexie mentale y est minutieusement, et laborieusement, décrit.

Le Prix du public est allé à *Io Chiara e lo Scuro* (la Claire et le Sombre), dont le héros est un joueur de billard. Fable copie de *L'Armateur* de Robert Rossen, le film est aussi interprété par Giuliana De Sio, star en son pays. Le public français la découvrira prochainement aux côtés de Lino Ventura dans *Cent Jours à Palerme*, dans le rôle de l'épouse du général Della Chiesa, assassiné en Sicile il y a deux ans.

MICHEL GUERRIN.

« LES ANGES DU BOULEVARD », de Yuan Muzhi

Enfants de la misère

Chen joue de la trompette dans les mariages et les funérailles. Wang vend des journaux dans les rues. Ils ont quelques copains, pauvres comme eux ; de temps en temps, ils s'amuse à tous ensemble. On ne serait pas loin d'une « vie de bohème » à la chinoise si ces personnages, vivant à Shanghai en 1935, n'appartenaient à une classe sociale rejetée vers les bas-fonds de cette métropole où la misère ne devait pas être vue. Une page bien organisée y régit. Deux scores qui ont quitté la Mandchourie occupée par les Japonais, sont tombés sous la coupe d'un subterfuge et de sa femme. Xiao Yun est obligée de se prostituer. Xiao Hong, la petite chanteuse à la voix d'or, doit être vendue à un cadid du milieu.

La prostituée aime Chen, il lui préfère sa sœur. Wang, lui, aime la prostituée. Cela ne fait pas, pour autant, un conflit romanesque. Chen et ses amis enlèvent Xiao Hong pour la cacher. Xiao Yun se réfugie chez eux. Tout le monde a besoin de tendresse et les enfants de la misère sont solidaires. Réalisé en 1937, *Les Anges du boulevard* est considéré, par les historiens, comme un film « progressiste ». Il est vrai que à l'époque, ce réalisme des bas-fonds n'était pas courant dans une production prenant en majorité ses modèles à Hollywood. A nos yeux, aujourd'hui, l'œuvre est une tragédie où l'aspect comique de certaines séquences apparaît comme une défense contre le désespoir. Tra-

gédie brillante invitant à l'indignation devant le sort fait à ces êtres humains, plus qu'à l'émotion, encore qu'elle ne soit pas absente.

Yuan Muzhi enfonce ses personnages dans des cadres serrés, des décors de taudis, un espace limité, une prison installée au pied des orfèvres bulldings de Shanghai. Le noir et blanc accentue la sobriété de la mise en scène. La caméra bouge peu, capte l'essentiel : les visages, les attitudes, l'affaiblissement des sentiments profonds. Résignée, accablée, farouche, Xiao Yun porte sur ses épaules la fatalité d'une condition féminine, dans sa sœur, la tante jeune fille aux cheveux, qui garde, dans ses malheurs, des foudres d'adolescente, prend peu à peu conscience. Du meurtre tranchant définitivement le fil d'une vie déjà à moitié détruite, on ne voit que la lame ensanglantée d'un couteau. Yuan Muzhi s'élève contre l'exploitation de la femme. Et la solidarité de Chen et ses amis, à l'heure de la mort de la victime espérée, appelle, au-delà des larmes, les poings serrés de la révolte.

On reste confondu d'admiration devant ce film. Malgré l'opposition des oppresseurs et des opprimés, il est exempt de tout manichéisme. Ses images disent, sans qu'il soit besoin de discours, l'énigme d'un système social que l'amour, à lui seul, ne pouvait vaincre.

JACQUES SICLIER.

* Voir les films nouveaux.

PETITES NOUVELLES

● *Palmarès*. — *Faux-fuyants*, d'Alain Bergala et Jean-Pierre Lino, et *Avant la nuit*, de Michel Gayraud (court métrage), sont cette année les deux grands prix des Rencontres de jeunes réalisateurs de Belfort. A Grenoble, c'est le film *Des terroristes à la retraite*, de Mosco, qui a remporté le prix du Festival du cinéma français, et, à Strasbourg, le Britannique est le lauréat de la troisième Semaine du cinéma européen avec *Meurtre dans un jardin anglais*. Enfin, le premier Festival de film historique de Rouen-Malmaison a récompensé *La Baraque est pleine*, de Markus Imhoff (Suisse), et *Gallipoli*, de Peter Weir (Australie).

● *L'olympisme du jazz*. — Les lectures de la revue américaine *Down Beat* viennent de juger Stéphane Grappelli digne d'entrer dans le « Hall of Fame » (le Château de la gloire). Il est le 50^e musicien et le second Français auquel on ouvre les portes de cet olympisme du jazz. Il y rejoint Miles Davis, Sonny Rollins, Dizzy Gillespie, Count Basie et beaucoup d'autres qui ont fait l'histoire ou qui continuent de la faire.

● *Flamenco*. — Le Cirque d'Hiver accueille les 8 et 9 décembre, à partir de 21 heures, deux « nuits de flamenco » avec onze chanteurs, danseurs et guitaristes, parmi lesquels El Lebrijano, Chano Lobato, Angelica Vargas, El Blancasso et Enrique de Melchor.

● *Cinéma et jeune public*. — Dans le cadre de l'Exposition du livre *Enfants/joueurs*, le Centre d'action culturelle de Montreuil organise, du 21 décembre 1983 au 3 janvier 1984, un cycle de cinéma intitulé « Contes, mythes et légendes ». Il aura lieu au Studio municipal Marcelle-Berthelot à Montreuil, 6, rue Marcelle-Berthelot. Tél. : 857-38-61.

SALON ARTS ET LETTRES DE FRANCE
C. MICHELET, J.-M. HUGUES et MARIAN-PAUPARD, MUSTACCH NORDAU, WAGNER.
Métiers d'homme du 1^{er} art.
4, place du Louvre (M Louvre)
(de 15 h à 19 h)
Jusqu'au 13 décembre

CENTRE CULTUREL SUÉDOIS
11 rue Feytaud-3^e
tél. : 271.82.20
du 18 novembre
au 26 décembre
GUSTAV BOLIN
Peinture
CLAES HAKE
Sculpture
In. ven. 12 h - 18 h - mer. dim. 14 h - 18 h

VARIÉTÉS

« Tanzi »

on les plaisirs du catch

Tanzi est d'abord « une » à voir. Si mère, son père, se copient et rivalisent, son époux et champion de catch, tout, les uns après les autres, bloquent en elle toute initiative, convergent son énergie bouillonnante, la mettent K.O., pour employer la jargon sportif. Jusqu'au jour où elle découvre l'usage des armes de l'adversaire, se les approprie et les perfectionne à son profit.

Tanzi est un personnage né de l'imagination d'une petite femme de Liverpool, Claire Luckman, qui a su la bonne idée d'écrire une comédie musicale en forme de combat de catch, avec décor et règles du jeu habituels.

La pièce, qui porte le nom du personnage, a d'abord été jouée dans les pubs de Liverpool avant de triompher à Londres. A Paris, la comédie musicale se joue au Théâtre de l'Escalier d'or, c'est-à-dire dans le hall aménagé de l'ancien immeuble du *Parisien libéré*. Elle a été heureusement adaptée par Jacques Cottard, un spécialiste du genre, et elle est interprétée, où plutôt vécue, avec trucidance, humour et une folle énergie par de jeunes comédiens : Vénique Guillevet, Cécile Magnat, Gérard Marzetti, Kathie Krieger, dirigés par le metteur en scène londonien Danny Hiller.

Comme au catch, les spectateurs participent et leurs répliques se marient avec bonheur et cocasserie à celles de Tanzi.

CLAUDE FLÉOUTER.

* Théâtre de l'Escalier d'or, 18, rue d'Angoulême.

DANSE

LA SECONDE SAISON DE GRAY VEREDON

Lyon, ville du Nord

Le chorégraphe britannique Gray Veredon entame avec flegme sa seconde saison à l'Opéra de Lyon. Avec lui le Ballet a peut-être une chance de trouver enfin une motivation, un style. Même si quelques esprits chagrins croient bon de déplorer ostensiblement à chaque spectacle la présence d'un étranger à la tête de la compagnie, on ne peut rendre Gray Veredon responsable d'une carence de la création française en matière de ballet contemporain. C'est vrai que personne n'assure la relève de Roland Petit ou de Maurice Béjart, c'est vrai que la nouvelle génération de chorégraphes vient du Nord.

Veredon, ancien directeur du Tanz Forum de Cologne, appartient à la famille anglo-saxonne. Comme Jiri Kylian ou Neumeier, il a dansé dans la troupe de Cranko à Stuttgart ; même formation technique, même sensibilité, même ouverture d'esprit aussi qui le pousse à encourager à Lyon de futurs créateurs (Maryse Delente et Jean-Claude Carle).

Le programme de rentrée de l'Opéra reflète bien ces tendances avec une création de Nils Christie, qui vient du Netherlands Dance Theater. Son ballet *Luminoscent* sur le *Concerto en ré pour deux pianos* de Foulenc joué en direct dans un décor dynamique de Kees Dekker, est nettement influencé par Jiri Kylian. Lisible, fluide, alerte, mais d'une virtuosité redoutable, la chorégraphie met en valeur les filles et surtout Jocelyne Mocoqui, petite flamme incandescente, nouvelle venue dans la compagnie. Elle embrase *Koon*, rituel un peu précieux de Veredon inspiré des fresques de danseuses cambodgiennes, dont les gestes stylisés paraissent sculptés dans l'or par les éclairages de Chennouf Spence. Un contraste avec la musique libre de Stephan Micus.

En 1932, le ballet de Kurt Jooss, *La Table verte*, bouleversait les Parisiens par son caractère prémonitoire. Il dénonçait la guerre dans une danse macabre de style expressionniste marquée de deux pianos (musique de Fritz A. Cohen). Le Ballet de Lyon est la première compagnie française à inscrire à son répertoire cette œuvre toujours actuelle et qui défie le temps par l'économie de ses moyens. Remontée par Anne Marked, la fille de Jooss, dansée avec rigueur, elle suggère — dans la scène du bordel en particulier — la filiation directe qui lie Pina Bausch à Kurt Jooss et au groupe d'Essen.

MARCELLE MICHEL.

théâtre

THÉÂTRE DE LA GAITÉ MONTPARNASSE
26, rue de la Gaité 75014 PARIS Tél. 322.16.18

VICTOR LANOUX
Bunny Gcdillot Nadine Alari
dans
Grand-père
de Remo Forlani
Mise en scène de Michel Fagadau
Dominique Vallée - Thierry Magnier - Sébastien Drai

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES

ANDROÏDE
"bien plus qu'un être humain"
Distribué par WARNER-COLUMBIA FILM

LULU
au BATACLAN
MUSICAL DE PARIS
d'après l'œuvre de Frank WEDKIND
réalisation André ENGEL
décor Nicky RIETI
une production Nanterre-Amandiers
au BATACLAN 50 rue Voltaire 75011 PARIS
LOCATION ABONNEMENT 721.18.81

LAFFAILLE
Gilbert
13/17 DÉCEMBRE 18 h 30
THEATRE DE LA VILLE
274.22.77
ACCORD Distribution MUSIDISC
"TOUJOURS DOUCE"

SAISON ARTS ET LETTRES DE FRANCE
C. MICHELET, J.-M. HUGUES et MARIAN-PAUPARD, MUSTACCH NORDAU, WAGNER.
Métiers d'homme du 1^{er} art.
4, place du Louvre (M Louvre)
(de 15 h à 19 h)
Jusqu'au 13 décembre

CENTRE CULTUREL SUÉDOIS
11 rue Feytaud-3^e
tél. : 271.82.20
du 18 novembre
au 26 décembre
GUSTAV BOLIN
Peinture
CLAES HAKE
Sculpture
In. ven. 12 h - 18 h - mer. dim. 14 h - 18 h

THÉÂTRE DE L'ŒUVRE
EN COOPÉRATION
DELPHINE GEORGES SEVRIG
GEORGES WILSON
SARAH
PRIA PLASER DU THÉÂTRE
PRESEE ENVOI D'ART
POUR LE 1^{er} ART
PRY DU 8^e SAGRE
RAYMOND GEROME
dans 10 copies
L'EXTRAVAGANT
MASTER WILDE
FRANCE DEL ANALLE

CHAI LO
PAR LE
HANOK VILLAC
THEATRE • Grand Theatre
NATIONAL

SPECTACLES

FESTIVAL DE NICE du public italien

VARIÉTÉS
«Tandem»
ou les plaisirs

Le Festival de Nice du public italien est une manifestation culturelle de grande envergure qui se déroule chaque année à Nice. Cette année, le festival propose une programmation riche et variée, allant des spectacles de théâtre aux concerts de musique classique et contemporaine. Les organisateurs ont choisi de mettre en avant des artistes italiens de renom, ainsi que des œuvres emblématiques de la culture italienne. Le festival est ouvert à tous et constitue une excellente occasion pour le public niçois de découvrir de nouvelles formes artistiques et de partager des moments privilégiés avec des artistes de talent.

de la misère

Le Festival de la misère est une manifestation culturelle qui se déroule à Lyon. Cette année, le festival propose une programmation riche et variée, allant des spectacles de théâtre aux concerts de musique classique et contemporaine. Les organisateurs ont choisi de mettre en avant des artistes italiens de renom, ainsi que des œuvres emblématiques de la culture italienne. Le festival est ouvert à tous et constitue une excellente occasion pour le public lyonnais de découvrir de nouvelles formes artistiques et de partager des moments privilégiés avec des artistes de talent.

LES

**SALON
ARTS ET LETTRES
DE FRANCE**

Le Salon des Arts et Lettres de France est une manifestation culturelle qui se déroule à Paris. Cette année, le salon propose une programmation riche et variée, allant des spectacles de théâtre aux concerts de musique classique et contemporaine. Les organisateurs ont choisi de mettre en avant des artistes italiens de renom, ainsi que des œuvres emblématiques de la culture italienne. Le salon est ouvert à tous et constitue une excellente occasion pour le public parisien de découvrir de nouvelles formes artistiques et de partager des moments privilégiés avec des artistes de talent.

GUSTAV KOLN

CLAES HAKE

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

BRUNO GARCIN - 3 SUR 4 (327-09-16), 20 h 30.
AGATHA - Essais (278-46-42), 21 h.

Les salles subventionnées et municipales

OPÉRA (742-57-80), 19 h 30 : Raymond. **SALLE FAVART (296-06-11)**, Concert, 20 h : Concert Schubert (série en mi bémol majeur op. 100 pour violon, violoncelle et piano) ; Concert en fa majeur, op. 166, pour cor et piano.

Les autres salles

A. DELAET (887-97-34), 20 h 30 : Séance film.

DANSE

Lyon, ville de la danse

LES FILMS

de la misère

LES

THEATRE DE L'EUROPE

EN ALTERNANCE

SARAH

PRIX PLAISIR DU THEATRE

PRESSE ENTHOUSIASTE POUR 2 TRIOMPHES

PRIX DU BRIGADIER

RAYMOND GEROME

L'EXTRAVAGANT MISTER WILDE

FRANCE DELAHALLE

THEATRE DE LA CITÉ INTERNATIONALE

Tu écraseras le serpent

de Yachar Kemal

du 16 novembre au 17 décembre à 20 h 30

Mise en scène de : Marianik Revillon

La soirée du samedi 10 décembre sera dédiée à Bernardet Landry, qui lutte contre l'ignorance et pour l'unité entre les peuples dans le monde.

CHAILOT

PETER PAR LES HANDKE VILLAGES

Mise en scène de Claude Régy • Création

Grand Théâtre

Du 24 novembre au 23 décembre à 18 h 30

Dimanche à 16 h

727.81.15

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

«LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES»

281-26-20 +

(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Jeudi 8 décembre

LA BRUYÈRE (874-76-99), 21 h : Y. Dautin.

MARGNY (258-04-41), 21 h : Thierry Le Luron.

OLYMPIA (742-25-49), 20 h 30 : V. San-son.

PALAIS DES GLACES (607-49-03), 20 h 30 : Ph. Avron.

TANIÈRE (337-74-39), 20 h 45 : J. Mo-stand, 22 h : D. Adrien-Rail.

THÉÂTRE DE PARIS (280-09-30), 18 h 30 : Libre parcours variés.

THÉÂTRE DE LA PLAINE (250-15-45), 20 h 30 : Arman.

TROUVES DE BUENOS AIRES (260-44-11), 19 h 30 : L. Riza, Car-tesco, Paris.

Les concerts

Lacour, 19 h 45 : A. Dautin, F. Gyp- (Bach, Schumann, Debussy...).

Salle Pleyel, 20 h 30 : Orchestre de Paris, M. T. Machover.

Crypte Ste-Agathe, 20 h 30 : G. et Ch. An- dréan.

Centre Beethoven, 20 h 30 : P. Paley- (Chopin, Liszt, Debussy...).

Eglise St-Germain, 20 h 30 : E. Har- quin (Bach, Couperin, Grigny).

Eglise de la Trinité, 20 h 30 : Orchestre de Paris, dir. : T. Popesco (Bach).

Salle Ravel, 20 h 30 : F. Dornan, E. Do- naldson (Wolff, Brahms, Faure).

Les festivals

FESTIVAL D'AUTOMNE (296-13-27)

Théâtre de la Bastille (357-42-14), 21 h : les Bâtonnets.

Théâtre de Paris (280-09-30) - Petite salle, 20 h 30 : Soritages.

Nantes, Théâtre des Amateurs (721-18-81), 20 h 30 : Tonia Kriger.

FESTIVAL D'ART SACRÉ (277-19-96)

Eglise St-Germain-des-Près, 20 h 30 : L. Thy (Grigny, Massenet).

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de 16 ans, (**) aux moins de 18 ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-34)

15 h : L'ange de la nuit, de A. Bertol- mi; 19 h : L'ange de la nuit, de A. Bertol- mi; 21 h : L'ange de la nuit, de A. Bertol- mi.

Les exclusivités

L'AMIE (Ail, v.a.) : Studio de la Harpe, 5 (634-25-52).

A LA POURSUITE DE L'ÉTOILE (Ital, v.a.) : Cluny-Rodeo, 5 (354-20-12); Balthus, 5 (729-33-13); (v.f.) : U.G.C. Opéra, 5 (261-50-33); U.G.C. Rotonde, 5 (633-08-22).

ANDRÉ (Ail, v.a.) : Forum Orient Ex- press, 1 (233-42-26); Ambassade, 5 (359-40-10); (v.f.) : Balthus, 5 (729-33-13); U.G.C. Opéra, 5 (261-50-33); U.G.C. Rotonde, 5 (633-08-22).

BOAT PEOPLE, PASSAPORT POUR L'ÉPIQUE (Cbl, v.a.) : Cluny-Rodeo, 5 (354-20-12); Balthus, 5 (729-33-13); (v.f.) : U.G.C. Opéra, 5 (261-50-33); U.G.C. Rotonde, 5 (633-08-22).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHÉ (H. sp.), 1 (321-41-01).

CARMEN (Esp, v.a.) : Forum Orient Ex- press, 1 (233-42-26); Ambassade, 5 (359-40-10); (v.f.) : Balthus, 5 (729-33-13); U.G.C. Opéra, 5 (261-50-33); U.G.C. Rotonde, 5 (633-08-22).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Debut (H. sp.), 1 (321-41-01).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHÉ (H. sp.), 1 (321-41-01).

CARMEN (Esp, v.a.) : Forum Orient Ex- press, 1 (233-42-26); Ambassade, 5 (359-40-10); (v.f.) : Balthus, 5 (729-33-13); U.G.C. Opéra, 5 (261-50-33); U.G.C. Rotonde, 5 (633-08-22).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Debut (H. sp.), 1 (321-41-01).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHÉ (H. sp.), 1 (321-41-01).

CARMEN (Esp, v.a.) : Forum Orient Ex- press, 1 (233-42-26); Ambassade, 5 (359-40-10); (v.f.) : Balthus, 5 (729-33-13); U.G.C. Opéra, 5 (261-50-33); U.G.C. Rotonde, 5 (633-08-22).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Debut (H. sp.), 1 (321-41-01).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHÉ (H. sp.), 1 (321-41-01).

CARMEN (Esp, v.a.) : Forum Orient Ex- press, 1 (233-42-26); Ambassade, 5 (359-40-10); (v.f.) : Balthus, 5 (729-33-13); U.G.C. Opéra, 5 (261-50-33); U.G.C. Rotonde, 5 (633-08-22).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Debut (H. sp.), 1 (321-41-01).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHÉ (H. sp.), 1 (321-41-01).

CARMEN (Esp, v.a.) : Forum Orient Ex- press, 1 (233-42-26); Ambassade, 5 (359-40-10); (v.f.) : Balthus, 5 (729-33-13); U.G.C. Opéra, 5 (261-50-33); U.G.C. Rotonde, 5 (633-08-22).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Debut (H. sp.), 1 (321-41-01).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHÉ (H. sp.), 1 (321-41-01).

CARMEN (Esp, v.a.) : Forum Orient Ex- press, 1 (233-42-26); Ambassade, 5 (359-40-10); (v.f.) : Balthus, 5 (729-33-13); U.G.C. Opéra, 5 (261-50-33); U.G.C. Rotonde, 5 (633-08-22).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Debut (H. sp.), 1 (321-41-01).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHÉ (H. sp.), 1 (321-41-01).

CARMEN (Esp, v.a.) : Forum Orient Ex- press, 1 (233-42-26); Ambassade, 5 (359-40-10); (v.f.) : Balthus, 5 (729-33-13); U.G.C. Opéra, 5 (261-50-33); U.G.C. Rotonde, 5 (633-08-22).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Debut (H. sp.), 1 (321-41-01).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHÉ (H. sp.), 1 (321-41-01).

CARMEN (Esp, v.a.) : Forum Orient Ex- press, 1 (233-42-26); Ambassade, 5 (359-40-10); (v.f.) : Balthus, 5 (729-33-13); U.G.C. Opéra, 5 (261-50-33); U.G.C. Rotonde, 5 (633-08-22).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Debut (H. sp.), 1 (321-41-01).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHÉ (H. sp.), 1 (321-41-01).

CARMEN (Esp, v.a.) : Forum Orient Ex- press, 1 (233-42-26); Ambassade, 5 (359-40-10); (v.f.) : Balthus, 5 (729-33-13); U.G.C. Opéra, 5 (261-50-33); U.G.C. Rotonde, 5 (633-08-22).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Debut (H. sp.), 1 (321-41-01).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHÉ (H. sp.), 1 (321-41-01).

CARMEN (Esp, v.a.) : Forum Orient Ex- press, 1 (233-42-26); Ambassade, 5 (359-40-10); (v.f.) : Balthus, 5 (729-33-13); U.G.C. Opéra, 5 (261-50-33); U.G.C. Rotonde, 5 (633-08-22).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Debut (H. sp.), 1 (321-41-01).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHÉ (H. sp.), 1 (321-41-01).

CARMEN (Esp, v.a.) : Forum Orient Ex- press, 1 (233-42-26); Ambassade, 5 (359-40-10); (v.f.) : Balthus, 5 (729-33-13); U.G.C. Opéra, 5 (261-50-33); U.G.C. Rotonde, 5 (633-08-22).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Debut (H. sp.), 1 (321-41-01).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHÉ (H. sp.), 1 (321-41-01).

CARMEN (Esp, v.a.) : Forum Orient Ex- press, 1 (233-42-26); Ambassade, 5 (359-40-10); (v.f.) : Balthus, 5 (729-33-13); U.G.C. Opéra, 5 (261-50-33); U.G.C. Rotonde, 5 (633-08-22).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Debut (H. sp.), 1 (321-41-01).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHÉ (H. sp.), 1 (321-41-01).

CARMEN (Esp, v.a.) : Forum Orient Ex- press, 1 (233-42-26); Ambassade, 5 (359-40-10); (v.f.) : Balthus, 5 (729-33-13); U.G.C. Opéra, 5 (261-50-33); U.G.C. Rotonde, 5 (633-08-22).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Debut (H. sp.), 1 (321-41-01).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHÉ (H. sp.), 1 (321-41-01).

CARMEN (Esp, v.a.) : Forum Orient Ex- press, 1 (233-42-26); Ambassade, 5 (359-40-10); (v.f.) : Balthus, 5 (729-33-13); U.G.C. Opéra, 5 (261-50-33); U.G.C. Rotonde, 5 (633-08-22).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Debut (H. sp.), 1 (321-41-01).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHÉ (H. sp.), 1 (321-41-01).

CARMEN (Esp, v.a.) : Forum Orient Ex- press, 1 (233-42-26); Ambassade, 5 (359-40-10); (v.f.) : Balthus, 5 (729-33-13); U.G.C. Opéra, 5 (261-50-33); U.G.C. Rotonde, 5 (633-08-22).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Debut (H. sp.), 1 (321-41-01).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHÉ (H. sp.), 1 (321-41-01).

CARMEN (Esp, v.a.) : Forum Orient Ex- press, 1 (233-42-26); Ambassade, 5 (359-40-10); (v.f.) : Balthus, 5 (729-33-13); U.G.C. Opéra, 5 (261-50-33); U.G.C. Rotonde, 5 (633-08-22).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Debut (H. sp.), 1 (321-41-01).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHÉ (H. sp.), 1 (321-41-01).

CARMEN (Esp, v.a.) : Forum Orient Ex- press, 1 (233-42-26); Ambassade, 5 (359-40-10); (v.f.) : Balthus, 5 (729-33-13); U.G.C. Opéra, 5 (261-50-33); U.G.C. Rotonde, 5 (633-08-22).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Debut (H. sp.), 1 (321-41-01).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHÉ (H. sp.), 1 (321-41-01).

CARMEN (Esp, v.a.) : Forum Orient Ex- press, 1 (233-42-26); Ambassade, 5 (359-40-10); (v.f.) : Balthus, 5 (729-33-13); U.G.C. Opéra, 5 (261-50-33); U.G.C. Rotonde, 5 (633-08-22).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Debut (H. sp.), 1 (321-41-01).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHÉ (H. sp.), 1 (321-41-01).

CARMEN (Esp, v.a.) : Forum Orient Ex- press, 1 (233-42-26); Ambassade, 5 (359-40-10); (v.f.) : Balthus, 5 (729-33-13); U.G.C. Opéra, 5 (261-50-33); U.G.C. Rotonde, 5 (633-08-22).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Debut (H. sp.), 1 (321-41-01).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHÉ (H. sp.), 1 (321-41-01).

CARMEN (Esp, v.a.) : Forum Orient Ex- press, 1 (233-42-26); Ambassade, 5 (359-40-10); (v.f.) : Balthus, 5 (729-33-13); U.G.C. Opéra, 5 (261-50-33); U.G.C. Rotonde, 5 (633-08-22).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Debut (H. sp.), 1 (321-41-01).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHÉ (H. sp.), 1 (321-41-01).

CARMEN (Esp, v.a.) : Forum Orient Ex- press, 1 (233-42-26); Ambassade, 5 (359-40-10); (v.f.) : Balthus, 5 (729-33-13); U.G.C. Opéra, 5 (261-50-33); U.G.C. Rotonde, 5 (633-08-22).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Debut (H. sp.), 1 (321-41-01).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHÉ (H. sp.), 1 (321-41-01).

CARMEN (Esp, v.a.) : Forum Orient Ex- press, 1 (233-42-26); Ambassade, 5 (359-40-10); (v.f.) : Balthus, 5 (729-33-13); U.G.C. Opéra, 5 (261-50-33); U.G.C. Rotonde, 5 (633-08-22).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Debut (H. sp.), 1 (321-41-01).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHÉ (H. sp.), 1 (321-41-01).

CARMEN (Esp, v.a.) : Forum Orient Ex- press, 1 (233-42-26); Ambassade, 5 (359-40-10); (v.f.) : Balthus, 5 (729-33-13); U.G.C. Opéra, 5 (261-50-33); U.G.C. Rotonde, 5 (633-08-22).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Debut (H. sp.), 1 (321-41-01).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHÉ (H. sp.), 1 (321-41-01).

CARMEN (Esp, v.a.) : Forum Orient Ex- press, 1 (233-42-26); Ambassade, 5 (359-40-10); (v.f.) : Balthus, 5 (729-33-13); U.G.C. Opéra, 5 (261-50-33); U.G.C. Rotonde, 5 (633-08-22).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Debut (H. sp.), 1 (321-41-01).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHÉ (H. sp.), 1 (321-41-01).

CARMEN (Esp, v.a.) : Forum Orient Ex- press, 1 (233-42-26); Ambassade, 5 (359-40-10); (v.f.) : Balthus, 5 (729-33-13); U.G.C. Opéra, 5 (261-50-33); U.G.C. Rotonde, 5 (633-08-22).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Debut (H. sp.), 1 (321-41-01).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHÉ (H. sp.), 1 (321-41-01).

CARMEN (Esp, v.a.) : Forum Orient Ex- press, 1 (233-42-26); Ambassade, 5 (359-40-10); (v.f.) : Balthus, 5 (729-33-13); U.G.C. Opéra, 5 (261-50-33); U.G.C. Rotonde, 5 (633-08-22).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Debut (H. sp.), 1 (321-41-01).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHÉ (H. sp.), 1 (321-41-01).

CARMEN (Esp, v.a.) : Forum Orient Ex- press, 1 (233-42-26); Ambassade, 5 (359-40-10); (v.f.) : Balthus, 5 (729-33-13); U.G.C. Opéra, 5 (261-50-33); U.G.C. Rotonde, 5 (633-08-22).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Debut (H. sp.), 1 (321-41-01).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHÉ (H. sp.), 1 (321-41-01).

CARMEN (Esp, v.a.) : Forum Orient Ex- press, 1 (233-42-26); Ambassade, 5 (359-40-10); (v.f.) : Balthus, 5 (729-33-13); U.G.C. Opéra, 5 (261-50-33); U.G.C. Rotonde, 5 (633-08-22).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Debut (H. sp.), 1 (321-41-01).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHÉ (H. sp.), 1 (321-41-01).

CARMEN (Esp, v.a.) : Forum Orient Ex- press, 1 (233-42-26); Ambassade, 5 (359-40-10); (v.f.) : Balthus, 5 (729-33-13); U.G.C. Opéra, 5 (261-50-33); U.G.C. Rotonde, 5 (633-08-22).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Debut (H. sp.), 1 (321-41-01).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHÉ (H. sp.), 1 (321-41-01).

CARMEN (Esp, v.a.) : Forum Orient Ex- press, 1 (233-42-26); Ambassade, 5 (359-40-10); (v.f.) : Balthus, 5 (729-33-13); U.G.C. Opéra, 5 (261-50-33); U.G.C. Rotonde, 5 (633-08-22).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Debut (H. sp.), 1 (321-41-01).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHÉ (H. sp.), 1 (321-41-01).

CARMEN (Esp, v.a.) : Forum Orient Ex- press, 1 (233-42-26); Ambassade, 5 (359-40-10); (v.f.) : Balthus, 5 (729-33-13); U.G.C. Opéra, 5 (261-50-33); U.G.C. Rotonde, 5 (633-08-22).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Debut (H. sp.), 1 (321-41-01).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHÉ (H. sp.), 1 (321-41-01).

CARMEN (Esp, v.a.) : Forum Orient Ex- press, 1 (233-42-26); Ambassade, 5 (359-40-10); (v.f.) : Balthus, 5 (729-33-13); U.G.C. Opéra, 5 (261-50-33); U.G.C. Rotonde, 5 (633-08-22).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Debut (H. sp.), 1 (321-41-01).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHÉ (H. sp.), 1 (321-41-01).

CARMEN (Esp, v.a.) : Forum Orient Ex- press, 1 (233-42-26); Ambassade, 5 (359-40-10); (v.f.) : Balthus, 5 (729-33-13); U.G.C. Opéra, 5 (261-50-33); U.G.C. Rotonde, 5 (633-08-22).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Debut (H. sp.), 1 (321-41-01).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHÉ (H. sp.), 1 (321-41-01).

CARMEN (Esp, v.a.) : Forum Orient Ex- press, 1 (233-42-26); Ambassade, 5 (359-40-10); (v.f.) : Balthus, 5 (729-33-13); U.G.C. Opéra, 5 (261-50-33); U.G.C. Rotonde, 5 (633-08-22).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Debut (H. sp.), 1 (321-41-01).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHÉ (H. sp.), 1 (321-41-01).

CARMEN (Esp, v.a.) : Forum Orient Ex- press, 1 (233-42-26); Ambassade, 5 (359-40-10); (v.f.) : Balthus, 5 (729-33-13); U.G.C. Opéra, 5 (261-50-33); U.G.C. Rotonde, 5 (633-08-22).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Debut (H. sp.), 1 (321-41-01).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHÉ (H. sp.), 1 (321-41-01).

CARMEN (Esp, v.a.) : Forum Orient Ex- press, 1 (233-42-26); Ambassade, 5 (359-40-10); (v.f.) : Balthus, 5 (729-33-13); U.G.C. Opéra, 5 (261-50-33); U.G.C. Rotonde, 5 (633-08-22).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Debut (H. sp.), 1 (321-41-01).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHÉ (H. sp.), 1 (321-41-01).

CARMEN (Esp, v.a.) : Forum Orient Ex- press, 1 (233-42-26); Ambassade, 5 (359-40-10); (v.f.) : Balthus, 5 (729-33-13); U.G.C. Opéra, 5 (261-50-33); U.G.C. Rotonde, 5 (633-08-22).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Debut (H. sp.), 1 (321-41-01).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHÉ (H. sp.), 1 (321-41-01).

CARMEN (Esp, v.a.) : Forum Orient Ex- press, 1 (233-42-26); Ambassade, 5 (359-40-10); (v.f.) : Balthus, 5 (729-33-13); U.G.C. Opéra, 5 (261-50-33); U.G.C. Rotonde, 5 (633-08-22).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Debut (H. sp.), 1 (321-41-01).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHÉ (H. sp.), 1 (321-41-01).

CARMEN (Esp, v.a.) : Forum Orient Ex- press, 1 (233-42-26); Ambassade, 5 (359-40-10); (v.f.) : Balthus, 5 (729-33-13); U.G.C. Opéra, 5 (261-50-33); U.G.C. Rotonde, 5 (633-08-22).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Debut (H. sp.), 1 (321-41-01).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHÉ (H. sp.), 1 (321-41-01).

CARMEN (Esp, v.a.) : Forum Orient Ex- press, 1 (233-42-26); Ambassade, 5 (359-40-10); (v.f.) : Balthus, 5 (729-33-13); U.G.C. Opéra, 5 (261-50-33); U.G.C. Rotonde, 5 (633-08-22).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Debut (H. sp.), 1 (321-41-01).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHÉ (H. sp.), 1 (321-41-01).

CARMEN (Esp, v.a.) : Forum Orient Ex- press, 1 (233-42-26); Ambassade, 5 (359-40-10); (v.f.) : Balthus, 5 (729-33-13); U.G.C. Opéra, 5 (261-50-33); U.G.C. Rotonde, 5 (633-08-22).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Debut (H. sp.), 1 (321-41-01).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHÉ (H. sp.), 1 (321-41-01).

CARMEN (Esp, v.a.) : Forum Orient Ex- press, 1 (233-42-26); Ambassade, 5 (359-40-10); (v.f.) : Balthus, 5 (729-33-13); U.G.C. Opéra, 5 (261-50-33); U.G.C. Rotonde, 5 (633-08-22).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Debut (H. sp.), 1 (321-41-01).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHÉ (H. sp.), 1 (321-41-01).

CARMEN (Esp, v.a.) : Forum Orient Ex- press, 1 (233-42-26); Ambassade, 5 (359-40-10); (v.f.) : Balthus, 5 (729-33-13); U.G.C. Opéra, 5 (261-50-33); U.G.C. Rotonde, 5 (633-08-22).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Debut (H. sp.), 1 (321-41-01).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHÉ (H. sp.), 1 (321-41-01).

CARMEN (Esp, v.a.) : Forum Orient Ex- press, 1 (233-42-26); Ambassade, 5 (359-40-10); (v.f.) : Balthus, 5 (729-33-13); U.G.C. Opéra, 5 (261-50-33); U.G.C. Rotonde, 5 (633-08-22).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Debut (H. sp.), 1 (321-41-01).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHÉ (H. sp.), 1 (321-41-01).

CARMEN (Esp, v.a.) : Forum Orient Ex- press, 1 (233-42-26); Ambassade, 5 (359-40-10); (v.f.) : Balthus, 5 (729-33-13); U.G.C. Opéra, 5 (261-50-33); U.G.C. Rotonde, 5 (633

L'INTRODUCTION DE LA PUBLICITÉ A LA TÉLÉVISION RÉGIONALE

ZELIG (A.) : Epée de Bois, 5^e (337-57-47); Rotonde, 6^e (633-08-22); Publicis Matignon, 8^e (359-31-97).

3^e MOIS

KAFKA

LA COLONIE PÉNITENTIAIRE

● M. Jacques Defferre, P.-D.G. de *Var-Matin* — à la suite du décès de M. Francis Leenhardt, mort en novembre dernier, le conseil d'administration du quotidien toulonnais *Var-Matin* République a désigné M. Jacques Defferre (frère de M. Gaston Defferre, ministre de

lundi 8 décembre

Vendredi 9

h 10 Cine-club (cycle Charlie Chaplin) : les Feux de la rampe.
Film américain de C. Chaplin (1952), avec C. Chaplin, C. Bloom, N. Bruce, B. Keaton, S. Chaplin, N. Lloyd (v.o. sous-titrée. N. Rediffusion).
A Londres, dans les années 1910, un vieux clown déchu, alcoolique, s'arrête une jeune ballerine du sud-

TRIBUNES ET DÉBATS

VENDREDI 9 DÉCEMBRE

— **M^{me} Françoise Baluka**, femme de l'écrivain Edmund Baluka, un des responsables de Solidarité, emprisonné en Pologne, en l'honneur de l'édition *«Plaidoyer»*, à l'occasion de la remise au Prix Nobel de la paix pour Lech Wałęsa à sa femme Danuta ; sur R.M.C. ; à h. 15.

— **M. Georges Dumas**, président du Crédit industriel et commercial, se reçu sur « Génération 2000 », 8.50 MHz, à 19 heures.

LE LIVRE

Blottir contre
la saison 82-83.
périodes de
l'ouvrage tradit
alerte. Il est allé
découvrir les se
cences de Geor
Coupe de franc
veau de Ferrer
Daniel Bravo et

Un allier
LIVRE D'OR D
ball, illustré par
Collection : Sport

décembre

cordes et orchestre, d'Elgar, *Concerto pour piano et orchestre*, de Ravel, *Symphonie n° 9*, de Schubert, par l'Orchestre symphonique de la radio bavaroise, dir. C. Davis, sol. M. Argerich, piano.

décembre

17 h 5, Répères contemporains: Vinko Globokar.
18 h 1, Improv.
19 h 5, Studio-Concert : œuvres de de Rore, Anonymous des XIV^e et XV^e siècles anglais, par le Hilliard Ensemble de Londres.
20 h, Jazz.

E D'OR DU FOOTBALL 1983
CHARLES DIETRY

[illegible]

Le sentiment de la chaleur
Source de... moments de gestation

Sitôt fin

Finer sur le... moments de la vie... sans cela, ce... Quel plaisir... D'autant que... VHS-C... de 24kg... sera super... com électrique



COMMUNICATION

LE BUDGET DE L'AUDIOVISUEL

Le sénateur Jean Cluzel dénonce des « errements de gestion »

Chaque automne amène son rapport Cluzel nouveau. Mais l'éventail des réactions est particulièrement abondant. Des critiques budgétaires aux réflexions de fond, en passant par les anecdotes et pointes polémiques, chacun y trouve sa provende amère. Si la commission des finances du Sénat, dont M. Jean Cluzel (centriste) est le rapporteur spécial, a rejeté le budget de la communication audiovisuelle proposé par le gouvernement, c'est tout d'abord en raison de l'augmentation des ponctions opérées par l'Etat. Prélevements fiscaux, financement pour le développement de nouvelles techniques, non-remboursement des exonérations de la redevance, etc. Au total, un « détournement de ressources » de 2 milliards de francs. « Paradoxalement, écrit de sénateur Cluzel, l'audiovisuel devient une bonne affaire pour l'Etat. »

Un manque à gagner qui pousserait à augmenter la part de leurs recettes publicitaires. Selon le rapporteur, le plafond de 25 % imposé par le gouvernement atteindrait en fait 30 % en 1984. Une estimation qui ne manquera pas de raviver la polémique engagée à ce propos entre la presse périodique et le gouvernement qui conteste ces calculs.

En regard des arguments budgétaires, M. Cluzel s'interroge sur la viabilité d'un système audiovisuel public qui coûterait globalement 10 milliards en 1984. « Le budget double tous les cinq ans sans qu'augmentent les créations. En 1983, le volume des émissions de fiction atteindra à peine celui de 1980. » Une atonie principalement imputable aux rapports « antieconomiques » existant entre les

chaînes du service public et la Société française de production et créations audiovisuelles (S.F.P.) et à des « errements de gestion » dont certains « défont l'imaginaire ». M. Cluzel signale entre autres certains manques de rigueur comme le peu d'application mis par exemple par FR 3 à recouvrer ses recettes de coproduction, le fait que TF 1 n'organise pas d'appels d'offres entre ses prestataires techniques, ou des dépassements des frais de mission. Sans dire s'ils sont justifiés ou non, le rapporteur remarque que ces frais ont augmenté à Antenne 2, entre 1975 et 1981, en francs constants de 127 %. De même est épinglé le cas d'un responsable de l'information « censé être au Liban et que personne n'a pu joindre ».

M. Cluzel déplore aussi une absence totale de maîtrise dans l'emploi des crédits affectés à la création, en se fondant sur des disparités qu'il juge « stupéfiantes ». Une émission comme « Champs-Élysées » (environ une heure et demie) coûtant 800 000 F est comparée au « Grand Échiquier » (environ trois heures), qui reviendrait à 496 000 francs l'heure. M. Cluzel s'étonne en outre que « Les cinglés du musio-hall » coûte 1 226 000 F, alors que « Aspotroches » revient à 30 000 F. « Il faut comparer ce qui est comparable », rétorque M. Jean-Christophe Averty dans un communiqué, mercredi 7 novembre. « Cette émission, de technique élaborée, exigeant cinq jours de tournage, de montage, de mixage, employant de nombreux comédiens, musiciens, techniciens, ne peut que coûter plus cher qu'une émission réalisée en direct ».

E.R.

Les personnalités entendues par la commission des affaires culturelles à l'Assemblée nationale insistent sur la nécessité d'une aide économique à la presse

Il n'est pas certain que la commission des affaires culturelles de l'Assemblée nationale pourra mener à bien l'étude du projet de loi sur la presse avant le 15 décembre, jour choisi par le gouvernement pour que s'ouvre le débat en séance publique.

Au fur et à mesure de leurs auditions, les commissaires ont la confirmation que le principal problème de la presse aujourd'hui est celui des conditions de sa survie économique, thème qui n'est pas traité dans le projet de gouvernement. Tous leurs interlocuteurs le disent, qu'ils soient défavorables au projet, comme les représentants des patrons de presse déjà repus, ou favorables, comme les plus représentatives des organisations de journalistes. Ainsi, le mercredi 7 décembre, M. Maurice Bujon, qui conduisait la délégation de la Fédération nationale de la presse française, a souligné, d'après M. Claude Evin (P.S., Loire Atlantique), président de la commission des affaires culturelles, que « toute loi qui restreint la liberté est mauvaise », que les pouvoirs « inquisiteurs accordés à la commission pour la transparence financière des entreprises pouvaient ouvrir la porte à un régime totalitaire », et que la « transparence » des propriétés ne lui paraissait pas indispensable à l'information des lecteurs. Mais il a ajouté que le pluralisme devait être assuré par des mesures économiques.

M. Georges Montaron, directeur de l'Imprimerie chrétienne, a jugé que l'ordonnance de 1944 était « générale, mais ni réaliste ni concrète »,

et qu'il fallait « donner un contenu économique à la liberté journalistique ».

La Fédération française des travailleurs du livre C.G.T. a appuyé le projet de loi, affirmant qu'il ne fallait pas faire du « catastrophisme » sur la façon dont il devrait s'appliquer quand un groupe de presse devrait se séparer d'un de ses titres. Mais il a aussi insisté sur la nécessité d'une aide économique aux imprimeries. L'Union nationale des syndicats de journalistes, reçue la veille, avait, également, souligné la nécessité de mesures économiques, même si elle s'était montrée favorable au projet, tout en soulignant « les faiblesses et les insuffisances » et en constatant qu'il était en retrait sur l'ordonnance de 1944.

Certes, les engagements pris par M. Georges Fillioud devant le groupe socialiste, mardi 6 décembre, confirment que le gouvernement est conscient de la nécessité d'aides économiques. Les députés socialistes s'en contenteront-ils ? Leur groupe de travail sur le projet, qui a déjà préparé des amendements, réfléchit sur le sujet.

Surtout les travaux de la commission des affaires culturelles pourraient être ralentis par l'attitude de l'opposition. Si elle dépose en commission le millier d'amendements qu'elle prépare, celle-ci ne pourra pas les étudier avant lundi 12 décembre, trois jours avant l'ouverture prévue du débat public.

Certes le gouvernement a les moyens constitutionnels d'imposer la discussion d'un texte en séance

publique même si le rapport de la commission n'est pas prêt, mais ce serait donner des armes à l'opposition.

Tout cela renforce l'analyse de M. Pierre Joux, et de nombreux députés socialistes, qui continuent de penser que le gouvernement n'a pas laissé assez de temps à l'Assemblée nationale pour étudier certains. Dans l'entourage du premier ministre, on fait remarquer que, une fois l'annonce faite au congrès de Bourges-Bresse, il fallait faire vite. Tout nouveau retard pourrait être analysé comme une recrudescence. C'est pourquoi, à l'Élysée, on soutient le premier ministre dans sa volonté d'ouvrir la discussion publique la semaine prochaine, même si l'on peut prévoir que, cette échéance tenue, une session extraordinaire du Parlement sera de toute façon nécessaire.

THIERRY BRÉHER.

PRÉCISION. — M. Claude Phil, président du Syndicat national de la presse quotidienne régionale, et M. Louis-Estrangin, vice-président, ont déposé, dans un communiqué publié le mercredi 7 décembre, avoir dit devant la commission des affaires culturelles de l'Assemblée nationale qu'ils étaient « globalement d'accord » avec le projet de loi sur la presse. « Au contraire, soulignent-ils, ils ont fait les plus extrêmes réserves sur le fond que sur la forme de ce projet, mettant en lumière tous les dangers que pourrait présenter l'application de ce texte pour la liberté de la presse écrite. »

« LE NOUVEL ALSACIEN » OBTIENT UN NOUVEAU SURSIS

La société éditrice du *Nouvel Alsacien*, quotidien bilingue basé à Strasbourg (tirage : 20 000 exemplaires), a obtenu l'Etat et demande la suspension provisoire des poursuites engagées sur décision de la première chambre commerciale du tribunal de grande instance de Strasbourg. Un curateur a été désigné pour assister la direction dans la mise au point dans les trois mois d'un plan destiné à sauver le journal.

Depuis près d'un an, le *Nouvel Alsacien*, que dirige M. Bernard Dock, a entrepris plusieurs démarches pour assainir ses finances : départ volontaire d'une quinzaine de salariés pour limiter les pertes, chiffrées à plus de 2 millions de francs, vente du patrimoine immobilier du journal à la ville de Strasbourg pour 4,5 millions de francs, souscription auprès des lecteurs (un demi-million de francs à été collecté). (*Le Monde* du 19 avril.)

(Publicité)

escargots de Noël...

N'attendez pas pour venir chercher les escargots du réveillon. Nos bourguignons et petits gris de Provence sont les meilleurs de France depuis... 1894 !

escargots à moins 20

Mettez-les au congélateur, ils gardent intact leur savoir après plusieurs mois. Vous devriez toujours en avoir d'avance.

MAISON DE L'ESCARGOT
79, rue Fondary
Paris-15^e
Métro Esplanade
75015-08
- Seul le lundi, mais le dimanche jusqu'à 13 heures et tous les jours sans interruption de 8 h 30 à 20 h

Sitôt filmé... sitôt vu.



Filmer, sur le vif, en couleur, les bons moments de la vie. Voir et entendre, sans délai, ce qu'on vient de filmer. Quel plaisir, mais surtout quel progrès ! D'autant que la « vidéo de poche » VHS-C (mini-magnétoscope de 2,4 kg batterie comprise, caméra super compacte avec zoom électrique, cassette 30

minutes de la taille d'un jeu de cartes) est aussi un vrai petit chef-d'œuvre de performance technique. Tout est permis, en extérieur comme en intérieur. A chaque prise de vues, vous avez l'assurance de la même qualité d'image VHS. Vérifiez-le sur le

champ, car sitôt la scène filmée, vous pouvez la revoir dans le viseur de votre caméra. Libre à vous de conserver la séquence, telle, ou de l'effacer pour filmer à nouveau. Sitôt rentré chez vous, faites passer votre cassette vidéo à la télé. Il suffit pour

cela de brancher le magnétoscope VHS-C directement sur votre téléviseur. La vidéo VHS-C : plus vivante que la photo, plus rapide que le cinéma. Avec la qualité d'image VHS. Démonstration et vente dans tous les points de vente JVC.



1525 100 4125

OFFRES D'EMPLOI	Le Monde	Le Monde T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	83,00	58,44
IMMOBILIER	25,00	29,55
AUTOMOBILES	56,00	66,42
AGENDA	56,00	66,42
PROP. COMM. CAPITALUX	164,00	194,50

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le Monde	Le Monde T.C.
OFFRES D'EMPLOI	47,00	55,74
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,80
IMMOBILIER	36,00	42,70
AUTOMOBILES	36,00	42,70
AGENDA	36,00	42,70

OFFRES D'EMPLOIS

SNPAC

Syndicat National des Publicitaires en Annonces Classées

communiqué à la direction du personnel des entreprises

Afin de lutter contre les discriminations fondées sur le sexe, le Parlement a adopté une loi portant modification du Code du Travail et du Code Pénal en ce qui concerne l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes (loi du 13 juillet 1983, J.O. du 14).

A ce propos, nous avons rencontré Madame Yvette ROUDY, Ministre déléguée auprès du Premier Ministre chargé des Droits de la Femme. Nous devons retenir de cette loi, en substance, que nul ne peut : mentionner ou faire mentionner dans une offre d'emploi, quels que soient les caractères du contrat de travail envisagé, ou dans toute autre forme de publicité relative à une embauche, le sexe ou la situation de famille du candidat recherché.

Il convient donc que la rédaction des annonces évite toute ambiguïté à ce sujet, il suffit d'ajouter, lorsque l'on présente le poste, la formule « H.F. » ou de choisir une rédaction montrant que le poste proposé s'applique aux deux sexes.

Nous demandons aux entreprises de bien vouloir respecter et faire respecter cette nouvelle législation.

SNPAC - 163, rue Saint-Honoré - 75001 PARIS

SERVICE DE L'ETAT

RECHERCHE CHEF DE DIVISION

chargé de la direction des prises de vues de plusieurs catalogues, de la création de stands et espaces d'accueil, du suivi des graphismes de l'entreprise.

Le candidat, de préférence diplômé de l'enseignement supérieur, aura fait preuve de créativité, de sens artistique, et posséder une bonne aptitude à la rédaction.

Adressez C.V. et PRÉSENTATIONS à :
U.G.A.P.
209, rue de la Chapelle
75009 Paris Cedex 12.

STE DE TRAVAUX PUBLICS

Secteur MARNE-VALLEE

COMPTABLE CONFIRME

Niveau D.E.C.S. ou équivalent pour comptabilité générale, gestion et prévision financière.

Envoyer C.V. et photo. Ecrire sous le n° T 043.481 M.

RÉGIE-PRESSÉ 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

VILLE BANLIERE SUD

(+ 40.000 habitants)

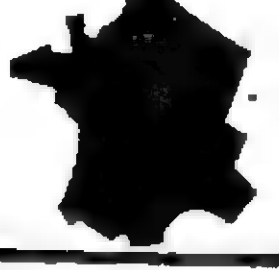
RECRUTE POUR TRAVAIL SUR QUARTIER CLASSE LOT SENSIBLE

ANIMATEURS (TRICES)

Vacataires pour plus de 1000 enfants. Expériences et diplômes en animation exigés.

Envoyer CANDIDATURE sous le n° T 238 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

OU TRANSMETTRA.



emplois régionaux

USINE CHIMIE FINE REGION LYONNAISE GROUPE PHARMACEUTIQUE

INGENIEUR TRAVAUX NEUFS

- Expérience industrielle domaines chimie fine ou bureau d'études.
- Formation polyvalente souhaitée.

Ecrire n° 278.496 M., Régio-Pressé, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

représentation offres

SOCIÉTÉ D'INFORMATIQUE EN PLEINE EXPANSION

recherche

3 AGENTS COMMERCIAUX EXCLUSIFS

pour les secteurs : Nord, Centre-France, Provence-Côte d'Azur.

CLIENTÈLE VISITÉE : Le cuisinier.

Volume indissociable. Frais de route, salaire très motivant pour dévouement. Aucune connaissance particulière en informatique n'est exigée, votre formation est assurée.

PROFIL : Ce poste conviendrait de préférence à un homme ou une femme ayant acquis une expérience d'au moins 5 ans dans le secteur du mobilier de cuisine. Connaissance en implantation et agencement d'une cuisine.

LE PRODUIT : Système C.A.O. pour la réalisation de devis descriptif, perspective, élévation, plan technique (réalisés avec l'assistance de l'ordinateur).

Ce système bénéficie déjà d'une audience importante auprès de la clientèle professionnelle des cuisiniers.

Ce système est destiné aux vendeurs il est d'utilisation simple. Si vous désirez promouvoir un produit de pointe, à l'avenir incontestable, n'hésitez pas, écrivez-nous avec C.V., + photo qui trans. (réponse assurée) s/n° 735, LE MONDE Pub. service annonces classées, 5, rue des Italiens - 75009 PARIS.

VILLE DE CHATEAURoux

(Inde) 64.000 habitants

UN CONTRÔLEUR DE GESTION

Travaillant en liaison directe avec le Secrétaire Général, aura pour mission d'assurer la mise en œuvre d'un outil performant de gestion et de suivi des coûts qui prouvent son efficacité lors des prises de décisions.

Une expérience minimum de deux ans sera exigée du candidat qui devra créer sa propre structure de travail.

Le poste est à pourvoir dans les plus brefs délais.

Adressez l'ensemble de votre candidature et C.V. à : M. le Maire, Hôtel de Ville, 36000 CHATEAURoux.

IMPORTANT CABINET recherche Région Nord dont Dunkerque :

JURISTE

débutant ou expérimenté, droit fiscal, droit des sociétés, droit social.

Ecr. s/n° 7.238 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

OU TRANSMETTRA.

automobiles

ventes

de 5 à 7 C.V.

Vos 2 super 6 septembre 81, modèle 82. Excellent état, options. 28.000 km.

094-85-54, à partir de 20 h. Heures bureaux : 874-55-50.

L'immobilier

appartements ventes

1^{er} arrdt

LOUVRE

prestation de qualité, caractère 2 pos. 497.000. 347-57-07.

3^e arrdt

PLACE DES VOSGES

rue du Parc-de-la-Mule, très beau studio, excellent état. 370.000 RIVAL. 604-32-00.

4^e arrdt

LE SAINT-LOUIS

APPT DE GRANDE CLASSE 185 m². Except. Réceptions 2 chbres, 2 bains, gar. serv. DORESSAY. 624-53-33.

5^e arrdt

NEUF

IMMEUBLE TRÈS GRAND LUXE

RESTE 5 APPARTEMENTS de 3-4 et 5 PIÈCES et un DUPLEX-TERRASSE. Livraison immédiate.

JARDIN PLANTES

1 et 3 RUE POLVEAU à partir de 15.000 F le m². Ferme et définitif.

APARTEMENT TÊMOIN

Tous les jours, 14 h à 18 h. 2 chbres, tout confort, 2 b. 645.000 F 326-87-16.

PANTHEON

récent 2 P. tout confort s/2. tout. 645.000 F 326-87-16.

CENSIER DAUBENTON

3 P. aménagé s/2. tout. charme campagne, CALME. 750.000 F, vendredi, samedi 82, r. NOUTREAU, 16 h.

PETITE MAISON

3 P. aménagé s/2. tout. charme campagne, CALME. 750.000 F, vendredi, samedi 82, r. NOUTREAU, 16 h.

AV. PARMENTIER

Vente 4 pièces, immeuble LERMS. 355-58-88.

M. VOLTAIRE

Reçu 3 P. 2 ch. s. de bain. 330.000 F AVEC 10 % CPT LERMS. 355-58-88.

12^e arrdt

REUILLY DIDOT bel imm. 2 P. 2 ch. s. de bain. 308.000 F. ACPA 281-10-80.

11^e arrdt

Limites Vincennes-Montreuil IDEAL PLACEMENT RAPPORT 40.800 F. NET D'IMPOTS 5 ANS. 2 studios entièrement refaits, tous les jours 408.000 F. 288-71-43.

10^e arrdt

REUILLY DIDOT bel imm. 2 P. 2 ch. s. de bain. 308.000 F. ACPA 281-10-80.

10^e arrdt

Limites Vincennes-Montreuil IDEAL PLACEMENT RAPPORT 40.800 F. NET D'IMPOTS 5 ANS. 2 studios entièrement refaits, tous les jours 408.000 F. 288-71-43.

10^e arrdt

Limites Vincennes-Montreuil IDEAL PLACEMENT RAPPORT 40.800 F. NET D'IMPOTS 5 ANS. 2 studios entièrement refaits, tous les jours 408.000 F. 288-71-43.

10^e arrdt

Limites Vincennes-Montreuil IDEAL PLACEMENT RAPPORT 40.800 F. NET D'IMPOTS 5 ANS. 2 studios entièrement refaits, tous les jours 408.000 F. 288-71-43.

10^e arrdt

Limites Vincennes-Montreuil IDEAL PLACEMENT RAPPORT 40.800 F. NET D'IMPOTS 5 ANS. 2 studios entièrement refaits, tous les jours 408.000 F. 288-71-43.

6^e arrdt

RUE BONAPARTE

2/3 P. 2 ch. s. de bain. 1^{er} ét. PRX 750.000 F. 544-29-30.

MONTMARTRE

2 PIÈCES RENOVÉES 80 m², vue calme. 321-66-55.

14^e arrdt

ALÉSIA. IMM. 1900. 9 P. culs, bain, w.c. 570.000 F. 588-48-34.

M. ALESIA

Belle rénovation totale 14 h à 18 h. 2 ch. s. de bain. 570.000 F. 588-48-34.

15^e arrdt

M. BALARD, imm. pierre de t. 2 ch. s. de bain. 570.000 F. 588-48-34.

16^e arrdt

EXCEPTIONNEL SUR BOIS 329, RUE LECOURBE IMMEUBLE GD STANDING STUDIO, 2, 3, 5 P.

16^e arrdt

EXCEPTIONNEL SUR BOIS 329, RUE LECOURBE IMMEUBLE GD STANDING STUDIO, 2, 3, 5 P.

16^e arrdt

EXCEPTIONNEL SUR BOIS 329, RUE LECOURBE IMMEUBLE GD STANDING STUDIO, 2, 3, 5 P.

16^e arrdt

EXCEPTIONNEL SUR BOIS 329, RUE LECOURBE IMMEUBLE GD STANDING STUDIO, 2, 3, 5 P.

16^e arrdt

EXCEPTIONNEL SUR BOIS 329, RUE LECOURBE IMMEUBLE GD STANDING STUDIO, 2, 3, 5 P.

16^e arrdt

EXCEPTIONNEL SUR BOIS 329, RUE LECOURBE IMMEUBLE GD STANDING STUDIO, 2, 3, 5 P.

16^e arrdt

EXCEPTIONNEL SUR BOIS 329, RUE LECOURBE IMMEUBLE GD STANDING STUDIO, 2, 3, 5 P.

16^e arrdt

EXCEPTIONNEL SUR BOIS 329, RUE LECOURBE IMMEUBLE GD STANDING STUDIO, 2, 3, 5 P.

16^e arrdt

EXCEPTIONNEL SUR BOIS 329, RUE LECOURBE IMMEUBLE GD STANDING STUDIO, 2, 3, 5 P.

16^e arrdt

EXCEPTIONNEL SUR BOIS 329, RUE LECOURBE IMMEUBLE GD STANDING STUDIO, 2, 3, 5 P.

16^e arrdt

EXCEPTIONNEL SUR BOIS 329, RUE LECOURBE IMMEUBLE GD STANDING STUDIO, 2, 3, 5 P.

16^e arrdt

EXCEPTIONNEL SUR BOIS 329, RUE LECOURBE IMMEUBLE GD STANDING STUDIO, 2, 3, 5 P.

16^e arrdt

EXCEPTIONNEL SUR BOIS 329, RUE LECOURBE IMMEUBLE GD STANDING STUDIO, 2, 3, 5 P.

16^e arrdt

EXCEPTIONNEL SUR BOIS 329, RUE LECOURBE IMMEUBLE GD STANDING STUDIO, 2, 3, 5 P.

16^e arrdt

88, AV. LEDRU-ROLLIN

Bel immeuble pierre de taille 90 m² - 350.000 F. Vendredi, 14 à 17 heures.

16^e arrdt

ALÉSIA. IMM. 1900. 9 P. culs, bain, w.c. 570.000 F. 588-48-34.

M. ALESIA

Belle rénovation totale 14 h à 18 h. 2 ch. s. de bain. 570.000 F. 588-48-34.

15^e arrdt

M. BALARD, imm. pierre de t. 2 ch. s. de bain. 570.000 F. 588-48-34.

16^e arrdt

EXCEPTIONNEL SUR BOIS 329, RUE LECOURBE IMMEUBLE GD STANDING STUDIO, 2, 3, 5 P.

16^e arrdt

EXCEPTIONNEL SUR BOIS 329, RUE LECOURBE IMMEUBLE GD STANDING STUDIO, 2, 3, 5 P.

16^e arrdt

EXCEPTIONNEL SUR BOIS 329, RUE LECOURBE IMMEUBLE GD STANDING STUDIO, 2, 3, 5 P.

16^e arrdt

EXCEPTIONNEL SUR BOIS 329, RUE LECOURBE IMMEUBLE GD STANDING STUDIO, 2, 3, 5 P.

16^e arrdt

EXCEPTIONNEL SUR BOIS 329, RUE LECOURBE IMMEUBLE GD STANDING STUDIO, 2, 3, 5 P.

16^e arrdt

EXCEPTIONNEL SUR BOIS 329, RUE LECOURBE IMMEUBLE GD STANDING STUDIO, 2, 3, 5 P.

16^e arrdt

EXCEPTIONNEL SUR BOIS 329, RUE LECOURBE IMMEUBLE GD STANDING STUDIO, 2, 3, 5 P.

16^e arrdt

EXCEPTIONNEL SUR BOIS 329, RUE LECOURBE IMMEUBLE GD STANDING STUDIO, 2, 3, 5 P.

16^e arrdt

EXCEPTIONNEL SUR BOIS 329, RUE LECOURBE IMMEUBLE GD STANDING STUDIO, 2, 3, 5 P.

16^e arrdt

EXCEPTIONNEL SUR BOIS 329, RUE LECOURBE IMMEUBLE GD STANDING STUDIO, 2, 3, 5 P.

16^e arrdt

EXCEPTIONNEL SUR BOIS 329, RUE LECOURBE IMMEUBLE GD STANDING STUDIO, 2, 3, 5 P.

16^e arrdt

EXCEPTIONNEL SUR BOIS 329, RUE LECOURBE IMMEUBLE GD STANDING STUDIO, 2, 3, 5 P.

16^e arrdt

EXCEPTIONNEL SUR BOIS 329, RUE LECOURBE IMMEUBLE GD STANDING STUDIO, 2, 3, 5 P.

16^e arrdt

EXCEPTIONNEL SUR BOIS 329, RUE LECOURBE IMMEUBLE GD STANDING STUDIO, 2, 3, 5 P.

16^e arrdt

EXCEPTIONNEL SUR BOIS 329, RUE LECOURBE IMMEUBLE GD STANDING STUDIO, 2, 3, 5 P.

16^e arrdt

88, AV. LEDRU-ROLLIN

M. MITTERRAND ET LA «BATAILLE» DU COMMERCE EXTÉRIEUR

Exporter, exporter, exporter

Après le soleil du printemps, la brume de l'automne. Après les fastes du château où le président de la République française recevait, début juin 1983, six autres chefs d'Etat pour le traditionnel sommet économique, le froid palais des congrès du même Versailles, où M. François Mitterrand s'est adressé à un millier de responsables d'entreprises, pour les exhorter à la compétition internationale. Les temps ont changé. Après les rêves, les réalités.

L'heure de l'Elysée se targuait naguère de mener une politique à contre-courant, la relance de la consommation, alors que les autres pays réduisaient la vapeur. Ce fut l'explosion des statistiques : les échanges extérieurs faillirent subir un déficit à trois chiffres. Et ce fut l'austerité, car la France ne pouvait s'endetter davantage au risque de perdre toute indépendance.

Maintenant, le pays se situe toujours à contre-courant, mais dans le sens opposé. Les autres avancent un peu, la France stagne. Mécaniquement, les équilibres se rétablissent, d'autant plus vite que des mesures techniques comme le déstockage pétrolier ou l'accélération des factures des entreprises nationales, ont permis de présenter un bilan honorable. Cependant, toute réjouissance serait dangereuse, ce redressement étant fragile.

Comme le montrent clairement les documents, le réajustement est bien lié à un coup de frein qui a entraîné un ralentissement des achats et une accélération des ventes. Ainsi, alors que de septembre 1981 à mai 1983, les exportations enregistrèrent une croissance annuelle plus forte que les importations, ce fut l'inverse à partir de juin. Le résultat n'est pas négatif : mais sa consolidation interdit tout dérapage, d'autant qu'il faut rembourser la dette extérieure, intérêts et capital.

Dès lors, pour éviter à la France un rééchecement, qui serait quel que peu mortifiant, sous le contrôle du Fonds monétaire international, il faut dégrader un surplus substantiel et durable des échanges de marchandises et de services. Aussi, le président de la République s'est-il mobilisé pour galvaniser les exportateurs, en clôture d'une série d'opérations dites «Initiatives 1983 pour le commerce extérieur», qui, lancées en février par M. Michel Jobert, alors ministre, ont été reprises par son successeur, M. Brany, M. Edith Cresson.

Le discours présidentiel a été classique sur ce sujet. Il n'a pas déparé une assemblée de l'ancien régime. «Rétablir l'équilibre du commerce extérieur est vital pour la France», a souligné M. Mitterrand, qui en a appelé à l'enthousiasme et à la «volonté de vaincre». Ainsi, tout un vocabulaire d'inspiration plus ou moins guerrière réapparaît dans le domaine des échanges. «C'est à nous de gagner par nous-mêmes», a ajouté le président de la République, refusant tout alibi international pour justifier une défaite.

LE CONTRÔLE DES CHANGES EST ASSOUPLI EN FAVEUR DES P.M.E.

Plusieurs mesures d'assouplissement de la réglementation des changes, en faveur du commerce extérieur, viennent d'être prises par le ministère de l'économie, des finances et du budget, en liaison avec le ministère du commerce extérieur et du tourisme. Ainsi, les P.M.E., c'est-à-dire les entreprises dont le chiffre d'affaires annuel est égal ou inférieur à 350 millions de francs, sont entièrement exonérées de l'obligation de financer en devises tout ou partie de leurs investissements à l'étranger. Le seuil à partir duquel les investissements directs à l'étranger doivent faire l'objet d'une autorisation préalable est relevé de 1 à 2 millions de francs.

En ce qui concerne le paiement des exportations, la domiciliation bancaire se devient obligatoire que pour les exportations d'un montant égal ou supérieur à 150 000 francs (au lieu de 125 000 francs). Le montant unitaire maximum des exportations payables par chèques est relevé de 50 000 francs à 150 000 francs.

En ce qui concerne la gestion des devises des entreprises, la gestion globale de la position de change, selon la formule de l'agrément spécial de la Banque de France, sera étendue au cas par cas à de nouveaux opérateurs industriels. Une procédure d'avance en devises est mise en place à l'usage des P.M.E.

Ces diverses mesures ne modifient pas, souligne la rue de Rivoli, l'économie générale du contrôle des changes, dont toutes les autres dispositions demeurent intégralement applicables.

«La France a besoin plus que jamais de ses propres victoires». Les exportateurs sont ainsi appelés au combat de la compétitivité. Les Français, eux, doivent changer de comportement en matière d'inflation. Les entreprises doivent retrouver leur vitalité, alors que les charges qui pèsent sur elles sont élevées, reconnaît le chef de l'Etat. Les prélèvements obligatoires doivent baisser en 1985 et des modifications fiscales intervenir. Les produits doivent être nouveaux, les méthodes de fabrication plus modernes.

Priorité à la recherche avec promesse de lui consacrer 2,5 % du produit intérieur brut des 1986 : priorité à la transformation industrielle et à l'efficacité commerciale. C'était presque un discours pompidouien, avec en moins l'expérience des affaires. Il se voulait en tout cas réaliste. Mais plus qu'une intervention présidentielle, plus qu'un train spécial frété pour des invités, plus qu'une opération volontariste spectaculaire, ce qui compte, pour dissiper les brumes de l'économie, c'est l'environnement quotidien des entreprises et des particuliers. L'élan ne se décore pas.

Voilà en tout cas la France replongée dans l'humaine à l'exportation. Elle n'a pas le choix, car une autre politique impliquerait des sacrifices qui seraient cette fois imposés, et non plus arbitrés. Une fermeture, même partielle, des frontières, se traduirait dans le meilleur des cas, par une pénurie provisoire de certains produits et, dans le pire, par l'asphyxie. Dommage néanmoins d'en être arrivé au point où la France est obligée de pratiquer une sorte de fuite en avant. L'exportation n'est pas une fin.

MICHEL BOYER.

OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

Vente sur conversion de saisie immobilière en vente volontaire au Palais de Justice de PARIS, le mardi 19 décembre 1983, à 14 h

2 APPARTEMENTS RÉUNIS EN DUPLEX

comp. au 4^e ét. entrée, cuis. salle à manger, atelier de peinture ; au 5^e ét. av. esc. int. mezzanine, palier surélevé, chambre, salle de bains - composant les lots n° 16 et 19, escalier 1, porte droite, et cave au sous-sol - rue Victor-Massé, numéro 19, à PARIS-9

MISE A PRIX : 100 000 FRANCS

S'adr. pr. r. res. : M. PECHAT, av. à PARIS-12, 44, av. Daumesnil, tél. 307-80-71 - M. D. RAUMER, av. à PARIS-4, rue de la Contellerie - M. R. BOUSSEL, av. à PARIS-14, rue St-Amand, au Greffe des Créances de la T.G.I. de PARIS, où le cahier des charges est déposé, et sur les lieux pour visiter.

VENTE au Palais de Justice à PARIS, Jeudi 22 décembre 1983 à 14 heures

EN UN LOT

UN APPARTEMENT au 3^e étage gche. porte face droite, a d'entr. w.c., dégr. balcon - CAVES au s/sol - PARKING au 2^e s/sol dans l'ensemble immob. dit «Tour de Bercy», à PARIS (10^e) 6 à 8, RUE DE BOUCRY - 9 à 21, RUE DES FILLETTES et 18 à 24, RUE JEAN-COTTIN

MISE A PRIX : 170 000 F

S'adr. pr. r. res. : M. Marcel BRAZIER, avocat à PARIS (8^e) 178, boulevard Haussmann - Tél. : 562-39-03.

Vente judiciaire sur conversion de saisie immobilière au Palais de Justice à PARIS LE LUNDI 19 DÉCEMBRE 1983, à 14 HEURES

En deux lots

DANS UN IMMEUBLE RUE DE BLAINVILLE, N° 9 à PARIS (5^e arrondissement)

1^{er} lot LOCAL au rez de chaussée sur rue, 1^{re} pte à dte de l'entr. comp. d'ap. des titres de pte : UNE BOUTIQUE, une ch. av. aloué et dégr. amén. à usage de BUREAU DE DESSIN façade vitre parsolet. (4,5 m) h. se planf. 3,60 m traité pont. appar. av. 2 BUREAUX ATTENDANTS ET MEZZANINE (dte vit. et murs pans de bois, toile en tôle, ton vit au s/sol) - cave et 55/100 des part. comm.

MISE A PRIX : 100 000 F

2^e lot : ATELIER ds le bdt. sur cour au r.-d.-c. à droite, et les 20/000 des part. comm. comp. en

SÉJOUR av. CHAMBRE en MEZZANINE cuisine, salle de bain, W.-C. et placard, téléphone

MISE A PRIX : 30 000 F

S'adr. M. H. AMBROISE-JOUVON, av. à PARIS, 160, r. de la Pompe (16^e) tél. : 727-32-39, dégr. d'une copie de l'enchère ; M. M. RIBADEAU-DUMAS, av. à PARIS : SCP COURTEAULT & RIBADEAU-DUMAS, av. 17, av. de Lamballe à PARIS (16^e) ; tél. : 524-46-40 ; M. J. C. PIERRE, synd. à PARIS, 88, rue St-Denis ; au Greffe de la T.G.I. de PARIS, BOBIGNY, CRÉTEIL ET NANTERRE ; et sur les lieux pr. visiter en s'adress. à M. H. AMBROISE-JOUVON, av. poursuivant la vente sur conversion.

Vente sur surenchère du dixième au Palais de Justice de PARIS après liquidation de biens, le jeudi 22 décembre 1983, à 14 heures. - En un lot

MAISON A IVRY-SUR-SEINE (94)

déce. bdt. A. Grevé partie sur cave et partie sur terre-plein d'un rez-de-chaussée de 2 pièces d'hab. et 1 pièce à us. d'atelier avec W.-C. jouissance exclusive au part. la cour située devant la maison lot n° 1 de copropriété occupée par le liquid. de biens, sis 6, sentier des Herbeuses et 7, impasse de la Paix

MISE A PRIX : 313.500 FRANCS

S'adr. pour tous renseignements au cabinet de M. P.-E. TOUATI, avocat à PARIS-17, 30, av. de Villiers, tél. 766-77-91 ; Cf. de M. J. LYONNET DU MOUTIER, avocat à PARIS-1^{re}, 182, rue de Rivoli, tél. 260-20-49 ; M. L.-M. GARNIER, synd. 63, bd St-Germain, PARIS-5^e.

Au greffe de la T.G.I. de PARIS où le cahier des charges est déposé. Sur les lieux pour visiter.

VENTE au Palais de Justice à PARIS, JEUDI 22 DÉCEMBRE 1983, à 14 h.

EN UN SEUL LOT

UN LOCAL COMMERCIAL au rez-de-cha. bdt. A. comp. gd passage au 2^e bureau. SURF. 75 m² env. UNE GRANDE CAVES, en sous-sol, bdt. A - SURF. 50 m² env.

UN LOCAL COMMERCIAL au rez-de-chaussée du bdt. B SURF. 150 m² env.

UN LOCAL COMMERCIAL au rez-de-chaussée du bdt. C SURF. 225 m² env.

et les parties communes correspondantes, dans immeuble

39, RUE DU REPOS, PARIS (20^e)

MISE A PRIX : 200 000 FRANCS

S'adr. pour r. res. : S.C.P. BRUN et RICHIER, avocats associés, 60, rue de Lodi, PARIS (8^e) ; tél. 293-50-40. Tous avocats pr. Trib. Grande Instance de PARIS, BOBIGNY, NANTERRE, CRÉTEIL. Sur place pour visiter.

La croissance de la masse monétaire pourrait être ramenée de 9 % en 1983 à 6 % en 1984

Pour appuyer ses efforts de lutte contre l'inflation, M. Jacques Delors, ministre de l'économie, des finances et du budget, va réviser très fortement en baisse les objectifs de croissance de la masse monétaire, dont le taux pourrait être ramené de 9 % en 1983 à 6 % en 1984. Cette réduction spectaculaire, à rapprocher de l'objectif de 5 % retenu officiellement pour la hausse des prix l'année prochaine, revêt, certes un caractère volontariste, et s'inscrit dans un processus de ralentissement amorcé depuis deux ans : la masse monétaire M 2 (monnaie en circulation, dépôts à vue et dépôts à terme dans les banques) qui avait augmenté de 12 % en 1982 contre 11,4 % en 1981, a vu son rythme de progression annuel revenir à 9 % en 1983. Entre temps, il est vrai, la rue de Rivoli, pour accompagner le plan d'austerité lancé le 25 mars 1983 après la dévaluation du franc, avait révisé en baisse l'objectif de croissance fixé pour 1983, qui s'était trouvé ramené de 10 % à 9 %.

Cette fois-ci, on le voit, la révision prend un caractère plus radical, mais la tâche de M. Delors va être facilitée par une série de facteurs fa-

vorables, en ce domaine particulier tout au moins, dont la conjonction est tout à fait exceptionnelle dans l'histoire récente de l'économie française.

Tout d'abord la création monétaire par les banques («les crédits font les dépôts») s'est très fortement ralentie depuis quelques mois, à tel point que, suivant de nombreux banquiers, l'«encadrement du crédit n'existe plus». C'est une figure de style, certes, car, en dépit des souhaits de nombreux professionnels, les pouvoirs publics se gardent bien d'ôter le «corset» enserrant les banques. Mais, à l'heure actuelle, ces dernières s'y trouvent tout à fait à l'aise, au point que nombre d'entre elles en sont à rechercher des emprunteurs, solvables si possible, ce qui ne va pas sans compromettre leur rentabilité.

Trois facteurs expliquent ce ralentissement de la distribution des crédits. La crise économique, tout d'abord, a incité de nombreuses entreprises à réduire leurs stocks et à réviser en baisse leurs prévisions d'activité. Il semble qu'elles aient fait dès le printemps 1983 : un ré-

chissement de l'escompte commercial a été enregistré à partir du mois de mai, comme si les entreprises avaient entrevu plus rapidement que les ménages les effets restrictifs du coup de frein de mars 1983, et agi en conséquence. Ensuite, il est désormais acquis qu'une part très appréciable des 52 milliards de francs de crédit à long terme accordés en 1983 aux entreprises (le Monde du 3 décembre) a été utilisée par ces dernières pour consolider leurs dettes à court terme et renforcer tout à la fois leurs structures financières et leurs bilans dans des conditions intéressantes, puisque ces prêts à long terme, généralement bonifiés, sont plus avantageux (9,75 % dans le meilleur cas, que les crédits commerciaux (de 13,50 % à 17 %). Par cette substitution, elles ont pu renforcer leur trésorerie et moins solliciter les banques. Enfin, l'accroissement très net des activités exportatrices de nombreuses entreprises a contribué à améliorer leur situation financière.

La conjonction de ces phénomènes est importante, car les crédits bancaires à l'économie constituent l'essentiel des contreparties de la masse monétaire (1 700 milliards de francs sur 1 850 milliards environ) aux côtés des réserves de devises et des créances sur le Trésor public.

Les réserves de devises

En ce qui concerne les réserves de devises, un renversement de situation s'est produit en 1982, année où d'importantes sorties dues au déficit de la balance des paiements courants avaient provoqué une non moins importante «destruction de monnaie». Il avait fallu la compenser par une création de monnaie équivalente, assurée par la distribution de crédits bancaires et par des emprunts massifs à l'étranger. En 1983, après un premier trimestre désastreux, les pertes en devises sur cette période ont été comblées par l'emprunt communautaire de 28 milliards de francs contracté en juin, et non seulement les sorties de devises se sont fortement ralenties, en raison du redressement de la balance des paiements courants, mais l'abondance rentrée ont été enregistrées, tant du fait des exportateurs que des non-résidents. Sur la cinquantaine de milliards de francs récupérés depuis mai dernier, on estime à 20 milliards ou 25 milliards de francs la montant des eurofrancs venus se placer à Paris pour bénéficier de conditions de rémunérations plus élevées qu'ailleurs. Certes, toute alerte sur le franc les faisait fuir, mais pour l'instant, ces capitaux sont là. Il faut ajouter à ces rentrées le produit des emprunts en devises qu'ont à nouveau contractés les entreprises publiques en 1983 (une quarantaine de milliards de francs).

Un tel phénomène, qui n'était pas prévu au début de 1983 (on escomptait plutôt de nouvelles sorties de devises) conduit à un gonflement des disponibilités et à un «désencastrement» des banques qu'il va falloir compenser par des ponctions exécutées ailleurs.

On pense immédiatement aux crédits bancaires. A cet égard, la rue de Rivoli a couru que les normes de progression annuelles des crédits domestiques des grandes banques, déjà ramenées de 3 % à 2,5 % en juin dernier, pourraient se transformer en une diminution nette pour 1984. Rue de Rivoli, on examine le problème, mais on se montre désireux de ne pas trop gêner les banques au cas où une légère reprise de la demande de crédits se manifesterait. Enfin, reste le problème lancinant de la création monétaire due aux besoins du Trésor, qui emoroute à court terme pour financer le déficit budgétaire : le stock de bons du Trésor a augmenté de 30 % entre juin 1982 et juin 1983 et frôle actuellement les 290 milliards de francs. M. Delors se préoccupe à la fois de consolider les dettes publiques par des emprunts à long terme et de régulariser au cours de l'année les appels du Trésor, très importants en été en raison des avances consenties aux collectivités locales et remboursées en fin d'année avec le versement des impôts locaux. Telles sont les thèmes de réflexion des pouvoirs publics avant de prendre leur décision, vraisemblablement la semaine prochaine.

FRANÇOIS RENARD.

POUR CETTE RUBRIQUE, S'ADRESSER

7, rue St-Amand
75001 PARIS
261 51 52

Vente s/saisie Pal. Just. Pontoise (95) 22 déc. 1983 à 14 h

PAVILLON A ARNOUVILLE

LES GONNESSE (95) 7, r. Strasbourg 2 ch. WC dans jardin - dépend.

MISE A PRIX : 25 000 F

Consig. 25 000 F ch. cert. Bge)

Rens. M. BUSSON av. 032-31-62
29, rue P.-Budin à Pontoise (95)

VENTE sur saisie immobilière au Palais de Justice de BOBIGNY le Mardi 20 Décembre 1983 à 13 h 30

En un seul lot

à NOISY-LE-SEC (93)

dans un imm. 101, avenue Marceau et 20, rue Danquochin-Dorsal

LOCAL PROFESSIONNEL au rez-de-cha. av. trappe d'accès au s/sol, pte exclusive et privative du s/sol du bâtiment. W.-C. au r.-d.-ch. Parking couvert n° 6

MISE A PRIX : 70 000 FRANCS

S'adr. pr. r. res. : S.C.P. SCHMIDT, DAVID, DUFFOUR, av. Paris-17^e, 76, av. de Wagram, tél. 766-16-69, du lundi au vendredi de 14 h à 16 h. Sur les lieux pour visiter.

VENTE sur saisie immobilière, au Palais de Justice de PARIS le JEUDI 22 DÉCEMBRE 1983, à 14 h - EN 1 LOT

UN APPARTEMENT de 5 P., entr. a. dte, cuis., office, w.c., au 1^{er} ét. droite. - UNE CHAMBRE au 6^e étage. - UNE CAVES au sous-sol, dans immeuble

12, R. DE L'ASSOMPTION, PARIS-16^e

MISE A PRIX : 200 000 F

S'adr. M. GASTINEAU, MALANGEAU, BOITTELLE-COUSAU, avocats assoc., 29, r. des Pyramides, PARIS-1^{re}. Tél. : 260-46-79. - Tr. avocats pr. Trib. de Gde Inst. Paris, Bobigny, Nanterre, Créteil. - Sur lieux pour visiter.

Vente sur saisie Palais de Justice Pontoise (95) - 22 décembre à 14 h.

PROPRIÉTÉ à SAINT-PIERRE (95) - M. à Px : 200 000 F

71, rue Colas-Fabien - PAV. sur sous-sol construit en dur - Rez-de-cha. 3 pces cuis., grenier sur-dépassé avec une pièce aménagée. Eau, électricité - Jardin - Cont. 3 a. 75 ca. - Cons. 25 000 F.

29, r. P.-Budin à Pontoise (95)

M. BUSSON AVOCAT - T. : 032-31-62

Vente sur saisie au Palais de Justice à CRÉTEIL le JEUDI 15 DÉCEMBRE 1983 à 9 heures 30

UNE PROPRIÉTÉ sis à

SUCY-EN-BRIE (Val-de-Marne)

42, rue de Coulanges

Mise à prix : 150 000 F

S'adresser pour tous renseignements à la C.S.P. d'avocats GRANUT, CHRESTEL, BRILLATZ, BARS, RIBADEAU-DUMAS (M. Serge BRILLATZ), 18, avenue Bugaud, 75116 PARIS, Tél. : 727-09-94 ; A tous avocats postulant près les tribunaux de grande instance de CRÉTEIL, NANTERRE, PARIS et BOBIGNY

Cabinet de M. André BENAYOUN ; avocat, 33 rue du Gal-Lederc, 94000 CRÉTEIL.

Vente sur surenchère après liquidation au Tribunal de Grande Instance de CRÉTEIL, le JEUDI 15 DÉCEMBRE 1983, à 9 h. 30, en UN SEUL LOT :

APPARTEMENT LIBRE DE 5 PIÈCES à CRÉTEIL (94), 78, boulevard John Kennedy

MISE A PRIX : 221 100 F

S'adresser pour tous renseignements à : 1) M. BENAYOUN, avocat. Tél. : 899-81-37, 899-52-60 ; 2) Au greffe du Tribunal de Grande Instance de CRÉTEIL ; 3) Et sur les lieux pour visiter

VENTE au Pal. Just. PARIS, LUNDI 19 DÉCEMBRE 1983, 14 h. - UN LOT

PROPRIÉTÉ CERNY (Essonne), 1^{re} ÉGALITÉ

comp. MAISONNETTE d'une Pte et dépend.

édif. sur TERRAIN de 4 a 24 ca M. à Px : 100 000 F

S'adr. M. LANDOUZY-GRASSET, av. Paris-17^e, 1, r. G.-Berget, 756-21-03, d'ap. d'une copie du cahier des charges. M. Evlyne BERTIN, avocat à la cour, demeurant à PARIS (17^e), 99, rue de Courcelles ; t. 267-23-93. A tous avocats près Trib. Gde Inst. PARIS, BOBIGNY, CRÉTEIL, NANTERRE : Greffe crées Trib. Gde Inst. PARIS, où le cahier des charges est déposé. Sur place pour visiter. M. Yves PEAN, not. LA FERTÉ-AUBAIS, 4, r. André-Brache, t. 457-65-55.

**RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE
DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE**

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE
ET DES INDUSTRIES PÉTROCHIMIQUES

ENTREPRISE NATIONALE SONATRACH
DIVISION ENGINEERING ET DÉVELOPPEMENT

**AVIS DE PRÉSELECTION D'ENTREPRISES
RELATIF À L'APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL
POUR LA RÉALISATION D'UNE UNITÉ DE P.E.H.D. À SKIKDA**

L'entreprise nationale SONATRACH lance un appel à la concurrence pour la réalisation des entreprises régionales et internationales qui seront admises à participer ultérieurement à l'appel d'offres relatif pour la réalisation d'une unité de polyéthylène haute densité (P.E.H.D.) dans la zone industrielle de Skikda.

La concurrence est ouverte aux entreprises spécialisées dans l'engineering, la fourniture des équipements et la construction ayant une bonne expérience dans la réalisation d'installations pétrochimiques, à l'exclusion de tout intermédiaire ou sous-traitant.

- Les dossiers de candidature à la présélection doivent comprendre :
1. - Une copie des documents légaux de constitution de l'entreprise ;
 2. - Le capital de la société ;
 3. - Les références détaillées de la société et de ses principaux responsables techniques ;
 4. - Bilans et montants des chiffres d'affaires de l'entreprise pendant les cinq (5) dernières années ;
 5. - S'il y a lieu, le ou les procédés pour lequel ou lesquels la société est liée.

Les dossiers de candidature à la présente présélection doivent être conformes aux conditions de participation ci-dessus, rédigés en langue française, seront adressés sous double enveloppe cachetée à :

**M. LE DIRECTEUR DU SECTEUR PÉTROCHIMIE,
division engineering et développement SONATRACH,
10, RUE DU SAHARA, HYDRA - ALGER (ALGÉRIE).**

L'enveloppe extérieure doit être anonyme et ne comporter que les mentions suivantes :

« Avis de présélection d'entreprises,
unité P.E.H.D.,
confidentiel, à ne pas ouvrir. »

L'enveloppe intérieure contenant les documents comportera le sigle ou la raison sociale du candidat.

La date limite de réception des dossiers de candidature est fixée au 20 janvier 1984, à 16 heures.

SOCIAL

**Quand l'actionnariat fait des adeptes
chez les syndicalistes et les intérimaires**

Comment reprendre une entreprise en difficulté en recourant à l'actionnariat des salariés quand la C.G.T. y est solidement implantée et que cette entreprise se trouve en « terre communiste » ? M. Daniel Provost, P.-D.G. de Salta, a éprouvé une recette qui semble réussir, celle du donnant-donnant. Un troc étonnant, presque inconnu. En septembre 1981, alors que les lois Auroux n'étaient même pas encore un rapport, l'entreprise Salta, sise à Saint-Ouen, qui emploie cent vingt personnes dans la distribution de journaux pour le compte des N.M.P.P., est au bord du précipice. Son déficit atteint 2 millions de francs. Un conseil avisé les met en rapport avec MG France, société spécialisée dans le démantèlement industriel qui se veut le fleuron du « capitalisme autogéré ». Banco, répond MG France, mais à condition que les salariés deviennent actionnaires.

L'actionnariat, ce n'est pas vraiment le cheval de bataille de la C.G.T., ni d'ailleurs celui de F.O., autre syndicat implanté chez Salta. M. Provost raconte, en simplifiant volontairement, la curieuse négociation qu'il dut alors mener : « C'était avec la C.G.T. que nous devions passer un accord si nous voulions fonctionner dans une certaine sérénité sociale. J'ai dit à la C.G.T. : « Nous sommes décidés à sauver Salta, quelles sont vos contreparties ? » « L'actionnariat, a-t-elle répondu, ce n'est pas dans nos habitudes. Mais si vous nous donnez le droit suspensif au comité d'entreprise pour s'opposer aux licenciements et l'expression politique, on accepte l'actionnariat. » Autant ce droit suspensif allait presque de soi pour M. Provost, autant l'expression politique « c'était très dur à avaler ». Finalement il accepta.

Le 30 septembre 1981, la C.G.T. et la direction de la société d'exploitation Salta concluaient un protocole d'accord très avancé tant sur l'information syndicale et la forma-

tion que, avant la lettre, sur les droits nouveaux. Le comité d'entreprise se voyait reconnaître un droit « suspensif » pour s'opposer aux licenciements, le délai maximum de suspension étant de trois mois avant l'arbitrage de l'inspection du travail. Mais surtout le protocole prévoyait que « dans le cadre d'une organisation politique interne à l'entreprise, un essai de six mois sera effectué au niveau du droit d'affichage ; le même essai de six mois sera effectué en ce qui concerne la distribution de matériel à caractère politique : des réunions pourront être organisées pour discuter avec l'accord préalable de la direction ». Un autre protocole conclu antérieurement avec la C.G.T. et F.O. accordait aux salariés de Salta la garantie de l'emploi et le maintien du pouvoir d'achat. Salta, Eden social ?

**Insuccès
de l'expression politique**

M. Provost n'a pas à regretter d'avoir « avalé cette couleuvre » de l'expression politique car cela n'a pas marché. Tandis que M. Boiset, de F.O., répète qu'il « préfère qu'il n'y ait pas de politique dans l'entreprise », M. Gérard Deslandes, pour la C.G.T., reconnaît la non-application de ce droit contractuel : « l'humanité est restée affligée la moitié d'une journée et a été archivée. Il n'y a pas eu de réunion en deux ans. Nous, on voulait le droit à l'expression politique. Si elle ne se fait pas parce que les salariés ne se sentent pas concernés, c'est un autre problème. » En revanche, la mayonnaise de l'actionnariat, elle, a pris.

Dès la mise en place de la nouvelle société d'exploitation, le capital — 200 000 F — avait été partagé entre quatre-vingt-douze salariés détenant 72 % des parts et MG France (70 000 F), les parts des salariés actionnaires variant entre 800 et 5 000 F. Aujourd'hui l'entreprise se considère toujours en phase de « survie », mais elle réalise un chiffre d'affaires annuel toutes activités — les messageries des N.M.P.P. ne sont plus son seul client — de 270 000 F. De 1981 à 1983 les effectifs sont passés de cent vingt à cent soixante-quinze, et à la fin de cette année Salta va dégager un résultat net de 200 000 F qui, avec l'accord des salariés actionnaires et des syndicats, sera réinvesti dans l'achat de véhicules neufs. Tant la C.G.T. que F.O. paraissent dresser un bilan plutôt positif de l'aventure de l'actionnariat. M. Boiset (F.O.) ne cache pas que son enthousiasme était mitigé au départ, mais « il n'y avait pas d'autre solution » et en

définitive « l'actionnariat, c'est très bien ».

Salta connaît ainsi un climat social favorable. C.G.T. et F.O. ne semblent pas à couteaux tirés. Le pouvoir d'achat se maintient et même a augmenté légèrement. Autour du comité d'entreprise ont été créées des commissions « formation », « embauche », « condition de travail » et une « commission des sages », où siègent des syndicalistes de F.O. et de la C.G.T. et qui est chargée d'examiner le cas des salariés ayant commis des fautes. L'esprit, précisait M. Provost, n'était pas celui de la sanction mais de la rédemption. Mais cette commission est quelque peu « mise en veilleuse » actuellement. Salta, qui malgré ses aubaines n'a pas été mise en quarantaine par les autres entreprises de Saint-Ouen, s'est également lancée dans la voie de l'expression des salariés. A la suite d'un accord conclu avec la C.G.T. et F.O., l'expression va démarrer en décembre à raison de trois réunions de deux heures par an.

« Se sentir chez soi »

A proximité de Salta un autre enfant de MG France, MG Services, entreprise de travail temporaire créée en 1978 et spécialisée dans la manutention, vit et croît tranquillement. L'intérim n'a pas bonne presse. Mais MG Services a plus d'un tour dans son sac pour offrir une meilleure image de marque. Son P.-D.G. est une femme, M^{me} Martine Legal, qui au départ était secrétaire intérimaire chez MG France. Et elle pratique elle aussi l'actionnariat. A l'origine, la société-mère, MG France, détenait 97,70 % du capital. Mais en 1981, à la faveur d'une première augmentation de capital — portée de 100 000 F à 500 000 F — celui-ci fut ouvert aux salariés intérimaires ayant plus d'un

an de présence. Vingt-trois intérimaires devenaient alors actionnaires, se partageant 7 % du capital. A la fin de cette année celui-ci va être porté à 1 million de francs.

Pour M^{me} Martine Legal, c'est dans une large mesure l'actionnariat qui permet d'avoir une entreprise qui fait autre chose que ce qui se fait généralement dans la profession. Nous cherchons à fidéliser notre clientèle et non à vendre de la main-d'œuvre. MG Services se flatte ainsi d'avoir une « politique sociale très en avance », avec notamment une prime dite de préséance d'emploi de 20 % (alors que l'ordonnance de 1982 l'a fixée à 15 %), un effort de formation « sur le tas », des primes de fin d'année, des maisons de vacances et un système d'indemnisation complémentaire en cas de maladie institué avant l'accord national signé dans la profession le 3 février 1983.

En 1979, MG Services n'avait que trente-trois salariés, dont trente intérimaires ; en 1982 elle en employait deux cents par jour. La croissance de l'entreprise, qui « procure un travail régulier aux salariés qui dans la plupart des cas prennent l'habitude de travailler au sein d'une même équipe », l'a fait passer d'une à trois agences, dont une, récemment implantée à Lyon, devrait employer quarante intérimaires par jour d'ici la fin de 1984. Un intérimaire qui ne se voit offrir pour une journée que trois heures de travail est payé huit heures et ne se trouve donc pas pénalisé par son involontaire chômage technique. « Cela fait quatre ans que je suis là, explique un des temporaires, et je ne me sens pas intérimaire. La plupart des gens qui sont ici travaillent tout le temps. L'actionnariat, c'est le fait de se sentir un peu chez soi. »

MICHEL NOBLECOURT.

République Démocratique
de Madagascar
Siranala
Projet sucrier d'Analaiva
Morondava Tranche II
Aménagements hydro-agricoles

**AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL
(Lots A et C)**

Le projet, objet du présent avis, consiste en une deuxième tranche d'aménagements hydro-agricoles et la réalisation d'infrastructures visant à compléter les investissements déjà engagés pour la création d'un complexe sucrier intégré permettant la production annuelle d'environ 20 000 tonnes du sucre blanc à Analaiva.

Ont déjà été réalisées à ce jour :

- La sucrerie et sa zone industrielle ;
- Une première tranche d'aménagement hydro-agricole sur 511 hectares, irrigués par 7 pivots.

Les travaux restant à réaliser ont été divisés en 3 lots :

- Lot A :** défrichement, préparation des sols agricoles sur 23 parcelles circulaires de 73 hectares chacune, soit 1 679 hectares, et travaux de génie civil sur 26 parcelles de 73 hectares (canaux, stations de pompage pour 12 à 18 pivots suivant solution retenue, pistes, ouvrages divers). Appel d'offres international ouvert.
- Lot B :** fourniture et mise en œuvre des équipements d'irrigation (26 pivots + 12 à 18 stations de pompage suivant solution retenue). Appel d'offres international restreint.
- Lot C :** forages et équipement des forages. (Nombre : 8 à 14, suivant solution retenue — diamètre : environ 50 cm — profondeur : environ 50 m — débit à garantir : 90 l/s environ). Appel d'offres international ouvert.

L'exécution des travaux durera environ 18 mois.

Le financement sera assuré par la République démocratique de Madagascar et par un crédit de la Banque africaine de développement.

Les entreprises intéressées par le lot A, le lot C ou l'ensemble des deux lots, peuvent retirer les dossiers de consultation des entreprises (D.C.E.) aux adresses suivantes :

Soit : Siranala
Direction des études
et programmation — porte 513
Ministère de la production agricole
et de la réforme agraire
Anosy 101 Antananarivo
Madagascar.

Soit : Ambassade
de Madagascar
4, avenue Raphaël
75016 Paris
France.

Moyennant la somme de : Lot A = 50 000 FMG ou 1 000 FF
Lot C = 50 000 FMG ou 1 000 FF

Les offres des entreprises, rédigées en langue française et conformément aux directives stipulées aux D.C.E. devront parvenir en 4 exemplaires avant :

- le 29 février 1984 pour le lot A ;
- le 29 février 1984 pour le lot C ;

à l'adresse indiquée au D.C.E.

Les informations techniques complémentaires peuvent être obtenues, soit auprès de la Siranala (adresse ci-dessus) soit auprès du groupement Gersar-Technisucro — 110, rue de l'Université, 75007 Paris — France. Téléphone : (1) 550-32-10 — Téléc. 200339 F.

Antananarivo, le 29 novembre 1983.
Siranala : B.P. 87 Antananarivo (Madagascar).
Siranala : B.P. 176 Morondava (Madagascar).

VERS L'EXPERTISE
COMPTABLE

préparation au
D.E.C.S.

autres préparations :
- Capacité en Droit
- Ecoles de Service Social

L'ÉCOLE CHEZ SOI
enseignement privé à distance
1, rue Thénard
75240 PARIS CEDEX 05

Tél. 634.21.99

BLANCHET-LOCOTOP

Ordinateurs Pétrochimiques
Hewlett-Packard
Wild

CF COMPTA FRANCE
Les clients CF bénéficient
des services Blanchet-
Locotop.

5, rue de la République
92000 BOULOGNE-BILLANCOURT
Centre national des passages
92000 BOULOGNE-BILLANCOURT
92000 BOULOGNE-BILLANCOURT

Présent au C.I.L. Stand C.41-C.43.
PORTE DE VERSAILLES
du 7 au 11 décembre 83

**BD SUCHET
A VENDRE**

ÉTAT NEUF,

**TRÈS BEL
HOTEL
PARTICULIER**

à usage de
HABITATION
BUREAUX D'AMBAassade
RÉSIDENCE D'AMBAassadeUR

S'adresser à M. BING
3, rond-point des Champs-Élysées, Paris-8
tél. 359.14.70

COPIES COULEURS PROFESSIONNELLES
sur film ou sur papier photo Ilford Cibachrome
ETRAVE 18, AV. DAUMESNIL PARIS 12e ☎ 347.21.32

**POUR LE PRIX D'UNE PETITE
SOIF ICI,
ON CREUSE UN PUIS.**

LA BAS

IL FAUT DONNER
À L'UNICEF
POUR MEUX DONNER
AUX ENFANTS.

UNICEF

DU 21 NOVEMBRE AU 31 DÉCEMBRE 1983.

**SUR L'ELECTRO-MENAGER, LA TV, LA HI-FI
ET TOUT LE RESTE DU MAGASIN...**

CREDIT 9 MOIS GRATUIT

A PARTIR DE 2 000 F D'ACHATS, VERSEMENT 20 % COMPTANT. APRÈS ACCEPTATION D'UN TITRESSER

COFINOBA. INTERETS À LA CHARGE DU BHV.

Dans la mesure où le rayon correspondant existe

BHV

RIVOLI/PARLY 2/MONTHÉRY/GARGES/FLANDRE/BELLE ÉPINE/ROSNY 2/CRETEIL/VILLENEUVE-LA-GARENNE

Grève totale à Taibet-Poissey

Marchés à Reims autour du licenciement
d'un cadre de la Caisse d'épargne

En Argentine
Le nouveau gouvernement est disposé
à honorer ses engagements financiers

En Argentine
Le nouveau gouvernement est disposé
à honorer ses engagements financiers

En Argentine
Le nouveau gouvernement est disposé
à honorer ses engagements financiers

En Argentine
Le nouveau gouvernement est disposé
à honorer ses engagements financiers

En Argentine
Le nouveau gouvernement est disposé
à honorer ses engagements financiers

En Argentine
Le nouveau gouvernement est disposé
à honorer ses engagements financiers

En Argentine
Le nouveau gouvernement est disposé
à honorer ses engagements financiers

SOCIAL

AFFAIRES

ait des adeptes
t les intérimaires

Grève totale à Talbot-Poissy

Pratiquement tous les ateliers de l'usine Talbot de Poissy (Yvelines), qui construisent les modèles Talbot, ont été paralysés depuis mercredi 7 décembre à 20 h 30 par une grève lancée séparément à l'appel de la C.G.T. et de la C.F.D.T. Ce jeudi matin, la grève continuait dans le calme ; aucun des sept mille ouvriers de l'équipe du matin ne travaillait, mais la circulation est libre dans l'usine. En principe, la grève est reconductible chaque jour.

Les deux syndicats entendent protester contre les licenciements demandés par la direction du groupe Peugeot. La C.G.T., qui a obtenu 42,25 % des voix aux élections des délégués du personnel, estime qu'il n'y a pas d'autre choix, comme l'a déclaré, le 7 décembre, M. Nora Tréhel, secrétaire du syndicat C.G.T. de l'usine. Elle dénonce « le niveau insupportable du chômage technique » - neuf jours de chômage technique sont en effet prévus en décembre : le 1^{er} et le 2nd ont été chômés et le 12 au 23 une équipe sur deux seulement doit travailler. Elle réclame des négociations sur les conditions de travail, les salaires et la réduction du temps de travail, ainsi que sur la maîtrise de la marque Talbot. M. André Salin, secrétaire général de la fédération C.G.T. de la métallurgie, a demandé, sur ce point, une audience au premier ministre.

La C.F.D.T. (8,15 % des voix aux dernières élections) réclame aussi « une véritable négociation pour une réduction massive et immédiate de la durée du travail, un projet industriel pour l'usine de Poissy et un plan de formation ». La C.S.L., qui a recueilli 34,72 % des voix, n'a pas appelé à la grève - sans s'y opposer - car elle estime que le problème n'est plus pour l'instant dans les mains de l'entreprise, mais de la direction départementale du travail, qui doit donner - sans doute avant le 20 décembre - sa réponse sur les licenciements demandés par la direction de Peugeot-Talbot, et du gouvernement, auquel elle a lancé un appel. Reconnaissant que l'usine est effectivement en « sureffectif », elle demande un meilleur plan social pour réduire celui-ci. La Ligue communiste révolutionnaire (L.C.R.) a apporté son « soutien total » à cette grève.

Les licenciements demandés par le groupe Peugeot avaient été refusés le 11 octobre par l'administration, qui jugeait insuffisantes les mesures sociales prévues. La direction du groupe a depuis révisé son plan et demandé, outre les 2.905 licenciements, la mise en prétraite, dans le cadre d'une convention avec le Fonds national de l'emploi, de 3.221 salariés chez Peugeot et de 1.235 chez Talbot.

Remous à Reims autour du licenciement d'un cadre de la Caisse d'épargne

De notre correspondant

Reims. - Le licenciement d'un dirigeant agité les caisses d'épargne. Jean-Claude Atané, quarante ans, directeur adjoint de la Caisse d'épargne de Reims, a été congédié le 8 juin 1982, au motif qu'il aurait « soustrait frauduleusement » une note « confidentielle » et avoir « détourné » des fonds de la Caisse d'épargne de Reims, a été administré.

Le différend a été porté devant la juridiction prud'homale. M. Atané soutient qu'en 1982 son nouveau directeur général, M. Samuel, lui a été ses prérogatives de directeur général adjoint afin de l'écarter du futur directoire prévu pour le projet de réforme des caisses d'épargne. Aussi a-t-il alerté la commission paritaire régionale pour obtenir de son employeur qu'il tienne ses engagements.

Devant cette instance, il a produit un document manuscrit de M. Giffé, l'ancien directeur général, note très élogieuse pour lui. M. Atané déclare qu'elle a été rédi-

gée devant lui, tandis que M. Giffé affirme qu'elle était destinée au président de la caisse et que son collaborateur l'a donc soustraite à son insu.

M. Atané, qui a demandé la nullité de son licenciement et sa réintégration, considère que la procédure aurait dû être soumise pour avis à la commission de discipline. Au contraire, la Caisse d'épargne estime que le licenciement viole pas les dispositions du statut du personnel.

Le conseil des prud'hommes dira, le 21 décembre, si la Caisse d'épargne était en droit de licencier pour « faute lourde » un de ses dirigeants sans avoir saisi la commission de discipline, conformément à la procédure. Le jugement est attendu par la C.G.T., la C.F.D.T. et le Syndicat unifié des caisses d'épargne, qui se sont constitués parties civiles et voient dans cette affaire la mise en cause des garanties statutaires.

DIDIER LOUIS.

ÉTRANGER

En Argentine

Le nouveau gouvernement est disposé à honorer ses engagements financiers

De notre correspondant

Buenos-Aires. - Le gouvernement militaire laisse à M. Raúl Alfonsín un lourd héritage en matière de dettes extérieures : environ 10 milliards de dollars, soit six fois plus que lors du coup d'État. Les banques créditrices viennent certes le débiter la première tranche (500 millions) du prêt à moyen terme de 1,5 milliard de dollars accordé en août. Mais ces fonds serviront à rembourser la première tranche (350 millions) du crédit-relai de 1 milliard de dollars, octroyé en décembre 1982, et à payer les intérêts de ce prêt (150 millions).

Pour la seule dette publique, l'Argentine devra faire face au remboursement de 14 milliards de dollars en 1984 et de 8 milliards de dollars en 1985. « Le plus grave, affirme le nouveau président de la Banque centrale, M. García Vasquez, est que cette dette, contrairement au cas du Brésil, n'a pas servi à financer des investissements productifs. Elle a comme seule contrepartie des placements financiers qui sont retournés à leur pays d'origine ».

Les autorités se montrent pourtant optimistes. M. García Vasquez estime que les créanciers sont des gens intelligents qui savent que l'Argentine est « un bon débiteur », cette confiance se fonde sur des considérations d'ordre politique et économique. L'instauration d'un gouvernement démocratique doté d'une réelle autorité et les déclarations modérées du nouveau président devraient, selon lui, rassurer les clients financiers internationaux. D'autre part, les futurs responsables de l'économie considèrent que l'Argentine est en mesure de dégaier un excédent commercial qui lui permette de faire face, dans un délai raisonnable, à ses obligations vis-à-vis de l'étranger.

Selon M. García Vasquez, la solvabilité de la balance commerciale tient trois facteurs principaux : « la corrélation d'exportation en matière alimentaire et de produits industriels, son autosuffisance dans le domaine énergétique et les possibi-

lités de substitution des importations ». Le gouvernement radical prépare une série de mesures destinées à stimuler les ventes à l'étranger et à limiter les importations afin de pouvoir augmenter progressivement le solde des échanges, qui devrait passer de 2,5 milliards en 1984 à 5 milliards de dollars en 1989.

L'Argentine est donc disposée à honorer ses engagements. Ce que n'accepte pas M. Alfonsín, c'est de payer la dette « avec la faim des Argentins ». Il demandera donc un allongement des délais de remboursement et surtout une diminution des taux d'intérêt (qui s'élevaient à l'heure actuelle à 9 % en termes réels, c'est-à-dire après déduction de l'inflation américaine). « Le remboursement de la dette doit être compatible avec nos objectifs de croissance », affirme M. García Vasquez.

Le plan économique mis au point par les radicaux prévoit pour l'année prochaine une augmentation de 3 % du PIB et de 7 % du produit intérieur brut. Ce qui implique la modification du programme d'ajustement conclu en janvier avec le F.M.I., au moment de l'octroi du crédit stand-by de 1 milliard 650 millions de dollars, (qui vient à expiration le 31 mars 1984). « Cela ne devrait pas poser de trop gros problèmes », affirme le président de la Banque centrale. Le F.M.I. a démontré en effet qu'il avait fait preuve de souplesse, si on lui présentait un plan cohérent et réaliste.

On prête aussi à M. Alfonsín l'intention de négocier la restructuration de la dette du gouvernement à l'étranger. Selon l'ex-secrétaire général de la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL) et conseiller du président, M. Raúl Frélich, « le problème de la dette extérieure n'est pas seulement une affaire de banquiers, mais une question éminemment politique ».

JACQUES DESPRÉS.

PUBLICITÉ COMPARATIVE A BELFORT

Ravi porte plainte contre Euromarché

De notre correspondant

Belfort. - Une plainte pour publicité mensongère vient d'être déposée par la chaîne des magasins Ravi (du groupe Cedis) contre la société Euromarché, qui mène depuis le 20 novembre d'ailleurs une importante campagne de publicité comparative.

Ravi accuse son concurrent de se livrer à une campagne mensongère, lui reprochant notamment de publier des prix qui ne seraient pas en vigueur chez les concurrents désignés et de pratiquer des prix différenciés d'un Euromarché à l'autre. La société Ravi demande l'arrêt de la campagne publicitaire de son concurrent et sa condamnation à des dommages et intérêts.

Bataille publicitaire

Depuis quinze jours, la région de Belfort-Montbéliard connaît une intense bataille publicitaire, notamment au travers de pages entières achetées dans l'Est républicain. Par deux fois Euromarché a publié une comparaison des prix pratiqués sur cent quatre-vingt-six produits dans son magasin belfortain et chez quatre de ses concurrents d'abord identifiés sous des numéros (un, deux, trois et quatre), puis désignés nommément. La troisième publication concernait six cent soixante-neuf produits.

Mis en cause, les concurrents de l'hypermarché se sont lancés dans des campagnes de réponse sur un ton très vif. Le centre Leclerc affirme ainsi par voie de presse : « Consommateurs, on vous blâme : Internarché réagit sous l'intitulé : « De qui se moque-t-on ? » Mammouth a lancé le slogan « On vous fait euromarcher », en expliquant que « cette opération lancée par un concurrent est une dupes ». Quant à Ravi il a distribué soixante dix

mille dépliantes comportant les prix comparés des deux hypermarchés distants de quarante kilomètres.

En dépit de ces contre-attaques, l'Euromarché belfortain n'a pas l'intention d'interrompre sa campagne comparative prévue pour durer jusqu'à la fin de l'année. Cependant les prix pratiqués par Ravi seront révisés en baisse de 5 % pour tenir compte des timbres-risouras distribués par ce magasin.

L'impact de la campagne d'Euromarché (onze mille mètres carrés, trois cent vingt salariés et 400 millions de francs de chiffre d'affaires annuel) semble particulièrement payant : le volume des ventes de produits d'épicerie faisant l'objet des comparaisons de prix a par exemple progressé de 35 % - P.M.

DES DISCUSSIONS SONT EN COURS AVEC PHILIPS

La C.G.E. cherche des partenaires étrangers

La C.G.E., Thomson et Philips étudient « les possibilités de coopération » dans le domaine des faisceaux hertziens. Un communiqué commun des trois sociétés précise qu'« aucun accord n'a été conclu et ne pourrait l'être avant plusieurs mois ».

Ces négociations s'inscrivent dans le cadre de la restructuration mondiale de l'industrie des télécommunications. Tous les groupes cherchent aujourd'hui à étendre leur savoir-faire à l'ensemble du domaine des télécommunications, télématique, bureautique, informatique, et des communications tous azimuts ont marqué ces derniers mois. On a vu ainsi le géant américain A.T.T. créer une filiale 50/50 avec Philips, I.B.M. prendre une participation chez Rdm, Honeywell s'entendre avec le suédois L.M. Ericsson.

Olivetti, après avoir réduit ses attaches financières avec la France et

signé un accord avec la C.G.E., vient de prendre 25 % de la petite société britannique Sphinx, pour 9 millions de francs, qui a l'exclusivité de la distribution en Europe de logiciels informatiques opérant avec la norme Unix, norme mise au point par les laboratoires d'A.T.T. Le groupe italien s'approche ainsi du groupe américain, et il semble que cette alliance doive se concrétiser bientôt par un accord beaucoup plus vaste, qui verrait l'entrée d'A.T.T. dans le capital d'Olivetti.

La C.G.E. cherche également des partenaires étrangers dans plusieurs directions. Cette internationalisation du groupe français est sollicitée d'ailleurs par les pouvoirs publics français. La fusion entre Thomson-communications et la C.G.E., sous la houlette de cette dernière, avait précisément pour objet de donner au groupe français une « taille » suffisante pour partir à la conquête des marchés extérieurs.

La C.G.E. négocie donc avec Philips dans les faisceaux hertziens, domaine non couvert par la filiale A.T.T.-Philips. D'autre part, les deux groupes pourraient étendre à l'Allemagne Siemens leur accord sur le radiotéléphone.

Parallèlement, le groupe français a pris contact avec la société britannique Plessey (le Monde du 29 octobre 1983), tandis qu'il s'entend sur l'Espagne, pays dont le marché va se développer. M. Peberon, directeur général de la C.G.E., négocie également avec plusieurs sociétés américaines.

Toutes ces opérations restent soumises à l'aval de l'Etat. Après l'échec d'Athènes, le gouvernement français entend plus que jamais appuyer sur les nouvelles technologies, et, en premier lieu, les télécommunications, pour resserrer les liens européens. Les objectifs politiques et industriels sont donc étroitement liés.

ERIC LE BOUCHER.

BD SUCHET
A VENDRE
ETAT NEUF.
TRÈS BEL
HOTEL
PARTICULIER

à usage de
HABITATION
CHAMBRE D'AMBASSADE
SEVERENCE D'AMBASSADEUR
S'adresser à M. SING
5, rue de la Chapelle, Paris-18
tel. 368.14.70

ES COULEURS PROFESSIONNELLES
sur papier photo Ilford Cibachrome
111, rue de la Chapelle, Paris 18
tel. 347.21.15

UN LE PRIX D'UNE PETITE
SOIF ICI,
ON CREUSE UN PUTS.
LA BAS

UNICEF

DEPUIS 1920
QUI REUSSIT
L'ALLIANCE
ENERGIE
+ CHIMIE ?

NOUS
DSM!

En vingt ans, DSM se métamorphose, se diversifie. Depuis la découverte en 1960 du plus important gisement européen de gaz à Groningue, le groupe DSM a participé à cette révolution énergétique en agissant, soit pour le compte de l'Etat, soit pour lui-même : Il explore des gisements de pétrole et de gaz en mer du Nord et il exploite des mines de charbon outre-Atlantique pour son propre compte.

nous cherchons
toujours à être en avance
sur notre temps

CARTE D'IDENTITE DU GROUPE DSM

A Forigine, Houillères d'Etat néerlandaises ; aujourd'hui, DSM, Groupe à vocation internationale, implanté en Europe de l'Ouest (siège social à Heerlen, Pays-Bas), mais aussi dans d'autres parties du monde.

- SEPT GRANDS SECTEURS :
- Engrais : ammoniac, urée, engrais azotés, phosphatés et mixtes, etc.
 - Produits chimiques : acrylonitrile, caprolactame, phénol, mélamine, méthanol, intermédiaires organiques, produits de la chimie fine, etc.
 - Plastiques : éthylène, polyéthylène hd et ld, PVC, polypropylène, ABS, caoutchoucs synthétiques, etc.
 - Résines : pour encres d'imprimerie, colorants et peintures, résines adhésives, etc.
 - Energie : gaz naturel, pétrole, charbon.
 - Transformation des plastiques : emballages, articles ménagers, produits techniques, etc.
 - Construction : briques, tuiles, éléments en béton, céramiques, etc.

En termes de chiffres d'affaires et d'effectif, l'activité principale est la chimie dont 85 % des ventes sont réalisées dans la Communauté Européenne. Au total : 29.000 employés dont les 2/3 aux Pays-Bas. Chiffre d'affaires global de l'ordre de 20 milliards de florins.

DSM EN FRANCE

Producteur européen, DSM dispose en France de moyens de production, de stockage et d'assistance pour :
- les plastiques, produits chimiques et résines,
- les engrais, les produits en matières plastiques, les matériaux de construction.

DSM :
CHIMIE ENERGIE
CONSTRUCTION
ENGRAIS.

DSM

7 DECEMBRE

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- IDÉES**
2. Lettres au Monde sur la réforme de l'enseignement supérieur.
- ÉTRANGER**
3. L'ÉVOLUTION DE LA CRISE LIBANAISE
4. EUROPE
6. DIPLOMATIE
7. AFRIQUE
7. AMÉRIQUES
- POLITIQUE**
- 8-9. Les idées de l'opposition.
10. Les débats parlementaires.
- SOCIÉTÉ**
12. Au procès Paribas : la défense mathématique de M. Pierre Moussa.
13. La recherche française en Antarctique : « Faut-il abandonner la Terre-Adèle ? », par Paul-Émile Victor.
23. SPORTS
- ÉCHECS.
- LE MONDE DES LIVRES**
15. LE FEUILLETON DE BERTRAND POIRY-DÉLÉCHÉ : Prix sans mépris.
18. PRIS LITTÉRAIRES : quels sont les critères de choix des jurés ?
- ROMANS.
19. LETTRES ÉTRANGÈRES : « L'agonie de l'Autriche », de Pierre Roth.
- 20-21. LA FASCINATION DE L'ORIENT : Louis Massignon, le « cheikh admirable ».
22. ALBUMS : arts et littérature.
- SUPPLÉMENT**
- 24-25. Cadeaux de fêtes.
- CULTURE**
26. THÉÂTRE MUSICAL : La plus heureuse des troupes, de Lucien Rosenzweig.
- 28-29. COMMUNICATION.
- ÉCONOMIE**
31. M. Mitterrand et la « bataille » du commerce extérieur.
- La croissance de la masse monétaire pourrait être ramenée de 9 % en 1983 à 6 % en 1984.
- 32-33. SOCIAL.
34. AFFAIRES.
- RADIO-TELEVISION (28)**
- INFORMATIONS**
- « SERVICES » (23) :
- Journal officiel ; Loterie nationale ; Loto ; Arlequin ; Météorologie ; Mots croisés.
- Annonces classées (30) ; Carnet (14) ; Programmes des spectacles (27-28) ; Marchés financiers (36).

Le numéro de « Monde » daté 8 décembre 1983 a été tiré à 482 104 exemplaires

YÉMEN

3 semaines

Départ le 21 janvier

Prix : 20 000 F

PEUPLES DU MONDE

10, rue de Turenne

75004 PARIS

271-50-56

STRA

64, rue de Rennes

PARIS 6

présente ses collections croisières pour celles qui partent au soleil

A B C D E F G

RÉUNIE A GENÈVE

L'OPEP recherche toujours à stabiliser le marché pétrolier

De notre envoyée spéciale

Genève. — On attendait une réunion bouillonnante. Pourtant, à l'issue de la première journée de la conférence ordinaire de l'OPEP, ouverte mercredi 7 décembre à Genève, ce n'était que sourires et optimisme.

Sur le fond pourtant, rien ne semblait réglé, car, si les points de vue semblaient s'être miraculeusement rapprochés sur la politique à suivre, aucun accord général ne s'était dégagé sur les moyens d'appliquer concrètement cette politique, et surtout de la rendre crédible.

Un consensus s'était apparemment dégagé en faveur d'un maintien du prix officiel du brut de référence (34 dollars par baril) et du plafond de production (17,5 millions de barils-jour, fixé en mars dernier à Londres, la plupart des délégations semblant même admettre la possibilité de réduire ultérieurement le niveau de ce plafond, si besoin était, à l'issue des résultats du premier trimestre 1984. Les pays ayant, avant l'ouverture de la conférence, revendiqué des quotas de production supplémentaires paraissent prêts à s'accommoder du statu quo.

L'Iran même, il est vrai totalement isolé sur les positions affichées *a priori*, avait apparemment renoncé à réclamer une augmentation du prix de référence, se contentant de souligner que la baisse décidée en mars n'avait profité qu'à certains pays consommateurs. Tous les pays en fin, y compris l'Arabie Saoudite, convenaient que « le temps était venu d'être plus sérieux », selon l'expression du ministre algérien.

Restait en suspens l'essentiel : comment définir les moyens de retrouver cette crédibilité, de faire respecter dans les faits les engagements officiels ? Or c'est là que le bât blesse, car le plafond de 17,5 millions de barils-jour n'est plus depuis longtemps qu'un chiffre théorique. La production réelle de l'OPEP n'a cessé depuis l'été de dépasser ce seuil, atteignant au troisième trimestre 18,8 millions de barils-jour en moyenne et se situant encore actuellement autour de 18 millions de barils-jour.

L'accord signé, en mars, pêche en effet par deux lacunes : il ne donne aucun pouvoir d'intervention réel au comité de surveillance chargé de faire le point périodiquement de la situation du marché et de décider

des mesures adaptées. Il reste ambigu sur les droits et les devoirs de l'Arabie Saoudite.

Dans la mesure où l'addition de tous les quotas s'élève à 12,5 millions de barils-jour et où, par ailleurs, un plafond de 17,5 millions de barils-jour a été fixé, les partenaires de l'Arabie Saoudite estiment que ce pays doit respecter un quota implicite de 5 millions de barils-jour. En revanche, le royaume souligne qu'il n'a « légalement parlant » aucun quota. « Nous observons une sorte d'autodiscipline », a répété Cheikh Yamani, le ministre saoudien du pétrole, le 7 décembre. Cette situation ambiguë lui a, néanmoins, permis, au troisième trimestre, d'accompagner une reprise éphémère de la demande, d'accroître sa production (5,7 millions de barils en moyenne). Or ce dépassement, qui a incité certains autres producteurs (Nigeria, Koweït, Qatar, notamment) à donner quelques coups de canif dans leurs propres engagements, est à l'origine du glissement des cours observé sur le marché depuis l'automne.

Il est donc essentiel pour l'Organisation de prouver par des décisions et des mesures appropriées sa volonté de faire respecter le plafond et les quotas fixés en mars, faute de quoi, les compagnies anticipant sur un marché mou, la poursuite de la dégradation actuelle, amplifieront, en puisant dans leurs stocks, la baisse de la demande, précipitant ainsi l'effritement des prix. La revue spécialisée *Petroleum Intelligence Weekly* estime, dans sa dernière édition, que le déstockage en cas de manque de confiance des opérateurs pourrait atteindre 3,5 millions de barils-jour au premier trimestre 1984, réduisant la demande finale adressée à l'OPEP à 16,6 millions de barils-jour contre 18,1 millions de barils-jour retrouvait sa crédibilité.

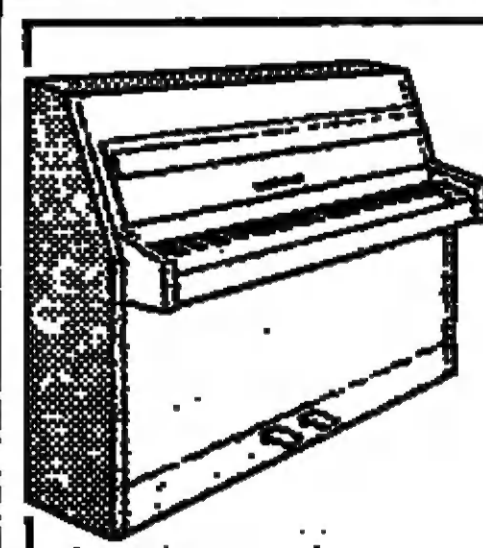
Sur ce point peu de progrès ont été faits. Dans ce cas, le « consensus » sur le maintien d'un statu quo s'écroulerait. L'OPEP se retrouverait exactement dans la même situation qu'il y a onze mois à Genève. Sans accord, sans discipline, face à un marché totalement bloqué et à une spéculation à tout-va.

VÉRONIQUE MAURUS.

(Publié)

En promotion exceptionnelle jusqu'au 15 décembre

4 quarts KRITER pour le prix de 3



Hamm a sélectionné les pianos : **W. HOFFMANN**

L'alliance harmonieuse de la tradition artisanale et de la technique moderne.

hamm

La passion de la musique.

135-139 rue de Rennes, 75006 Paris - Tél. 544.38.66. Parking à proximité

PIAGET

Quartz, étanche, ultra-plat, or 18 carats, changement fuséau horaire instantané.

Aldebert

15, place Vendôme

1, bd de la Madeleine

70, fg Saint-Honoré

Palais des Congrès, Porte Maillot

SUSPENSION « SINE DIE » DES NÉGOCIATIONS STRATÉGIQUES AMÉRICANO-SOVIÉTIQUES

Genève (A.F.P.). — Les négociations de Genève sur les armements stratégiques (START) ont été suspendues *sine die* ce jeudi 8 décembre pour une durée indéterminée. Américains et Soviétiques n'ayant pu se mettre d'accord pour fixer la reprise des pourparlers, a-t-on appris de source soviétique.

BOMBARDEMENT DES POSITIONS AMÉRICAINES A BEYROUTH

Les positions militaires américaines, dans la zone de l'aéroport de Beyrouth, ont subi, ce jeudi matin 8 décembre, des tirs d'artillerie et de roquettes en provenance de quartiers peuplés de Chittes. Les « marines » ont riposté à l'arme lourde. On ignorait, en fin de matinée, si l'engagement avait fait des victimes.

Le vol de la navette Columbia

UNE MOISSON D'INFORMATIONS RECUEILLIES EN DIX JOURS

C'est un exploit peu commun, mais il en a l'habitude, que le commandant John W. Young, cinquante-trois ans, devait accomplir, jeudi 8 décembre au milieu de l'après-midi, en posant en douceur sur la base aérienne d'Edwards (Californie) la navette spatiale Columbia, dont c'était le sixième vol dans l'espace. L'un des responsables des expériences américaines, Rick Chappell, l'a rappelé en faisant remarquer qu'en dix jours l'équipage a recueilli, avec le laboratoire spatial européen Spacelab, cinquante fois plus d'informations que n'en avaient ramené les astronautes de Skylab après vingt-quatre semaines dans l'espace.

Un bon conseil Pour acheter votre MINOLTA



venez nous voir avec cette annonce

Nous vous ferons le prix "grande surface" Exemple : MINOLTA X700 avec obj. Rokkor 1,7/50 mm - 2250 F

Nous vous montrerons comment personnaliser votre équipement avec les 54 accessoires et les 31 objectifs MINOLTA.

Un de nos spécialistes vous fera assise et prendra tout son temps pour vous faire une démonstration complète.

Vous serez sûr de repartir en sachant "bien" vous servir de votre appareil.

4 bonnes raisons qui justifient la devise

images

Photo, ciné labo, vidéo aux meilleurs prix plus les services toujours gratuits.

31 et 24, rue Saint-Augustin 75002 Paris

(métro : 4 Septembre ou Opéra) Tél. 742 42 42

Reprises - Occasions - Carte bleue

Crédits sur mesure - Leasing

Les sommaires de décembre

• LE MONDE DIPLOMATIQUE : les deux désastres palestiniens

Le désir de faire éclater le Liban et de créer un « petit Liban » chrétien a hanté les dirigeants israéliens depuis la fondation de l'Etat juif. C'est ce que montre Yaacov Sharett en se fondant sur le Journal et les lettres de son père, Moshe Sharett, qui fut ministre des affaires étrangères et chef du gouvernement israélien en 1954 et 1955. La tâche fut facilitée par la structure « confessionnelle » de la démocratie libanaise, brillamment exposée par Luc-Henri de La Bar dans un livre écrit voilà dix ans et enfin publié. Au bout de

cette route, des deux grands désastres du peuple palestinien : le sort désespéré des « réfugiés », que décrit un reportage de Marie-Christine Aulas ; l'étrangement de l'O.L.P., qui met en cause, comme l'explique Paul-Marie de La Gorce, la responsabilité de la communauté internationale. Tel est l'aboutissement d'une volonté que Marcel Liebman soigne avec son article intitulé « Politique et mystique en Israël ».

★ Le numéro : 10,50 F.

• LE MONDE DE L'ÉDUCATION : sa majesté bébé

Pour fêter son centième numéro, le Monde de l'éducation marque, de façon symbolique, que l'éducation ne se réduit pas à l'enseignement. En proposant un dossier sur les bébés, le Monde de l'éducation marque son intérêt pour la petite enfance, la psychologie de l'enfant, la vie du couple, sujet qu'il traite régulièrement, aux côtés du suivi de l'institution scolaire et universitaire.

Dans le même numéro, trois autres sujets : « Militaires, prêt pour vos enfants », ou comment ne pas sacrifier ses enfants au service du bien commun ; une étude sur « Les enfants immigrés dans les classes » ; font-ils baisser le niveau ? comme on le croit souvent, à tort. Et « Pour les fêtes », une sélection de livres, de bandes dessinées pour enfants, de disques et de jouets.

★ Le numéro : 10,50 F.

• DOSSIERS ET DOCUMENTS : dix ans de crise

Il est généralement convenu de faire remonter au 17 octobre 1973 le début de la crise économique qui frappe les pays industrialisés et par extension la planète entière.

Ce premier choc pétrolier a été suivi en 1979 d'un second tout aussi perturbant. L'enquête du dossier à partir de 1982 a encore accru les tensions et les contradictions d'une économie affectée par une profonde mutation structurelle. Théoriciens économiques et responsables politiques sont contraints de se remettre en

question. Rarement les analyses auront été aussi divergentes, et les gouvernements n'hésitent pas à accomplir de spectaculaires virages. Dans le dossier de huit pages qu'ils ont rassemblé à partir de la documentation du Monde et avec le concours du service économique, Olivier Mazel et Jean-Claude Grimal, tous deux professeurs de sciences économiques, tentent de dresser un bilan de ces dix ans de crise.

★ Le numéro : 5,30 F.

• LE MONDE DE LA MUSIQUE : d'Orient en Occident

Pianistes chinois, violonistes coréens, chefs d'orchestre japonais, ils sont de plus en plus nombreux à ravir tous les leuvers dans les concours internationaux. En même temps, le désir est vif, de ce côté-ci du monde, de découvrir les traditions musicales extra-européennes. Le théâtre nô, les concerts de musique indienne, les spectacles de danse africaine, font sauter le cœur. Il y a là plus qu'une mode : un besoin irrépressible d'ouverture et d'enrichissement mutuel.

Du compositeur vietnamien Nguyen-Thien Dao au pianiste japonais Yosuke Yamashita en passant par l'indien Kamelesh Mahtia, et par un grand nombre de musiciens européens, jazzmen ou de tradition savante, le Monde de la Musique mène une vaste enquête dans son numéro de novembre sur ces phénomènes complexes de « métissage culturel ».

★ Le numéro : 15 F.

• LE MONDE DES PHILATÉLISTES : douze leçons et un concours

Rares sont ceux qui n'ont pas, un jour ou l'autre, commencé une collection de timbres. Mais rares aussi sont ceux qui l'ont poursuivie de façon méthodique.

Le Monde des philatélistes a décidé de venir en aide aux philatélistes en herbe, jeunes débutants fascinés par ces vignettes qui leur racontent en images le monde d'hier et d'aujourd'hui, ou retracent soucieux d'occuper leurs nouveaux loisirs. Le Monde des philatélistes commence donc dans ce numéro de décembre

une série de douze leçons de philatélie.

Dans ce même numéro, les jeunes de moins de seize ans sont invités à participer à un concours de dessin. Thème choisi : l'automobile. Le dessin retenu fera la « une » du Monde des philatélistes, qui présentera en même temps le timbre émis prochainement par l'administration postale sur le même sujet.

★ Le numéro : 10,50 F.

Découvrez les fourrures éternelles



ALEXANDRE

FOURRURES 376, r. St-Honoré Paris (1^{er})

"Depuis 1934... le fournisseur le plus jeune de la rue Saint-Honoré"

SAPHIR & OR

TENDRES ! PASSIONNÉS ! CALINS ! DES BIJOUX SAGES POUR LES FOUS D'AMOUR.

JACQUES TOUP

VOTRE AMI JOAILLER

9, bd des CAPUCINES - PLACE DE L'OPÉRA - 75002 PARIS

Nouveau record pour le dollar : 8,85 F

Les trois priorités de...

Buena suerte... nouveau pr...

• La respo...
• La m...
• Une prélo...

Succès te...

Succès te...

Succès te...

Succès te...

Succès te...

Succès te...

Succès te...

Succès te...